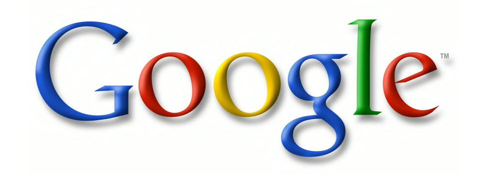


This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

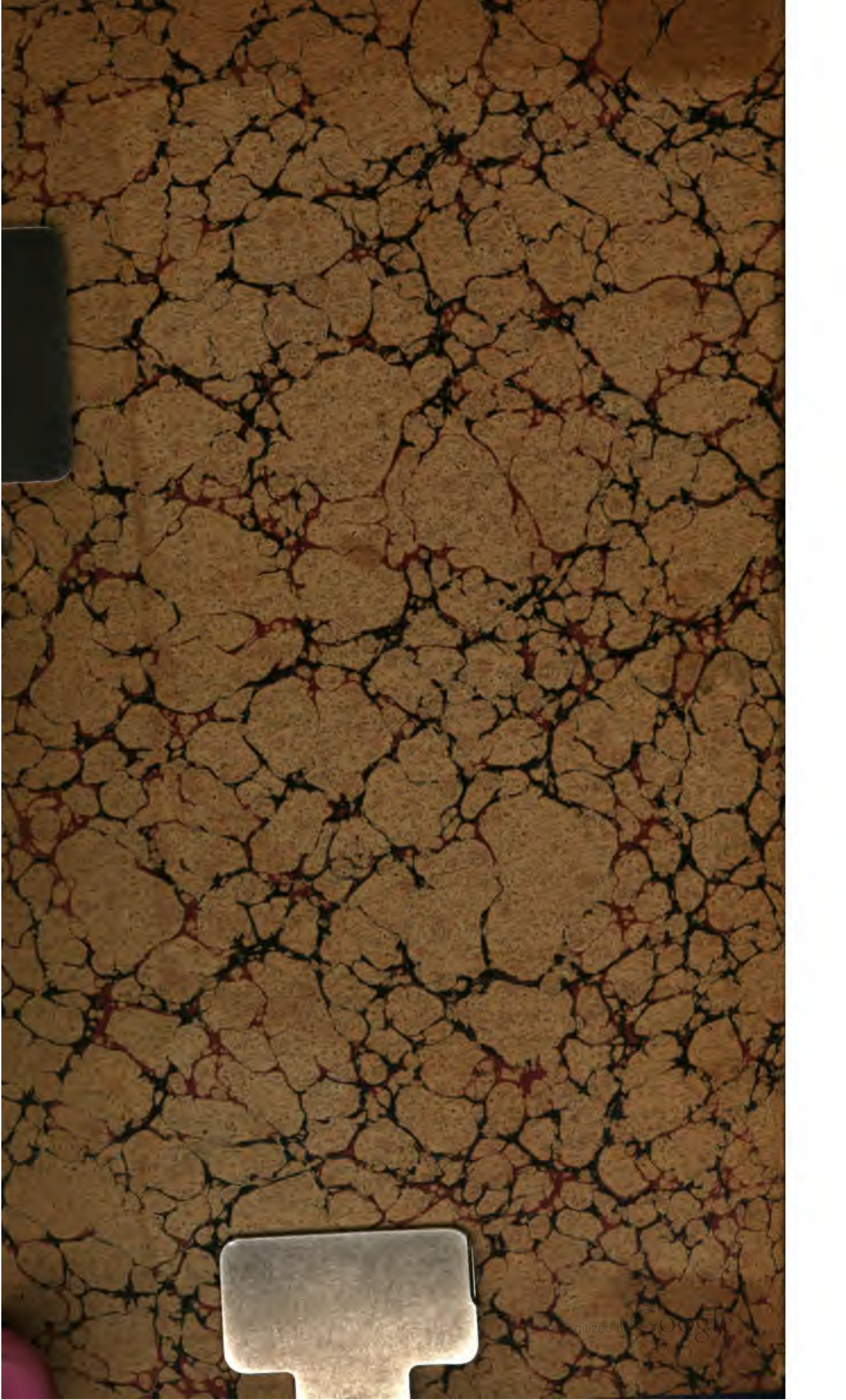
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at http://books.google.com/



Digitized by Google


Digitized by Google

Digitized by Google

Digitized by Google

2343

e. 297/.1

Digitized by Google

HISTOIRE

DE LA

GUERRE DU PACIFIQUE

(1879-1880)

Digitized by Google

SCEAUX. — IMPRIMERIE CHARAIRE ET FILS.

Digitized by Google

HISTOIRE

DE LA

GUERRE DU PACIFIQUE

1879-1880

PAR

DIEGO BARROS ARANA

PREMIÈRE PARTIE

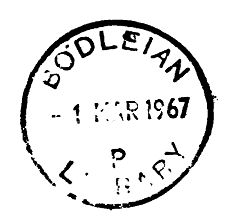
AVEC UNE CARTE GÉNÉRALE DU THÉATRE DE LA GUERRE,
ET HUIT PLANS DE COMBATS



PARIS
LIBRAIRIE MILITAIRE DE J. DUMAINE
LIBRAIRE-ÉDITEUR
L. BAUDOIN ET Cie, SUCCESSEURS
Rue et passage Dauphine, 30

1881

Digitized by Google



Digitized by Google

HISTOIRE

DE LA

GUERRE DU PACIFIQUE

(1879-1880)

AVANT-PROPOS

Lorsque les républiques américaines se séparèrent de l'Espagne pour se constituer en états indépendants, elles adoptèrent comme principe général, pour la fixation de leurs limites territoriales, une règle qui, au moins en apparence, était destinée à faire disparaître toutes les difficultés.

Les limites des nouveaux états, disait-on, seront les mêmes que celles qu'avaient, sous le régime espagnol, les vice-royautés, les capitaineries générales, ou les provinces formant à présent les républiques indépendantes. Ce principe du droit public américain est appelé l'*Uti possidetis de* 1810, parce que cette année a été la dernière dans laquelle l'Espagne a exercé sur ces vastes territoires sa souveraineté pleine et entière, sans entraves ni discussion.

Digitized by Google

En théorie, il n'y avait donc rien de plus facile que de régler, dans ces pays, toutes les questions de limites. Chaque état reconnaissait, pour la démarcation de son territoire, celle que le monarque espagnol avait donnée à la province qui formait la nouvelle république. Dans la pratique, ce principe devait offrir et a offert les difficultés les plus sérieuses.

D'abord l'Amérique espagnole, dont la population est assez faible, était encore beaucoup moins peuplée sous le régime colonial. Entre une province et l'autre, il y avait souvent de grandes parties de territôire encore mal explorées et fréquemment abandonnées aux sauvages; il s'y trouvait aussi des espaces inhabités ordinairement stériles, quelquefois fertiles, mais l'état rudimentaire de l'industrie coloniale faisait croire qu'on ne pouvait en tirer aucun profit. Ces territoires intermédiaires pouvaient être également réclamés à titre plus ou moins plausible par l'une ou l'autre des provinces limitrophes.

D'un autre côté, le roi d'Espagne n'avait pas toujours établi des limites fixes aux diverses provinces de son empire colonial. Les dispositions qu'il dicta à cet effet étaient en général fort élastiques, quelquefois vagues, surtout quand elles s'appliquaient à des régions dont l'étude géographique était incomplète. De plus, le roi, étant le souverain de ces vastes pays, chargeait indifféremment tantôt un fonctionnaire, tantôt un autre, de certains actes de juridiction sur un territoire qui pouvait très bien ne pas être soumis à ce délégué; et cette mission créait pour celui-ci un titre de souveraineté apparente qui a pu plus tard être invoqué dans la dis-

Digitized by Google

cussion des limites des nouveaux états. Il en est résulté que, malgré le principe absolu et définitif que semble renfermer l'*Uti possidetis de* 1810, chacune des républiques hispano-américaines a eu autant de questions de limites qu'elle avait d'états limitrophes. Les plus grandes parties de ces questions attendent encore leur solution ; quelques-unes ont produit de sérieuses complications et ont préparé de graves conflits.

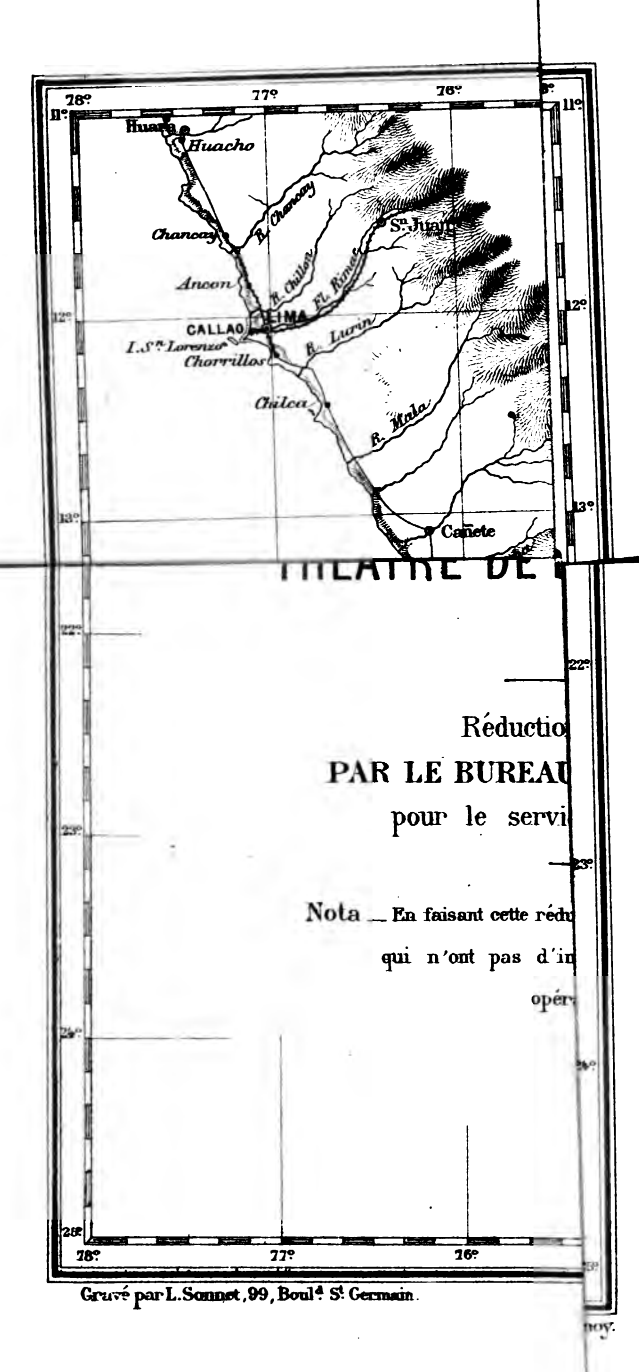
La question qui a provoqué la guerre à laquelle on a donné, en Europe, le nom de *guerre du Pacifique*, doit son origine à ces difficultés. Désireux de la faire connaître dans ses causes et dans ses développements, nous commencerons par exposer certains antécédents qui, nous le croyons, en rendront l'intelligence plus facile et plus complète.

Digitized by Google

Digitized by Google



Digitized by Google



Digitized by Google

PREMIÈRE PARTIE

LES CAUSES DE LA GUERRE

CHAPITRE PREMIER

La république du Chili. — Situation misérable de ce pays sous le régime colonial. — Il précède tous les autres États hispano-américains dans l'affermissement de la paix intérieure et l'organisation administrative. — Explications qu'ont donné de ce fait quelques publicistes européens. — Progrès réalisés par cette république.

Bien que de la même origine, conquis par la même race, pratiquant la même religion, parlant la même langue, soumis à la même législation, élevés dans les mêmes sentiments et dans les mêmes idées, les peuples hispano-américains n'ont pas suivi la même voie en se constituant en républiques indépendantes. Leur développement n'a pas été égal, et leurs progrès ont été bien différents. Tandis que les uns ont vu augmenter leur population, leur richesse, leur civilisation, les autres présentent un exemple de stagnation tel, qu'on a pu se demander s'ils avaient gagné ou perdu à devenir indépendants.

Sous ce rapport, la république du Chili offre un exemple qui ne pouvait manquer d'attirer l'attention de quelques publicistes de l'ancien continent. L'historien allemand Gervinus, après avoir raconté avec une rare sagacité et en s'appuyant sur un grand nombre de faits, la naissance de ces nouveaux États, n'hésite pas à placer le Chili au premier

Digitized by Google

rang des républiques bien équilibrées. « On vit s'y établir une tranquillité et un ordre plus grands que dans les autres États, ajoute-t-il, sans que le pays eût à subir le despotisme ou une dynastie ; le règne de l'ordre y est, en outre, favorisé par l'heureuse influence d'une constitution modérée. Or ce seul exemple a suffi pour que même les plus découragés parmi les républicains tant éprouvés, n'aient pas encore perdu tout espoir de voir un meilleur avenir se lever, un jour, sur tous ces vastes territoires[1]. »

A première vue il semblait qu'aucune des anciennes colonies de l'Espagne n'était moins apte à réaliser ces progrès et les destinées d'une république indépendante. Bien qu'elle ne fût pas la plus petite des provinces qui formaient le vaste empire colonial des Espagnols, elle était sans aucun doute la plus pauvre et la plus arriérée. Sa population ne dépassait pas 500,000 habitants ; son commerce avec les autres colonies se réduisait à 2,000,000 de piastres (10,000,000 de francs) par an ; et les revenus publics atteignaient à peine un demi-million de piastres (2,500,000 francs).

Un célèbre géographe espagnol, qui connaissait particulièrement l'Amérique, disait au commencement de ce siècle : « Cette province (le Chili) a été la moins utile à la métropole, la plus coûteuse et la plus disputée[2]. »

D'un autre côté, au point de vue des intérêts moraux, le Chili sous le régime colonial était plus arriéré encore. Étant la plus pauvre et la plus éloignée des possessions espagnoles du nouveau monde, il fut aussi la plus négligée sous le rapport du développement intellectuel. Le Chili avait très peu d'écoles, un modeste séminaire, un collège conventuel et, depuis le milieu du siècle dernier une université, établie sur le modèle de celles d'Espagne, mais dans de faibles proportions, et bien plus arriérée. Vers la fin de la domination espagnole, il n'y avait pas dans tout le pays dix hommes capables de comprendre un autre latin que celui des commentateurs des lois de Castille, des traités de théologie et de droit canonique, ou en état de lire une page de français ou de n'importe quelle

1. G.-G. Gervinus, *Histoire du* XIXe *siècle* (traduction Minssen), t. X, p. 336.

2. Torrente, *Géographie universelle*, t. II, p. 380.

Digitized by Google

autre langue moderne. Qu'il suffise de dire que, tandis que le Mexique et le Pérou avaient des imprimeries depuis le XVIe siècle, et les autres colonies à partir du XVIIIe, le Chili resta privé de cet élément de propagation des lumières jusqu'en 1812, c'est-à-dire deux ans après le commencement de la révolution qui lui donna l'indépendance.

Cependant, le Chili vainquit ces difficultés qui paraissaient insurmontables; il établit un gouvernement régulier avant toutes les autres républiques, ses sœurs. Son indépendance ne fut assurée qu'après une lutte opiniâtre et acharnée, mais avec moins de commotions et de bouleversements intérieurs que dans aucune des autres nations de même origine. A peine délivré des ennemis extérieurs, le nouvel État organisa, en 1820, une escadre et une armée qui allèrent affranchir le Pérou.

Depuis lors, le Chili donna toute son attention à organiser le régime intérieur du pays, à régler ses finances, à remplir ponctuellement tous ses engagements, à encourager et à développer l'instruction publique, à ouvrir des routes et à réformer sa législation; en un mot, il ne négligea rien de tout ce qui prépare la grandeur et la prospérité des nations.

Ces efforts ont été couronnés d'un plein succès. Depuis 1830, ce pays a offert un exemple unique dans l'Amérique espagnole, et très rare dans les autres parties du monde, celui de la succession légale et réglée de tous ses gouvernements. Depuis 1830, tous les chefs du pouvoir exécutif y sont arrivés en vertu de la loi, sans que jamais aucun ait été imposé par une révolution [1].

Dans cette période de cinquante ans, il y a eu à peine deux commotions qui aient troublé la paix publique dans quelques provinces pendant trois ou quatre mois; mais sans

1. La durée de la présidence est de cinq ans, et le renouvellement du président a lieu le 18 septembre. Jusqu'en 1871, la constitution permettait la réélection, et les quatre premiers présidents furent réélus. Ainsi donc le Chili a eu depuis cette époque les chefs du pouvoir exécutif suivants : — Le général don Joachim Priéto, de 1831 à 1841; le général don Manuel Bulnes, de 1841 à 1851; don Manuel Montt, de 1851 à 1861; don José Joachim Pérez, de 1861 à 1871; don Frédéric Errázuriz, de 1871 à 1876, et don Annibal Pinto, président actuel, qui a commencé à gouverner le 18 septembre 1876. Les deux premiers seulement étaient des militaires.

Digitized by Google

interrompre en aucune façon l'ordre légal du pays. Pendant les vingt dernières années surtout, après la dernière de ces commotions, le régime des garanties et des libertés assurées par la constitution n'a été suspendu dans aucune partie du territoire pas même un seul jour. Au Chili, l'état de siège, la dissolution du congrès, la fermeture des imprimeries, les coups d'autorité sont passés pour toujours.

Voilà, dira-t-on, un exemple bien rare dans l'Amérique espagnole, et même dans bien d'autres pays. Le cas en effet est assez rare, et par cela même, il a attiré l'attention des esprits observateurs qui ont cherché à se l'expliquer.

Un agent diplomatique de la Grande-Bretagne, qui a habité ce pays pendant quelques années, qui l'a étudié sérieusement et l'a fait connaître à son gouvernement dans un rapport officiel très détaillé, M. Horace Rumbold, après avoir exposé avec ordre et méthode cet état de choses en explique les causes dans les termes suivants [1] :

« Les pages qui précèdent auront été écrites en vain si elles ne donnent pas au lecteur l'idée d'une nation sobre, pratique, laborieuse, bien ordonnée et gouvernée sagement, contrastant grandement avec les autres états de même origine et possédant des institutions semblables à la sienne qui s'étendent sur le continent sud américain. Le Chili doit les bienfaits dont il jouit aux traditions implantées dans son administration par les fondateurs de la République ; à la part prépondérante que la classe élevée et aisée a prise aux affaires publiques ; à l'heureuse extinction du militarisme ; à la culture soignée des instincts conservateurs innés en lui ; à l'absence presque complète de ces sources accidentelles de richesse que la Providence a prodiguées si abondamment à quelques-unes des nations voisines ; à la nécessité par conséquent, d'avoir

1. Le rapport de M. Rumbold, présenté au gouvernement de S. M. B., en décembre 1875, a été traduit et publié en français sous ce titre : « Le Chili, rapport de M. Horace Rumbold, ministre de la Grande-Bretagne à Santiago, sur les progrès et la condition générale de la république, traduit du livre bleu, présenté aux deux Chambres par ordre de S. M. » (Paris, 1877, in-8°). Ce livre est, à tous les points de vue, un des meilleurs que l'on puisse consulter pour connaître la situation politique, financière et industrielle du Chili. (Voyez les pages 44 et suivantes d'où nous tirons l'extrait reproduit plus haut.)

Digitized by Google

recours à un grand labeur rapidement récompensé par un sol généreux ; à l'endurance patiente et à l'aptitude au travail de sa population courageuse, et, au-dessus de tout cela peut-être, à la négligence de ses anciens maîtres, qui l'obligea lorsqu'il en eut secoué le joug à créer tout par lui-même, et fit appel à des efforts exceptionnels de la part de la nation.

« Tout ceci peut être résumé en deux mots : travail et sens pratique, (*trabajo* et *cordura.*)

« Il faut toutefois se rappeler qu'il est redevable de beaucoup à un climat aussi parfait qu'il soit possible de trouver sur n'importe quel point du globe, à un ciel pur sous lequel tout prospère ; aux montagnes grandioses qui n'ont pas seulement contribué à sa richesse par une provision abondante des métaux les plus communs comme les plus utiles, mais encore l'ont protégé et isolé, dans la période critique de son enfance, d'un contact trop immédiat avec les nations turbulentes qui l'entourent.

« Et de fait, ainsi qu'il l'a été démontré dans la première partie de ce long rapport, sa fortune (semblable en quelques points à celles de notre propre pays), a été matériellement influencée par des conditions de climat et de position géographique. Enfin, il ne doit pas peu, et il ne devrait pas l'oublier, à l'énergie et à l'aide des étrangers, principalement des Anglais ; aux gens d'autres pays qui ont combattu pour lui, instruit ses enfants, construit ses chemins de fer et fait le commerce dans ses ports, et à l'immixtion assez considérable de sang étranger qui coule dans sa population. »

Un publiciste français, M. A. Rabutaux, qui a étudié la situation du Chili, dans un excellent article du *Dictionnaire général de politique*, de M. Maurice Block [1], expose dans les termes suivants les causes de sa prospérité actuelle.

« Sous la ferme administration du général Priéto et de Portalès (son ministre), la paix se consolida, des habitudes d'ordre et de sagesse politique s'établirent dans le pays, et le

1. T. I, p. 331. On retrouve des jugements semblables dans presque tous les livres d'histoire contemporaine et dans les traités ou dictionnaires de géographie, notamment dans l'*Encyclopédie britannique*, le *Grand dictionnaire* de Larousse, et le *Dictionnaire de géographie* de M. Vivien de Saint-Martin.


Digitized by Google

Chili entra dans une voie de progrès, dont la marche depuis ce temps, n'a eu à éprouver que de rares et courtes interruptions. On s'est demandé d'où était venu à la république du Chili cet heureux privilège, et quelles favorables circonstances lui avaient valu une destinée si différente de celle des autres démocraties du Sud. On en a indiqué plusieurs causes : d'abord l'abstention des Espagnols d'Europe, qui, en n'intervenant que discrètement dans les luttes de la révolution, ont garanti ainsi leur propre sécurité et ont évité d'ajouter un parti de plus aux partis déjà en présence, — la pureté de la race créole qui s'est peu mêlée aux Indiens, et par ce moyen a conservé sa vigueur et sa supériorité morale, — le caractère propre de cette race active et sérieuse, qui aime à se comparer aux Anglais, et qu'un voyageur rapproche de la famille hollandaise, — le profond sentiment national dont elle est pénétrée, son goût pour les affaires et pour le commerce, — l'isolement du pays, qui, défendu à l'orient par la mer et à l'occident par la chaîne des Andes, est protégé à la fois contre l'ambition de ses voisins et contre la sienne propre, — la disposition territoriale enfin de ce même pays qui ne saurait se prêter à de longues guerres civiles et où toute querelle doit être décidée d'un coup. »

Nous pourrions signaler d'autres causes de cette situation exceptionnelle du Chili ; mais cela nous mènerait un peu trop loin. Pour l'objet que nous nous proposons, ils nous suffit de constater que cette petite république, grâce à l'ordre qui y règne et à l'esprit laborieux et entreprenant de ses enfants, a su s'élever de la triste situation de la dernière et de la plus pauvre des colonies de l'Espagne, à un état de prospérité et de richesse auquel n'ont pu atteindre ses sœurs plus favorisées par la nature et par la protection de leurs anciens souverains. Le Chili, en effet, non content de devancer les autres dans l'établissement d'un gouvernement régulier, et de la tranquillité intérieure, entreprit avant tout autre les travaux qui donnent la mesure du progrès d'une nation. Il fut le premier à abolir l'esclavage, le premier à organiser sur une vaste échelle l'instruction publique ; ce fut lui qui accorda la plus grande liberté commerciale, et qui, le premier dans toute l'Amérique du sud, construisit des voies ferrées et établit des

Digitized by Google

télégraphes. Tels sont les heureux résultats de la tranquillité qu'il a su maintenir dans son sein.

A l'ombre de la paix, le Chili a également réalisé un autre ordre de progrès. Ses ports, ses villes, ses champs ont été ouverts aux étrangers de tous les pays, et particulièrement aux Européens : aux Allemands, qui ont peuplé les colonies du Sud; aux Anglais, qui ont établi dans le pays le grand commerce; aux Français qui y introduisent leurs objets de luxe et leurs produits élégants, en même temps qu'ils y exercent leurs professions et leurs industries si variées. La différence de croyances n'a été un obstacle pour personne, parce que la loi chilienne a protégé non seulement l'exercice de tous les cultes chrétiens, mais qu'elle accorde en outre la faculté d'ouvrir des écoles dans lesquelles chaque secte donne l'enseignement qu'elle préfère. Un ancien diplomate disait, il y a peu d'années, que le Chili était le pays où la diplomatie avait le moins à faire pour défendre ses nationaux, parce que dans ce pays, on ne connaissait pour ainsi dire pas ces spoliations dont les étrangers sont journellement victimes chez les peuples hispano-américains, et parce qu'au Chili le gouvernement règle à l'amiable et sans retard toutes les difficultés qui peuvent se produire.

Digitized by Google

Digitized by Google

CHAPITRE II

Progrès industriels du Chili. — Les mineurs et industriels du Chili commencent à peupler le désert d'Atacama. — Le gouvernement de la Bolivie réclame ce territoire. — Difficultés diplomatiques et menaces de guerre en 1863. — Traité de 1866. — La Bolivie n'observe pas ce traité. — Rapide développement de l'industrie chilienne dans le désert. — Révolution en Bolivie en 1871. — Elle suscite de nouvelles difficultés pour l'accomplissement du traité. — On signe à la Paz le pacte complémentaire de 1872. — Nouvelles concessions que ce traité faisait à la Bolivie.

Tenus ainsi éloignés des voies révolutionnaires et par l'influence de la loi, et par l'action à la fois ferme et modérée du gouvernement, les Chiliens ont concentré toute leur activité sur un seul point : le développement de l'industrie. En même temps que le gouvernement faisait explorer tout le territoire, étudier minutieusement la faune, la flore et la minéralogie du pays, qu'il en faisait lever sur une grande échelle la carte géodésique et géologique[1], la population des provinces centrales se livrait avec ardeur au commerce et à l'agriculture; celle du sud exploitait les gisements de houille, et celle du nord les mines d'argent et de cuivre. La conséquence de cet esprit d'i-

1. Pour obtenir ce résultat, le gouvernement avait appelé au Chili une vraie colonie de savants européens qui ont rendu les services les plus importants. Nous nous bornerons à citer les noms de M. Cl. Gay, plus tard membre de l'Académie des sciences; du géologue et minéralogiste Domeyko; du naturaliste Philippi; de l'astronome Moesta, et du géographe Pissis, qui a levé, après vingt-quatre ans de travail, la carte du territoire. Nous n'avons pas à parler ici des professeurs engagés en France et en Allemagne pour enseigner la chimie, la médecine, la mécanique, l'économie politique, les humanités, les langues classiques, etc. Il convient cependant d'ajouter que le Chili a également appelé à son service un grand nombre des hommes les plus distingués de l'Amérique espagnole.

Digitized by Google

nitiative a été de quintupler la population qui atteint aujourd'hui le chiffre de près de deux millions et demi d'habitants. Les rentes publiques qui, en 1810, représentaient à peine un demi-million de piastres, s'élèvent aujourd'hui à plus de dix-sept millions; et le commerce extérieur qui était alors de deux millions atteint maintenant le chiffre considérable de soixante millions. Le port de Valparaiso qui, à cette époque, était le quatrième ou le cinquième du Pacifique par son importance commerciale, et qui avait à peine trois mille habitants, est aujourd'hui le premier de l'Amérique espagnole dans ces mers et compte environ cent mille âmes.

L'exploitation des mines dans la région du Nord a pris un énorme développement. Sans parler de l'argent, il est bon de rappeler que le Chili produisait, en 1870, plus de la moitié du cuivre employé par l'industrie du monde entier. Cette exploitation porta les Chiliens à s'enfoncer de plus en plus dans le désert d'Atacama, qui, pendant des siècles, avait été considéré comme stérile pour toute espèce d'industrie. C'était pour tout le monde un affreux climat, une région maudite, sans eau, sans végétation, où l'homme ne pouvait voyager qu'à la condition d'emporter l'eau et les vivres tant pour sa subsistance que pour celle des bêtes de somme.

L'activité des Chiliens y trouva cependant des mines de cuivre, des dépôts de guano et de salpêtre, ou nitrate de soude, dont l'industrie pouvait retirer de grands avantages. Le gouvernement du Chili fit reconnaître scientifiquement cette région par terre et par mer, pour favoriser l'infatigable esprit d'entreprise de ses nationaux. De cette manière les anses et d'autres points de l'aride désert situés au sud du 23e degré de latitude, commencèrent à se peupler d'industriels et de travailleurs chiliens.

Le gouvernement de la Bolivie, même au milieu des révolutions qui l'ont incessamment déchiré, n'avait pas vu avec indifférence les progrès industriels de ses laborieux voisins. Il ne tarda pas à entamer des réclamations diplomatiques, tantôt modérées, tantôt menaçantes et belliqueuses. Il paraît que cette question servait les intérêts des différents partis et leur fournissait un moyen de tranquilliser l'opinion par l'annonce ou la menace de complications extérieures. La Bolivie

Digitized by Google

prétendait que le territoire que les Chiliens commençaient à peupler, était compris dans ses limites, d'après le principe de l'*Uti possidetis de* 1810.

Le Chili répondit à ces réclamations d'un ton à la fois ferme et modéré, en évitant scrupuleusement les provocations belliqueuses. Chaque partie produisit ses documents historiques, et l'une et l'autre montrait la confiance la plus absolue, dans la légitimité de ses titres. Il y eut un moment où cette discussion fut sur le point de se changer en une rupture armée.

Le 5 juin 1863, l'assemblée législative de la Bolivie vota une loi conçue en ces termes : « Le pouvoir exécutif est autorisé à déclarer la guerre au gouvernement de la république du Chili, si, après avoir épuisé les moyens de conciliation par voie diplomatique, il n'obtient pas la restitution du territoire usurpé, ou au moins une solution pacifique, compatible avec la dignité nationale. »

Le gouvernement du Chili écouta avec calme, et pour ainsi dire avec indifférence, cette provocation si inopportune et si contraire aux règles. Et, malgré les exigences d'une partie de la presse et de quelques députés qui voulaient suspendre toute négociation avec la Bolivie à moins que cette déclaration ne fût retirée, il continua à négocier, et il reçut même à Santiago un nouveau ministre plénipotentiaire de ce pays.

Tout d'abord, ces négociations ne conduisirent à aucun résultat pratique ; mais enfin, le 10 août 1866, on signa un traité qui paraissait devoir mettre un terme à toutes ces questions. Dans l'intérêt de la paix et de la bonne harmonie entre deux États voisins, le Chili limitait sa souveraineté effective au 24e degré de latitude sud. Mais en compensation, il fut convenu que le produit des dépôts et des droits de douanes à percevoir sur l'exportation des minéraux extraits du territoire entre le 23e et le 25e degré, seraient répartis par moitié entre les deux gouvernements. Il fut stipulé, en outre, que les deux États payeraient également par moitié une indemnité de 80,000 piastres (400,000 francs), qui était due à divers particuliers.

Afin de faire mieux comprendre l'esprit de cette stipulation, nous devons dire que toutes les industries établies dans le territoire compris entre le 23e et le 25e degré, étaient exploitées par des citoyens et des capitaux chiliens.

Digitized by Google

Y eut-il là une faute de la part du gouvernement chilien? Le temps est venu démontrer bien vite l'erreur qu'il avait commise, en comptant qu'un pacte de cette nature pouvait raffermir la paix entre les deux États. Pour qu'un semblable traité produisît les résultats qu'on en espérait, il aurait fallu que les parties contractantes eussent pu compter sur des gouvernements stables, sérieux et animés d'un égal respect pour les stipulations établies. Il aurait fallu que l'on eût eu de part et d'autre, et au même degré, la ferme intention de remplir loyalement les engagements financiers qu'on avait contractés.

Sous tous les points de vue, le Chili avait mis ses intérêts en péril par le traité de 1866.

En effet, il commença par payer les 40,000 piastres (200,000 francs), que les stipulations du traité avaient mises à sa charge. Pour la Bolivie, elle oublia complètement cet engagement. Le Chili était expressément autorisé à nommer des contrôleurs dans les bureaux de douanes du territoire en question; et cela en vertu de l'article 3 du traité, qui dit textuellement ce qui suit : « Le gouvernement du Chili pourra nommer un « ou plusieurs employés qui, investis d'un droit parfait de « surveillance, pourront vérifier le compte des entrées de la « douane, et percevoir dans le même établissement, directe-« ment et par trimestre, la part de bénéfices qui correspond au « Chili. »

Malgré une prescription aussi formelle, non seulement la Bolivie n'a jamais payé un centime au Chili, pour la part qui lui revenait des droits de douane qu'elle avait perçus, mais encore, sous prétexte que le droit d'intervention de la part du Chili limitait sa souveraineté nationale, elle arrêta l'action des employés de ce pays, et s'opposa à l'inspection des comptes. Une pareille conduite, qui constituait une violation flagrante d'un pacte solennel, ne peut trouver son explication que dans le fait suivant, consigné dans les documents officiels de la Bolivie : Jusqu'au commencement de 1873, on n'avait aucun livre de comptabilité dans les douanes d'Antofagasta et de Mejillones, les seules existantes dans le territoire exploité en commun. Les bureaux de douane avaient perçu des sommes très considérables à titre de droits fiscaux, dont la moitié appartenait au Chili, et l'autre à la Bolivie. Mais il n'y avait pas

Digitized by Google

un seul livre, un seul papier qui constatât le chiffre auquel s'élevaient ces entrées, et bien moins la destination qu'on leur avait donnée. Il y avait seulement deux faits réels, indiscutables : la caisse était vide et le Chili n'avait pas reçu un centime.

Cette situation anormale devint encore plus intolérable, quand les industries chiliennes, établies sur ce territoire, prirent une plus grande extension. De 1866 à 1868, deux citoyens chiliens découvrirent dans ces contrées de vastes dépôts de nitrate de soude et de borax. Ils sollicitèrent et obtinrent du gouvernement bolivien la concession de divers terrains salpêtriens aux conditions suivantes : Les concessionnaires devaient payer à l'État une patente de 10,000 piastres (50,000 francs). Ils devaient construire à leurs frais un môle dans le port d'Antofagasta; ils devaient ouvrir vers l'intérieur vingt-cinq lieues de chemin carrossable, et enfin établir, également à leurs frais, des dépôts d'eau et des abris pour les voyageurs.

Ces conditions furent remplies et au delà par les concessionnaires. Une société anonyme s'organisa au Chili pour l'exploitation des salpêtrières, et les capitaux chiliens affluèrent dans ces parages. La compagnie paya ponctuellement la patente de 50,000 francs, elle construisit le môle à Antofagasta, elle établit les dépôts d'eau et les auberges dans les endroits indiqués et, enfin, au lieu de la route carrossable qu'elle s'était obligée à ouvrir, elle construisit un chemin de fer. Les dépenses de ces divers travaux et des constructions nécessaires à l'exploitation, montèrent à 6.000,000 de piastres (30.000,000 de francs).

A la même époque, en 1870, un autre fils du Chili, non moins entreprenant, s'enfonçait dans le désert d'Atacama. Après des fatigues sans nombre, il pénétra dans des montagnes arides et inhospitalières qu'un pied humain n'avait peut-être jamais foulées, et là, un peu au sud du 23° degré de latitude sud, il découvrit les riches mines d'argent de Caracoles. A cette nouvelle les capitaux chiliens ne se firent pas attendre. Sans se laisser arrêter par les difficultés d'une entreprise si colossale, on apporta de l'eau, des vivres et des fourrages; on y transporta des bois pour la construction des maisons. Ces hardis travailleurs bravaient avec un égal courage, pendant le jour, l'ardeur du soleil des tropiques, et pendant la nuit le

Digitized by Google

froid intense de ces déserts au climat inégal et extrême. Les infatigables industriels du Chili y bâtirent une ville, qui acquit en peu de temps une certaine importance. Le commerce se développa rapidement dans cet endroit, et Caracoles, ainsi que le port d'Antofagasta devinrent le centre de grandes spéculations industrielles et commerciales. Les droits perçus depuis lors par les bureaux de douanes établis dans le territoire compris entre le 23e et le 25e degré, furent plus considérables et, par conséquent, plus flagrante encore la violation du traité de 1866; cette violation privait le Chili de la moitié qui lui revenait sur ces contributions.

Sur ces entrefaites, il éclata une nouvelle révolution en Bolivie. Le gouvernement qui avait signé ce pacte fut renversé en 1871. La nouvelle administration, comme toutes celles qui naissent d'un mouvement révolutionnaire, déclara que le gouvernement déchu avait laissé des souvenirs funestes dans le pays, et que, pour cette raison, elle avait l'intention d'annuler tous ses actes, même ceux qui provenaient d'un pacte international, ou d'un contrat constituant une propriété acquise à titre onéreux.

Deux ingénieurs, l'un nommé par le Chili, l'autre par la Bolivie, avaient tracé la ligne de démarcation en vertu du traité de 1866. C'était un acte sanctionné et consommé. On prétendit en Bolivie que ce tracé était mal fait, et qu'il fallait le refaire. Le gouvernement du Chili ne perdit pas son calme au milieu de ces difficultés et de la négation de ses droits, et, au lieu de prendre une attitude résolue et belliqueuse, il préféra ouvrir de nouvelles négociations. La compagnie d'Antofagasta, pour sa part, se résigna à soumettre son contrat à l'approbation du nouveau gouvernement de Bolivie.

Cependant les négociations diplomatiques ne marchaient pas avec la rapidité que le Chili aurait voulu leur imprimer. Les fréquentes révolutions survenues en Bolivie venaient paralyser à chaque pas les travaux pacifiques de la diplomatie. Un jour le président dissout à main armée l'assemblée législative de Bolivie. Trois jours après, ce même président, à la sortie d'un festin dans lequel il avait accablé d'injures quelques-uns des chefs militaires, tomba mort, le corps percé de sept balles. Malgré ces faits déplorables, le réprésentant

Digitized by Google

du Chili continua à négocier avec une persévérance digne d'un meilleur sort; et enfin, le 6 décembre 1872, il signa à la Paz, capitale de la Bolivie, un traité, en neuf articles, destiné à résoudre, conformément aux dispositions du pacte de 1865, « les questions accidentelles » qui avaient pu surgir.

Cette convention était de la part du Chili une nouvelle concession en faveur de la paix. L'article 6 stipulait qu'avant de payer la moitié lui revenant pour sa part dans les droits d'exportation des minéraux exploités, dans le territoire compris entre le 23e et le 25e degré, la Bolivie mettrait de côté la somme qu'elle croirait nécessaire pour payer les employés qu'elle aurait à entretenir dans cette région. Cette république pouvait donc assigner les traitements et gratifications qu'elle voudrait, et fixer comme il lui plairait le nombre de ces employés, dans la confiance que le Chili payerait la moitié, mais la moitié seulement des dites sommes, en supposant qu'on procédât avec une loyauté que les antécédents de cette affaire ne permettaient guère d'espérer.

Au Chili, la presse et les chambres reconnurent les graves inconvénients de cette convention, qui obligeait la république à payer des employés à la nomination desquels elle n'avait aucune participation; cependant, dans son désir d'éviter toute cause de conflit, le congrès approuva la convention complémentaire, le 8 janvier 1873.

Digitized by Google

Digitized by Google

CHAPITRE III

Le Pérou excite les intransigeances de la Bolivie. — Déplorable situation financière du Pérou en 1872. — Pour sortir de ces embarras, le Pérou prétend s'emparer à tout prix des salpêtrières de Tarapacá. — Le Pérou cherche à susciter des embarras extérieurs au Chili pour empêcher l'intervention de cette république en faveur de ses nationaux. — Le Pérou et la Bolivie font un traité secret d'alliance en février 1873. — Efforts de ces deux pays pour cacher ce pacte au Chili. — — Le gouvernement du Pérou arrête l'exportation du salpêtre. — Il limite ensuite la production de cette matière. — Convaincu de l'insuffisance de ces mesures, il se décide à acheter les établissements salpêtriers. — Il les achète, mais il ne les paye pas. — Préjudices que ces mesures occasionnent aux capitalistes chiliens.

La modération du Chili dans la conclusion de ces arrangements, était regardée par ses turbulents voisins du Pacifique comme une preuve de faiblesse. « On ne saurait nier, disait-on en Bolivie et au Pérou, que le Chili a fait de grands progrès dans l'affermissement de la paix intérieure, dans la consolidation de ses institutions, et dans les travaux matériels; mais ces progrès mêmes ont énervé son esprit militaire. Un pays qui, comme le Chili, ajoutait-on, dépense plus dans son budget de l'instruction publique que dans celui de la guerre, sera tout ce qu'on voudra; mais ce n'est pas un peuple qui puisse se faire respecter par l'étranger. » Aux yeux de nations qui mesurent la prospérité d'un pays au nombre de ses soldats et de ses généraux, le Chili était l'un de ces peuples qui ne comptent pas.

Toutefois, le Pérou n'avait pas jusqu'alors pris une part ostensible dans cette question. Il y a des motifs de croire que, dès cette époque, il encourageait secrètement l'esprit intraitable de la Bolivie, mais en apparence il se présentait comme l'ami sincère du Chili, et il avait soin d'entretenir avec lui les meil-

Digitized by Google

leures relations. Néanmoins la marche de ces négociations, la modération avec laquelle le Chili cherchait un arrangement pacifique, même en sacrifiant les droits qu'il croyait parfaitement légitimes, poussèrent le gouvernement du Pérou à se départir de cette conduite, et à ne plus prendre pour guide que ses propres intérêts.

On sait que le Pérou, par les immenses richesses de son sol, a été en possession de ressources qui, maniées avec intelligence et probité, en auraient fait le pays le plus prospère et le plus florissant de l'Amérique du Sud. Les dépôts de guano, exploités par l'État, lui procuraient des revenus énormes, mais ces richesses si facilement acquises étaient tout aussi vite dépensées, tant à cause de la dilapidation des deniers de l'État et des fraudes commises dans la conclusion des marchés, que par suite des frais énormes qu'exigeait l'entretien d'une légion de fonctionnaires rétribués avec une incroyable prodigalité. « Ce pays, possédant des produits naturels dont il trouvait partout un écoulement facile et lucratif, dit un voyageur distingué qui visita le Pérou en 1876, s'est endormi trop longtemps dans l'insouciance complète de l'avenir. Chaque nouveau gouvernement amène à sa suite une foule de favoris du pouvoir : ceux-ci, devenus fonctionnaires, sont, au premier changement, retraités pour le reste de leurs jours; leurs veuves mêmes et leurs enfants continuent à jouir d'une pension souvent fort élevée. Il en résulte que chaque citoyen croit l'État tenu de lui faire des rentes, et les finances, obérées de ce côté, entamées çà et là par des spéculations hasardées, se trouvent bien vite épuisées.

« Le Pérou, lancé sous la présidence du colonel Balta dans une série d'entreprises aventureuses, a vu construire des chemins de fer, établir des docks, élever des monuments publics qui sont tous plutôt de lourdes charges que des sources de revenus. Après des journées sanglantes, don Manuel Pardo, élu président, a, sous prétexte de remaniements nécessaires, contribué à ruiner non seulement le Trésor, mais encore le crédit public. La meilleure preuve à l'appui est que la rente péruvienne cotée à Londres, il y a quatre ans, à 74, est tombée aujourd'hui à 12! Le papier-monnaie, seule valeur en circulation, perd de jour en jour : j'ai vu tomber le « sol » à 25 pence quand, au

Digitized by Google

pair, il serait à 48. Le commerce souffre naturellement de cet état de choses, l'importation diminue, et il semble impossible que bientôt, à bout de ressources et d'expédients, le Pérou ne subisse pas une de ces crises terribles dont un pays se relève difficilement.

« Il ne faudrait pas croire cependant qu'on soit dans la prostration à Lima : la situation paraît seulement originale, et chacun, se réveillant économiste, développe dans les journaux un moyen nouveau de sauver la patrie. Quant à la révolution, elle est, je l'ai déjà dit, à l'ordre du jour, et le premier prétendant venu, réactionnaire ou radical, se croit en droit, si l'occasion s'en présente, de tout mettre à feu et à sang pour le plus grand bien de ses concitoyens [1]. »

Cette situation financière du Pérou devint encore plus évidente en 1872, quand don Manuel Pardo prit en main les rênes du gouvernement. Cinquante jours après son entrée au pouvoir, le nouveau président se présenta en personne au congrès national, pour lui déclarer que le Pérou était à la veille de la banqueroute, et qu'il se trouvait dans l'impossibilité de remplir les obligations de l'État, ainsi que de faire face aux dépenses énormes de l'administration. On décida que tous les administrateurs du trésor public sous le gouvernement précédent seraient mis en jugement, comme dilapidateurs des biens de l'État [2]. Cette mesure n'eut d'autre résultat pratique que de faire connaître les malversations et les scandales, dont tous les partis s'étaient rendus coupables. Elle n'améliorait en rien une situation chaque jour plus désespérée.

Jusque-là, les gouvernements croyant leurs richesses inépuisables, se laissaient entraîner à des emprunts qui, mal dépensés et employés en dehors de toute règle de prudence dans des travaux improductifs, mirent l'État dans la nécessité de suspendre le service de sa dette publique, au moment où les

1. Le comte Ch. d'Ursel, *Sud-Amérique, Séjour et Voyages*, Paris, 1879, p. 291.

2. L'acte d'accusation signé le 13 août 1872, par sept députés, était dirigé contre les ex-ministres du gouvernement précédent dont les noms suivent : Don M. Santa-Maria, don Nicolas de Piérola, actuellement chef suprême du gouvernement; don M. Angulo, don C. Carrillo, don Ph. Masias, le docteur don G. Loayza, le docteur don J. Arambar, le docteur don M. Garcia, don J.-F. Balta et don J. Allende.



revenus produits par le guano commençaient à diminuer. Pour remplacer les ressources sur lesquelles on avait compté, le gouvernement du Pérou chercha à s'emparer sous un prétexte quelconque des dépôts de salpêtre qui abondaient dans son territoire.

Mais il se présentait une nouvelle difficulté : ces dépôts de salpêtre étaient exploités en grande partie par des bras et des capitaux chiliens. Plusieurs compagnies organisées à Santiago et à Valparaiso, et soutenues par les banques de ces places commerciales, avaient formé de vastes établissements pour l'exploitation du nitrate dans la province péruvienne de Tarapacá. Elles payaient au gouvernement des droits de douane très considérables, mais qui ne pouvaient pas combler les vides, et satisfaire au besoin excessif de nouveaux revenus dont le Pérou avait alors un pressant besoin. Le gouvernement péruvien dut alors se poser cette question : Le Chili consentira-t-il à ce que ses citoyens soient dépouillés de leurs propriétés? Admettra-t-il que la loi péruvienne les prive du produit de leur industrie et de leurs capitaux? Le Chili peut-il souffrir que la place commerciale de Valparaiso, qui est le centre d'où sont sortis les capitaux et le mouvement industriel de Tarapacá, se voie tout à coup frustrée des ressources que lui fournit l'approvisionnement des établissements fondés par elle, le frêt des navires, et la vente du salpêtre?

Pour résoudre cette question épineuse, le gouvernement du Pérou eut recours à un expédient, celui de susciter des difficultés internationales au Chili, de stimuler les résistances des États qu'il considérait comme les adversaires de cet entreprenant voisin, et de lui créer une situation sans autre issue que de céder sur tous les points.

Il ne lui fut pas difficile de faire entrer la Bolivie dans ce complot. Au commencement de l'année 1873 se trouvait à Lima don Adolphe Ballivian, qui revenait d'Europe en Bolivie pour se mettre à la tête de cette dernière république. La presse péruvienne, en lui prodiguant les plus vifs applaudissements, provoqua des clameurs contre le Chili, et contre les prétentions envahissantes qu'on lui attribuait. Le Chili avait beau borner ses aspirations à obtenir l'accomplissement du traité de 1866, et l'approbation du pacte complémentaire de décem-

Digitized by Google

bre 1872, qui, comme nous l'avons vu, était une nouvelle concession faite à la Bolivie : les journalistes et les hommes d'État du Pérou s'acharnaient à le présenter comme un usurpateur audacieux et sans vergogne. Le Pérou seul, disaient-ils, peut mettre un terme à tant d'ambition, et cela avec d'autant plus de facilité, que le Chili n'a d'autres armes que son arrogance, et qu'il est également dépourvu de soldats et de canons. Le Pérou est assez fort pour cette entreprise, il est assez généreux pour accourir avec ses ressources, avec ses armées et ses escadres, au secours d'une sœur aimée, dont il convient d'ailleurs de soutenir l'autonomie, dans l'intérêt de l'équilibre américain.

Il n'est pas difficile de comprendre la manière dont les autorités du Pérou expliquèrent l'état des négociations entre le Chili et la Bolivie, à un hôte qui ne pouvait apporter d'Europe qu'une idée très imparfaite de ce qui se passait dans son pays. Ballivian, esprit borné, se laissa circonvenir, et accepta l'alliance qu'on lui offrait. Il paraît que le cabinet de la Paz n'eut pas la moindre connaissance de cette négociation, et que, le jour où il y pensait le moins, il se trouva en présence d'un traité. Ce traité, conclu à Lima par un diplomate sans mission officielle, liait la république par une alliance qui devait être en définitive également funeste aux deux parties qui l'avaient contractée. Pour ceux qui connaissent la manière irrégulière de diriger les affaires publiques chez les peuples qui, comme la Bolivie et le Pérou, ont toujours vécu dans le désordre et les révolutions, cette conduite ne peut les surprendre.

Quoi qu'il en soit, le 6 février 1873, on signa à Lima un traité secret d'alliance défensive et offensive, d'après lequel chacune des parties contractantes s'engageait à marcher unie à l'autre, contre un ennemi extérieur quelconque, qui menacerait leur indépendance, leur souveraineté, ou l'intégrité de leur territoire. Or, à cette époque, ni la Bolivie ni le Pérou n'étaient à la veille d'une guerre extérieure quelconque, et bien que ce pacte ne nommât point le Chili, personne ne pouvait penser qu'il pût viser aucun autre État. Mais un autre fait, alors secret, est venu mettre en plein jour les vues qui les avaient guidés.

Depuis plusieurs années le Chili était engagé avec la Répu-

Digitized by Google

blique argentine dans une question de limites longue et compliquée. En 1873, les négociations diplomatiques avaient pris un ton d'aigreur qu'elles n'avaient pas auparavant. Le gouvernement du Pérou conçut l'espoir de faire entrer cette république dans ses plans, et il envoya, dans ce but, à Buenos-Aires, un ministre diplomatique, chargé de négocier l'adhésion des Argentins au pacte d'alliance contre le Chili. Le gouvernement argentin écouta ces propositions, et sans leur donner son approbation, les soumit à l'examen des chambres. Le congrès traita cette affaire en session secrète, et, pour le moment, rien ne transpira. Ce n'est que plus tard qu'on a su ce qui s'était passé.

Le congrès argentin avait reconnu que l'état de la question diplomatique ne justifiait en aucune manière la formation d'une alliance, et que cette alliance même pouvait amener les complications les plus sérieuses. Il avait donc décidé qu'il convenait d'ajourner non seulement l'approbation, mais encore la discussion des bases de ce pacte. Le Pérou ne réussit donc pas à faire entrer la République argentine dans ses conspirations contre le Chili.

Il n'est pas besoin de répéter que les deux parties intéressées à cette convention gardèrent envers le Chili la réserve la plus étudiée ; en outre, les relations entre cette république et le Pérou furent aussi amicales qu'auparavant, et si quelque rumeur de cette alliance arriva jusqu'au Chili, le Pérou sut la dissiper en observant dans ses relations diplomatiques la plus délicate et la plus amicale courtoisie.

En attendant, le gouvernement du Pérou crut que, même sans compter sur la coopération de la République argentine, il lui suffisait de la seule alliance avec la Bolivie pour réaliser ses plans financiers. Il commença dès lors à exécuter les réformes qui allaient frapper de mort les industriels et les capitaux chiliens, auxquels la province de Tarapacá devait la prospérité qui en faisait la source principale des revenus du Pérou, et dont un gouvernement plus prévoyant aurait su profiter.

Le 18 janvier 1873, au moment où venait d'être conclu le traité d'alliance avec la Bolivie, le gouvernement du Pérou promulgua la loi en vertu de laquelle se trouvait monopolisé le

Digitized by Google

salpêtre, dans toute l'étendue de la République. L'État devenait l'unique négociant dans le pays pour le commerce extérieur, et il s'engageait à payer aux producteurs de salpêtre deux piastres quarante centimes (12 francs) par quintal, rendu au lieu de l'embarquement, se réservant comme bénéfice la plus-value qu'il obtiendrait dans la vente. L'exportation du salpêtre par tout autre que l'État serait punie de la confiscation de la marchandise. Cette loi, disait un article transitoire, entrera en vigueur deux mois après sa promulgation.

On comprendra facilement la contrariété qu'éprouvèrent tous les exploiteurs de salpêtre de la province de Tarapacá, quand ils se virent ainsi dépouillés du droit de vendre librement leurs produits, et assujettis à les vendre à un gouvernement, dont la moralité, pas plus que les ressources, ne pouvaient inspirer une grande confiance. Profitant avec une activité vertigineuse des deux mois de délai qui leur étaient accordés pour l'exécution de la loi, ils accélérèrent l'exportation; les entrepôts de cette marchandise regorgèrent en Europe, et, comme premier résultat de cette imprudente perturbation, le prix du salpêtre baissa considérablement.

Le gouvernement péruvien entrevit les conséquences de l'erreur; mais au lieu d'adopter l'unique remède efficace, qui était la liberté commerciale, il aggrava le mal par des mesures contraires à tous les principes économiques, et plus opposés encore au régime libéral, sans lequel aucune industrie ne peut progresser. Par une autre loi du 23 avril et par des décrets réglementaires, le gouvernement péruvien limita la production du salpêtre, espérant réussir par cette mesure absurde à empêcher la baisse du prix de cet article. Pendant l'année comprise entre le 1er septembre 1873 et le 31 août 1874, l'État, disait la loi, n'achètera que 4,500,000 quintaux de salpêtre, et une commission composée de cinq producteurs nommés par le préfet de Tarapacá, fixera la proportion dans laquelle on devra faire cet achat, ou pour parler plus clairement, combien il devra être acheté à chaque producteur.

Il n'est pas besoin d'une grande perspicacité pour reconnaître combien cette mesure était erronée, ni pour entrevoir le vaste champ qu'elle allait ouvrir au favoritisme et aux spéculations frauduleuses. Quels seraient dans ces achats les favo-

Digitized by Google

risés? Au Pérou, et avec le système de corruption qui malheureusement a subsisté, pendant tant d'années, la réponse à une pareille question ne peut être que celle-ci : ceux-là vendront la plus grande quantité de salpêtre, qui sauront, par un moyen quelconque, s'attirer les bonnes grâces de l'autorité chargée de nommer la commission qui préside à la vente.

Les conséquences de ces fautes ne tardèrent pas à se faire sentir ; le voyageur belge (le comte Ch. d'Ursel) que nous avons cité plus haut, visita le Pérou à l'époque de ces erreurs économiques, et a comparé cette situation à celle de l'homme de la poule aux œufs d'or. Le salpêtre exploité sous le régime de la liberté produisait pour le trésor péruvien un œuf d'or chaque jour; mais le gouvernement voulut, un matin, s'emparer de tous les œufs d'or qui restaient et monopolisa le salpêtre ; c'est-à-dire qu'il tua la poule.

En effet, ce système financier pouvait être très profitable à certains trafiquants qui exploitaient l'État; mais la situation du Trésor public allait de mal en pis ; les entraves mises à la libre exploitation du salpêtre, dans la province de Tarapacá, et qui ruinaient son commerce, avaient donné une vie nouvelle aux salpêtrières que les Chiliens exploitaient à Antofagasta. Au Chili même, sur le territoire que personne ne s'était avisé de disputer à ce pays, c'est-à-dire au sud du 24e degré parallèle, on commençait à préparer l'exploitation du salpêtre, et l'on ouvrait ainsi une nouvelle source de richesse publique.

Le triste résultat de ce système dut faire méditer le gouvernement du Pérou, mais ne le guérit pas de son erreur. Aussi, au lieu de recourir au remède efficace, la liberté industrielle du salpêtre, il persista dans l'idée du monopole, et se contenta d'en modifier la forme.

Le 28 mai 1875, il publia une loi qui abrogeait celle de 1873, relative au monopole du salpêtre. L'art. 3 de cette nouvelle loi autorisait le pouvoir exécutif à faire le rachat des terrains et des établissements à salpêtre de la province de Tarapacá, en adoptant, à cette fin, les mesures légales qu'il jugerait nécessaire. Il fut également autorisé à passer tous les contrats dont il pourrait avoir besoin, pour l'élaboration et la vente du salpêtre. Les producteurs de cet article qui ne voudraient pas vendre leurs établissements au gouvernement,

Digitized by Google

pouvaient continuer à les exploiter pour leur propre compte, à la condition de payer à l'État un droit d'exportation; et comme le gouvernement s'était réservé la faculté de fixer le taux de ces droits, il est clair qu'il pourrait, quand il le voudrait, les obliger indirectement à renoncer à leurs propriétés. Le gouvernement tenait à être le seul producteur, pour vendre sans concurrence aucune.

Mais comment parviendrait-il à payer les terrains à salpêtre, ainsi que les usines qu'il allait acheter? Le trésor du Pérou était vide; on avait arrêté les travaux publics, et même, à la grande surprise et au grand mécontentement de ses trop nombreux créanciers européens, on avait suspendu le service de la dette extérieure. La loi de mai 1875 avait prévu cette difficulté et, par son article 4, elle autorisait le gouvernement à contracter un emprunt de sept millions de livres sterling. Quatre millions étaient destinés à l'achat des salpêtrières avec tout leur outillage, et les trois millions restants devaient servir à l'achèvement des chemins de fer entrepris par le gouvernement et à pourvoir aux autres besoins généraux de l'État.

Mais un gouvernement qui, déjà depuis des années, avait suspendu le payement de sa dette, pouvait-il réaliser un emprunt de sept millions de livres sterling? Était-il possible de trouver quelqu'un qui prêtât au Pérou des millions, pour terminer les chemins de fer, lorsque les déclarations du président de la République et du Congrès national avaient révélé que ces travaux n'étaient pour ainsi dire qu'un prétexte pour favoriser le plus affreux gaspillage, et qu'on était allé jusqu'à mettre en accusation les fonctionnaires qui avaient pris part à ces manœuvres? Il est donc inutile de dire que le Pérou ne trouva alors aucun prêteur.

En attendant, les industriels maudissaient une législation qui mettait leur fortune à la merci d'un gouvernement incapable de comprendre ses propres intérêts. Déjà ruinés pour la plupart, ils ne songeaient qu'à se débarrasser de leurs propriétés. A la fin, bon nombre d'entre eux se virent dans la nécessité de vendre au gouvernement du Pérou, à des conditions ruineuses, le fruit de leurs labeurs et de leur industrie. Ils livrèrent leurs établissements, leurs usines et leurs dépôts,

Digitized by Google

en échange d'une simple reconnaissance, par laquelle l'État s'engageait à leur en payer la valeur dans un délai déterminé. Ce terme est depuis longtemps échu, et aucun de ces malheureux vendeurs n'a pu encore toucher les sommes qui lui sont dues.

Cette suite de fautes et de vexations retomba principalement sur les capitalistes chiliens qui avaient engagé leur fortune dans la province de Tarapacá. Cette perte de valeurs considérables avait été la première cause de la crise commerciale qui affecta le Chili à cette époque. Cependant le gouvernement de cette République ne se départit pas un seul instant de son calme et de sa modération. Reconnaissant au Pérou le droit absolu de régler à son gré ses questions financières, il ne fit aucune réclamation, en raison des préjudices énormes qu'il causait à ses nationaux.

On a dit au Chili, soit dans la presse, soit peut-être aussi dans quelque document officiel, que ces lois étaient calculées pour ruiner les intérêts chiliens engagés dans ces négociations. Nous ne partageons pas entièrement cette opinion. Il est vrai que la conduite du Pérou, dans cette affaire, autorise à croire qu'il considérait comme des malfaiteurs les étrangers qui apportaient au pays l'appoint de leur travail et de leurs capitaux, dans l'intention d'y chercher fortune au moyen 'une industrie et d'un travail honnêtes. Il semblait croire qu'il est permis de dépouiller, par la ruse ou par la violence, ces hôtes qui viennent cependant enrichir le peuple dont ils reçoivent l'hospitalité, en même temps qu'ils s'enrichissent eux-mêmes. Quant à nous, nous croyons que, dans toute cette conduite du Pérou en ce qui touche la question du salpêtre, il entre tout autant d'ignorance de ses propres intérêts que de haine contre les Chiliens.

Digitized by Google

CHAPITRE IV

Changement dans l'attitude de la Bolivie vis-à-vis le Chili après la conclusion du traité secret. — Le congrès bolivien ajourne la discussion du traité conclu en 1872. — Le gouvernement du Chili entame de nouvelles négociations et arrête le traité définitif de 1874. — Concessions que le Chili faisait dans ce pacte.

Le traité secret d'alliance conclu à Lima contre le Chili, le 6 février 1873, n'avait pas tardé à produire ses effets en Bolivie. On crut dans ce pays que cette alliance mettait la république chilienne au bord d'un abîme devant lequel il ne lui restait d'autre issue possible que celle de renoncer à ses prétentions, pour ne pas se précipiter dans la ruine. En Bolivie, on prenait au sérieux la puissance navale et militaire du Pérou: on croyait que les prétentions de cette république, au rang de première puissance du Pacifique, étaient parfaitement fondées, et qu'elle n'avait qu'à élever un peu la voix pour que le Chili, sans armée et sans escadre, courbât la tête et se soumît aux conditions qu'on jugerait à propos de lui imposer. La légation péruvienne en Bolivie entretenait cette confiance et paraissait encourager ouvertement l'humeur intraitable de son alliée secrète. A la fin de 1872, ainsi qu'elle l'exposa d'après les instructions expresses de son gouvernement, elle donna un banquet, dans la ville de la Paz, au représentant du Chili et aux membres du gouvernement bolivien, pour célébrer le dénouement pacifique de toutes les questions pendantes, au moyen du pacte complémentaire de décembre. Quelques mois plus tard, cette même légation s'exprimait, cette fois, dans des documents publics, en termes si blessants pour le Chili, que le gouvernement péruvien, qui avait le plus grand intérêt à maintenir secrète l'alliance contractée, en vint à réprimander

Digitized by Google

son agent pour cet excès de zèle. Cela pouvait compromettre en effet le succès de toute cette intrigue !

De son côté, le gouvernement bolivien passait par les mêmes alternatives dans son opinion à l'égard du Chili. Avant de conclure l'alliance péruvienne, ou plutôt avant que la nouvelle en arrivât à la Paz, la chancellerie de ce pays se montrait pleinement satisfaite d'avoir trouvé une solution amicale à toutes les difficultés. Répondant à la note dans laquelle le gouvernement du Chili lui communiquait l'approbation définitive du pacte de décembre, le ministre des affaires étrangères de Bolivie, docteur don Melchior Terrazas, s'exprimait en ces termes : « La Bolivie voit avec la plus vive satisfaction que l'excellentissime gouvernement du Chili, s'inspirant de la noble pensée de consolider la paix, la bonne intelligence et l'union fraternelle qui lie si heureusement cette République avec sa voisine et amie la Nation bolivienne, loin de tenir compte d'intérêts transitoires, a donné sa pleine adhésion aux stipulations consignées dans ledit protocole. On ne pouvait attendre moins de la hauteur d'idées et de sentiments qui distingue le sage gouvernement du Chili... En outre, il est fort satisfaisant que l'excellentissime gouvernement du Chili regarde la convention consignée dans le protocole indiqué comme de stricte obligation, et qu'il s'empresse de l'exécuter; de son côté, la Bolivie se trouve dans la même disposition favorable de lui donner une complète exécution. »

Ces protestations amicales furent écrites le 6 février 1873. Le ministre qui les signait devait ignorer que, ce même jour et peut-être à la même heure, un fonctionnaire bolivien de son ressort, le représentant de la Bolivie au Pérou, signait un traité d'alliance offensive et défensive contre le Chili. Quand ce traité fut connu du gouvernement de la Paz, quand il crut que le Chili allait se voir dans la nécessité de marcher en avant dans la voie des concessions, le ton du cabinet bolivien changea complètement. A la date du 27 mars 1873, un peu plus d'un mois et demi après sa première communication, le même docteur, don Melchior Terrazas disait au gouvernement du Chili, en termes secs et péremptoires, non pas que la Bolivie était disposée à exécuter au plus tôt le protocole de décembre, mais qu'on allait le soumettre à l'approbation des

Digitized by Google

représentants de la nation, conformément aux principes du système représentatif que suit la Bolivie[1]. Le ministre ajoutait que la représentation nationale était convoquée pour le mois suivant, et que c'était à elle de résoudre cette affaire. Il ressortait clairement de cette note que le protocole en question ne serait pas adopté.

En effet, ce fut ce qui arriva. Le congrès bolivien convint d'ajourner l'instruction de cette affaire jusqu'en 1874. En attendant, il approuvait, le 2 juillet 1873, en session secrète, le traité d'alliance conclu avec le Pérou. Sûr, dès lors, de son pouvoir, le gouvernement sanctionnait ensuite d'autres lois pour grever de nouveaux impôts les industries chiliennes établies sur le territoire d'exploitation commun, acte qu'il ne pouvait exécuter sans que le Chili en eût connaissance et l'approuvât.

Le gouvernement chilien ne savait comment s'expliquer ce changement dans l'attitude de la Bolivie. Il l'attribuait aux manœuvres et à l'agitation des partis politiques d'un pays qui a toujours vécu dans le trouble. Il ne lui vint pas un seul instant à l'idée que le Pérou, qui se montrait chaque jour plus courtois, plus aimable dans ses relations avec le Chili, fût le véritable et unique auteur de ces difficultés, préparées si artificieusement à Lima par le traité secret. Il est certain que si le Chili avait eu connaissance dès cette époque de la trame our-

1. En lisant dans la note du ministre Terrazas cette marque de respect passager pour le système représentatif adopté en Bolivie, nous nous rappelons involontairement les paroles d'un savant distingué, M. Charles Wiener, qui, envoyé par le gouvernement français comme chef d'une mission scientifique, a visité en tous sens cette république et celle du Pérou. « En Bolivie, dit M. Ch. Wiener, le parlement n'existe pour ainsi dire qu'à l'état de paragraphe oublié dans la charte nationale. Deux cents prétoriens, connus sous le nom de « el primer batallon » font et défont les présidents de la république, dont treize sur quatorze depuis la fondation de la république, sont morts ou exilés ou assassinés. » J'extrais ces paroles, en les abrégeant légèrement, d'une série d'importants articles publiés par M. Wiener sur la guerre du Pacifique dans le XIXe *siècle*, journal de Paris, du 2 au 19 juin 1879. Le même auteur vient de publier récemment, en 1880, le résultat de ses explorations dans un ouvrage monumental sous le titre de : *Pérou et Bolivie. Récit de voyage, suivi d'études archéologiques et ethnographiques, et de notes sur l'écriture et les langues des populations indiennes, ouvrage contenant plus de* 1,100 *gravures*, 27 *cartes et* 18 *plans*. Paris, Hachette, 1880, grand in-8° de 796 pages.

Digitized by Google

die contre lui, la rupture qui a éclaté en 1879 aurait eu lieu alors; mais comme il l'ignorait complètement, il crut qu'il pourrait vaincre les hésitations de la Bolivie, et, vers le milieu de l'année 1873, il envoya une nouvelle légation à la Paz.

Cette fois, le gouvernement chilien était disposé à faire de nouvelles concessions, pour assurer d'une manière définitive le sort des industries chiliennes établies dans le désert d'Atacama. Il ne cherchait dans ces négociations ni l'agrandissement de son territoire ni l'augmentation de ses entrées fiscales au moyen des impôts et du partage des contributions que devaient payer ces industries. Il voulait que le régime de violence et d'instabilité qui avait trop souvent dominé en Bolivie ne se fît pas sentir par des exactions et des impôts exorbitants contre les personnes et les biens des Chiliens établis dans cette région.

Ce furent ces principes qui servirent de base au traité conclu le 6 août 1874. Le Chili abandonnait à la Bolivie la part qui lui revenait des impôts touchés dans ce territoire depuis 1866. Il allait plus loin encore : il renonçait pour toujours à tous les droits, qui, à partir de ce moment, devaient s'y percevoir, et dont la moitié lui revenait en vertu des traités antérieurs. En retour de ces concessions, il n'exigeait qu'une seule garantie, qui fut établie dans l'article 4 du traité sous la forme suivante : « Les droits d'exportation à tirer sur les minerais exploités entre les parallèles 23 et 25 n'excéderont pas le tarif actuel, et les personnes, les industries ou les capitaux chiliens ne seront sujets à aucune contribution de n'importe quelle espèce, autre que celles existant à ce jour, et cela pour l'espace de vingt-cinq ans. »

Le gouvernement espérait qu'au bout de ces vingt-cinq ans le développement de l'industrie, la marche progressive du mouvement commercial et, enfin, une civilisation plus avancée feraient comprendre à la Bolivie que les intérêts de l'État sont les mêmes que ceux des particuliers, et que, loin d'être une source de revenus pour le trésor, les mesures vexatoires, les impôts excessifs et arbitraires paralysent et annihilent l'industrie, ainsi que le Pérou en faisait l'expérience par la détention du salpêtre. Pour éviter de nouvelles complications diplomatiques auxquelles pouvaient donner prétexte l'inter-

Digitized by Google

prétation et l'exécution de ce traité, le Chili demanda et obtint comme garantie la clause suivante : « Toutes les questions qui pourraient surgir sur l'intelligence ou l'exécution du présent traité seront soumises à l'arbitrage. »

La république de Bolivie ne pouvait espérer des bases plus favorables que celles que le Chili lui accordait en renonçant conditionnellement à tous ses droits sur ces territoires. La diplomatie bolivienne devait cet avantage à la disposition dans laquelle se trouvait le Chili qui voulait faire les plus généreuses concessions pour établir solidement les industries de ses nationaux. Elle en était également redevable à la rectitude et à l'élévation de vues du magistrat qui gouvernait alors la Bolivie. A la mort du président Ballivian, don Tomas Frias, le citoyen le plus distingué du pays par son intelligence et son intégrité, avait pris le commandement suprême de la République. Possesseur d'un traité d'alliance offensive et défensive contre le Chili et malgré les suggestions continuelles du Pérou contre cette république, le gouvernement de M. Frias douta de la sincérité d'un allié qui avait été l'ennemi traditionnel de la Bolivie, et il préféra faire une paix solide et durable plutôt que d'entrer dans la voie des aventures et des complications dont le résultat ne pouvait être le triomphe matériel et moral du Chili. M. Frias traita parce qu'il voulait éviter à la Bolivie les maux qui ont fondu sur elle quand elle a été gouvernée par des mains beaucoup moins pures et moins intelligentes; et, en traitant, il sut obtenir du Chili les conditions les plus favorables qu'il pût espérer.

Digitized by Google

Digitized by Google

CHAPITRE V

Révolution survenue en Bolivie en 1876. — Élévation du général Daza à la présidence de la république. — Conditions des ouvriers chiliens dans le désert d'Atacama. — Violences exercées contre eux par les autorités. — Création de nouveaux impôts en violation des traités existants.

Le traité de 1874 entre le Chili et la Bolivie ne laissait aucune difficulté pendante. Néanmoins, pour que son application ne suscitât pas de nouvelles complications, il fallait que les deux parties contractantes fussent animées du même esprit de justice et de loyauté. A ce point de vue, le Chili n'avait à craindre sous l'administration de don Tomas Frias que les menées imprudentes de quelque employé subalterne, menées que réprimerait sans nul doute l'action du gouvernement général. Malheureusement pour la prospérité intérieure de la Bolivie et pour la paix extérieure de ces républiques, la présidence de M. Frias ne fut pas de longue durée. En mars 1876, le général don Hilarion Daza, après une révolution militaire, s'emparait du pouvoir à la tête des troupes dont on lui avait confié le commandement. A l'administration sage et honorable de M. Frias succéda une dictature violente, atrabilaire, honteuse pour la Bolivie et compromettante pour la paix extérieure. On a prétendu que cette révolution avait été fomentée par le gouvernement de Pérou, qui s'est toujours plu à soutenir les mouvements révolutionnaires et subversifs des États voisins. Quoi qu'il en soit, bon nombre de gens élevèrent dans toutes les villes des arcs de triomphe pour recevoir le général Daza, qu'on proclamait, au milieu des manifestations les plus enthousiastes, « le sauveur de la Patrie [1]. »

1. Deux voyageurs distingués, le comte d'Ursel, diplomate et écrivain belge, et M. Ch. Wiener, savant français, furent témoins des fêtes et des

Digitized by Google

La nombreuse colonie de laborieux Chiliens qui avait porté son industrie et ses capitaux dans le désert d'Atacama, commença dès lors à subir les conséquences du régime de violences établi par la nouvelle administration. Il convient d'entendre le jugement que portaient sur un tel état de choses des témoins impartiaux et désintéressés. Le célèbre savant français M. Charles Wiener, qui parcourait alors ce pays, chargé par son gouvernement d'une mission scientifique, nous en fait un tableau fort animé, quoique abrégé. « L'exploitation de ces gisements (de nitrate de soude), dit-il, est d'une difficulté extrême, car la côte qui termine la région du désert et qui en a la configuration, manque absolument d'eau. Les Chiliens, mieux placés que les Boliviens pour tirer parti de ce territoire (leur pays étant la continuation méridionale du littoral bolivien), ont employé beaucoup d'énergie et d'activité de ce côté, ils y ont engagé des capitaux considérables et les mille minières qui y existent, les immenses appareils qui distillent l'eau de la mer pour alimenter les habitants, sont leur œuvre.

« Sur vingt habitants, on peut compter dix-sept Chiliens, un Péruvien, un Européen et un colonel bolivien. Le colonel bolivien, c'est l'autorité.

« Les Chiliens travaillent, les Européens trafiquent, et lui commande. L'isolement de la région qu'il administre fait de lui une sorte de dictateur, et, partant, un régime de bon plaisir et de mauvais vouloir essentiellement vexatoire rend la position des Chiliens aussi désagréable que difficile [1]. »

En effet, chaque courrier qui arrivait du Nord, apportait à Santiago et à Valparaiso la nouvelle de quelque violence, de quelque injustice, quand ce n'était pas celle d'un assassinat commis ou favorisé par la police bolivienne sur la personne de quelque ouvrier chilien. Ces crimes répétés et laissés impunis par l'autorité, indignaient les gens de bien. Le Chili, il est vrai, avait là des consuls, et ces consuls prirent résolument plus d'une fois la défense de leurs nationaux, mais ils n'obtin-

ovations grotesques dont le général Daza fut l'objet en ces circonstances, et ils les ont décrites avec la même verve. (V. les chapitres XIII et XIV du livre intitulé : *Sud-Amérique* (Paris, 1879), par le comte Ch. d'Ursel.

1. Je copie ces lignes dans les articles déjà cités, que M. Wiener publia dans le *XIXe Siècle* en juin 1879.

Digitized by Google

rent que des réponses évasives, ou des explications dérisoires, où toute justice était méconnue.

Une société de secours mutuels, fondée par les Chiliens et par d'autres étrangers, fut particulièrement en butte à ces violences, ce qui donna lieu à une déclaration qui révèle combien on faisait peu de cas des juridictions consulaires. Dans une note du 11 décembre 1876, le préfet d'Antofagasta se débarrassait de toutes les plaintes élevées par le consulat du Chili en déclarant que les consuls « n'avaient pas le droit d'appuyer les réclamations de leurs compatriotes contre les actes des autorités du pays où ils résident. » Le même préfet voulait que ces réclamations fussent présentées par la légation du Chili, dans la ville de la Paz, à dix-huit journées de marche de l'endroit où les faits s'étaient passés, afin que la difficutlé de produire des preuves, la nécessité de prendre des informations et enfin la longue durée de la procédure rendissent ces juridictions cruellement dérisoires.

Mais ce qui est plus singulier encore, c'est qu'un mois avant que la déclaration du préfet d'Antofagasta déniât aux consuls le droit de réclamer contre les vexations dont leurs nationaux étaient victimes, le gouvernement de la Paz avait publié à la date du 16 novembre une circulaire à tous les consuls de Bolivie, leur recommandant « d'accorder une protection sans réserves aux citoyens boliviens placés sous leur juridiction et de faire en leur faveur, au gouvernement près duquel ils sont accrédités, toutes les réclamations qu'ils jugeront nécessaires. » Le préfet d'Antofagasta, en voulant écarter ainsi toute réclamation, sans s'inquiéter des vexations dont les Chiliens étaient victimes, mettait en pratique des principes diamétralement opposés à ceux que proclamait son gouvernement.

Ces procédés arbitraires eussent été supportables jusqu'à un certain point si les tribunaux boliviens avaient respecté les propriétés des Chiliens qui donnaient l'industrie et la vie aux populations du désert. Mais la justice afficha dans cette région le plus complet mépris du droit et de l'honneur. Il nous suffira de rappeler qu'un juge de Caracoles, tenu en grande estime par les autorités boliviennes, était un misérable qui avait été condamné, en 1874, pour tentative d'assassinat et, en 1875, pour vol d'argent et autres valeurs. En 1876, sous

Digitized by Google

l'administration du général Daza, ce même homme était nommé juge, et il rendait la justice, quelle justice! aux laborieux industriels chiliens, dont plusieurs furent privés d'une partie de leurs biens de la manière la plus inique.

Comme le Chili tolérait ces vexations, ou qu'il se bornait à réclamer avec la plus grande modération par la voie diplomatique, le gouvernement bolivien se crut le droit d'aller de l'avant. Il créa sur le littoral de nouveaux impôts sous le nom de droit additionnel de chargement et d'éclairage, impôts qui retombaient presque exclusivement sur les Chiliens. Pour sauver les apparences au milieu de cette violation du traité de 1874, le gouvernement bolivien allégua les nécessités du service local, et le gouvernement du Chili toléra les nouveaux impôts sous la forme de contributions municipales. Mais la Bolivie avait fait le premier pas. Cette patience du Chili ne faisait qu'encourager l'arrogance de ses voisins. Après ces impôts il pourrait en venir d'autres, et peut-être alors la guerre deviendrait-elle inévitable, devant le refus du Chili de tolérer plus longtemps la violation de tous les pactes.

Digitized by Google

CHAPITRE VI

Le congrès de la Bolivie, croyant le Chili enveloppé dans les plus sérieuses difficultés, grève de nouveaux impôts les industries chiliennes du littoral. — Le gouvernement bolivien suspend les effets de cette loi. — Il la fait appliquer peu de temps après. — Réclamations diplomatiques de la part du Chili. — Il propose à la Bolivie de soumettre la question à un arbitre. — Le gouvernement bolivien répond à cette proposition en ordonnant la spoliation de la Compagnie des salpêtres d'Antofagasta. — Il décrète la vente aux enchères des biens de cette compagnie. — Le débarquement de cinq cents soldats empêche l'exécution de la vente.

Peu de temps après la conclusion du traité de 1874, le gouvernement du Pérou avait insinué à ceux du Chili et de la Bolivie qu'il serait convenable pour les trois pays d'adopter le même régime tributaire pour les salpêtres. Il semble que le Pérou doutait alors de l'efficacité du traité secret d'alliance avec la Bolivie, et qu'il voulait suivre une autre voie pour exécuter ses plans financiers. Le Chili refusa de prendre des engagements internationaux ; d'une manière ou d'une autre, cela pouvait le conduire à un régime contraire à la liberté commerciale la plus étendue, qui a toujours été le point de départ de son système économique. De son côté, la Bolivie ne pouvait accepter ces propositions, car elle était liée par le traité en vertu duquel le Chili avait renoncé conditionnellement à tous ses droits sur la région salpêtrière. Les choses en restèrent là jusqu'au moment où, croyant le Chili engagé dans les plus sérieuses complications, ses adversaires jugèrent que le temps de procéder sans aucun ménagement était venu.

Dans les derniers mois de 1877, on annonça dans les deux pays qu'une rupture était imminente entre le Chili et la république Argentine, au sujet d'une question de limites entamée depuis plusieurs années. Le désir qu'avaient les gouvernements

Digitized by Google

du Pérou et de la Bolivie de voir ces rumeurs se réaliser leur fit sans doute ajouter foi à tout ce qu'on disait. Les renseignements nous manquent encore pour connaître les notes échangées entre les cabinets de Lima et de la Paz. Toujours est-il que le 14 février 1878 l'Assemblée nationale de la Bolivie approuvait une loi conçue en ces termes : « Est approuvée la transaction conclue par l'exécutif, le 17 novembre 1872, avec le fondé de pouvoirs de la Compagnie anonyme des nitrates et du chemin de fer d'Antofagasta, à condition qu'il sera perçu comme minimum un impôt de 10 centavos (50 centimes) par quintal de nitrate exporté. » Le pouvoir exécutif sanctionna cette loi neuf jours plus tard.

Cette conduite du gouvernement bolivien, revisant et modifiant par sa seule volonté un contrat bilatéral conclu six ans auparavant entre le gouvernement de la République et une compagnie industrielle, constituait la plus flagrante violation du traité de 1874, par lequel il s'était engagé à ne frapper d'aucun nouveau droit, avant le terme de vingt-cinq ans, les industries établies par les Chiliens dans le désert d'Atacama. Il est vrai que la contribution établie par les chambres boliviennes n'était pas exorbitante ; mais la loi avait soin de dire que ce droit était « le minimum », ce qui équivalait à déclarer qu'il pourrait être augmenté plus tard.

Le représentant du Chili à la Paz réclama au nom du traité de 1874, auprès du gouvernement bolivien, contre cette violation d'un engagement solennel. Ce gouvernement, convaincu en apparence de la justice des réclamations du Chili, suspendit l'exécution de la loi, en se gardant toutefois de résoudre définitivement la question qui avait motivé ces réclamations.

En réalité, ce n'était pas son respect pour un traité international qui avait produit ce revirement dans la politique agressive de la Bolivie. Les gouvernements consistant en une dictature militaire, comme celui qui déshonorait alors ce pays, font aussi peu de cas des compromis internationaux que des lois d'administration intérieure. Mais les bruits de rupture entre le Chili et la république Argentine avaient cessé, et le premier de ces États paraissait délivré de toute complication extérieure. Dans une pareille situation, le gouvernement bolivien jugea qu'il ne convenait pas de provoquer le Chili. La

Digitized by Google

prudence lui conseillait d'attendre un moment plus favorable.

En effet, vers la fin de 1878, l'annonce de la rupture inévitable entre le Chili et la république Argentine se renouvela avec plus d'instance et plus de fondement que la première fois. On disait que ces deux États mettaient leur escadre en mouvement, et que la déclaration de guerre devait avoir lieu d'un moment à l'autre. Le gouvernement bolivien ne voulut pas perdre une occasion, à ses yeux si favorable, de violer impunément le traité qui le liait au Chili. Les efforts et les représentations de la légation chilienne ne purent empêcher cet acte de violence. Le gouvernement était résolu à passer outre. Méprisant les observations qui lui furent faites au nom du traité, et usant de la rigueur la plus inutile, il ordonna que la compagnie chilienne d'Antofagasta payât 90,000 piastres (450,000 francs) comme montant des droits qu'elle aurait dû payer depuis la promulgation de la loi dont les effets avaient été suspendus. Il semblait qu'on n'avait plus rien à attendre après cette dernière violence.

Toutefois le gouvernement du Chili et son représentant n'avaient pas perdu tout espoir. Entre cette république et celle de la Bolivie existait l'engagement formel de soumettre à l'arbitrage toute difficulté sur l'intelligence et l'application du traité de 1874. Dans le but d'éviter un conflit, le Chili proposa avec instance de soumettre cette question à la décision de quelque tribunal compétent. En conséquence, il réclama la suspension des procédés exécutifs décrétés contre la Compagnie des salpêtres et du chemin de fer d'Antofagasta jusqu'à la sentence. Mais cette proposition motiva une nouvelle supercherie et un attentat plus odieux de la part de la Bolivie. Au lieu d'accepter franchement et avec sincérité l'arbitrage qu'on lui proposait ou de le rejeter ouvertement, le gouvernement bolivien préféra laisser le représentant du Chili dans l'attente, pendant qu'il se préparait à exécuter sans résistance ses plans de spoliation, et qu'il envoyait dans ce but des instruction secrètes aux autorités d'Antofagasta.

Enfin, le 1er février 1879, le gouvernement bolivien résolvait péremptoirement la question par un décret définitif, dont la partie dispositive était conçue en ces termes : « Est déclarée nulle et sans effet la convention du 27 novembre 1872, passée

Digitized by Google

entre le gouvernement et la Compagnie des salpêtres d'Antofagasta; en vertu de quoi sont suspendus les effets de la loi du 14 février 1878. Le ministre donnera les ordres nécessaires pour la revendication des mines de salpêtre détenues par la compagnie. »

A première vue, on ne comprend pas bien toute la portée de ce décret, qui allait amener la rupture définitive. Le gouvernement de la Bolivie semblait ne pas connaître le traité qui le liait au Chili. Il suspendait pourtant, comme par une sorte de raillerie, la contribution qu'il avait imposée à la Compagnie chilienne des salpêtres et du chemin de fer d'Antofagasta; mais en même temps il anéantissait les titres de propriété de cette compagnie en décrétant la confiscation de ses biens. On comprendra mieux l'importance de cette spoliation, si l'on se rappelle que le capital de cette société représentait trente millions de francs, en édifices, chemins de fer, môle, magasins de dépôts, animaux, et en y ajoutant la valeur du matériel nécessaire pour une vaste exploitation.

La compagnie chilienne se voyait donc arracher, par un simple décret, tous ses biens, le produit de ses capitaux et de dix années de travail et de sacrifices. Le gouvernement du Chili, de son côté, voyait que la Bolivie répondait à ses réclamations par la confiscation des propriétés des Chiliens, en même temps qu'elle décrétait l'abolition apparente de l'impôt.

Et ce décret n'était pas une vaine menace. Le préfet d'Antofagasta, d'après les ordres qu'il recevait de la Paz, mit l'embargo sur les biens de la compagnie, décréta la mise en prison du gérant (qui fut obligé de demander asile sur un navire de guerre pour se soustraire à la persécution), et ordonna de suspendre les travaux d'exploitation, laissant ainsi en un seul jour sans travail plus de deux mille ouvriers chiliens employés par la compagnie. Et comme si ce n'était pas encore assez pour faire évanouir tout espoir d'arrangement, le gouvernement de la Bolivie décréta que le 14 février aurait lieu la vente publique, aux enchères et au plus offrant, de toutes les propriétés et du matériel de la compagnie chilienne. Le même jour, le gouvernement du Chili donna ordre à son représentant en Bolivie de quitter ce pays. Le moment de se faire justice les armes à la

Digitized by Google

main, moment si douloureux pour un peuple laborieux et pacifique, était donc arrivé.

Puisque la Bolivie rompait le pacte en vertu duquel le Chili avait cédé une partie du territoire peuplé et exploité par ses enfants, puisqu'elle violait les conditions moyennant lesquelles on lui avait fait cette cession, le rôle de ce pays se bornait à remettre les choses où elles en étaient avant les traités par lesquels elle avait renoncé à une partie de ses droits en échange de conditions qu'on ne voulait pas remplir. La période des négociations était passée, celle de la lutte armée allait s'ouvrir.

Le Chili avait hésité jusqu'à la dernière heure à prendre cette résolution suprême ; mais lorsque la ruine de ses nationaux allait se consommer, le même jour où les propriétés de la Compagnie des salpêtres et du chemin de fer devaient être vendues aux enchères, le 14 février 1879, un corps de cinq cents soldats chiliens débarquait à Antofagasta et empêchait l'exécution de cet inqualifiable attentat.

Digitized by Google

Digitized by Google

DEUXIÈME PARTIE

LES OPÉRATIONS MILITAIRES

CHAPITRE PREMIER

ANTOFAGASTA ET CALAMA, FÉVRIER ET MARS 1879

Débarquement à Antofagasta de cinq cents Chiliens. — La population du pays se prononce pour la cause du Chili et chasse les autorités boliviennes. — Elle demande son incorporation à la république du Chili. — Le président de la Bolivie reçoit la nouvelle du débarquement des Chiliens et la cache pour ne pas troubler les fêtes du carnaval. — On décrète l'expulsion des Chiliens de Bolivie et la confiscation de leurs biens. — L'armée bolivienne se dispose à entrer en campagne. — Les Chiliens s'emparent de Calama après un combat. — L'escadre chilienne occupe tout le littoral jusqu'à la frontière du Pérou.

Dès que le recours aux armes fut devenu inévitable, le gouvernement chilien déploya la plus grande activité. Le 12 février, lendemain du jour où l'on apprit la confiscation des propriétés chiliennes, ordonnée par le gouvernement bolivien et exécutée par le préfet d'Antofagasta, on fit partir de Caldera deux navires de guerre avec cinq cents hommes de troupes, sous le commandement du colonel don E. Sotomayor. On voulait que ces troupes arrivassent à Antofagasta avant la vente publique des propriétés confisquées, afin d'éviter ainsi les complications pouvant résulter de la vente simulée à quelque étranger, qui pouvait faire intervenir en sa faveur les réclamations de son gouvernement.

Digitized by Google

Le colonel Sotomayor débarqua à Antofagasta dans la matinée du 14 février sans trouver la moindre résistance. La population de cette ville, presque entièrement composée de Chiliens, reçut ses compatriotes à bras ouverts, et avec les plus grandes démonstrations de joie. Pour ces laborieux travailleurs, victimes, comme nous l'avons dit, des plus odieux traitements de la part des autorités boliviennes, le débarquement de leurs compatriotes signifiait la suspension, et peut-être la fin de leurs souffrances. Le préfet de l'endroit et le autres agents de l'autorité bolivienne furent déposés de leurs fonctions : on leur laissa la complète liberté de se retirer où ils voudraient. Tous s'embarquèrent pour les ports du Nord.

La nouvelle de ces faits arriva rapidement jusqu'à Caracoles et à Mejillones, et dans les établissements industriels de ce territoire. Dans tout ce pays les Chiliens formaient les quatre cinquièmes de la population et, ainsi que les quelques Européens qui y résidaient comme négociants ou comme employés des industries chiliennes, ils étaient fatigués des injustices et des violences de la domination bolivienne. L'action des troupes chiliennes se fit sentir rapidement en ces endroits : elle se borna à protéger les autorités contre la fureur du peuple qui, sans leur intervention, aurait cherché à se venger des vexations et des rapines dont il avait été victime.

On laissa partout les autorités et les garnisons boliviennes en liberté, et on leur permit de se replier sur le petit village de Calama, situé à plus de seize lieues au nord du 23° parallèle, et par conséquent hors du territoire qui avait appartenu au Chili avant la cession faite à la Bolivie par les traités que cette république avait rompus. Le dénuement où les réduisaient l'abandon et l'incurie de leur gouvernement était tel, qu'en quelques endroits, à Caracoles, par exemple, les commerçants chiliens firent une souscription pour acheter des chaussures aux soldats boliviens afin qu'ils pussent traverser le désert !

Cependant les forces chiliennes augmentaient considérablement à Antofagasta et sur les autres points immédiats. Outre les petits renforts qui étaient arrivés de Valparaiso pour parer à toute éventualité, les ouvriers chiliens s'empressèrent de s'organiser en bataillons de garde nationale et se trouvè rent bientôt assez convenablement équipés et disciplinés pour

Digitized by Google

pouvoir être dirigés là ou leur présence pourrait être nécessaire.

Vers le milieu du mois de mars, ces forces montaient déjà à près de quatre mille hommes, tous résolus et pleins d'ardeur. Dans tous ces petits centres, les habitants les plus riches et les plus influents avaient présenté au gouvernement du Chili des adresses dans lesquelles spontanément ils exprimaient leur désir et leur résolution d'être incorporés de nouveau à cette république. C'était sous les lois de ce pays qu'ils avaient peuplé le désert, et c'était sous la sauvegarde de ces mêmes lois qu'ils voulaient placer leurs personnes et leurs propriétés. Ces adresses, couvertes des signatures des Chiliens et de la plupart des Européens établis en ce pays, étaient destinées au président du Chili, dont ils demandaient à reconnaître l'autorité. L'annexion de ce territoire à la république chilienne, dont il avait été momentanément distrait, était donc un fait inévitable, conséquence de la monstrueuse administration bolivienne; et le gouvernement en faveur duquel il s'opérait n'aurait pu lui-même y résister.

Le télégraphe communiqua immédiatement à Tacna (Pérou), le débarquement des Chiliens à Antofagasta, et un émissaire partit aussitôt pour transmettre cette nouvelle au gouvernement bolivien. Les communications étaient adressées au président Daza, parce que, sous le régime administratif établi, c'était lui, et non les ministres, qui était saisi des plus importantes dépêches officielles. Le président reçut cette grave communication le 20 février, mais il n'en donna connaissance à personne.

Le général Daza était alors absorbé par des affaires qui captivaient davantage son attention. Depuis quelques jours déjà et, malgré la famine qui décimait la population de plusieurs provinces de l'intérieur par suite d'une mauvaise récolte, le gouvernement bolivien vivait au milieu de fêtes auxquelles toutes les autorités et les habitants devaient prendre part, de gré ou de force. On avait d'abord célébré pendant plusieurs jours l'anniversaire de la naissance du chef suprême de la nation, « l'anniversaire du gouvernement », disaient les documents officiels. Bientôt après on avait fêté l'arrivée d'un nouveau ministre plénipotentiaire du Pérou à la Paz. Ce dernier venait

Digitized by Google

appuyer le gouvernement bolivien dans l'attitude qu'il gardait contre le Chili, depuis la fin de l'année antérieure.

Le 20 février, quand Daza reçut les communications qui lui annonçaient l'occupation d'Antofagasta, il se préparait à célébrer le carnaval. Les journaux racontaient que le chef suprême venait de recevoir plusieurs élégants costumes pour cette fête. En conséquence, le carnaval de 1879 fut plus animé qu'en aucune autre année, et le président de Bolivie négligea complètement tous les soins de l'administration jusqu'au 26 février, mercredi des cendres et terme des orgies du carnaval.

Ce jour-là, il convoque ses ministres pour leur faire part de l'occupation du littoral par les forces chiliennes. Pour réparer le temps perdu, le président et ses ministres se mirent à l'œuvre avec la plus grande activité.

Leurs premiers actes ne devaient pourtant pas être fort efficaces pour le but qu'ils se proposaient. Le général Daza lança deux proclamations, l'une au peuple et l'autre à l'armée; il leur annonçait la guerre contre le Chili, en déclarant que les gens de ce pays étaient de lâches bandits, de vils assassins, des voleurs qui s'étaient enrichis des trésors ravis à la Bolivie. Il décréta ensuite l'expulsion de tous les Chiliens du territoire de la république, le séquestre et, au besoin, la confiscation de leurs propriétés. En vertu de ces dispositions, consignées dans le décret de déclaration de guerre du 1er mars, on séquestra les propriétés chiliennes dans les mines d'argent de Huanchaca et les mines de cuivre de Corocoro; cette mesure causait ainsi aux propriétaires et aux ouvriers un préjudice considérable.

L'appel aux armes fut accueilli partout avec enthousiasme, du moins en apparence. Seize généraux, près de cent colonels et à peu près sept cents officiers inférieurs signèrent une déclaration dans laquelle ils s'offraient à sceller de leur sang le châtiment des barbares et déloyaux Chiliens. Ils jurèrent avec le président qu'en soixante jours ils auraient chassé les envahisseurs de leur territoire. On donna immédiatement l'ordre de réunir l'armée active et de mobiliser la garde nationale.

On apprit alors, par l'état des cadres publié dans ce but, que la Bolivie possédait une armée permanente de deux mille deux

Digitized by Google

cent trente-deux soldats commandés par un peu plus de mille officiers, c'est-à-dire qu'il existait approximativement un officier pour deux soldats. Parmi ces officiers, il y avait vingt-deux généraux, cent trente-cinq colonels, et seulement soixante-douze sous-lieutenants. Un des bataillons, qui portait le nom du chef de l'État, et qui, pour cette raison, était regardé comme un corps d'élite, se composait de cinq cent quarante hommes, dont cent soixante-treize seulement étaient simples soldats. L'état-major du président se composait de vingt aides de camp, tous colonels ou généraux. Cette organisation militaire était le résultat forcé des guerres civiles qui ont constamment déchiré la Bolivie.

La mobilisation de ces forces offrit d'abord les plus sérieuses difficultés pour deux causes différentes : le manque de ressources du trésor public, et les obstacles du terrain qu'il fallait parcourir pour atteindre les Chiliens. Ces obstacles étaient tout simplement insurmontables, à cause des distances, des montagnes abruptes et des affreux déserts qui séparaient les deux adversaires. Il avait été bien plus facile au président Daza d'envoyer un de ses ministres à Lima, pour y réclamer du gouvernement péruvien l'exécution des engagements qu'il avait pris dans le traité secret d'alliance contre le Chili.

Cependant les soldats boliviens qui occupaient auparavant le littoral s'étaient concentrés dans le bourg de Calama. Bien qu'ils ne reçussent pas les renforts qu'ils attendaient de l'intérieur, ils étaient en nombre suffisant pour tenter un coup de main contre n'importe quel des points occupés par les Chiliens, et principalement contre les mines de Caracoles, qui se trouvaient le plus à leur portée. Un avocat bolivien, le docteur Ladislao Cabrera, homme entreprenant et résolu, était l'inspirateur de cette résistance. Dans le principe, le gouvernement du Chili ne pensait point s'avancer au delà du 23° parallèle, limite du territoire qu'il réclamait, dès le moment que la Bolivie violait le pacte en vertu duquel on lui en avait fait la cession conditionnelle; mais le général Daza ayant déclaré qu'il relevait le gant, et qu'il allait marcher en avant à la tête de son armée, il devenait nécessaire de le prévenir en prenant résolument l'offensive.

En conséquence, le colonel chilien Sotomayor, à la tête

Digitized by Google

d'environ cinq cents hommes des trois armes, sortit de Caracoles et marcha vers le nord. Cette faible colonne put, en cette circonstance, se faire une idée des difficultés que présentaient les opérations militaires dans cette partie du désert où l'industrie n'avait encore fondé aucun établissement. Les troupes ne trouvaient aucun abri, pendant le jour, contre les ardeurs d'un soleil dévorant, aucune protection, pendant la nuit, contre un froid intense, au milieu de ces sables arides où le thermomètre parcourt une échelle de 25 à 30 degrés centigrades dans les vingt-quatre heures. Il fallait transporter des vivres, de l'eau, des fourrages pour les hommes et les animaux, et se frayer un chemin à travers les hauteurs escarpées qui interrompent par intervalles la monotonie du désert. Enfin le colonel Sotomayor arriva en vue de Calama dans les premières heures de la journée du 23 mars.

Calama est un bourg situé dans une oasis du désert, sur le fleuve Loa. C'est là que s'arrêtent les voyageurs et les muletiers qui font le trafic entre Potosi et le littoral. Le docteur Cabrera, sommé d'abord de se rendre, avait refusé énergiquement et avait disposé ses troupes entre les berges du fleuve, derrière d'épais buissons qui dérobaient ses soldats à la vue. Ce fut dans ces conditions que le combat s'engagea. Malgré la supériorité du nombre et des armes, les Chiliens auraient pu essuyer un échec, sans leur indomptable résolution d'enlever Calama.

Après une perte de douze hommes tués ou blessés, ils mettent le feu aux broussailles qui cachaient l'ennemi, le chargent avec un élan irrésistible, lui tuent vingt hommes, lui font trente prisonniers, dont un colonel et deux autres officiers, et le mettent dans une déroute complète [1]. Le docteur Cabrera se retira avec les fuyards jusqu'à Potosi.

Pendant ces mêmes jours, quatre bâtiments de l'escadre chilienne avec quelques troupes de débarquement occupaient, sans trouver la moindre résistance, les ports boliviens de Co-

1. Dans le rapport que le docteur Cabrera fit à son gouvernement sur cette journée, il dit que les Chiliens qui l'attaquèrent « en interminables colonnes, » perdirent cent vingt-huit hommes. Dans le même rapport, il donne de telles proportions à l'affaire où il fut battu, qu'il l'appelle : « Un combat sans égal dans l'histoire moderne ! »

Digitized by Google

bija et de Tocopilla. Les Chiliens se trouvèrent ainsi maîtres de tout le désert jusqu'aux frontières du Pérou.

La guerre avec la Bolivie était terminée de fait. Le Chili ne prétendait nullement envahir ce pays : c'eût été entreprendre une campagne d'une difficulté extrême et sans aucun résultat pratique. La Bolivie de son côté, à cause de la configuration singulière de son territoire, et des obstacles insurmontables que lui opposaient les montagnes et les déserts, ne pouvait conduire ses troupes jusqu'au littoral. Cette situation aurait pu se prolonger indéfiniment, sans l'intervention du Pérou, qui se déclara pour l'un des belligérants.

Digitized by Google

Digitized by Google

CHAPITRE II

DÉCLARATION DE GUERRE AU PÉROU, AVRIL 1879

Attitude de la presse et du gouvernement du Pérou à la nouvelle de l'occupation d'Antofagasta par les Chiliens. — Le président Prado. — Envoi au Chili d'une légation chargée d'offrir la médiation du Pérou. — Duplicité de cette politique. — Le plénipotentiaire péruvien nie l'existence du traité secret d'alliance entre le Pérou et la Bolivie. — On découvre l'existence de ce traité. — Déclaration de guerre entre le Chili et le Pérou. — Le gouvernement du Pérou expulse les Chiliens de son territoire.

Le Pérou traversait alors une situation peu favorable pour se lancer dans de pareilles aventures. Outre ses difficultés financières, chaque jour plus pressantes, la paix intérieure, naguère troublée par l'assassinat de l'ex-président Prado aux portes mêmes du sénat, était si peu assurée, que le gouvernement croyait ne pouvoir se soutenir que par le régime des mesures extraordinaires et par la suspension de la constitution. Cependant, dès qu'on vit les entraves que la Bolivie mettait à l'exécution du traité avec le Chili, et l'imminence d'une rupture entre les deux pays, une partie de la presse péruvienne, la plus dévouée au gouvernement, prit un ton belliqueux et provocateur. « Le Pérou ne peut, disait-elle, rester indifférent en présence de ce conflit. » Et sans tenir compte des causes qui le produisaient, on ajoutait que le moment était venu de mettre un frein à l'arrogance si mal fondée du Chili. La voix des journaux qui conseillaient la neutralité, comme le parti le plus conforme aux intérêts du Pérou, était comme étouffée par l'immense clameur de ceux qui poussaient à une attitude belliqueuse.

Cette excitation redoubla de violence quand on reçut à

Digitized by Google

Lima la nouvelle de l'occupation d'Antofagasta par les Chiliens. L'impresssion que cet événement produisit sur le gouvernement du Pérou fut plus vive que celle qu'il avait causée à celui de la Bolivie. Les politiciens du pays s'agitèrent autant que s'il se fût agi d'eux-mêmes. Partout, dans les boutiques, dans les cafés, on ne parlait que de réprimer l'audace du Chili; partout on répétait que, pour atteindre ce but, le Pérou n'avait qu'à élever la voix, qu'à déployer sa puissance navale et militaire, et à imposer des conditions. La seule nouvelle que le Pérou était résolu à prendre en main la cause de Bolivie devait glacer le Chili.

Telle était aussi la conviction du gouvernement de Lima; mais, voulant gagner du temps pour faire ses préparatifs, il dissimula ses sentiments. A la tête de la république se trouvait alors le général don Mariano Ignacio Prado. Il passait pour favorable au Chili, pays qu'il avait habité pendant huit ans, après son renversement en 1867 par un *pronunciamiento* de la présidence du Pérou. Il y était revenu en 1875, époque à laquelle une nouvelle élection l'éleva au pouvoir.

Prado, en effet, n'était pas précisément hostile au Chili; mais il n'avait pas la fermeté de caractère nécessaire pour éviter les complications vers lesquelles ses conseillers le poussaient si follement. Ajoutez à cela que son manque de pénétration, l'indolence de son caractère et l'absence d'études quelconques ne lui avaient pas permis de connaître et d'apprécier la situation du Chili, au point que sur les ressources, la puissance et les hommes de cette république, les opinions du président Prado étaient celles de ses compatriotes les plus emportés.

Comme ceux-ci, il croyait que le Chili ne pouvait manquer de courber immédiatement la tête devant n'importe quelle exigence du Pérou. Pendant ces jours d'effervescence, il crut désarmer la tempête en s'adressant à quelques personnes qu'il regardait comme influentes au Chili, pour leur exposer son désir d'éviter une rupture. « Si le Chili évacue Antofagasta, disait-il, je réponds du maintien de la paix. » Ce qui revenait à dire que si le Chili acceptait l'outrage que lui avait infligé la Bolivie et la confiscation des propriétés de ses nationaux, la guerre n'aurait pas lieu.

Digitized by Google

Telle était l'opinion bien arrêtée de son gouvernement. Le 22 février, don José Antonio Lavalle partit du Callao comme ministre plénipotentiaire du Pérou auprès du gouvernement du Chili. Il avait dans son portefeuille le traité secret d'alliance offensive et défensive qui liait depuis 1873 le Pérou à la Bolivie; mais il ne devait faire usage de cette arme qu'au dernier moment, comme une menace décisive dans le cas où il ne pourrait obtenir autrement le résultat désiré. Officiellement, le ministre plénipotentiaire du Pérou devait se présenter non comme partie intéressée et encore moins comme allié secret de la Bolivie, mais comme médiateur officieux qui venait offrir ses bons services aux belligérants. Il est inutile de commenter cette conduite que tout pays civilisé regardera comme une perfidie ; mais au Pérou, pays démoralisé par les révolutions et par les maux qui en résultent, elle fut qualifiée d'habile. Quelques mois plus tard, la presse de Lima entonnait les louanges de ceux qui avaient inventé cet arbitrage d'un nouveau genre. « Si la mission réussissait, disait un journal de Lima, on avait évité la guerre, et si elle échouait on avait gagné un temps précieux pour la défense. »

Les négociations entre le diplomate péruvien et le gouvernement du Chili furent donc entamées sans que celui-ci eût connaissance du traité secret. Le représentant du Pérou offrait la médiation de son gouvernement, et elle n'était pas repoussée ; mais il exigeait que le Chili retirât tout d'abord ses troupes d'Antofagasta, afin d'apaiser ainsi la Bolivie qui accepterait avec plaisir les bons offices du médiateur. En conséquence, le Chili devait défaire ce qu'il avait fait, retirer ses réclamations et laisser subsister les actes déprédateurs de la Bolivie sans même savoir à quelles conditions cette république accepterait la médiation.

Mais tout cela n'était encore rien : pendant que M. Lavalle poursuivait ses négociations au Chili, le gouvernement de Lima excitait l'animosité de la presse péruvienne, mobilisait son armée, ordonnait la formation de nouveaux corps de troupes et réparait ses navires ; il faisait partir de Lima, pour le Sud, plusieurs divisions bien approvisionnées pour les rapprocher du territoire qui devait être le théâtre de la guerre, et enfin il procurait secrètement des armes au gouvernement

Digitized by Google

bolivien. A Lima et dans plusieurs autres villes du Pérou, on faisait des manifestations belliqueuses contre le Chili, en promenant ensemble les drapeaux des deux républiques secrètement alliées. En divers endroits et surtout en Bolivie, on parlait déjà ouvertement du traité secret contre le Chili, et la presse chilienne recueillit ces rumeurs en signalant le péril de la situation.

Le gouvernement de Santiago ne s'écarta pourtant pas un seul instant de la plus parfaite modération, et il ne compromit en rien son caractère de gouvernement sérieux, d'un gouvernement qui sait ce qu'il veut et où il va. Le président de la République, don Annibal Pinto, homme instruit et circonspect, le seul des mandataires, allant entrer en lutte, qui ne fût pas soldat, imprima à l'action de son gouvernement le sceau de fermeté tempérée qui convenait à la situation. Il chargea le ministre du Chili à Lima d'exiger que le gouvernement du Pérou « définît nettement son attitude, car la mission du médiateur qui le représentait à Santiago n'était compatible ni avec la précipitation que le Pérou mettait à organiser son escadre et à augmenter son armée, ni avec les mouvements des troupes envoyées au Sud, et l'achat de navires, d'armes et de munitions. » Et ensuite, s'adressant directement au plénipotentiaire du Pérou à Santiago, le président lui fit demander de répondre catégoriquement s'il existait oui ou non, un traité secret d'alliance entre son pays et la Bolivie. On était absolument résolu à faire cesser une situation si ambiguë.

Mais le gouvernement de Santiago se trompait en croyant que le Pérou prendrait dès lors une attitude digne d'un gouvernement sérieux. A Lima, on répondit évasivement au représentant du Chili, et sans exprimer aucune déclaration. Le ministre du Pérou à Santiago alla plus loin encore; et à la question formelle qu'on lui adressait, il répondit « qu'il n'avait pas connaissance du traité secret, qu'il croyait qu'il n'existait pas, mais qu'ayant entendu parler de ce pacte au Chili, il avait demandé des informations à son gouvernement. »

Il était impossible de faire durer plus longtemps cette supercherie. Pressé sans relâche par le représentant du Chili, le gouvernement de Lima déclara qu'étant lié à la Bolivie par

Digitized by Google

un traité, il lui était impossible de faire la déclaration de neutralité qu'on lui demandait. Il ne pouvait prendre aucune détermination à ce sujet sans avoir consulté le congrès péruvien, qui devait se réunir dans ce but à la fin d'avril. Le représentant du Pérou à Santiago, celui-là même qui avait nié l'existence de ce pacte, reçut l'ordre d'en donner connaissance au gouvernement du Chili.

Le gouvernement péruvien voulait encore ajourner à un mois toute solution définitive, sous prétexte que le congrès déciderait si le moment était arrivé de rendre l'alliance effective, afin de gagner du temps pour compléter son armement. De son côté, le Chili ne tomba pas dans le piège : il déclara les négociations rompues, et le 5 avril il fit, d'accord avec les chambres nationales, la solennelle déclaration de guerre. Le même jour, le gouvernement du Pérou, instruit par le télégraphe de l'attitude ferme et résolue du Chili, faisait à Lima la publication solennelle du traité secret; et il démontrait par là qu'il n'avait nul besoin de la réunion du congrès pour rendre l'alliance effective et pour déclarer la guerre.

Cette déclaration fut accompagnée d'actes et de menaces que le résultat de la campagne n'a pas permis d'exécuter. Le peuple de Lima forma plusieurs bruyants meetings, où l'on traitait le Chili avec le plus souverain mépris ; il s'attroupait aux portes du palais en demandant que le président se fît entendre. « Le Chili veut la guerre, disait le président dans une réunion tenue dans une gare de chemin fer : eh bien, il l'aura, mais elle sera terrible ! » Pour exécuter ces menaces, le gouvernement du Pérou décréta, peu de jours après, sous la pression d'une émeute populaire, l'expulsion de toutes les familles et des citoyens chiliens établis dans ce pays, dans le délai de huit jours pour quelques endroits, de deux en d'autres, et sur plusieurs points du littoral, de deux ou trois heures seulement.

Il est à remarquer qu'en plusieurs endroits, ces malheureux n'avaient pas de navires pour s'embarquer, et qu'ils durent entreprendre le voyage à pied, au milieu des brûlants déserts de la côte. On comprendra mieux l'inhumanité de ces mesures quand on saura que les industriels et les ouvriers



chiliens résidant alors au Pérou formaient une population de près de quarante mille âmes, y compris les vieillards, les enfants et les femmes. Dans l'émigration forcée qu'ils durent entreprendre, beaucoup auraient succombé, ou n'auraient pu se mettre en marche, sans le secours opportun des officiers de la marine royale de la Grande-Bretagne, qui favorisèrent leur embarquement [1]. Le gouvernement du Chili, qui voyait dans la guerre une chose plus sérieuse que ces hostilités insensées, ne pensa jamais à expulser les Péruviens ou les Boliviens qui habitaient son territoire, et, d'autre part, il tira parti de l'imprudence commise par le gouvernement du Pérou. Les ouvriers chiliens établis dans la province péruvienne de Tarapacá et dans tout le sud de cette république étaient pour la plupart d'une constitution de fer, et ils connaissaient le terrain dans ses moindres détails. Arrivés à Antofagasta, ils s'enrôlèrent dans l'armée chilienne qui s'y organisait, et ils furent les meilleurs et les plus utiles soldats dans les campagnes suivantes.

1. Comme les journaux du Pérou répétaient alors que les Chiliens expulsés du territoire étaient tous des bandits, des assassins, souillés de tous les crimes imaginables, il convient d'entendre à ce sujet le jugement des neutres. Le capitaine Robinson, commandant de la frégate *Turquoise* de Sa Majesté Britannique, qui se trouvait alors à Iquique, rendait compte de ces faits à l'amirauté anglaise, dans les termes suivants : « Nous nous sommes occupés ici à embarquer les réfugiés chiliens; ce sont des gens de la meilleure classe, qui ont occupé des positions de confiance chez les étrangers. Leurs patrons les regrettent, et payent leur passage sur les navires de la Compagnie de navigation du Pacifique. »

Digitized by Google

CHAPITRE III

LES ARMÉES DU PÉROU ET DU CHILI AVANT LA GUERRE.

Situation militaire du Pérou avant la guerre. — L'armée et la marine du Chili. — Infériorité numérique des forces de ce pays. — En quoi consistait sa véritable supériorité.

Avant de commencer l'histoire des opérations militaires, nous devons donner quelques indications sur les forces des deux États, le Pérou et le Chili, au moment de la déclaration de guerre, comme nous l'avons déjà fait au sujet de la Bolivie. Nous nous efforcerons de présenter ces aperçus avec toute la brièveté et la plus grande clarté possible.

Au commencement de l'année 1879, l'armée péruvienne se composait de 4,200 soldats commandés par 3,870 officiers de toutes classes, parmi lesquels on comptait 26 généraux [1]. Cette singulière organisation coûtait au trésor environ quatre millions de piastres (20 millions de francs) par an, en raison de la solde élevée qu'il fallait payer à un aussi grand nombre d'officiers. Après les victoires des Allemands pendant la guerre de 1870-1871, le gouvernement du Pérou avait adopté pour ses troupes l'uniforme prussien, au lieu de l'uniforme français employé autrefois, ce qui avait occasionné des frais énormes ; mais il prit si peu de soin de sa véritable organisation que chaque corps, ou à peu près, avait des armes de système différent.

La marine du Pérou était relativement formidable, et,

1. Dans quelques notes statistiques publiées en Europe, on élève à 13,200 hommes le chiffre de l'armée péruvienne, peu de temps avant la guerre ; mais dans ce chiffre étaient compris 5,400 gendarmes ou hommes armés de la police.

Digitized by Google

d'après les documents officiels de ce même gouvernement, elle était de plus « la mieux organisée et la mieux disciplinée de celles de tous les États du Pacifique [1]. » Cette marine se composait de quatre vaisseaux cuirassés (la frégate *Independencia* de 14 canons et les monitors *Huascar*, *Atahualpa* et *Manco Capac*, armés chacun de trois canons de gros calibre); des corvettes en bois: *Union* de 13 canons et *Pilcomayo* de six canons; enfin de douze navires plus petits, dont un était également cuirassé. L'entretien de cette escadre coûtait au Pérou environ cinq millions de piastres (25 millions de francs) par an; c'est-à-dire presque trois fois plus que ne dépensait le Chili pour la sienne.

L'armée comme la marine du Pérou était pénétrée du sentiment de son immense supériorité en instruction militaire sur les forces de ses voisins, et spécialement sur celles du Chili. Les révolutions continuelles du Pérou l'avaient tellement militarisé qu'il aurait été difficile de trouver un chef de l'armée ou de l'escadre qui n'eût commandé ou favorisé une insurrection. Là, comme en Bolivie, on répétait ces paroles : « Nos révolutions nous ont rendus beaucoup plus militaires que les Chiliens qui ont toujours vécu en paix. » L'état de choses était cependant bien différent, car les révolutions qui avaient créé tant de généraux et tant de colonels n'avaient fait que démoraliser le pays.

Les forces du Chili au commencement de la guerre étaient très inférieures. L'armée de terre se composait de 2,440 hommes dont 410 d'artillerie, 530 de cavalerie, et le reste d'infanterie divisée en cinq petits bataillons de 300 hommes chacun. La marine chilienne se composait de deux frégates cuirassées, (Le *Blanco Encalada* et l'*Almirante Cochrane* de six canons chacun); de deux corvettes en bois (*O'Higgins* et *Chacabuco*); d'une canonnière en bois (*Magallanes*), et de quatre vaisseaux plus petits et peu propres à la guerre à cause de leur long service.

Pendant les années antérieures, l'armée permanente du Chili, sans être véritablement considérable, était toutefois plus forte, puisque le nombre de ses hommes s'élevait à 3,500. Le

1. *Le Pérou en 1878. Notice historique et statistique* (publication officielle faite en raison de l'exposition universelle de Paris, p. 38.

Digitized by Google

congrès avait travaillé à diminuer graduellement ce nombre, en discutant chaque année le budget des frais généraux de l'administration, jusqu'à le laisser réduit au chiffre strictement indispensable au service de la garnison.

Le Chili était si éloigné de penser à une guerre prochaine et à préparer un conflit international, comme ses ennemis ont voulu le faire croire, que, lorsqu'au mois de décembre 1878 la discussion diplomatique de la question bolivienne prit un caractère alarmant, les chambres législatives, en discutant le budget de l'année suivante, voulaient réduire encore davantage le nombre des troupes ; et en effet elles firent des suppressions importantes au ministère de la guerre et de la marine. On ne doit donc pas s'étonner, si, le jour de la déclaration de guerre, le Chili possédait une armée insignifiante et un armement insuffisant pour la campagne à laquelle il se voyait provoqué contre les désirs et les dispositions du pays.

Ces troupes avaient, comme on doit facilement le supposer, beaucoup moins de présomption que leurs orgueilleux ennemis. Au Chili, où les révolutions ne sont connues que par des souvenirs lointains de l'histoire, l'armée ne servait absolument que pour les garnisons ; et l'escadre ne s'occupait qu'aux travaux pénibles et pacifiques de reconnaissances géographiques sur la côte, et particulièrement dans les archipels presque impénétrables du Sud. Ni l'armée ni l'escadre n'avaient eu d'insurrections à soutenir ou à combattre ; mais en échange elles avaient eu la paix et la tranquillité pour se discipliner et pour s'instruire dans les épreuves techniques que chaque bataillon et chaque vaisseau avaient l'obligation de subir. La moralité, la discipline et l'instruction plus profonde des chefs et des soldats compensaient l'infériorité de leur nombre comparé à celui des armées contre lesquelles ils allaient combattre.

L'infériorité numérique des forces du Chili était encore plus évidente, en présence de l'alliance du Pérou et de la Bolivie ; cette dernière république, quoique dépourvue de marine, pouvait mettre sous les armes un corps respectable de troupes, et le faire passer sans beaucoup de difficultés, comme elle le fit en effet, dans les provinces péruviennes de Tacna et de Tarapacá, qui allaient être le théâtre de la guerre. Si l'on ajoute à cela que la population des deux républiques alliées (la Bolivie

Digitized by Google

environ 2,000,000 d'âmes, et le Pérou environ 3,000,000) est supérieure de plus du double à celle du Chili, on comprendra qu'outre leur habitude plus grande du maniement des armes, résultat de leurs révolutions incessantes, elles pouvaient mettre sur le pied de guerre une armée beaucoup plus forte que celle de leur ennemi. Aussi, lorsqu'au commencement de la guerre les journaux d'Amérique et d'Europe publièrent les tableaux statistiques des forces de terre et de mer des nations belligérantes, crut-on généralement, comme le Pérou et la Bolivie, que le Chili vaincu et ruiné se verrait dans l'obligation d'accepter la paix qu'on lui imposerait. A Lima et à la Paz on parlait de la guerre comme d'une promenade militaire, et l'on prédisait non seulement la défaite certaine d'un ennemi arrogant et faible, mais même on parlait de son démembrement partiel.

Cependant le Chili avait sur ses deux ennemis un grand avantage. Il avait une administration solide et sérieuse. La corruption engendrée par les révolutions et par la dissipation des revenus de l'État, ne l'avait pas atteint. Son organisation politique et sociale n'était pas gangrenée par ces infamies qui énervent le vrai patriotisme et ne le mesurent que sur les applaudissements de la place publique. Le triomphe pouvait se faire attendre, parce que le Chili n'était pas préparé à la campagne à laquelle on le provoquait, mais il ne pouvait lui échapper.

Digitized by Google

CHAPITRE IV

COMBAT D'IQUIQUE, 21 MAI 1879.

Blocus d'Iquique par l'escadre chilienne. — La première division de l'escadre péruvienne se met en mer. — Elle est repoussée par la canonnière chilienne *Magallanes*. — Hostilités exercées sur la côte du Pérou par les navires chiliens. — L'amiral du Chili se dirige au Callao pour provoquer l'escadre péruvienne. — Le même jour celle-ci était sortie pour les ports du Sud, conduisant le président de la République. — Mémorable combat d'Iquique le 21 mai. — Perte de la frégate cuirassée *Independencia* des Péruviens. — Hommages rendus à la valeur des Chiliens. — Le monitor péruvien *Huascar* essaye en vain de bombarder Antofagasta, et retourne au Callao refusant le combat que lui offre une frégate chilienne.

Le Chili commença la guerre en établissant avec son escadre le blocus d'Iquique, port principal de la province péruvienne de Tarapacá et place commerciale très importante par l'exportation du nitrate de soude. Cette ville possédait une garnison de plus de 3,000 soldats Péruviens qui s'y trouvaient avant la déclaration de guerre, et qu'augmentèrent bientôt de nouveaux contingents débarqués dans les ports voisins et arrivés de Lima, et de tout le nord du Pérou. Le Chili aurait alors pu tenter les opérations les plus hardies, avec les plus grandes chances de succès. En débarquant résolument ses troupes en cet endroit, et en envoyant son escadre détruire celle du Pérou, qui achevait alors de s'armer au Callao, le Chili aurait dès le premier mois obtenu les résultats qu'il n'obtint plus tard qu'au prix de sacrifices énormes. Il semble que ce fut le premier plan du gouvernement chilien; mais on prit trop au sérieux les fanfaronnades du Pérou, et dans la persuasion que la puissance si vantée de cette république était réellement formidable, on ne

Digitized by Google

voulut rien aventurer et l'on préféra marcher avec prudence afin de mieux assurer le succès.

Pendant le premier mois de la guerre, les opérations militaires eurent peu d'importance. Le Pérou poussait hardiment les travaux qu'il avait commencés dès le mois de janvier. Le 7 avril, au début des hostilités, il fit sortir du Callao les corvettes *Union* et *Pilcomayo*, qui étaient armées, comme nous l'avons dit, la première de treize canons et la seconde de six, et que la rapidité de leur marche rendait propres à une surprise. Cette division sortit sous les ordres du commandant Garcia y Garcia qui passait pour le premier marin du Pérou. Il devait opérer entre l'escadre chilienne qui bloquait Iquique, et le port d'Antofagasta, qui servait de quartier général à l'armée de cette république. Ses instructions lui prescrivaient de ne pas engager le combat avec les cuirassés chiliens, beaucoup plus puissants que ses vaisseaux, mais d'attaquer les transports ou petits navires qui faisaient le service entre Iquique et Antofagasta.

Le 12 avril la division péruvienne aperçut vers le nord de l'embouchure du fleuve Loa, la corvette chilienne *Magallanes* et résolut de la poursuivre. Le commandant de ce navire, don J. J. Latorre, n'avait pour sa défense que quatre canons; il ne s'en disposa pas moins à résister, et il le fit avec tant d'adresse et de bonheur qu'après deux heures de combat, les corvettes péruviennes, laissant le champ libre au navire chilien, reprenaient la route du Callao. Le succès de ce premier combat, désigné sous le nom de Chipana parce qu'il se livra en face d'une pointe de terre qui portait ce nom, ne put s'expliquer que par le fait d'une avarie sérieuse soufferte par l'un des navires péruviens.

Pendant ce temps-là, le chef de l'escadre chilienne, amiral Williams Rebolledo, stationnait en face d'Iquique à la tête des vaisseaux de guerre et de quelques transports récemment acquis par le gouvernement, et que l'on avait armés le mieux possible. Quelques navires prirent la mer pour longer la côte et détruire les jetées et le matériel d'embarquement que le gouvernement du Pérou possédait dans ces parages pour le chargement du guano. Sur quelques points, comme à Pisagua et à Mollendo, les chaloupes chiliennes furent accueillies par

Digitized by Google

les boulets des garnisons de la côte, et les vaisseaux durent tirer sur ces troupes et, par conséquent, sur les parapets et sur les édifices derrière lesquels elles se mettaient à l'abri[1].

Le 16 mai, après ces premières opérations, l'amiral chilien réunit son escadre et se dirigea vers le Callao pour présenter la bataille aux navires péruviens. Le blocus d'Iquique restait confié à deux vaisseaux chiliens, que la lenteur de leur marche et le mauvais état de leurs coques et de leurs machines faisaient regarder comme incapables de combattre. Ces vaisseaux étaient la corvette *Esmeralda*, qui avait vingt-cinq ans de service et qui, pour cette raison et à cause de ses avaries, était à peu près hors de service; et la petite goëlette *Covadonga*, prise aux Espagnols en 1865. En quittant Iquique l'amiral Rebolledo avait la conviction que ces vaisseaux n'auraient autre chose à faire qu'à maintenir le blocus, en empêchant les navires marchands d'entrer au port d'Iquique.

1. La presse péruvienne en rendant compte de ces faits, exagéra les dégâts causés par les Chiliens, et accusa ceux-ci d'inhumanité pour avoir tiré sur des populations pacifiques et sans défense. Le fait est absolument faux, car les Chiliens se contentèrent de détruire les embarcares qui appartenaient au gouvernement et tirèrent uniquement sur les endroits où ils étaient provoqués par les troupes de terre. Un journal français, *le Journal du Commerce maritime et des Colonies*, dans son numéro du 15 juin 1879 raconta ces faits avec assez d'exactitude en ajoutant que de terre on avait tiré sur des embarcations qui portaient des parlementaires : « La conduite de l'amiral Rebolledo, dit-il, a donc été celle qu'aurait tenue à sa place tout autre officier dans les mêmes circonstances, et l'on devrait même lui savoir gré d'avoir épargné Mollendo, qu'il aurait pu détruire entièrement. »

Le capitaine Robinson, commandant de la *Turquoise* de Sa Majesté Britannique mouillée alors à Iquique, informait de ces événements l'amirauté anglaise, à la date du 6 mai, dans les termes suivants : « Il y a un mois que nous sommes ici. Mon opinion est que, pendant ce temps-là, l'amiral du Chili a fait preuve de tolérance et de bonne volonté, à un tel degré que tous les neutres qui habitent Iquique doivent lui en être reconnaissants. La ville a été tout le temps remplie de soldats péruviens, de sorte que les raisons pour prendre des mesures énergiques ne lui ont pas manqué. Il n'a même pas fait de réquisitions; il a accordé toutes sortes de facilités aux neutres, aux femmes et aux enfants péruviens pour sortir de la ville. »

Cependant les exagérations de la presse péruvienne et les fausses nouvelles répandues contre les Chiliens eurent pour effet, à Lima, la formation de nombreux rassemblements du peuple qui causèrent une alarme sérieuse dans la ville. Le président eut la faiblesse de céder en présence de ces meetings, et il décréta l'expulsion de tous les Chiliens établis au Pérou; cette mesure imprudente fournit plus de 8,000 hommes à l'armée que le Chili organisait à Antofagasta.

Digitized by Google

Précisément, pendant la même nuit du 16 mai, la seconde division de l'escadre péruvienne sortait du Callao, escortant le président Prado qui allait au Sud diriger en personne les opérations de la guerre; il était accompagné d'une forte colonne de troupes. Cette division navale se composait des cuirassés *Huascar* et *Independencia*, sous les ordres des commandants don Miguel Grau et don J. G. Moore, et de trois navires plus petits. Les deux escadres, la chilienne qui se dirigeait vers le nord, et la péruvienne qui se rendait au sud, auraient pu se rencontrer, et le cas échéant, il se serait engagé une lutte où tous les avantages eussent été du côté des Chiliens qui, outre leurs deux puissantes frégates cuirassées, avaient sous la main trois navires en bois capables de prendre part au combat. Mais les Chiliens naviguaient à une grande distance de terre afin de cacher leurs mouvements, tandis que les Péruviens suivaient la côte, de telle sorte que ni les uns ni les autres n'eurent la moindre connaissance du voisinage de l'ennemi. Ce ne fut qu'à son arrivée près du Callao que l'amiral chilien apprit que les vaisseaux péruviens qu'il venait attaquer, étaient partis vers le sud.

La fortune semblait vouloir favoriser le Pérou en lui offrant l'occasion de porter à l'ennemi un coup facile et sûr. En effet le capitaine de l'un des paquebots anglais naviguant sur cette côte, avait rencontré le convoi qui conduisait au sud le président Prado, et avait appris au général que l'escadre chilienne qu'il voulait éviter, avait pris la direction du nord, que le blocus d'Iquique était resté confié à deux faibles bâtiments et que toute la côte du Chili était dégarnie de navires de guerre.

Le 20 mai, le président du Pérou, en débarquant à Arica avec les renforts considérables d'hommes, d'armes et de munitions qu'il amenait, reçut la confirmation de cette nouvelle. Le même jour et avec la plus grande activité on prépara un coup de main qui fut confié au monitor *Huascar* et à la frégate cuirassée *Independencia*. Ces derniers devaient s'emparer de deux petits vaisseaux qui bloquaient Iquique, détruire en second lieu le campement d'Antofagasta, parcourir ensuite les côtes du Chili, en causant partout des dommages analogues ou supérieurs à ceux que venait de souffrir le littoral sud

Digitized by Google

du Pérou. Tout laissait à croire que ce plan serait exécuté avec un plein succès.

Dans la matinée du 21 mai, les marins chiliens qui bloquaient Iquique virent s'avancer deux puissants navires qu'ils reconnurent bientôt pour la frégate cuirassée *Independencia* et le monitor *Huascar* [1]. Les vaisseaux chiliens étaient sous les ordres de don Arturo Prat, commandant de l'*Esmeralda*, et de don Carlos Condell, commandant de la *Covadonga*, tous deux jeunes, résolus et pénétrés de leurs devoirs. Sans se dissimuler les difficultés de la situation, ils réunirent les officiers de leur bord; et là, en conseil de guerre, et en présence du puissant ennemi qui venait les attaquer, ils résolurent de combattre jusqu'à la mort et de vendre chèrement leur vie.

Le combat s'engagea bientôt. Le *Huascar* se dirigea sur l'*Esmeralda*, qui en raison du mauvais état de sa machine pouvait à peine se mouvoir; et l'*Independencia* se porta sur la *Covadonga* qui se dérobait habilement vers le sud, tout en soutenant un feu d'artillerie vigoureux et bien dirigé. La population d'Iquique et les troupes péruviennes en garnison dans cette place, réunies sur le rivage, assistaient à ce combat inégal. Il y eut un moment où l'artillerie de terre tira aussi sur l'*Esmeralda*, et les Chiliens durent partager leur attention afin de répondre avec leurs canons et leurs riffles aux feux de l'armée de terre.

La lutte cependant, continua ainsi pendant plus de deux heures. Le monitor péruvien, sous son enveloppe de fer, paraissait impénétrable aux coups de l'*Esmeralda;* et son commandant conserva longtemps l'espoir que les Chiliens convain-

1. On comprendra l'inégalité de forces des navires qui vont combattre par les renseignements suivants extraits des documents péruviens :

Frégate cuirassée *Independencia*, de 2,004 tonneaux. — Force de la machine, 550 chevaux nominaux. — Possède 18 canons des calibres suivants : 2 de 150 ; 12 de 70 ; 4 de 9. Tous ces canons sont du système Armstrong. — Les 4 autres sont de 32 à âme lisse.

Monitor *Huascar* de 1,130 tonneaux. — Force de la machine, 300 chevaux nominaux. — Possède 4 canons, système Armstrong, 2 de 300 qui sont dans une tourelle tournante et 2 de 40 placés sur le pont.

La force et la puissance des vaisseaux chiliens étaient les suivantes :

Corvette *Esmeralda*, lancée à la mer en 1854, de 850 tonneaux avec une machine de 200 chevaux et huit canons de 40.

Goëlette en bois, *Covadonga*, prise aux Espagnols en 1865, de 412 tonneaux, avec une machine de 140 chevaux et 2 canons de 70.

Digitized by Google

cus de l'absolue inutilité de leur sacrifice, amèneraient le pavillon tricolore qu'ils avaient arboré au sommet de leurs navires. Le feu nourri par lequel les Chiliens répondaient à la sommation de se rendre lui fit comprendre qu'il n'avait rien à espérer; et dirigeant à toute vapeur sa proue d'acier sur la vieille carcasse de bois du navire ennemi, il tenta de la briser avec son formidable éperon.

L'*Esmeralda* esquiva adroitement les deux premiers coups, en soutenant toujours son feu de mousqueterie et d'artillerie, et au moment où le *Huascar* s'approchait pour la troisième fois, le vaillant commandant Prat, suivi d'un officier, le lieutenant Serrano, et d'un soldat, s'élance sur le pont du monitor péruvien en appelant les siens à l'abordage. Mais les navires s'étant de nouveau séparés, l'équipage chilien ne peut suivre son audacieux commandant. Prat et ses intrépides compagnons, après avoir commencé par renverser les ennemis qui se trouvaient sur leur passage, succombent sur le pont du *Huascar* sous les feux dirigés contre eux de l'intérieur de la tour.

Cependant l'*Esmeralda* résiste encore; mais le bélier ennemi entr'ouvre son flanc et, au moment où sa coque s'enfonce dans la mer, les artilleurs font leur dernière décharge au cri de : Vive le Chili! Le pavillon tricolore fut le dernier à disparaître sous les eaux.

Le *Huascar* ne put recueillir d'autres trophées que soixante Chiliens qui flottaient encore sur les eaux après la perte de leur navire. Le matin du combat, l'équipage de l'*Esmeralda* comptait 180 hommes.

Ce terrible combat n'était que la moitié du drame qui se passait à cette heure dans les eaux d'Iquique. Un peu plus au sud la frégate cuirassée *Independencia* s'acharnait à la poursuite de la goëlette *Covadonga*, et sa puissante artillerie avait déjà criblé en différents points ce frêle bâtiment. Le commandant chilien, cependant, était animé du même esprit que les héroïques marins de l'*Esmeralda* et soutenait le combat avec la même décision. Le feu de ses deux uniques canons dirigé avec une adresse admirable, balayait à chaque instant le pont de l'*Independencia*, mais il ne pouvait percer sa formidable cuirasse de fer. Tout à coup, profitant de sa parfaite connais-

Digitized by Google

sance de la côte, et du faible tirant d'eau de son navire, le commandant Condell passe audacieusement sur les roches sous-marines, qui bordaient la côte et attire à sa suite la frégate péruvienne qui vient échouer sur ces bas fonds.

Bien que son navire fasse eau de toutes parts, il revient alors sur l'*Independencia*, achève avec son artillerie l'œuvre de destruction commencée par les écueils, et ne quitte le lieu du combat qu'après avoir vu la perte complète du puissant navire péruvien auquel le *Huascar*, qui venait de mettre en pièces l'*Esmeralda*, venait à toute vapeur prêter un secours tardif. La *Covadonga*, faisant eau de toutes parts, arriva heureusement à Antofagasta et donna les nouvelles des péripéties de ce combat plus digne de l'épopée que de l'histoire[1]. Là elle

1. Le combat d'Iquique produisit une profonde impression dans le monde entier. La presse d'Europe et celle d'Amérique ne trouvaient pas d'expressions assez chaleureuses pour peindre l'héroïsme des Chiliens; mais ceux qui ont le plus applaudi les marins de l'*Esmeralda* et de la *Covadonga*, ce sont les témoins de la lutte, c'est-à-dire les Péruviens eux-mêmes, qui, de leur port, assistaient à ce drame, et les neutres qui se trouvaient alors dans ces eaux. *El Comercio*, journal péruvien d'Iquique, disait que « l'ennemi avait déployé un héroïsme digne des Spartiates dans ce combat qui n'a pas d'exemple dans l'histoire du monde. » M. Jewell, vice-consul anglais à Iquique, dans une lettre à sa famille, qui a été publiée, disait à la date du 23 mai, ce qui suit : « L'*Esmeralda* a coulé après un des combats les plus audacieux et les plus héroïques dont fassent mention les annales des guerres maritimes. Tout le monde, Péruviens et étrangers, fait l'éloge dans les termes les plus enthousiastes de la manière dont les navires chiliens se sont battus, et bien que ces derniers aient perdu l'*Esmeralda*, cette perte n'est rien en comparaison de celle de l'*Independencia*. »

Les marins anglais de la *Turquoise* employèrent leurs plongeurs à recueillir dans la baie d'Iquique quelques restes de l'*Esmeralda*, pour les conserver en souvenir d'un combat si mémorable.

Enfin un officier de la marine nord-américaine écrivait des côtes du Pérou la lettre suivante au consul des États-Unis à Valparaiso : « Pour le moment nous sommes pleins d'admiration, et nous ne pensons qu'à l'*Esmeralda* et à la *Covadonga*. On ne connaît pas de combat naval qui puisse être comparé à celui que ces deux navires ont soutenu; et la nation qui compte parmi ses enfants de tels marins doit obtenir bientôt un triomphe complet. Si vous avez l'occasion de causer avec les officiers chiliens qui montaient l'*Esmeralda* et la *Covadonga*, veuillez leur dire que leurs frères, les officiers de la marine du monde entier, apprécient leur brillante conduite, qui servira de stimulant et de très digne exemple aux siècles futurs, quoique je doute que de pareils faits puissent se répéter. Nos opinions sont basées uniquement sur les rapports des commandants péruviens Grau et Moore, et j'espère que vous voudrez bien nous envoyer les rapports officiels du Chili aussitôt qu'ils auront été publiés. »

Digitized by Google

employa quelques jours à réparer comme elle put ses plus fortes avaries, et continua ensuite son voyage vers Valparaiso où elle devait recevoir des réparations plus sérieuses.

La victoire d'Iquique eut pour les Chiliens une grande influence sur le sort de la campagne. — Peu de jours après, le 1er juin 1879, le président de la République faisant l'ouverture du congrès du Chili, lui annonçait la victoire de ses marins avec cette éloquence sobre qui caractérise les documents officiels dans un gouvernement sérieux. « Nous avons vu, disait-il, les Chiliens qui montaient les navires les plus faibles de notre escadre, soutenir avec gloire l'honneur de nos armes contre les navires les plus puissants de l'escadre ennemie. Un peuple qui compte des enfants comme ceux qui ont su mourir glorieusement sur l'*Esmeralda* ou comme ceux qui ont combattu avec tant de fermeté et de courage sur la *Covadonga*, peut être assuré que les revers de la guerre ne l'ébranleront pas, et que la supériorité même de l'ennemi ne lui arrachera pas le triomphe. »

Les paroles du président de la république étaient l'expression de la vérité. Après le combat d'Iquique les soldats et les marins du Chili eurent plus de confiance dans la victoire, persuadés que la fortune doit favoriser le courage qui ne tient pas compte de la supériorité numérique des ennemis.

Cette héroïque résistance sans espoir de succès avait changé en victoire une défaite que l'on regardait comme inévitable. Non seulement les Péruviens perdirent leur meilleur navire de guerre, mais ils virent ainsi échouer le plan d'opérations qui devait, suivant eux, porter au Chili un coup irrémédiable, en lui enlevant deux de ses navires, en détruisant le campement d'Antofagasta et en répandant la terreur sur les côtes, qui n'avaient pas le moindre bâtiment pour les protéger. Le monitor *Huascar*, dont le commandant Grau se sentait le courage d'exécuter à lui seul ce plan de campagne, perdit un temps précieux à secourir les naufragés de l'*Independencia* et à les débarquer; et lorsqu'il reprit la poursuite de la *Covadonga*, cette goëlette, malgré ses avaries, avait pris l'avance et s'était soustraite au danger. Ce fut seulement quatre jours après ce mémorable combat, le 25 mai, que le *Huascar* se présenta devant le port de Mejillones, qui était sans moyens de

Digitized by Google

défense. Là toute son action se borna à la destruction de quelques chaloupes.

De là il passa à Antofagasta où était installé le campement chilien qu'on voulait détruire; mais le *Huascar*, malgré la décision dont paraissait animé son intelligent commandant, était incapable d'exécuter seul une pareille entreprise. Cependant le 26 mai il tira sur le port; mais les canons chiliens de la côte et ceux de la *Covadonga* mouillés au fond de la baie, l'obligèrent à s'éloigner le lendemain avec quelques légères avaries dans sa coque.

Le monitor péruvien avait à éviter un danger beaucoup plus grand; c'était la rencontre de l'escadre chilienne qui, en ce moment, revenait au sud. En apprenant au Callao que les navires péruviens avaient pris la direction d'Arica, l'amiral Williams Rebolledo ordonna immédiatement le retour afin de leur livrer combat. Ayant appris en route l'affaire d'Iquique, il alla avec son escadre rétablir le blocus de ce port avec le cuirassé *Blanco Encalada* et la canonnière *Magallanes*, et il se disposa lui-même à chercher le *Huascar* sur toute l'étendue de la côte.

Dans cette opération, la fortune vint encore une fois favoriser les Péruviens. Le commandant Grau était convaincu que son monitor ne pouvait accepter le combat avec des chances égales contre aucune des frégates cuirassées chiliennes. Aussi voulait-il réduire tous ses mouvements à une guerre de surprise contre les petits navires et éviter à tout prix une rencontre avec quelqu'une des frégates ennemies. La mobilité du *Huascar* et la supériorité de sa marche devaient merveilleusement lui servir à réaliser ce plan.

Dans cette première retraite, le commandant Grau déploya toute l'activité intelligente de son esprit. Deux fois ce navire fut en vue des Chiliens : une fois, on échangea à grande distance quelques coups de canon (3 juin); mais aussitôt que le *Blanco* voulut s'approcher, le commandant Grau força de nouveau de vapeur, lança à la mer les objets qui pouvaient gêner sa marche, et sans s'arrêter même quelques instants pour recueillir un homme de l'équipage qui tomba à l'eau et se noya[1],

1. C'était un estimable habitant de Lima appelé Antoine *Cucalon*, qui

Digitized by Google

il s'éloigna à toute vitesse pour éviter le combat et arriva enfin au Callao le 7 juin.

Cette heureuse retraite, plus que le combat d'Iquique où la conduite du *Huascar* n'offrit rien de glorieux, établit la réputation militaire du commandant Grau. Les populations du Callao et de Lima qui déploraient la perte de la précieuse frégate *Independencia*, accueillirent l'habile marin avec les mêmes honneurs que s'il eût remporté une victoire signalée. La presse le salua du nom de « le premier et le plus illustre défenseur du Pérou ». Ces applaudissements encouragèrent le commandant Grau et ses subalternes à entreprendre d'autres expéditions dont nous aurons à nous occuper plus loin.

s'était embarqué sur le *Huascar* par curiosité ou par patriotisme pour assister aux opérations navales. — Après ce malheur, qui lui coûta la vie, le nom de Cucalon (Coucalon) fut donné dans ces pays aux individus qui, sans être militaires, accompagnent les armées pour être témoins des batailles, aux correspondants des journaux, etc., etc.

Digitized by Google

CHAPITRE V

RÉORGANISATION MILITAIRE DES TROIS RÉPUBLIQUES BELLIGÉRANTES, DE MAI A JUILLET 1879

Préparatifs militaires du gouvernement de la Bolivie. — Il distribue des lettres de course sans aucun résultat. — Emprunt forcé et confiscation des biens des Chiliens. — Désordre avec lequel on administre ces fonds. — Concentration de l'armée bolivienne à la Paz. — Elle marche vers la province péruvienne de Tacna. — L'armée du Pérou à Tarapaca. — Le président Prado se prépare à se mettre en campagne. — Travaux du congrès péruvien. — Le gouvernement du Pérou reçoit les premiers renforts d'armement avec la complicité du gouvernement neutre de Panama. — Le président Prado débarque à Arica avec un convoi considérable, et parcourt toute la province de Tarapacá en lançant les proclamations les plus ardentes contre le Chili. — Calme énergie avec laquelle le gouvernement chilien entreprend la formation et l'organisation de son armée. — Soin avec lequel il s'occupe de toutes les branches du service militaire. — Mesures financières qui lui ont permis de faire face à la fois à toutes ses obligations et aux frais de la guerre.

Pendant ce temps-là, les opérations des armées de terre des trois pays belligérants se limitaient aux travaux d'organisation militaire. La Bolivie, le Pérou et le Chili réorganisaient leurs troupes, formaient de nouveaux bataillons et se disposaient à ouvrir la campagne.

La Bolivie, ainsi que le Pérou, était sous le régime de la loi martiale. Le général Daza gouvernait le premier de ces pays comme chef suprême et avec un système de violence dont les Européens ne peuvent se faire la moindre idée. Sorti d'une révolution de caserne, comme presque tous les autres gouvernements de la Bolivie, celui du général Daza s'était imposé par le despotisme en poursuivant et en exilant tous ses adversaires, pendant qu'il lâchait la bride à toutes les

Digitized by Google

passions de ses courtisans. Au moment de la déclaration de guerre au Chili, et lors de l'appel aux armes de tous les Boliviens, il eut le bon sens de proclamer une amnistie générale, grâce à laquelle une multitude d'hommes qui lui avaient été hostiles accoururent se ranger sous ses drapeaux.

Les autres mesures que prit le gouvernement bolivien furent beaucoup moins pratiques. Un des ministres de Daza essaya de réaliser un projet d'alliance avec la république Argentine ; on proposait de lui céder, en récompense de sa coopération dans la campagne qui commençait, soixante lieues de côte sur le Pacifique, à enlever au territoire du Chili, à la fin de la guerre, depuis le parallèle 24 jusqu'au parallèle 27. Il est presque inutile d'ajouter que la république Argentine n'écouta même pas ces propositions restreintes d'ailleurs par d'autres conditions qui ne favorisaient que la Bolivie.

Par décret du 26 mars, le président Daza ordonna la délivrance de lettres de course à tous les armateurs de quelque nationalité qu'ils fussent, qui voudraient s'attaquer au commerce maritime du Chili ; il accordait aussi le droit de cité à tous les étrangers qui s'embarqueraient comme corsaires. Cet expédient dans lequel il espérait trouver une source abondante de ressources pécuniaires, ne produisit aucun résultat. On ne put trouver dans aucune partie du monde un seul individu qui voulût accepter ces dangereuses lettres-patentes boliviennes, cette nation n'ayant pas un seul vaisseau pour protéger ses corsaires. D'ailleurs ceux-ci n'auraient eu pour vendre leurs prises que les ports du Pérou, qui, en raison de l'état de guerre, pouvaient être attaqués par l'escadre chilienne.

Une opération beaucoup plus efficace et relativement meilleure fut d'imposer à une banque l'obligation de prêter 600,000 piastres ; et l'on répartit entre tous les différents pays de la république, l'imposition d'un emprunt également forcé d'un million de piastres. Toutefois cet emprunt ne produisit pas la somme exigée, malgré les moyens odieux dont on se servit pour le percevoir. En échange, la confiscation des biens des citoyens chiliens dans les mines de Coro-coro de Huanchaca fournirent au trésor épuisé de la Bolivie une recette beaucoup plus considérable. Cependant, même dans

Digitized by Google

ces moments d'ardeur patriotique, en présence d'une guerre étrangère, ces revenus furent administrés avec le même désordre dont avaient fait preuve les colonels et les généraux qui n'ont gouverné ce pays que pour dissiper les deniers de l'État. Les documents officiels de la Bolivie ont révélé plus tard qu'une bonne partie de ces capitaux fut soustraite par des hommes publics et par leurs amis et associés. Un seul de ces derniers se ménagea en six mois une fortune de 200,000 piastres (un million de francs).

Pendant que l'on prenait ces mesures, les contingents de troupes que le gouvernement avait demandés à toutes les provinces arrivaient à la Paz. Là, on réunit environ six mille hommes, tous chaussés avec des *ojotas* (espèces de sandales de cuir), vêtus pour la plupart de capotes de toile grossière, munis d'armes de différents systèmes ; beaucoup avaient des fusils à pierre ; une partie de la cavalerie n'avait pour montures que des mules ; mais tous ces hommes étaient soumis, infatigables dans le travail et dans la marche ; et cette aveugle obéissance, cette patience à toute épreuve compensait l'absence d'ardeur guerrière et de véritable enthousiasme. Ils étaient suivis d'une multitude de femmes (les *rabonas* des armées du Pérou et de la Bolivie), et d'enfants de tout âge qui venaient partager les souffrances de la campagne avec leurs fils, leurs pères, leurs maris ou leurs compagnons.

Le 17 avril on se mit en marche par les sentiers des hauts plateaux. Le général Daza, qui laissait dans la capitale un gouvernement provisoire pour diriger les destinées de la république pendant son absence, marchait à la tête de ses troupes. Un cortège considérable de généraux, de colonels et d'aides de camp formaient son état-major. Les secrétaires préparaient périodiquement une pompeuse proclamation adressée aux soldats pour leur rappeler que bientôt ils allaient rencontrer les ennemis de leur patrie, et qu'ils devaient ce jour-là se montrer dignes descendants de tel ou tel héros bolivien.

La marche dans les montagnes n'offrit aucune difficulté. Les soldats boliviens, pour la plupart de pure race indigène, sont d'excellents piétons, infatigables dans la marche, patients dans toutes les souffrances, sobres et obéissants. Sans

Digitized by Google

savoir pourquoi ils allaient combattre, sans enthousiame, mais aussi sans faiblesse, ils marchaient avec résignation vers le théâtre de la guerre; et le 30 avril, après un voyage de treize jours qui aurait mis sur les dents des hommes moins endurcis qu'eux, ils entraient silencieusement dans la ville de Tacna, où leurs alliés, les Péruviens, les attendaient avec plus de curiosité que de satisfaction.

L'armée du Pérou, à cette époque, se concentrait aussi dans les provinces du Sud. Aux troupes que le gouvernement du géneral Prado avait fait venir à Tarapaca avant la déclaration de la guerre, s'étaient joints divers détachements venus des provinces voisines. Outre plusieurs chefs militaires, le général don J. Buendia, parti de Lima, venait d'arriver au Sud avec le titre de commandant en chef de l'armée de Tarapaca. Des officiers supérieurs dirigeaient les travaux de défense de la côte, établissaient les campements et veillaient au service militaire avec plus de précipitation que d'activité. On manquait d'armes et de munitions; les vivres étaient rares, et de toutes parts se faisait sentir le désordre, précurseur d'une catastrophe. Lorsque les Chiliens s'emparèrent de ces provinces, les livres et les papiers de l'état-major ennemi tombèrent en leur pouvoir. Ce fut alors qu'on reconnut que si le Chili avait résolument exécuté à cette époque un débarquement dans ces parages, il aurait obtenu avec plus de facilité les avantages qu'il ne remporta que six mois plus tard.

A cette époque, l'armée péruvienne, fort inquiète, s'attendait à un débarquement des troupes chiliennes. Son unique espérance se basait sur des renforts et sur des secours éventuels attendus de Lima, et en particulier sur ceux que pouvait lui amener le président Prado dont le départ de la capitale était annoncé. En effet, le gouvernement péruvien, quoique revêtu de pouvoirs extraordinaires, avait convoqué le congrès pour régler certaines mesures ayant rapport à la guerre, afin de se décharger sur lui d'une partie des responsabilités de la situation.

On avait annoncé par toutes les voies de la publicité officielle, qu'aussitôt que les chambres auraient sanctionné certaines lois réclamées par la situation, le président irait prendre le commandement en chef de l'armée. Dès le 8 avril, le général

Digitized by Google

Prado avait fait savoir à ses compatriotes, dans une solennelle proclamation, qu'on le verrait « toujours au poste le plus dangereux » afin de mieux assurer le châtiment du Chili.

En réalité, le mobile qui animait le président du Pérou n'était pas une folle envie de s'exposer personnellement au danger. Quand on annonça la rupture inévitable des deux pays, la populace de Lima avait pris une attitude peu rassurante. Aux heures les plus avancées de la nuit, on sonnait les cloches des églises, le peuple se réunissait dans les rues et sur les places publiques, et par des cris menaçants accusait le gouvernement de mollesse dans la direction de la guerre; on reprochait également au président de la République de conserver une sympathie secrète pour le Chili qu'il avait habité huit ans, et où il avait quelques propriétés. Les proclamations belliqueuses du premier magistrat de la nation étaient aux yeux de la populace de Lima et des vulgaires politiciens, de misérables expédients pour donner le change à l'opinion. Le président Prado n'eut pas le courage de faire face à cette situation qui, chaque jour, devenait plus menaçante, et il attendit à peine que le congrès eût pris certaines résolutions, pour abandonner une ville où sa personne ne se trouvait déjà plus en sûreté.

Les résolutions du congrès ne furent cependant pas d'une grande importance. On rejeta différents projets de contribution de guerre et, pour faire face aux dépenses que la lutte allait occasionner, on autorisa le gouvernement à élever à 25 millions de piastres l'émission du papier-monnaie qu'on avait déjà commencé à mettre en circulation dans l'année même. Cette mesure, en outre des fraudes qu'engendra l'émission, eut pour résultat immédiat une plus grande dépréciation du papier monnaie, et la surélévation du change sur l'Europe, qui était déjà énorme. De plus, le congrès autorisa le pouvoir exécutif à augmenter les forces de mer et de terre, autant qu'il le jugerait convenable pour les besoins de la guerre; enfin, par la loi du 9 mai, il permit au président de la république de « commander en personne les forces armées et de sortir du territoire. »

L'intention des membres du congrès péruvien était sans doute d'autoriser le président à porter la guerre dans le Chili

Digitized by Google

même, combinaison dont il était alors question dans les journaux, dans les réunions populaires, et dans les banquets. Nous verrons plus loin de quelle manière et dans quel but le président Prado usa de cette autorisation huit mois plus tard.

A cette époque, le gouvernement du Pérou commençait à recevoir les approvisionnements d'armes qu'il avait demandés en Europe et aux États-Unis. Il recevait ces articles par la voie la plus courte, l'isthme de Panama, où les agents consulaires chiliens ne purent obtenir des autorités de la Colombie la suspension d'un trafic qui entraînait la violation la plus scandaleuse de la neutralité. La presse de Bogotà, capitale de la république de Colombie, en rappelant quelque temps après ces faits et en cherchant à les expliquer, assura que le gouverneur de l'État fédéral de Panama, s'était vendu pour une forte somme d'argent aux agents du Pérou. Ces secours permirent au général Prado de conduire au sud, en même temps qu'un renfort de troupes, un précieux chargement d'armes et de munitions de toutes sortes. Le général La Puerta, vice-président de la république fut chargé du gouvernement.

Nous avons déjà dit que le convoi qui accompagnait le président du Pérou arriva au port d'Arica le 20 mai.

Le général Prado aurait cru manquer à son devoir de président s'il n'avait adressé au peuple, en partant de Lima, une de ces proclamations fantaisistes qui paraissent convenir au pays. Après avoir annoncé de nouveau qu'il allait châtier les barbares et cruels Chiliens, il ajoutait : « Si l'abnégation la plus complète, si la disposition aux sacrifices de tout genre, y compris celui de sa propre vie, peuvent être un présage de victoire, je vous promets de tout faire pour venger l'outrage sanglant et immérité que subit notre patrie. »

Quatre jours plus tard, le 20 mai, en débarquant à Arica, le président publie une nouvelle proclamation pour annoncer aux soldats qu'il « a tiré l'épée » pour châtier les barbares Chiliens, « lâches déserteurs de la fraternité américaine[1], »

1. Ces insultes prodiguées chaque jour au peuple chilien sont non seulement consignées dans les proclamations, mais aussi dans les décrets et dans les documents du caractère le plus sérieux. Le vice-président, La Puerta, dans le discours solennel qu'il prononça à la clôture du congrès péruvien, déclarait que le Chili « était la honte de l'Amérique. »

Digitized by Google

et pour leur promettre « qu'en toute occasion favorable ou non, il sera à leur côté comme un ami et comme un frère. »

A Arica, le président du Pérou fut reçu par le général Daza, chef suprême de la Bolivie. Ce fut un jour de fête pour les Péruviens et pour les Boliviens qui voyaient leurs forces augmentées, et qui attendaient avec la plus entière confiance la nouvelle de la prise des petits vaisseaux chiliens occupés au blocus du port voisin d'Iquique. La fête, comme on le sait, fut troublée dès le lendemain par la nouvelle de l'irréparable perte de l'*Independencia.*

Au milieu de la tristesse et du trouble produits par cet événement, on pressa le débarquement des troupes, des armes et des munitions, et l'on donna une impulsion nouvelle et plus vigoureuse aux travaux de fortification d'Arica, jusqu'au point d'en faire une place de guerre formidable. Ensuite, le président Prado marcha sur Pisagua, pour passer lui-même en revue l'armée péruvienne de Tarapaca et lui distribuer le matériel de guerre qu'il avait amené de Lima.

Cette excursion dura huit jours (du 25 mai au 3 juin). Le président du Pérou, directeur de la guerre, parcourut les campements, où il fut accueilli avec un vif enthousiasme, répandit de toutes parts de nouvelles et chaleureuses proclamations, et retourna à Arica, en laissant à ses généraux le soin de régler tous les détails de la défense. Les troupes péruviennes et boliviennes établies dans la province de Tarapaca, au nombre de huit à neuf mille hommes, furent réparties principalement dans les ports d'Iquique et de Pisagua, où l'on construisit des fortifications respectables, armées avec des canons de gros calibre. Grâce à ces travaux et aux renforts qu'on venait de recevoir, ces points se trouvaient sur un meilleur pied de défense, sans être toutefois à l'abri d'un coup d'audace des Chiliens, qui auraient pu dès lors le tenter avec toute chance de succès.

Mais le gouvernement du Chili agissait de son côté avec une prudence et une précaution qu'on aurait pu taxer de timidité. Résolu à ne laisser rien au hasard, il était décidé à n'ouvrir la campagne que lorsque ses troupes seraient non seulement prêtes pour la lutte, mais presque sûres de la victoire. Malgré l'impatience du pays qui, comptant sur l'esprit des troupes, désirait une offensive immédiate, le gouvernement

Digitized by Google

était bien résolu à ne pas se départir de cette sage lenteur, qui seule pouvait assurer le succès de la campagne. Contrairement à ce qui se passait alors au Pérou et en Bolivie où l'exécutif s'était arrogé tous les pouvoirs, le président du Chili respecta scrupuleusement le régime constitutionnel. Il supporta, calme et impassible toute la responsabilité de la situation, les censures de la presse et les accusations passionnées de quelques membres du congrès qui demandaient une action plus prompte et plus décisive.

Le port d'Antofagasta, situé comme on le sait, sur la côte du désert d'Atacama, avait été changé en un campement des troupes chiliennes. Ce fut là que se réunirent successivement les divers corps qui formaient l'armée active, insuffisante encore, dont le pays pouvait disposer, et l'on organisa en outre quelques troupes de recrus dans cette région. Le gouvernement décida aussi que les bataillons qui se composaient de 300 hommes chacun, seraient élevés à 1,200, ce qui se fit sans difficulté, grâce aux décrets imprudents du gouvernement péruvien qui avait chassé du territoire tous les Chiliens. Les victimes de cette persécution, hommes forts et vigoureux, endurcis aux plus rudes travaux, formèrent en peu de jours cinq régiments et, en outre ceux qui avaient continué leur voyage jusqu'à Valparaiso, y constituèrent un nouveau régiment.

Dans toutes les provinces, on organisa avec la même ardeur des corps de garde nationale mobilisée, et l'on en commença l'instruction en les soumettant à la plus sévère discipline, avec un zèle qui révélait un but sérieux et un plan fixe et immuable. Les nouveaux soldats furent équipés entièrement à l'européenne, comme l'était naguère l'armée permanente; on leur donna les meilleures armes; à l'infanterie les rifles Comblain; à la cavalerie des sabres français et des carabines Winchester, et à l'artillerie des canons Krupp et des mitrailleuses du dernier système. Comme le Chili avait depuis de longues années joui de la paix aussi bien à l'intérieur qu'au dehors, et que la guerre l'avait pris au dépourvu, il manquait d'armes, de munitions, de harnais et de différents objets nécessaires à l'équipement de l'armée qu'il voulait former. Le gouvernement, avec une activité pleine d'énergie, établit des ateliers à Santiago et à Valparaiso, pour la fabrication des articles qui pouvaient se

Digitized by Google

faire dans le pays, et par le télégraphe il demanda en Europe les armes et autres objets qui ne peuvent être fabriqués que dans des ateliers spéciaux et qui ne s'improvisent pas. Dans toutes ces commandes, le gouvernement n'imposait qu'une seule condition : c'était que tout fût de première qualité, et provenant des meilleures fabriques de France, de Belgique, d'Allemagne et d'Angleterre. Pour qu'il n'y eût pas le moindre retard, et que le crédit du Chili ne souffrît pas la moindre altération, tout devait être payé au comptant.

On organisait avec la même activité le corps sanitaire de l'armée, et l'on veillait aux mille besoins de l'intendance militaire pour la subsistance des troupes. On organisa également le service des ingénieurs militaires de l'armée permanente, auxquels on adjoignit quelques ingénieurs civils. Pour les besoins du campement et de la prochaine campagne, on envoya beaucoup de charpentiers, de forgerons, de mécaniciens, ainsi que tout le matériel nécessaire à l'établissement des lignes télégraphiques, à l'éclairage des camps, au montage et démontage des machines, afin de pouvoir immédiatement faire face à toutes les exigences du service. Le gouvernement voulait profiter de toutes les inventions de la science moderne qui simplifient et facilitent les opérations militaires, telle que la lumière électrique, l'héliographe, etc., etc, ; et grâce au zèle et à l'activité que déployèrent les chefs et employés chargés de ces services, on obtint les meilleurs résultats.

Ce ne fut pas tout. Depuis plusieurs années il existe au Chili un bureau hydrographique chargé de diriger les reconnaissances géographiques confiées à la marine, et de réunir toutes les cartes et toutes les notes concernant la géographie. Les travaux de ce bureau, justement estimés par le monde savant, furent momentanément suspendus, ou pour mieux dire, concentrés exclusivement sur l'étude du territoire qui devait être le théâtre de la guerre. Le bureau hydrographique prépara ainsi d'excellentes cartes de ces lieux et des traités descriptifs d'une clarté parfaite, où, comme dans les livres appelés « Guides du voyageur », étaient groupées toutes les notes relatives aux accidents du terrain, aux ressources qu'il offrait, aux difficultés qu'il y avait à vaincre et aux moyens de les surmonter. Les auteurs de ces ouvrages réunirent dans ce but

Digitized by Google

toutes les données certaines qu'ils trouvèrent dans les livres et dans les rapports, et les complétèrent au moyen des notes données par les ingénieurs qui avaient parcouru ce territoire. Les ouvrages et les cartes sortis du bureau hydrographique, qui sont aujourd'hui ce que l'on a de mieux sur la géographie des côtes du Pérou, et de tout le territoire voisin du littoral, furent imprimés et livrés à un nombre considérable d'exemplaires. On les distribua à l'armée et à l'escadre, afin que chaque officier et même chaque sous-officier qui aurait à remplir quelque mission connussent d'avance avec toute l'exactitude possible, les conditions du terrain à parcourir. Il en résulta plus tard que l'armée chilienne connut le pays envahi mieux que les soldats qui le défendaient.

Le gouvernement du Chili voulait faire une guerre intelligente, telle que la font les nations les plus civilisées; et l'événement a démontré qu'il ne se trompait pas dans ses prévisions. En effet ce système lui permit de vaincre des difficultés énormes et de mener rapidement à bonne fin les opérations militaires qui paraissaient le plus compliquées. Mais, en même temps, il voulait faire la guerre comme il convient à un peuple civilisé.

Il ne se contenta pas de déclarer qu'il adhérait aux résolutions du congrès de Genève sur les ambulances, les blessés et les prisonniers, en réglant ce service convenablement et d'une manière libérale, de même qu'il avait déclaré dans le principe qu'il n'emploierait pas les corsaires pendant la guerre; il sut encore résumer, dans un livre aussi clair que méthodique, toutes les dispositions et toutes les déclarations au moyen desquelles on a voulu pendant ces vingt-cinq dernières années éviter ou diminuer les horreurs de la guerre. Cet ouvrage fut également distribué aux officiers de terre et de mer afin qu'en toutes circonstances ils réglassent leur conduite sur ces dispositions. Le gouvernement chilien voulait éviter toute effusion de sang inutile et, à force de persévérance, il réussit, comme nous le verrons plus loin, à réaliser presque toujours ces nobles intentions.

La guerre allait créer au Chili une situation embarrassante, à cause de l'état de ses finances. S'il est certain que la république ne traversait pas, comme le Pérou depuis 1872, une crise

Digitized by Google

équivalant presque à une banqueroute, et si elle ne souffrait pas d'une misère chronique comme celle qui s'est toujours fait sentir en Bolivie par suite des troubles et des révolutions, il n'en est pas moins vrai que l'état des finances du Chili était loin d'être aussi satisfaisant qu'il l'avait été pendant les quarante dernières années, grâce à l'ordre et à l'économie de ses administrateurs.

L'exécution de grands travaux publics, trois années consécutives de mauvaises récoltes, la baisse du cuivre sur les marchés européens, la perte d'immenses capitaux dans les salpêtrières du Pérou par suite de voies de spoliation sanctionnées par le gouvernement de ce pays, avaient produit au Chili une forte crise économique suivie d'une diminution alarmante dans les revenus de l'État. Le crédit du pays se soutenait pourtant sur les marchés de l'Europe grâce à la ponctualité avec laquelle on remplissait toutes les obligations extérieures; mais faire un emprunt à l'étranger à la veille d'une guerre, qui à en juger par le nombre et les dispositions des ennemis, devait être ruineuse pour le Chili, c'était s'exposer à essuyer un refus ou à accepter des conditions très lourdes.

Il fallut donc avoir recours à d'autres moyens. On commença par introduire la plus stricte économie dans les frais généraux et ordinaires de l'administration, en supprimant les dépenses les moins nécessaires et en faisant sur d'autres des réductions proportionnées à leur importance. De cette manière, le gouvernement réussit à payer toutes les dépenses de l'administration, et les intérêts de la dette intérieure ou extérieure; mais on arrêta ou l'on diminua les travaux publics, chemins ou édifices, et l'on réalisa dans le détail des affaires beaucoup d'économies moins importantes. Le résultat de ce plan fut qu'à la fin de l'exercice 1879, les frais généraux et ordinaires de l'administration étaient inférieurs de 2,610,000 piastres à la somme calculée par le budget, soit 15,247,000 au lieu de 17,857,000.

Cette économie ainsi que le produit d'une nouvelle contribution sur les transferts de capitaux, sur les transactions de banque ou de commerce, ne pouvaient suffire pour faire face aux frais de la guerre. Le gouvernement fut autorisé à faire une émission de papier-monnaie à cours forcé. Cette opération

Digitized by Google

s'effectua graduellement, au fur et à mesure des besoins du trésor, et l'on eut grand soin de ne pas surcharger d'un seul coup le marché de papier-monnaie, afin d'en maintenir la valeur autant que possible. Ce papier garanti par l'état, qui s'obligeait à le convertir plus tard en monnaie d'or ou d'argent, satisfit aux exigences de la situation sans éprouver une perte sensible dans son prix. Aujourd'hui que les émissions successives se sont élevées à la somme de seize millions, les lois économiques ont été accomplies, mais sur une échelle relativement réduite, de telle sorte que la dépréciation du papier n'a pas dépassé vingt ou vingt-cinq pour cent.

On doit en grande partie ce résultat à l'ordre et à l'économie que le gouvernement du Chili a su mettre dans les dépenses de la guerre. Les comptes de la trésorerie font voir, en effet, que les dépenses extraordinaires et en dehors du budget, y compris la valeur des armes acquises en Europe, ainsi que celle des transports achetés ou loués et payés tous au comptant, se sont élevées seulement, pendant l'année 1879 à la somme de 10,288,000 piastres, somme relativement modérée si l'on considère l'importance des résultats obtenus pendant le courant de cette année et l'étendue des préparatifs militaires.

Le gouvernement put également compter sur les secours pécuniaires provenant des dons particuliers. Ces dons gratuits offerts soit en argent, soit en nature, furent principalement destinés à l'alimentation de l'armée et de l'escadre ou à la formation des ambulances. Il faut dire aussi, à l'honneur du pays, qu'après les premiers combats, et lorsque commencèrent à arriver au Chili les blessés nationaux ou ennemis, les plus riches capitalistes de Santiago ou de Valparaiso établirent à leurs frais d'excellents hôpitaux pour décharger l'état de ces nouvelles dépenses.

Digitized by Google

CHAPITRE VI

LE HUASCAR, DE JUILLET A OCTOBRE 1879.

Excursion de la corvette *Pilcomayo* jusqu'à Tocopilla. — Nouvelle campagne du *Huascar*. — Surprise nocturne dans la baie d'Iquique. — Troisième campagne du *Huascar*; dommages qu'il cause sur la côte septentrionale du Chili. — Capture du transport chilien *Rimac*. — Expédition infructueuse de la corvette péruvienne *Union* jusqu'au détroit de Magellan. — On lève le blocus d'Iquique. — Bombardement inefficace d'Antofagasta. — Réorganisation de l'escadre chilienne. — Projet d'attaque d'Arica. — Prise du *Huascar*. — Importance de ce fait.

Quoique de grands préparatifs militaires fussent activement poussés par les trois républiques belligérantes, il se passa six mois sans rencontre entre les armées de terre, et même les opérations maritimes furent pendant longtemps de fort peu d'importance. L'escadre du Chili continuait le blocus du port péruvien d'Iquique, pendant que son armée se complétait et s'organisait à Antofagasta. Les Péruviens, de leur côté, employèrent ce temps à fortifier leurs ports ou à préparer des attaques rapides et imprévues pour surprendre les transports ou les petits navires de l'ennemi.

Le blocus d'Iquique n'avait qu'un avantage : celui de priver le Pérou des revenus que pouvait lui procurer l'exportation du nitrate. En revanche, cette opération, outre qu'elle paralysait l'action de l'escadre et permettait à celle des ennemis de concerter plusieurs coups de main, laissait libre les ports voisins de Pisagua et d'Arica, par lesquels le gouvernement péruvien faisait parvenir à son armée du Sud les secours et les renforts dont elle avait besoin.

Cette situation fut habilement exploitée par quelques marins du Pérou. Dans les premiers jours de juillet, la cor-

Digitized by Google

vette *Pilcomayo* transportait du Callao à Arica un important chargement d'armes pour l'armée bolivienne; ensuite, elle conduisait à Pisagua une division de cette même armée, et bientôt après, passant derrière l'escadre assiégeante, elle attaquait le port de Tocopilla occupé par les Chiliens, y détruisait un navire marchand et plusieurs barques, et retournait ensuite au Nord. Poursuivie alors par une des frégates chiliennes, la *Pilcomayo* évitait adroitement le combat, et se mettait à l'abri des fortifications d'Arica.

Pendant ce temps, le monitor *Huascar*, le plus formidable des vaisseaux dont se composait alors l'escadre du Pérou, terminait ses réparations au Callao afin d'entrer de nouveau en campagne. Son intelligent commandant, don Miguel Grau, déploya une activité infatigable pour parer à tous les besoins du service. Il faisait réparer les plus petites avaries, mettre en bon état la machine, nettoyer la cale, en peindre la coque d'une couleur claire qui le rendit moins visible à l'ennemi, renouveler et changer une partie de l'armement, principalement les fusils, remplacer par les plus habiles marins étrangers qu'il put trouver une partie de son équipage et surtout, il se pourvoyait du meilleur charbon qu'il y eût au Callao.

Ces préparatifs terminés, le commandant prit la mer dans la matinée du 6 juillet, et quatre jours après il arrivait à Arica pour s'aboucher avec le directeur de la guerre, lui demander des nouvelles de l'escadre ennemie et recevoir ses instructions militaires. Le président Prado les lui donna sur-le-champ. Il devait refuser tout combat, même à forces égales, et tâcher de surprendre les transports des Chiliens ou leurs petits navires, toutes les fois qu'il pourrait le faire avec succès et sans aucun péril. Le commandant Grau apprit alors que plusieurs des navires chiliens étaient partis vers le sud, et que ceux qui bloquaient Iquique, y compris la frégate cuirassée *Cochrane*, s'éloignaient un peu de la côte pendant la nuit et manœuvraient aux environs pour éviter les torpilles qu'on pouvait leur lancer de terre. Muni de ces renseignements et de ces instructions, le *Huascar* reprit la mer le même jour 9 juillet.

Quelques minutes après minuit, le commandant Grau était à Iquique, La baie était déserte, et il put communiquer

Digitized by Google

avec les autorités de la ville pour savoir où se trouvaient les navires chiliens. Ensuite il se dirigea à l'ouest pour reconnaître s'il ne pourrait pas tenter quelque facile coup de main de ce côté. En effet, près d'un îlot situé dans le port, il trouva le *Matias Cousiño*, vapeur qui pourvoyait de charbon l'escadre chilienne, et il lui tira un coup de canon, pour lui intimer l'ordre de se rendre. Ce bâtiment n'ayant à bord d'autres armes que six ou huit fusils était incapable de toute résistance, et son capitaine faisait déjà descendre ses gens dans les chaloupes pour qu'on ne les fît pas prisonniers, lorsque la canonnière chilienne *Magallanes*, sous les ordres du commandant don Juan José Latorre, vint résolument disputer au *Huascar* la facile proie dont il allait s'emparer. L'audace de l'officier chilien déconcerta un instant le commandant Grau. Ne s'imaginant pas qu'un simple navire de bois vînt défier le puissant monitor, il se persuada qu'il était attaqué par la frégate cuirassée *Cochrane* et, suivant les instructions formelles qu'il avait reçues, il commençait la retraite, lorsque malgré l'obscurité de la nuit, il reconnut à la dimension du navire auquel il avait affaire, que ce n'était pas le cuirassé chilien.

Il revint alors à toute vapeur sur la *Magallanes*, pour la percer avec son puissant éperon, mais le commandant Latorre, manœuvrant son navire avec une habileté consommée, esquiva le choc tout en continuant un feu nourri et bien dirigé, qui, s'il ne parvint pas à rompre le blindage du puissant monitor, lui causa du moins plusieurs avaries. Le combat se prolongea ainsi pendant quelque temps; mais la lune se levait à l'horizon, à trois heures et demie du matin, et à la faible lueur qu'elle répandait, le commandant Grau put distinguer le *Cochrane* qui, attiré par les détonations de l'artillerie, s'avançait à une distance approximative de deux kilomètres. Décidé à éviter toujours un combat sérieux, il mit le cap au nord, et poursuivi par la frégate chilienne qui ne put l'atteindre, il se réfugia sous les forts d'Arica (10 juillet). Le courage du jeune commandant de la *Magallanes* avait ainsi sauvé un transport de la marine du Chili.

Quoique ce combat nocturne n'ait eu aucun résultat définitif, il éleva singulièrement le nom des deux champions principaux. Le jeune commandant Latorre acquit en cette nuit la

Digitized by Google

réputation de brave marin, qu'il devait soutenir peu de temps après dans des rencontres plus importantes quoique moins dangereuses. Le commandant Grau, élevé peu après au rang de contre-amiral, fut l'objet des applaudissements de la presse péruvienne, applaudissements qui furent reproduits par les journaux d'Europe et d'Amérique et qui lui constituèrent une auréole de gloire.

Encouragé par ces marques d'approbation, Grau se prépara bravement à de nouvelles expéditions, c'est-à-dire à harceler l'ennemi toutes les fois qu'il pourrait le faire avec une pleine confiance dans le succès, mais sans exposer jamais son navire à un combat dangereux. Dans le même temps, la corvette péruvienne *Union* arrivait à Arica, et, comme la rapidité de sa marche la rendait très propre à une guerre de surprises, elle fut aussi placée sous les ordres du commandant Grau. Le 17 juillet, le *Huascar* et l'*Union* sortirent d'Arica et mirent le cap au sud en s'éloignant de la côte pour éviter la rencontre de l'escadre chilienne ; ils se rapprochèrent de terre à la hauteur d'Antofagasta et s'emparèrent non loin de là de deux navires de commerce qu'ils envoyèrent au Callao. Les vaisseaux péruviens longèrent ensuite la côte du sud, en détruisant toutes les chaloupes qu'ils trouvèrent dans les ports sans défense de Chañaral, Huasco, Carrizal i Pan de Azúcar. Cependant ils n'osèrent pas s'approcher de Caldera où il existait une faible garnison. Au retour de cette facile excursion, ils prirent un autre navire marchand dans la baie de Chañaral. Quatre jours d'une marche continuelle avaient suffi à l'actif commandant pour obtenir tous ces résultats, mais sans rencontrer nulle part la moindre résistance. Son premier élément de succès était, comme on le voit, la vitesse de ses navires.

La bonne étoile qui le suivit dans cette campagne allait lui fournir l'occasion d'une capture beaucoup plus sérieuse, la plus importante qu'ait faite le Pérou durant toute la guerre. Le 23 juillet, au lever du soleil, le *Huascar* et l'*Union* retournaient au nord lorsqu'ils aperçurent à quelques milles d'Antofagasta un vapeur qui semblait s'efforcer de gagner ce port. Il ne leur fut pas difficile de l'atteindre et de l'obliger à s'arrêter après lui avoir tiré plusieurs coups de canon auxquels on répondit à peine, vu que le navire poursuivi n'avait que

Digitized by Google

quelques pièces d'artillerie d'une portée insuffisante, et d'ailleurs presque démontées. C'était le vapeur marchand *Rimac*, que le gouvernement du Chili avait loué pour conduire ses troupes, et qui transportait alors un escadron de cavalerie de 258 hommes et un nombre inférieur de chevaux. Le transport chilien, incapable de la moindre résistance, tomba au pouvoir des vaisseaux péruviens, et son équipage fut conduit prisonnier à Arica, où il débarquait deux jours après pour être ensuite transporté au Callao.

La prise du transport *Rimac*, avons-nous dit, a été l'avantage le plus signalé qu'aient remporté les Péruviens dans toute cette campagne. Aussi fut-elle partout célébrée avec des *Te Deum* solennels, et annoncée à tous les pays d'Amérique et même aux journaux d'Europe, comme un grand désastre pour les armes chiliennes. En effet, outre le navire qui était un bon bâtiment, les prisonniers et les chevaux, les Péruviens y recueillirent beaucoup d'armes et de munitions, ainsi que la correspondance officielle ou particulière dont le *Rimac* était porteur. Les directeurs de la guerre apprirent par cette correspondance que le Chili attendait alors deux chargements d'armes qui venaient d'Europe, et ils surent, ou ils en conclurent, que jusqu'à l'arrivée de ces armes, l'armée d'Antofagasta ne pouvait pas prendre l'offensive. Ils préparèrent tout de suite un nouveau coup de main.

La corvette l'*Union*, sous les ordres du commandant Garcia i Garcia, devait partir pour les mers du Sud, et, pénétrant dans le détroit de Magellan, y capturerait les deux chargements que le Chili attendait avec tant d'anxiété. L'affaire paraissait sûre, surtout entre les mains d'un homme qui jouissait de la réputation du marin le plus consommé du Pérou.

Le commandant Garcia i Garcia déploya en effet l'intelligence d'un bon marin, mais il ne fut pas secondé par la fortune. Il surmonta heureusement les difficultés que les mers orageuses du Sud offrent à la navigation pendant l'hiver, mais il pénétra dans le détroit de Magellan lorsque le premier chargement venait d'en sortir et qu'il poursuivait en plein océan son voyage à Valparaiso. La corvette péruvienne toutefois, se présenta sous le pavillon français dans la colonie

Digitized by Google

de Punta-Arenas que le Chili entretient sur le détroit (18 août). Là s'apercevant qu'il n'y avait que trente ou quarante hommes de garnison sans la moindre artillerie, il s'empara du charbon qui se trouvait dans un petit ponton et exigea qu'on lui vendît quelques vivres. Le gouverneur de la colonie chilienne, incapable d'opposer la moindre résistance, déploya une grande sagacité pour déjouer les plans de l'ennemi en tâchant de l'éloigner de ces parages. Il permit qu'on lui vendît des vivres, mais il lui fit entendre que les navires chargés d'armes étaient déjà passés. Cependant l'un d'eux, en ce moment-là même, pénétrait dans le détroit par la bouche orientale. L'*Union*, croyant l'expédition manquée, rebroussa chemin vers le Pacifique, et elle le fit avec une telle rapidité que deux navires envoyés en toute hâte de Valparaiso pour la poursuivre dans ces parages n'y arrivèrent que lorsqu'elle les avait quittés pour ne plus revenir.

Cependant ce retard dans les opérations, les excursions que faisaient impunément les navires péruviens, l'inaction des vaisseaux chiliens occupés au blocus d'Iquique et surtout la perte du transport *Rimac* avaient produit au Chili un vif mécontentement et une agitation d'opinions que le Pérou et les peuples voisins regardaient comme les symptômes précurseurs d'un mouvement révolutionnaire. Pendant que les gouvernements du Pérou et de la Bolivie ne parvenaient à se maintenir qu'à l'aide de pouvoirs extraordinaires, le Chili n'avait pas un seul instant suspendu les garanties constitutionnelles. La presse continuait à jouir de la liberté la plus complète, et le congrès fonctionnait avec des attributions tout aussi étendues que pendant les jours de paix.

Les chambres et la presse firent entendre les plaintes du patriotisme blessé par ces accidents qui, sans être une défaite pour les armes chiliennes, encourageaient l'ennemi en donnant certain prestige à sa cause. On reprochait au gouvernement de ne pas donner une direction plus énergique et plus active aux opérations militaires, et aux chefs de l'escadre leur peu de vigueur ou de bonne fortune dans la poursuite des vaisseaux péruviens. Cette disposition des esprits, exprimée avec une entière liberté, donna lieu à ce qu'on crût au Pérou et qu'on répétât à l'étranger que la tranquillité inaltérable

Digitized by Google

et traditionnelle dont jouissait le Chili allait faire place à une formidable insurrection.

Mais tout se borna à une modification partielle du ministère et à la nomination d'un de ses membres, don Rafael Sotomayor, comme ministre de la guerre en campagne (20 août). Le blocus d'Iquique, suspendu depuis plusieurs jours, fut définitivement abandonné. Les navires chiliens reçurent l'ordre de revenir l'un après l'autre à Valparaiso pour faire toutes les réparations indispensables à une campagne plus efficace. Quelques-uns seulement devaient rester dans les ports du Nord pour protéger le campement d'Antofagasta.

Cependant le monitor *Huascar*, animé par le succès de ses excursions antérieures, et évitant toujours toute rencontre avec les vaisseaux chiliens, se présentait de nouveau sur les côtes du nord du Chili. Le 7 août il se trouvait dans le port inoccupé de Taltal, lorsqu'il aperçut un des cuirassés chiliens, le *Blanco-Encalada*. Mais le contre-amiral Grau sut de nouveau éviter le combat et, profitant de la rapidité de sa marche il se retira au nord sans être incommodé.

Peu de jours après (22 août), le chef péruvien sortait d'Arica avec le monitor *Huascar* et deux transports légers et après avoir détruit quelques chaloupes dans les ports sans défense de la côte, il se présenta dans la matinée du 28 août devant le port d'Antofagasta où il était sûr de ne trouver aucun des cuirassés du Chili. Au fond de la baie se trouvaient la canonnière *Magallanes* et un autre petit navire de guerre, l'*Abtao;* dont la machine était démontée et en réparation. En outre, il y avait à terre plusieurs canons prêts à ouvrir le feu.

Suivant ses instructions, le contre-amiral Grau se maintint à distance et se borna à riposter aux deux vaisseaux chiliens sans chercher à s'en approcher davantage. Dans un moment cependant où il avait pénétré un peu plus avant, deux de ses bombes causèrent quelques pertes et des avaries à l'*Abtao*; mais, d'autre part, un boulet de 300, tiré de la plage, traversa la cheminée du monitor péruvien et éclata sur le pont faisant de grands ravages et tuant un des principaux officiers du navire. En revanche, ni les batteries de terre ni la ville d'Antofagasta n'avaient eu à souffrir de cet essai de bombardement. L'insignifiance de ce résultat et la crainte de voir

Digitized by Google

arriver les cuirassés chiliens décidèrent le *Huascar* à abandonner la baie pour se diriger vers le nord [1]. La frégate *Blanco Encalada* arriva à Antofagasta cinq heures après le départ du monitor.

Ces deux dernières expéditions du *Huascar*, comme on le voit, n'avaient causé aucun dommage à l'armée, elles n'avaient occasionné que des pertes insignifiantes aux navires du Chili, et à quelques commerçants des ports du Nord, mais elles stimulèrent l'activité que mettait le gouvernement de Santiago à réorganiser son escadre. Les chantiers établis à Valparaiso déployèrent une grande ardeur pour achever les travaux. On nettoya parfaitement les navires, on en répara les machines en donnant à quelques-unes des chaudières neuves et meilleures, on compléta l'armement et les équipages, et l'on introduisit dans tous les détails de l'organisation navale les réformes que l'expérience de six mois d'une campagne infructueuse faisait juger nécessaires.

Le gouvernement venait d'acheter ou de louer plusieurs vapeurs commodes et spacieux pour s'en servir comme transports. Tous reçurent, avec une puissante artillerie, des chefs et des équipages de guerre afin que l'accident du *Rimac* ne se renouvelât pas, c'est-à-dire que, dans le cas d'une rencontre, les transports ne fussent pas obligés de se rendre sans résistance. L'amiral Williams Rebolledo, dont la santé était affaiblie et l'esprit abattu par l'insuccès des opérations navales, résigna le commandement de l'escadre. Il fut remplacé par le capitaine de vaisseau don Galvarino Riberos, vieux marin qui avait quitté le service pour des raisons de santé, et qui revenait plein d'énergie et de résolution. Riberos devait commander en personne l'une des frégates cuirassées, le *Blanco Encalada* : le commandement du *Cochrane* fut confié au capitaine

1. Si nous entrons dans des détails si minutieux au sujet des excursions du *Huascar*, c'est parce que les journaux d'Amérique et d'Europe en ont beaucoup parlé à cette époque, sans connaître toutefois l'enchaînement et l'importance réelle des faits. Pour raconter ces campagnes nous avons devant nous les documents chiliens; mais ce qui nous a principalement servi, c'est la correspondance officielle et complète du commandant Grau en personne, qui a été publiée intégralement au Chili, en 1880. C'est une espèce de journal complet de ses opérations et de ses travaux, soigneusement copié dans un document qui tomba entre les mains des marins chiliens.

Digitized by Google

don Juan José Latorre, homme jeune dont le nom avait acquis une juste popularité après l'héroïque combat qu'il avait soutenu dans la nuit du 9 au 10 juillet à Iquique contre le *Huascar*.

Pendant que l'on poussait les préparatifs, les deux chargements d'armes achetés en Europe par les agents du Chili arrivèrent à Valparaiso. Ils se composaient d'un nombre considérable de fusils des meilleures systèmes, de plusieurs canons Krupp, et d'une provision abondante de munitions et d'habillements pour les troupes, en un mot de tous les articles nécessaires pour compléter l'équipement de l'armée. Plus de 3,000 hommes bien disciplinés étaient prêts à entrer en campagne et n'attendaient que ces armes pour aller rallier au nord l'armée campée à Antofagasta. Le 20 septembre, un convoi de douze navires, tant vaisseaux de guerre que transports, partait de Valparaiso.

Mais il convenait, avant de commencer les opérations sur terre, d'anéantir les forces navales du Pérou, ou au moins de détruire le monitor *Huascar* qui en était l'âme. Tel était à Santiago l'avis du gouvernement; et les marins Riberos et Latorre, qui avaient pris part aux délibérations, témoignèrent la ferme résolution de ne pas revenir à Valparaiso avant d'avoir obtenu cet important résultat. Une fois à Antofagasta, les deux frégates cuirassées se préparèrent, ainsi que la corvette *O'-Higgins*, la goëlette *Covadonga* et un transport, et le 1er octobre ils partaient pour Arica, où, d'après toutes les informations, devaient se trouver les navires péruviens.

Arica était alors une place militaire fort respectable. Outre les fortifications de la ville, quelques-unes à fleur d'eau, et d'autres situées sur les hauteurs qui dominent le port, toutes pourvues de grosse artillerie et d'une garnison nombreuse, il y avait au fond de la baie un monitor d'une marche assez lente, mais terrible comme engin de défense. Le *Manco Capac*, tel était son nom, était une batterie flottante armée de puissants canons, et que sa construction rendait inabordable, car pendant le combat elle dépassait à peine la surface des eaux. Les marins chiliens étaient pourtant résolus à attaquer les navires péruviens, dans ce cercle de feu, où le sort des armes pouvait facilement leur être contraire.

Digitized by Google

Heureusement pour eux, quand ils se présentèrent devant Arica dans la matinée du 4 octobre, ni le *Huascar* ni l'*Union* ne se trouvaient dans le port. Ils apprirent par quelques pêcheurs des environs que les deux vaisseaux péruviens étaient partis depuis plusieurs jours pour croiser de nouveau sur les côtes du Chili. Les Chiliens se mirent en marche vers le sud, et en arrivant à Mejillones le 7 octobre, ils surent, par les communications télégraphiques du gouvernement de Santiago, que les deux vaisseaux péruviens, après avoir longé la côte jusqu'au 30° de latitude, en détruisant toutes les chaloupes qu'ils rencontraient, s'étaient de nouveau réfugiés à Arica. Immédiatement, les commandants Riberos et Latorre, se mettant d'accord par le télégraphe avec le ministre de la guerre qui se trouvait à Antofagasta, combinèrent un plan d'opérations fort habile, afin d'atteindre les navires péruviens, qui pendant cinq mois avaient esquivé avec tant d'adresse la poursuite des vaisseaux chiliens.

Le commandant Latorre, avec le *Cochrane*, le *O'Higgins* et un transport, resta toute la nuit à manœuvrer à la hauteur de Mejillones. Le commandant Riberos, avec le *Blanco* et la *Covadonga*, alla un peu plus au sud, vis-à-vis d'Antofagasta. Les navires péruviens devaient nécessairement rencontrer une de ces deux divisions, à moins que, contrairement à leur habitude, ils ne s'éloignassent davantage de la côte. Le piège était habilement tendu, et il était difficile à l'ennemi de n'y pas tomber.

Le 8 octobre, avant le point du jour, l'officier qui était de garde sur le *Blanco* parvint à distinguer, à la faible lumière de la lune qui venait de paraître, la fumée de deux vapeurs paraissant chercher quelque proie le long de la côte. C'était le *Huascar* et l'*Union* qui, grâce à l'obscurité de la première partie de la nuit, étaient passés au nord sans être vus par ceux qui les attendaient à la hauteur d'Antofagasta. Le commandant Riberos se mit aussitôt à poursuivre ces navires qui se trouvaient déjà à une distance de cinq ou six milles.

L'actif commandant Grau, si habile toujours pour éviter un combat sérieux, crut pouvoir se soustraire alors, comme il l'avait fait tant de fois, à la poursuite des navires chiliens; et donnant toute sa force à la machine, il continua à avancer

Digitized by Google

rapidement au nord, au point de perdre de vue ou à peu près la frégate chilienne. Il croyait avoir échappé au danger lorsqu'il aperçut au loin trois nouveaux navires qui semblaient vouloir lui barrer le passage. C'était la seconde division de l'escadre chilienne, qui sous les ordres du commandant Latorre venait lui présenter le combat. Les Péruviens pensèrent néanmoins qu'ils pourraient éviter la lutte; et en effet la corvette l'*Union*, beaucoup plus légère que le monitor, prit la fuite en laissant son compagnon en arrière. Le commandant Latorre envoya aussitôt à la poursuite de l'*Union* la corvette *O'Higgins* et le transport qui les suivait, et il resta seul avec le *Cochrane*. Vainement le monitor péruvien essaya de s'enfuir d'un côté ou d'un autre: la frégate chilienne, que ses récentes réparations avaient rendue beaucoup plus légère, lui ferma le chemin en resserrant la distance, et l'obligea enfin à accepter le combat.

Latorre et Grau se trouvaient en face l'un de l'autre pour la seconde fois. A Iquique, dans la nuit du 9 au 10 juillet, le jeune commandant chilien, avec une simple canonnière de bois, avait soutenu un combat héroïque contre le puissant monitor que commandait Grau. Maintenant, les armes du premier étaient bien différentes : la lutte allait s'engager entre deux navires revêtus d'une épaisse cuirasse de fer.

Le *Huascar*, sans perdre l'espérance de fuir au nord, ouvrit le feu à neuf heures et quart du matin, et à une distance de plus de trois kilomètres tout en continuant à se retirer. Le *Cochrane*, de son côté, s'avançait silencieux et imperturbable, et ce fut seulement après avoir considérablement raccourci la distance qui les séparait, qu'il tira les premiers coups de canon contre le navire ennemi. Jamais les feux d'artillerie n'avaient été dirigés avec plus de précision et d'assurance. Les premiers boulets du *Cochrane* mirent en pièces la tour blindée du *Huascar*, tuant et mutilant horriblement le commandant Grau, qui s'y tenait pour diriger la manœuvre de son navire. Deux officiers, qui prirent ensuite le commandement, tombèrent l'un après l'autre au poste d'honneur. Pourtant le combat se soutint avec la plus grande énergie pendant près d'une heure, durant laquelle les mitrailleuses du *Huascar* et le canon ne cessèrent de se faire entendre. Il y eut un moment où le vais-

7

Digitized by Google

seau péruvien amena son pavillon, et l'on crut le combat terminé. Les feux se suspendirent pendant quelques minutes; mais le monitor hissa de nouveau le drapeau péruvien, en recommençant la retraite. Immédiatement, le commandant Latorre ordonna de reprendre le feu en diminuant encore la distance, et la lutte recommença avec plus d'acharnement. Les deux navires manœuvèrent à plusieurs reprises pour chercher à se percer avec leur éperon, mais sans pouvoir se toucher.

Pendant ce temps, le *Blanco* avançait à toute vapeur vers le théâtre du combat, et ouvrant le feu contre le monitor péruvien, s'élançait à son tour sur lui pour le percer. La lutte était de plus en plus acharnée, et l'épaisse fumée des canons, des mitrailleuses et des fusils, cachait par moment la vraie position de chacun des navires. Le commandant Latorre, par une manœuvre hardie, plaça enfin le *Huascar* entre deux feux; et le monitor dut se rendre à onze heures moins cinq minutes. Le combat avait duré une heure et demie. Plusieurs marins du *Huascar*, croyant sans doute que les vaisseaux chiliens voulaient les ensevelir sous les eaux, se jetèrent à la mer dans le plus grand désordre.

Les Chiliens n'avaient nullement l'intention de commettre une faute aussi énorme. Le *Huascar*, quoique endommagé et percé en plusieurs endroits, était une proie trop importante pour qu'on ne cherchât point à s'en emparer. Le commandant Riberos envoya ses chaloupes pour recueillir les naufragés et prendre possession du navire ennemi. Le pont était couvert de cadavres et de débris humains, mais il restait vingt-huit chefs ou officiers vivants, et plus de cent individus de toute nationalité qui faisaient partie de l'équipage. Ils furent tous fait prisonniers [1]. Les Péruviens avaient ouvert les soupapes du monitor pour le couler, et l'eau entrait en grande

1. Quelques journaux d'Europe, induits en erreur par les nouvelles transmises du Pérou, annoncèrent qu'après ce combat, d'une durée de sept heures, au dire de certaines gens, il n'était resté qu'un seul homme de l'équipage du *Huascar*. Pour faire cesser l'équivoque, il suffit de dire que, le jour du combat, le monitor péruvien avait à bord 205 hommes, et que le nombre des prisonniers monta à 144; le total des morts fut donc de 61. Ceux-ci furent enterrés le jour suivant à Antofagasta avec tous les honneurs militaires. Le passage suivant du rapport officiel où le commandant Riberos rendait compte au gouvernement de la prise du *Huascar*, est fort honorable pour les marins du Chili : « La

Digitized by Google

quantité dans la cale. Les vainqueurs les fermèrent au plus vite et parvinrent ainsi à sauver leur conquête.

Pendant ce rude combat, le *Cochrane* avait reçu cinq boulets, qui avaient peu endommagé le blindage, mais qui blessèrent dix hommes, l'un de ceux-ci mourut quelques heures plus tard. Le *Blanco* n'avait pas du tout souffert. Ce qui avait le plus servi, paraît-il, aux cuirassés chiliens, outre la précision des feux de l'artillerie, c'était leur double hélice [1], qui leur permettait de se retourner et de manœuvrer avec la plus grande précision et de se soustraire plus facilement aux chocs du monitor péruvien.

Quoique la corvette péruvienne l'*Union* eût pris la fuite avant le combat, et que les deux navires chiliens qui la poursuivirent presque toute la journée ne fussent pas parvenus à l'atteindre, les ressources navales du Pérou étaient virtuellement anéanties par la perte de son puissant et rapide monitor et par la mort du plus actif et du plus intelligent de ses marins. Le combat d'Angamos, nom que l'on donna à cette journée, à cause du petit cap vis-à-vis duquel eut lieu la rencontre, établit donc d'une manière définitive la suprématie navale du Chili.

Le *Huascar*, réparé quelques jours après à Valparaiso, et considérablement amélioré, devint l'un des meilleurs navires de l'escadre chilienne. En outre, le jour même où avait lieu le combat d'Angamos, un vapeur de la plus grande vitesse, acheté en Europe par les agents du Chili, était arrivé à Valparaiso, et après quelques modifications indiquées par d'habiles ingénieurs, il était muni d'un canon du système le plus formidable. Ce navire reçut le nom d'*Angamos*, en mémoire du jour où il était entré dans les eaux chiliennes. A partir de ce moment, le Chili était prêt à donner la plus vigoureuse impulsion aux opérations de la guerre.

mort du contre-amiral péruvien, don Michel Grau, a été vivement regrettée par notre escadre, car tous les officiers rendaient justice au patriotisme de ce remarquable marin. »

1. La construction des cuirassés chiliens fut dirigée par l'éminent architecte naval sir Edward J. Reed.

Digitized by Google

Digitized by Google

CHAPITRE VII

PISAGUA, NOVEMBRE 1879.

État de l'opinion au Chili après la prise du *Huascar*. — Activité déployée par le gouvernement pour préparer le départ de l'armée. — Embarquement des troupes au port d'Antofagasta. — Confiance des alliés péru-boliviens dans leurs forces. — Avantages de leur situation pour la défensive. — Plan d'attaque de Pisagua. — Topographie de cette place forte. — Débarquement des forces chiliennes au milieu d'un combat acharné. — Victoire complète des Chiliens. — Conséquences immédiates de ce succès. — Exploration de l'intérieur. — Combat de *Jermania*. — Disposition des troupes chiliennes. — Opérations de l'escadre. — Prise de la corvette péruvienne *Pilcomayo*.

Le combat d'Angamos produisit au Chili la joie que l'on doit supposer. Le télégraphe que les Chiliens avaient établi à travers les sables du désert dès le commencement de la campagne mettait Mejillones en communication avec Santiago à deux cents lieues de distance; de sorte que toutes les péripéties de la lutte étaient sur-le-champ connues et annoncées par les bulletins des journaux aux populations avides d'en connaître les moindres détails. Quand on donna la nouvelle de la prise du *Huascar*, on entendit partout des protestations de sympathie pour le commandant Grau dont le mérite était apprécié à sa juste valeur. Quand le soir, le télégraphe eut annoncé la mort de ce marin distingué, communiquée par les navires chiliens qui revenaient du combat, il y eut une explosion de douleur au milieu des légitimes transports de joie qu'excitait la victoire. La presse de ce jour-là a laissé gravées en caractères indélébiles ces transitions subites de sentiments si divers dans les grands centres de populations du Chili.

Le peuple n'exprimait pas seulement au milieu de ce

Digitized by Google

triomphe la satisfaction de l'orgueil national, la conviction de la supériorité militaire de ses marins et de ses soldats, mais aussi il célébrait l'heureuse fin d'une époque d'alarmes pour l'industrie, époque pendant laquelle le commerce maritime de la république s'était vu inquiété et troublé par les courses des vaisseaux ennemis ; on avait craint en effet que ces perturbations ne fussent plus graves encore. On comprendra alors pourquoi après ce combat toutes les valeurs éprouvèrent en quelques jours une hausse rapide, et comment il se fit que le change sur l'Europe devint plus favorable aux intérêts commerciaux du pays en s'améliorant considérablement.

Tout annonçait que le pays allait rentrer dans la voie de son ancienne prospérité, dont il avait été un moment écarté, d'abord par la crise économique, dont nous avons déjà expliqué les causes [1], et ensuite par la guerre à laquelle on l'avait entraîné.

Sans se laisser enivrer par l'allégresse de ces jours de fête, le gouvernement chilien redoubla d'activité pour préparer l'expédition de l'armée de terre. Il commença par envoyer à Antofagasta de nouvelles troupes réunies et disciplinées en diverses provinces, tout aussi bien qu'une grande quantité d'armes, de munitions, de vivres, de fourrages pour la cavalerie et de tous les articles dont l'armée pouvait avoir besoin pour la campagne. Il augmenta le service sanitaire, le nombre de bêtes de somme pour faciliter les opérations dans le désert ; il envoya des chaloupes pour le débarquement et des ponts volants qui, solidement établis sur la côte, devaient rendre plus praticable cette délicate opération. En même temps l'armée fut pourvue des outils indispensables pour les divers travaux à exécuter, de fils de fer et de machines électriques pour les télégraphes, de lampes ou lanternes pour éclairer le campement, et de feux de Bengale pour les signaux de l'armée et de l'escadre.

L'armée d'Antofagasta se composa dès lors de quinze à seize mille hommes des trois armes. Depuis quelques mois, on en avait confié le commandement au général don Erasmo Escala, assisté d'un état-major dans lequel figuraient quelques

1. A la fin du chapitre V.

Digitized by Google

ingénieurs distingués. Le ministre de la guerre, M. R. Sotomayor, étranger au service militaire, mais doué de beaucoup de sens pratique et d'une étonnante activité, était à ses côtés pour résoudre toutes les difficultés et presser au besoin les opérations. Les troupes, après de continuels exercices, étaient parvenues au degré de discipline le plus satisfaisant.

Parfaitement vêtues [1], munies des meilleures armes de précision, pourvues de tout ce dont elles pouvaient avoir besoin, elles étaient fatiguées de la vie de garnison et impatientes d'entrer en campagne. Enfin, après une revue minutieuse des différents corps et l'examen attentif de leur instruction et de leur discipline, on choisit ceux qui ne laissaient rien à désirer, et dont le nombre montait à près de dix mille hommes des trois armes.

Le 26 octobre on commença à les embarquer sur l'escadre qui était prête à les recevoir. Cette escadre se composait de dix-neuf vaisseaux, dont quatre de guerre et les quinze autres étaient des bâtiments de transport plus ou moins armés et pourvus de charbon pour une longue campagne. Les autres divisions d'armée montant à cinq ou six mille hommes furent laissés en réserve à Antofagasta. Le reste de l'escadre, la frégate cuirassée *Blanco* et le monitor *Huascar* restaient à Valparaiso pour être réparés ou pour nettoyer leurs coques : on

1. Dans quelques journaux étrangers on a dit que les Chiliens, alors en campagne étaient fort mal habillés, et même presque nus. Cette erreur ne provient que d'une confusion de mots. Depuis un temps immémorial, les classes riches au Chili avaient donné aux gens du peuple le surnom de *déguenillés* (rotos). Le peuple, de son côté, s'est accoutumé tellement à ce nom qu'il a cessé d'être injurieux. La presse du Pérou, de propos délibéré, étendait à tout le monde, officiers, soldats, députés, gouvernants même du Chili, ce sobriquet dont elle pensait leur faire une cruelle injure. Certains journaux étrangers, par une fausse interprétation de ce mot de déguenillés, ont appelé les Chiliens des sans-culottes.

Tout au contraire, l'armée chilienne était vêtue très confortablement et même avec une sorte de recherche. La plus grande partie des uniformes provient des fabriques les plus renommées de l'Europe, principalement de celle de Godillot, à Paris, ou bien a été confectionnée au Chili, sur les meilleurs modèles européens.

A ce propos, nous rapporterons l'exclamation d'un soldat chilien qui, voyant défiler après la bataille de Tacna, quatre ou cinq cents prisonniers péruviens et boliviens, vêtus de bure grossière ou de lambeaux de toutes couleurs, s'écriait en croisant les bras d'un air de dédain : — « Et ce sont là les gens qui nous appellent des *déguenillés !* »

Digitized by Google

devait les envoyer sur le théâtre des opérations avec la réserve dès que le télégraphe annoncerait que leur concours deviendrait nécessaire. Le 26 octobre donc, l'escadre quitta le port d'Antofagasta avec l'armée d'opérations. Le ministre de la guerre accompagnait le général en chef. Seuls avec les chefs supérieurs, ils connaissaient le point choisi pour le débarquement.

Au Pérou on s'attendait à cette invasion, mais on avait la croyance la plus absolue qu'elle serait facilement repoussée. La perte du *Huascar*, qui équivalait pour ce pays à la destruction de sa puissance navale, avait causé une impression profonde, mais sans diminuer ni l'arrogance ni la présomption de ce peuple. Tout au contraire, les journaux de Lima proclamaient et répétaient à l'envie que le combat d'Angamos avait été pour le Pérou un triomphe moral, en prouvant combien les soldats péruviens étaient supérieurs en courage à leurs lâches ennemis.

On continuait à faire des souscriptions dans tout le pays pour acheter de nouveaux vaisseaux de guerre, et bercé de ses illusions, le gouvernement se contentait de répandre à profusion les proclamations les plus emphatiques : « Le *Huascar* a péri, remplissant de gloire sa patrie, disait le président Prado. La victoire, en vérité, est à nous : nous avons gagné l'honneur et la gloire, nous autres; nos ennemis ont gagné une coque détruite. » Le président Daza, de son côté, appela dans ses nouvelles proclamations le Chili « nid de pirates, lâches et stigmatisés par la marque brûlante de l'ignominie », et, à Tacna, on faisait circuler des écrits ainsi conçus : « Vous toutes, nations du nouveau monde, vous tous, peuples de l'ancien continent, découvrez-vous! La perte du *Huascar* est devenue la page la plus brillante de toutes les guerres maritimes. Chiliens! race de Caïn! lâches! infâmes! non, le crime de lèse-américanisme que vous avez commis, ne restera pas impuni : le monde entier l'a déjà condamné. Allons, Péruviens! au combat! Le monde nous contemple, en avant! » Et les Péruviens et les Boliviens restaient très satisfaits de cet inutile bavardage, qui se terminait toujours par un défi fait aux Chiliens de débarquer sur le sol glorieux du Pérou. Tout le monde croyait de bonne foi que les Chiliens qui oseraient mettre le

Digitized by Google

pied sur le territoire péruvien y trouveraient sur-le-champ leur tombeau.

Le président de la république du Pérou était resté à Arica pour diriger les opérations militaires. Il partageait complètement cette aveugle confiance, et, d'après le dire de ses propres concitoyens, il passait la plus grande partie de son temps autour d'une table à jeu avec les généraux et les colonels qui formaient son cortège. De son côté, le général Daza, président de la Bolivie, avait toujours son quartier général à Tacna, d'où il lançait continuellement des proclamations contre le Chili. Il employait d'ailleurs ses nombreux loisirs à des fêtes et autres divertissements qui dégénéraient souvent en véritables orgies.

Malgré ces désordres, dans la direction de la guerre, les provinces méridionales du Pérou se trouvaient sur un pied de défense assez respectable. Les alliés y avaient réuni de dix-huit à vingt mille hommes qui passaient pour l'élite des troupes de leur pays; et les nombreux chefs qui les commandaient étaient également ceux dont la réputation était la mieux établie. Ces troupes, connaissant leur territoire et défendant leurs propres pays, auraient pu, sous des chefs quelque peu habiles, repousser toute invasion, et surtout celle de dix mille hommes que préparait le Chili.

A ces circonstances, il faut en ajouter d'autres qui rendaient la défense bien plus facile. La côte qui s'étend depuis l'embouchure du Loa à la baie d'Arica, battue par une mer beaucoup moins clémente que son nom de Pacifique ne pourrait le faire supposer, offre peu de mouillages praticables, et même ceux qui s'y trouvent ne présentent que des espaces trop restreints pour qu'on y puisse effectuer rapidement un débarquement de troupes considérables; de sorte qu'on peut les considérer comme peu favorables aux opérations militaires. Ajoutez à cela que les armées alliées occupaient le littoral depuis six mois et que les ports les plus abordables, Iquique au sud, Pisagua au centre et Arica au nord, étaient protégés par des fortifications munies d'une artillerie puissante et défendues par de forts détachements.

Le gouvernement du Chili connaissait parfaitement toutes ces difficultés. Ses marins et ses officiers de terre étaient tous

Digitized by Google

pourvus des meilleures cartes hydrographiques, et ils portaient sur eux une description du pays, dans laquelle se trouvaient consignés avec un soin scrupuleux tous les renseignements qui pouvaient leur être de quelque utilité. Mais dans les circonstances ils devaient consulter moins la facilité du débarquement que l'importance stratégique du point où il s'effectuerait. Par cette raison on avait désigné le port de Pisagua, d'un accès difficile, mais qui avait le précieux avantage de leur permettre de couper en deux les forces de la coalition massées, les unes à Iquique et les autres à Arica. Le plan était habilement conçu, mais il fallait pour l'exécuter des troupes solides, bien résolues à ne pas reculer devant aucun danger.

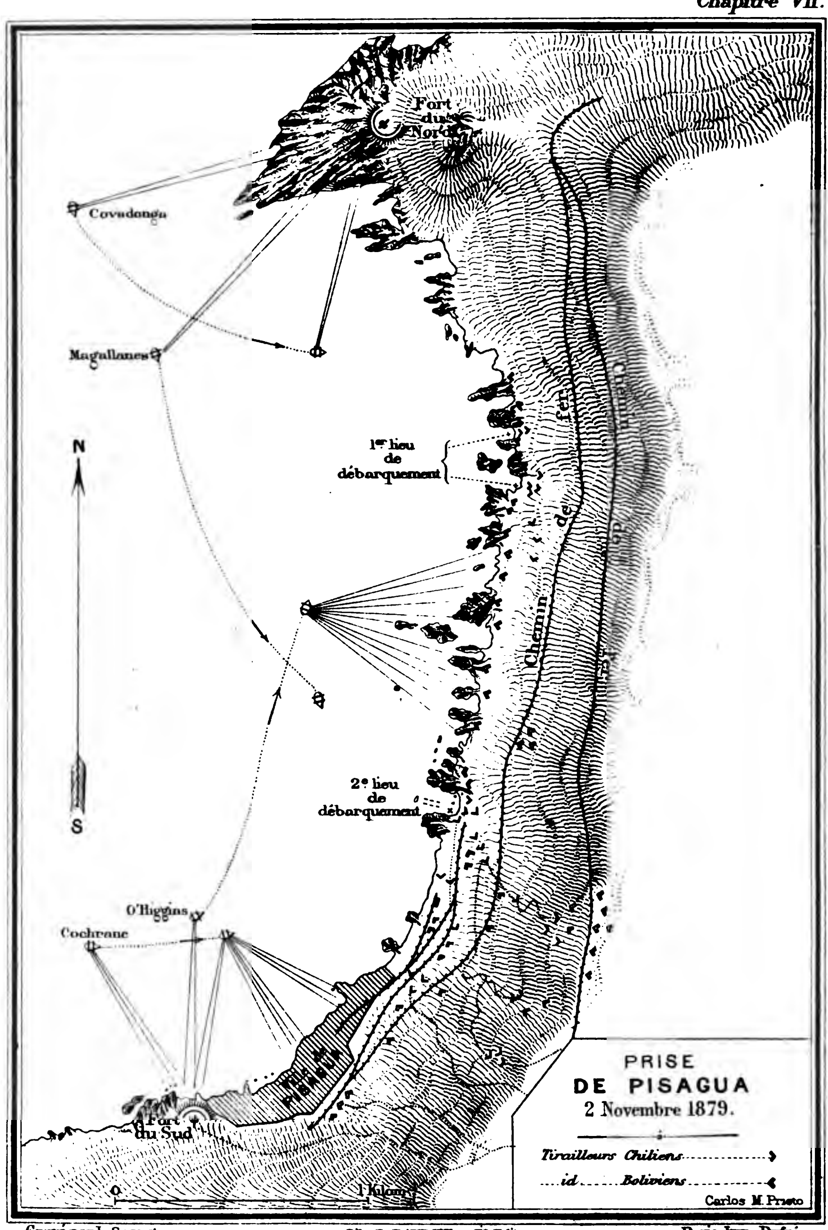
Ce fut le 1er novembre, lorsque on était encore en pleine mer et hors de vue de la côte, que le commandant des forces chiliennes communiqua à tous les marins de l'escadre et aux chefs des troupes le plan minutieux et détaillé d'après lequel on devait procéder au débarquement. Les vaisseaux commenceraient par battre les fortifications élevées sur le littoral et défendues par une brigade de l'artillerie péruvienne; ensuite un corps de troupes de débarquement fort de deux mille hommes gagnerait la côte et attaquerait les douze cents Boliviens qui s'y trouvaient fortement retranchés. L'artillerie des marins devait aussi soutenir cette opération dirigée par le colonel Sotomayor, chef de l'état-major général.

Pendant ce temps-là, le général en chef, avec les transports, devait débarquer dans l'anse voisine de Junin pour attaquer par derrière les défenseurs de Pisagua. On supposait avec raison que le détachement qui gardait cette anse, apprenant que le combat était engagé sur un autre point, laisserait la plage plus ou moins libre dans l'idée que la lutte ne s'engagerait point de ce côté-là.

Suivant ces instructions, l'escadre chilienne se présenta devant la baie de Pisagua le 2 novembre, au point du jour. Deux redoutes à fleur d'eau, garnies de quelques canons, défendaient le port. Plus loin et en arrière des quelques habitations qui forment toute la ville, se levait une chaîne de collines, d'une hauteur de 180 à 200 mètres, très escarpées et presque inaccessibles. C'était là qu'on avait établi les retranchements qui couvraient les chasseurs boliviens. On avait aussi choisi

Digitized by Google

Digitized by Google



Gravé par L. Sonnet. Lib. L. BAUDOIN et Cie Edit. Paris, Imp. Dufrénoy.

Digitized by Google

pour ligne de défense la voie ferrée qui relie Pisagua aux districts de l'intérieur, en formant de nombreux zigzags sur le flanc des montagnes.

Bien que les chefs chiliens eussent une connaissance complète de tous ces obstacles, ils durent au premier moment les trouver plus redoutables qu'ils ne se l'étaient figuré; mais le sort en était jeté, et il fallait commencer hardiment l'attaque.

Les quatre vaisseaux de guerre ouvrirent le feu contre les batteries de terre, à sept heures du matin ; et ils le firent avec tant de succès qu'en moins d'une heure les artilleurs péruviens après avoir perdu quelques-uns de leurs chefs et de leurs soldats, suspendirent le feu et abandonnèrent leurs canons. On avait sur ces entrefaites reconnu deux points par où le débarquement pouvait s'effectuer, c'étaient, du reste, les deux seuls du port dont l'accès ne fût pas défendu par des rochers inaccessibles; on détacha alors des transports chiliens dix-sept chaloupes, qui conduisirent vers le plus septentrional de ces deux points 450 hommes sous les ordres du commmandant don Ricardo Santa Crux, tirés en partie du bataillon d'Atacama; ce corps était formé des vigoureux et agiles mineurs de Copiapó.

Malgré l'intensité du feu de mousqueterie dirigé contre eux de tous les rochers voisins, le détachement gagna la plage, hissa le drapeau chilien sur une éminence, et l'on commença la poursuite des guérillas qui se trouvaient à peu de distance. Dans ce moment-là même, une autre colonne chilienne, malgré les vagues qui se brisaient contre les rochers, essayait de débarquer dans un autre endroit très rapproché du village. L'ennemi protégé par les énormes rochers de la côte, caché dans les sinuosités du terrain, avait utilisé pour se couvrir les maisons du village, la gare du chemin de fer, les fossés du côté de la voie ferrée, les wagons, les grands monceaux de sacs de salpêtre et les amas de charbon de terre ; il dirigeait sur les bateaux des assaillants un feu de mousqueterie très nourri. Les artilleurs péruviens, revenus de leur terreur et se croyant sûrs de repousser le débarquement, retournèrent à leurs batteries et recommencèrent le feu. A ce moment la défaite des Chiliens paraissait d'autant plus inévitable que la première colonne qui avait débarqué avait épuisé ses munitions

Digitized by Google

et que les soldats s'étaient arrêtés pour attendre un renfort trop lent à venir.

Toutefois la situation allait changer. Les quatre vaisseaux de guerre de l'escadre recommencèrent un feu plus vif contre tous les obstacles naturels ou artificiels qui servaient de couvert aux alliés. Partout leurs bombes, habilement dirigées, portaient la mort, la destruction ou l'incendie. Cette opération rendit le débarquement plus praticable, mais on avait encore à déloger l'ennemi des positions qu'il occupait sur les pentes et sur les hauteurs où se repliaient les fuyards ainsi que les soldats qui venaient d'abandonner la ville.

Cette seconde attaque présentait les plus grandes difficultés, car il fallait passer sur des rochers escarpés ou sur un terrain sans consistance. Néanmoins les soldats chiliens gravirent ces pentes difficiles sous le feu plongeant de leurs adversaires. Quand ils eurent couronné les premières hauteurs, leur attaque devint irrésistible; les parapets furent aussitôt franchis. L'escadre y vit flotter le drapeau chilien; son feu cessa au moment même, tandis que de toutes parts l'ennemi fuyait en désordre.

Le combat avait duré près de cinq heures. Le général Villamil, le colonel Granier, tous deux Boliviens et commandants de la garnison de Pisagua ; le général péruvien Buendia, généralissime de l'armée alliée de Tarapacá et qui avait assisté au combat, s'enfuirent dans l'intérieur du pays. Ils laissaient le champ de bataille couvert de morts ou de blessés, outre soixante-dix officiers et soldats tombés au pouvoir des Chiliens. Sur les 2,000 hommes qu'ils avaient mis à terre, les vainqueurs avaient perdu 350 soldats tués ou blessés.

Le même jour, pendant le combat, le général en chef de l'armée chilienne débarquait avec ses troupes dans l'anse voisine de Junin, sans avoir à vaincre d'autres obstacles que l'agitation des flots. Les forces qui garnissaient ce point avaient pris la fuite sans combattre. Les troupes chiliennes s'avancèrent alors sur Pisagua pour attaquer par derrière les défenseurs de cette place, mais quand ils furent arrivés sur les hauteurs qui environnent le port, la victoire s'était déclarée, et les alliés étaient en fuite.

L'attaque avait été si rapide que les alliés n'eurent pas le

Digitized by Google

temps de détruire les ressources que le vainqueur pouvait mettre à profit. On sait que dans presque toute la province de Tarapacá, comme dans le désert d'Atacama, l'eau est fort rare : Les habitants de la côte ne boivent guère que celle qui provient de la distillation de l'eau de la mer. On a des machines destinées à cette fin ainsi que de grands tonneaux qui servent à transporter le précieux liquide à quelques établissements de l'intérieur.

En abandonnant Pisagua, les alliés avaient laissé intact tout ce matériel qui fut d'une grande utilité pour l'armée chilienne. Les stations télégraphiques avec tous leurs appareils, les livres de correspondance militaire, et même celle du jour du combat, les stations du chemin de fer avec leurs locomotives et leurs wagons, en un mot, tout était là à la disposition des vainqueurs. Il n'y manquait que les ouvriers pour mettre à profit ces éléments; mais il se trouvait dans l'armée chilienne des machinistes, des chauffeurs et des employés de la télégraphie, et dès le même jour tout commença à fonctionner.

Les troupes chiliennes occupèrent le campement de l'Hospicio que les alliés avaient établi sur les hauteurs voisines. Les petits détachements lancés en avant pour battre la campagne, trouvèrent le pays désert, mais on savait que toutes les usines à salpêtre avaient été occupées par les troupes ennemies, et elles pouvaient l'être encore.

Le lieutenant-colonel don J. F. Vergara, secrétaire du général en chef, partit en conséquence le 5 novembre du campement de l'Hospicio avec cent soixante-quinze chasseurs à cheval jusqu'au bout de la voie ferrée, sur une distance de soixante kilomètres, sans trouver de résistance. Ce détachement prit possession des divers points où les alliés avaient campé.

On y trouva en abondance de l'eau, des vivres et d'autres ressources dont l'armée chilienne allait profiter. Les ennemis avaient mis le feu aux derniers établissements, mais les chasseurs du commandant Vergara réussirent à sauver de l'incendie une partie des provisions.

Dans l'un de ces établissements, nommé Germania, se trouvait encore un fort détachement péruvien. A la vue du petit nombre des soldats chiliens, il se décida à les attaquer

Digitized by Google

(6 novembre). Le commandant Vergara feignit de se replier : il n'avait d'autre but que de réorganiser ses forces et d'obliger l'ennemi à le suivre en rase campagne. Au moment opportun, les chasseurs firent volte-face et, le sabre au poing, ils chargèrent les Péruviens avec un élan si irrésistible qu'ils les culbutèrent en quelques instants. Les ennemis, épouvantés, s'enfuirent de toutes parts : ils laissaient sur le champ de bataille soixante morts, parmi lesquels se trouvait le chef du détachement. Ils y abandonnaient aussi un certain nombre de prisonniers, officiers ou soldats. La poursuite des fuyards fut poussée jusqu'à trois lieues de distance. Le combat, peu important par lui-même, laissa bien établie la supériorité de la cavalerie chilienne, qui devint, dans la campagne suivante, la terreur des alliés.

L'occupation de la voie ferrée constituait pour les Chiliens un avantage très important. Mais le nombre des locomotives et des wagons s'y trouvait fort réduit : aussi le mouvement des troupes, le transport des vivres et des fourrages dans un pays qui ne produit que du salpêtre et où l'on ne trouve pas un brin d'herbe, ne purent s'effectuer avec toute la rapidité désirable. Néanmoins, peu de jours après, une division d'environ six mille hommes des trois armes, sous les ordres du chef de l'état-major, colonel don E. Sotomayor, occupa la position stratégique de Dolores. Sur les points intermédiaires entre cette position et Pisagua, s'échelonnèrent d'autres divisions moins nombreuses prêtes à se porter là où le besoin s'en ferait sentir.

Les vaisseaux et les transports de l'escadre n'étaient pas restés inactifs après la prise de Pisagua. Ils transportèrent à Valparaiso les blessés et les prisonniers du dernier combat et amenèrent de nouvelles troupes d'Antofagasta. D'autres bataillons partirent de Valparaiso et de Coquimbo pour aller tenir garnison à Antofagasta et y perfectionner leur instruction militaire avant de prendre une part plus active aux opérations. A la mi-octobre l'armée chilienne en campagne, y compris les forces qui occupaient Antofagasta, au nombre de cinq mille soldats, se montait à près de vingt mille hommes parfaitement armés et équipés.

Aux succès remportés sur terre par les troupes chiliennes,

Digitized by Google

il en faut ajouter un autre non moins important dont l'honneur revient à la marine. Dans ces mêmes jours la frégate cuirassée *Blanco Encalada*, après avoir nettoyé sa coque à Valparaiso et avoir reçu quelques réparations dans sa machine, reprit la mer pour se rendre sur le théâtre des opérations militaires, toujours sous le commandement de M. G. Riberos qui avait été nommé contre-amiral.

D'après ses instructions, Riberos devait parcourir la côte du Pérou, au nord d'Arica, pour donner la chasse aux vaisseaux ennemis qui pouvaient se trouver entre ce port et celui du Callao. Dans la matinée du 18 novembre, se trouvant un peu au nord de Mollendo, il aperçut vers le sud trois vaisseaux qui suivaient la même direction que lui. C'étaient les corvettes *Union* et *Pilcomayo* avec un bâtiment de transport armé en guerre. Plein de confiance dans la supériorité de sa frégate, l'amiral chilien se porta à leur rencontre. L'*Union*, suivie du bâtiment de transport, fit ce qu'elle avait déjà fait le jour de la prise du *Huascar :* elle s'enfuit à toute vitesse, en laissant seule la *Pilcomayo*. Celle-ci ne pouvait échapper à la poursuite du *Blanco*. Les marins péruviens comprenaient bien que toute résistance était impossible; mais, au lieu d'imiter les défenseurs de l'*Esmeralda* le 21 mai, ils adoptèrent une autre détermination, moins héroïque sans doute, mais plus sûre et plus commode.

A peine avait-on échangé quelques coups de canon, qu'ils mirent le feu à l'arrière du vaisseau, loin de la sainte Barbe, pour ne s'exposer à aucun danger; et, s'embarquant dans les chaloupes, ils arborèrent le drapeau blanc, en déclarant qu'ils se rendaient. L'amiral recueillit le commandant de la *Pilcomayo*, M. Ch. Ferreiros, et les cent soixante-seize matelots et officiers qui composaient son équipage. Il prit ensuite possession du vaisseau, et le pavillon chilien remplaça aussitôt le drapeau du Pérou.

Mais l'incendie y avait éclaté et activé par le vent du sud qui soufflait avec violence, il devenait fort menaçant. L'amiral Riberos déploya alors une grande énergie. Malgré le danger d'une explosion qui semblait imminente, car le feu pouvait d'un moment à l'autre atteindre la soute aux poudres, il plaça le *Pilcomayo* bord à bord du *Blanco*. A l'aide des puis-

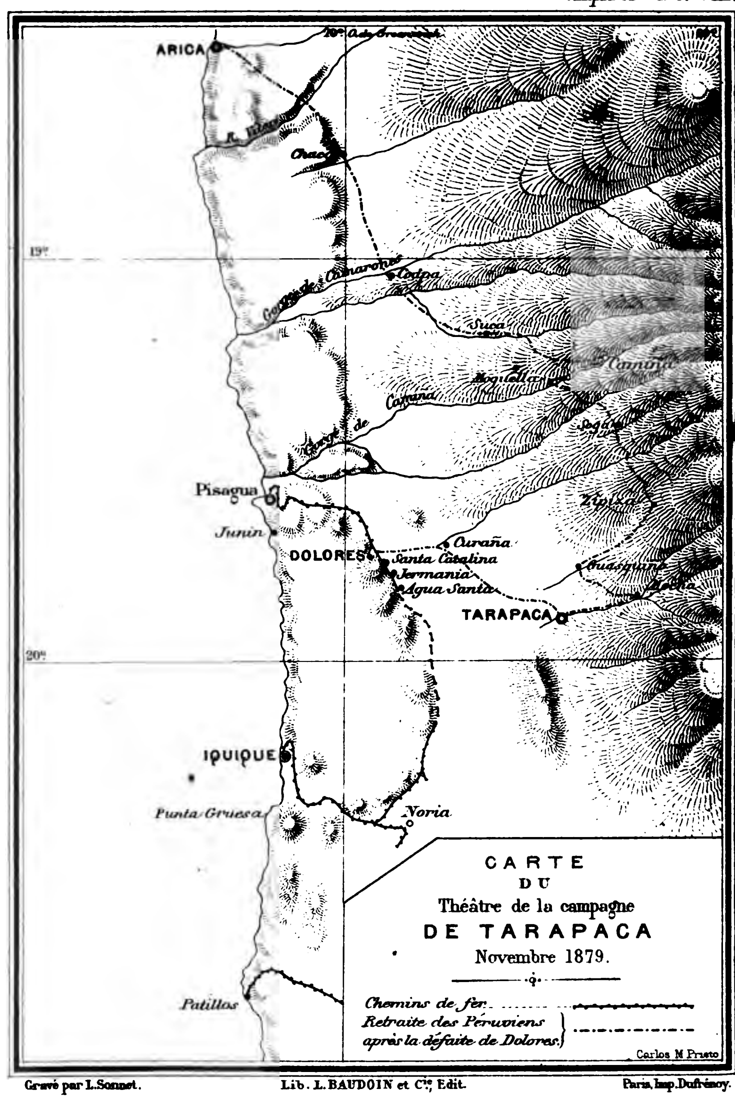
Digitized by Google

santes pompes de ce dernier vaisseau et grâce à l'énergie de ses matelots qui travaillaient à coups de hache, pour isoler le feu, il réussit à éteindre l'incendie. Restait encore un autre danger non moins pressant. Avant de se rendre, les Péruviens avaient ouvert les soupapes du vaisseau et avec un de leurs canons, ils avaient produit une voie d'eau au-dessous de la ligne de flottaison, de sorte que, si le feu n'avait pas le temps de le réduire en cendres, le navire n'en devait pas moins couler bas. Les plongeurs de la frégate chilienne bouchèrent cette ouverture, et les matelots, après avoir fermé les soupapes, épuisèrent l'eau qui inondait la cale de la corvette. Ces travaux, activement exécutés, sauvèrent le navire. Et bientôt la *Pilcomayo*, convenablement réparée dans le bassin de Valparaiso et améliorée dans son armement, alla grossir le nombre des vaisseaux de l'escadre chilienne.

Tels furent les premiers résultats de l'audacieuse campagne que le Chili venait de commencer. Quinze jours d'une guerre poussée avec énergie avaient doublé sa confiance dans la puissance de ses armes et lui avaient ouvert le chemin qui devait le conduire quelques jours plus tard à des triomphes plus importants et plus décisifs.

Digitized by Google

Digitized by Google



Gravé par L. Sonnet. Lib. L. BAUDOIN et Cie, Edit. Paris, Imp. Dufrénoy.

Digitized by Google

CHAPITRE VIII

BATAILLES DE DOLORES ET DE TARAPACÁ. NOVEMBRE 1879.

Confiance des alliés dans leur prochain triomphe. — Plan de campagne adopté contre les Chiliens. — Ceux-ci occupent les hauteurs de la Encañada. — Difficultés de cette situation. — Bataille de Dolores. — Victoire des Chiliens : ses conséquences immédiates. — Les Péruviens abandonnent la ville d'Iquique qui est occupée par les Chiliens. — Les restes de l'armée péruvienne se retirent à la ville de Tarapacá. — Une faible division chilienne va les y attaquer. — Sanglante affaire de Tarapacá. — Résultats immédiats de ce combat. — Les forces péruviennes se mettent en retraite. — Les Chiliens occupent Tarapacá. — Marche pénible des Péruviens pour arriver à Arica. — Toute la province de Tarapacá se soumet aux autorités chiliennes.

Il paraissait naturel que le débarquement des troupes chiliennes eût produit une impression pénible dans le quartier général des alliés. Mais à en juger par les déclarations de leur presse et les menaces de leurs proclamations, les Péruviens et les Boliviens cantonnés à Iquique, à Tacna et à Arica reçurent avec une vive satisfaction la nouvelle du combat de Pisagua. Directeurs de la guerre et soldats se laissaient bercer des plus flatteuses illusions à l'endroit de leur puissance militaire, et ils continuaient à affecter le plus souverain mépris pour l'armée chilienne.

Ce qui contribua puissamment à entretenir cette opinion, ce fut le rapport officiel que le général Buendia fit passer au président du Pérou pour justifier sa défaite dans ce combat. Il y racontait qu'avec 100 hommes seulement il avait défendu la place pendant sept heures contre des forces cinq fois plus considérables, qu'il avait repoussé deux attaques, et qu'enfin il s'était mis en retraite dans le meilleur ordre et sans que le moral de ses troupes en fût le moins du monde affecté. Ce

Digitized by Google

combat, ajoutait-il, avait redoublé chez les alliés le désir de se mesurer de nouveau avec leurs ennemis, parce que connaissant maintenant leur immense supériorité en courage et en discipline sur les troupes chiliennes, ils étaient sûrs de la victoire. « Il y a, disait-il, une différence énorme entre le moral de notre armée et celui de l'armée chilienne... Notre force morale est doublée par la justice de la cause que défend la coalition. La bravoure et la sérénité de nos soldats, éprouvés déjà en de nombreux combats, rendent notre victoire certaine et assure le triomphe que dans la prochaine rencontre nous saurons arracher à l'ennemi. » Le général bolivien don Pedro Villamil, quoique moins explicite dans ses menaces, nourrissait la même confiance et répondait également d'un prochain triomphe.

On sait que le général Prado se trouvait alors à Arica, et qu'à son caractère de président du Pérou il joignait celui de directeur en chef de la guerre. Une division de près de 4,000 Boliviens était campée à Tacna sous les ordres du président de la Bolivie. Les deux généraux, à en juger par leurs nombreuses proclamations, brûlaient depuis longtemps du plus ardent désir de voler au combat, pour prendre à côté du soldat le poste du péril et de l'honneur. Malgré ces bruyantes démonstrations, les deux présidents avaient trouvé des distractions moins dangereuses que les difficultés de la marche ou les hasards des combats. Les alliés eux-mêmes ont avoué plus tard que, pendant que le général Prado passait son temps à Arica à une table de jeu, le président de la Bolivie trouvait à Tacna des plaisirs encore moins innocents au milieu de fêtes qui dégénéraient souvent en orgies. Le débarquement des Chiliens à Pisagua vint les arracher à ces agréables passe-temps en appelant leur attention sur les affaires de la guerre.

Le plan de défense fut concerté avec la plus grande rapidité. Après la déroute il restait sur pied à Iquique et dans les environs près de 14,000 hommes tant Péruviens que Boliviens. Le général Buendia, témoin de la défaite de Pisagua, s'était retiré dans cette ville, et il allait se mettre à la tête des troupes. Il devait retourner au nord, pour occuper l'ancien campement des Péruviens à Dolores, et attendre là l'armée bolivienne de Tacna, qui, sous les ordres du président Daza,

Digitized by Google

devait avancer à marches forcées. Les Chiliens débarqués à Pisagua allaient donc se trouver entre deux armées, et l'on croyait qu'ils devaient succomber sans remède. Le président du Pérou, qui, malgré ses assurances répétées, restait dans la place d'Arica, sous prétexte de ses nombreuses occupations et du mauvais état de sa santé, s'empressa d'annoncer à Lima la destruction prochaine de l'armée chilienne. On ne douta pas un seul instant, ni au Pérou ni en Bolivie, du triomphe certain et complet des alliés.

Mais les généraux péruviens et boliviens avaient compté sans l'énergie et la rapidité des mouvements des troupes chiliennes. Les premières colonnes, qui s'étaient mises en marche de Pisagua pour l'intérieur du pays, s'emparèrent des télégraphes de l'ennemi, et ils trouvèrent dans les bureaux qu'ils occupèrent la copie de ses dernières communications. Dans les reconnaissances pratiquées ensuite, on réunit de nouvelles données sur les plans de l'ennemi. Ainsi quoiqu'on eût cru tout d'abord qu'il faudrait aller par terre jusqu'à Iquique, on se vit forcé d'accepter une lutte qui pouvait être plus périlleuse, mais qui épargnait à l'armée les fatigues d'une marche excessivement pénible, par les salpêtrières de Tarapacá. On s'explique ainsi l'activité déployée par l'état-major chilien pour occuper les positions de Dolores, qui, outre une abondante provision d'eau, avaient une grande importance stratégique. C'est là que se réunirent plusieurs corps d'armée qui formèrent, comme nous l'avons dit dans le chapitre précédent, une division de près de 6,000 hommes sous les ordres du colonel E. Sotomayor. Le reste de l'armée chilienne resta échelonné sur divers points entre Dolores et Pisagua.

Le camp de Dolores est situé près de la station du chemin de fer qui porte le même nom. Du côté du sud s'élève une petite chaîne de montagnes qui forme, à son extrémité la plus voisine, une hauteur d'une certaine élévation, Plus loin cette chaîne s'abaisse un peu, et à l'extrémité méridionale s'élève une autre hauteur. Ces montagnes sont connues sous le nom de l'Encañada et de San Francisco [1]. Ces hauteurs, d'où la vue

1. La bataille gagnée par les Chiliens sur ces lieux est dénommée de Dolores. Cependant les alliés l'appellent ordinairement San Francisco et même quelquefois l'Encañada.


Digitized by Google

embrasse une vaste étendue, furent le terrain choisi par le colonel Sotomayor pour placer ses troupes. Au pied de la montagne passait le chemin de fer qui le mettait en communication avec le quartier général; et, suivant toutes les conjectures, c'était là aussi que les troupes que Buendia devait amener d'Iquique se réuniraient à celles qui pouvaient arriver du Nord avec le président de la Bolivie.

Les Chiliens croyaient, mais à tort, que ce seraient celles-ci qui arriveraient les premières sur le théâtre de la lutte. En effet, dès les jours précédents, on avait aperçu du côté du nord, plusieurs détachements que l'on croyait être l'avant-garde de l'armée bolivienne, et qu'il avait fallu disperser. Le colonel Sotomayor dut faire avancer de ce côté une colonne de plus de deux mille hommes, pour arrêter la marche du président Daza s'il tentait de s'approcher des positions occupées par les Chiliens. Toutefois le péril n'était pas de ce côté-là. En effet, on sut bientôt qu'une division ennemie, qui semblait être l'avant-garde du général Buendia, se présentait vers le sud. Une division de plus de 2,000 Chiliens, sous les ordres du commandant don Domingo Amunátegui, dut avancer de trois lieues, jusqu'à la station de Santa Catalina, pour fermer le passage à cette colonne. On comprend ainsi dans quelle situation critique se trouvait le campement chilien, qui s'attendait à être attaqué à la fois par le nord et par le sud.

La division ennemie que le commandant Amunàtegui se proposait d'arrêter à Santa Catalina n'y était pas encore. Mais ses éclaireurs lui annoncèrent le soir du 18 novembre que le gros de l'armée de Buendia arrivait d'Iquique à marches forcées, ralliant en chemin tous les corps détachés dans les établissements voisins de cette ville, que ces forces s'élevaient à près de 12,000 hommes, lesquels devaient arriver dans la nuit à Santa Catalina, pour pousser immédiatement jusqu'à Dolores. Le chef chilien courait le risque de se voir coupé, d'un moment à l'autre, par des forces six fois supérieures. Mais après avoir averti le colonel Sotomayor de l'approche de l'ennemi, il commença la retraite à la faveur de l'obscurité; et avant le point du jour, il était revenu au campement de sa division. Cette marche rapide s'était effectuée par une route parallèle à celle que suivait l'ennemi, à moins

Digitized by Google

d'une lieue de lui, et pourtant, l'état-major péruvien mettait tant de négligence dans ses opérations que personne dans cette armée ne soupçonna qu'à si peu de distance se trouvait une colonne ennemie suivant la même direction, et qu'il eut été facile de couper et de faire prisonnière.

Dans la matinée du jour suivant, le 19 novembre, toute la division du colonel Sotomayor était concentrée à Dolores. Ce chef prit alors les dernières dispositions pour être en mesure de repousser toute attaque de l'ennemi et donner ainsi au général en chef de l'armée chilienne le temps d'amener les renforts nécessaires. Or, ce matin-là même, le général Escala quittait de bonne heure le campement de l'Hospicio, à la tête d'une forte division. Le peu de matériel que possédait le chemin de fer de Pisagua ne permettait pas à ces troupes d'arriver à Dolores en moins de dix à douze heures. Pendant ce temps, la division établie à cet endroit allait se voir obligée d'accepter la bataille contre des forces doubles (5,000 ou 6,000 Chiliens contre 11,000 ou 12,000 alliés).

L'armée de Buendia était arrivée avant le jour en face du camp chilien. Aux premières lueurs de l'aurore, son chef commença à prendre ses positions. Il forma tranquillement sa ligne, au son de la musique militaire, et au milieu d'un grand enthousiasme, et des cris mille fois répétés de : « Vive le Pérou ! vive la Bolivie ! vive l'alliance ! à bas les Chiliens, les lâches et les usurpateurs ! » Quoique les deux armées ne fussent qu'à une distance de deux kilomètres l'une de l'autre, le général péruvien, d'accord avec le conseil des chefs supérieurs, résolut de ne livrer bataille que le lendemain ; on espérait sans doute que le général Daza arriverait pendant la nuit avec les corps boliviens partis de Tacna. L'état-major des alliés ne considérait pas que, dans la soirée ou dans la nuit suivante, l'armée chilienne devait recevoir des renforts, et que le lendemain il pouvait se trouver en face de 10,000 hommes au lieu des 5,000 à 6,000 que le colonel Sotomayor avait alors sous la main.

Mais ce dernier ne voulut même pas attendre ces renforts. Plein de confiance dans la valeur de ses troupes et dans la force des positions qu'il avait choisies, il résolut d'engager le combat dans l'après-midi, sans s'occuper de l'immense supé-

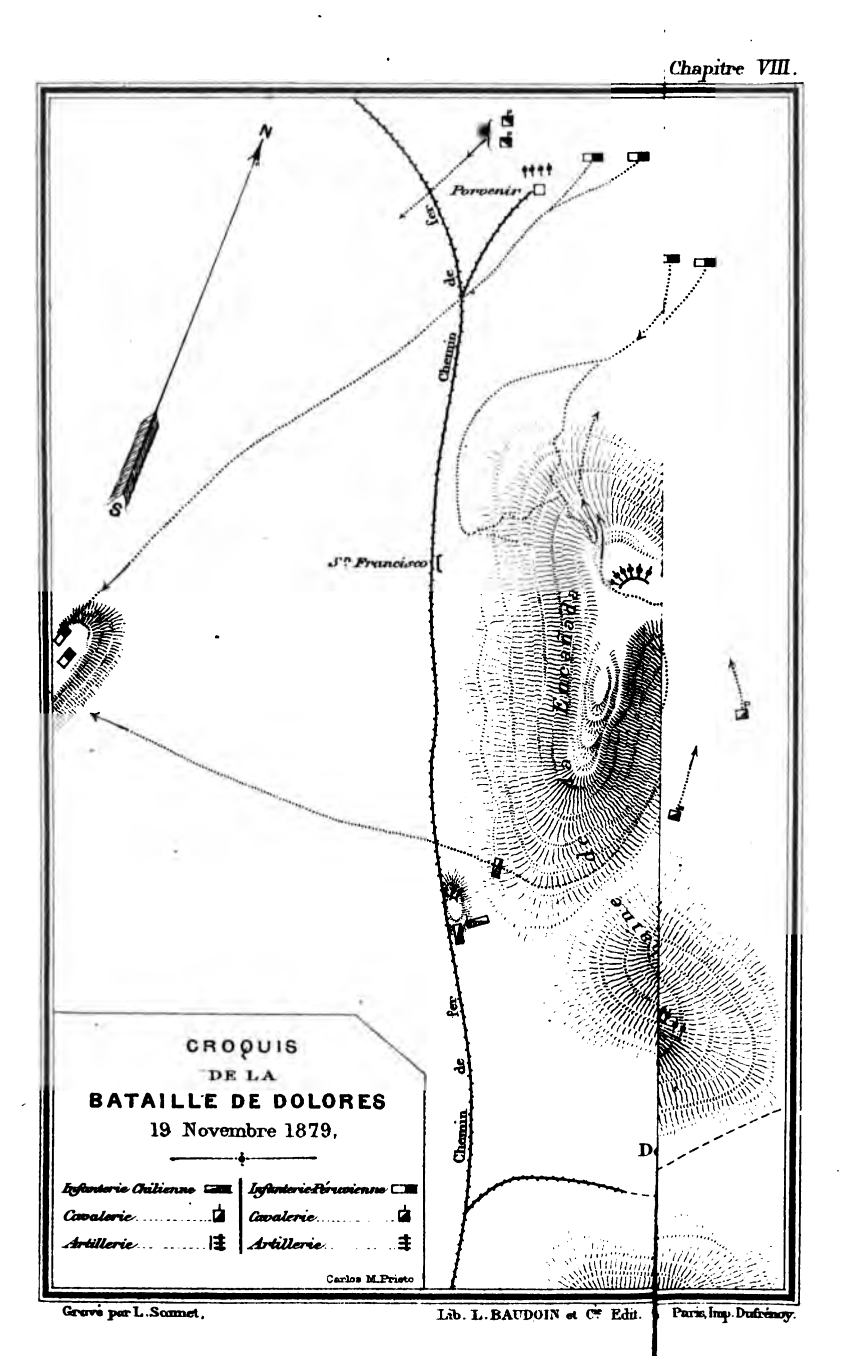
Digitized by Google

riorité numérique de l'ennemi. Vers les trois heures, une batterie de montagne, placée au centre de la ligne chilienne, ouvrit le feu contre une colonne ennemie qui s'était mise en mouvement pour changer de position. Contre l'intention du général péruvien, cette colonne s'engagea en répondant aux Chiliens par un feu d'artillerie et de mousqueterie. Bientôt le combat devint général. Les boulets et les balles des alliés tombaient sur toute la ligne des Chiliens ; mais l'artillerie de ceux-ci, dirigée avec une adresse merveilleuse, contenait victorieusement l'ennemi. Une colonne formée des meilleures compagnies de divers bataillons péruviens, protégée par les ondulations du terrain, réussit néanmoins à avancer jusque sur les batteries du centre des Chiliens, dont les canons, établis sur le revers et au sommet de la colline, ne pouvaient plus atteindre les troupes qui se dérobaient au pied des hauteurs.

Les alliés purent donc commencer à gravir la pente sans grand danger, mais, lorsqu'ils approchèrent des batteries, ils furent arrêtés par une vigoureuse charge à la baïonnette qui les dispersa complètement. Quelques compagnies de fusiliers, prises dans les deux bataillons formés par les vaillants mineurs de Copiapo et de Coquimbo, fondirent sur les assaillants avec un élan irrésistible : ils les ramenèrent par trois fois et les poussèrent jusqu'à la plaine la baïonnette dans les reins. Il paraît que le feu que les alliés dirigeaient alors sur les Chiliens pour seconder leur colonne d'attaque fit plus de ravages dans les rangs des assaillants que dans ceux de leurs adversaires, ce qui contribua puissamment à augmenter le désordre et la confusion dans l'armée alliée.

Pendant ce temps, les batteries qui protégeaient les flancs de la division chilienne soutenaient le feu avec la plus grande vigueur et semaient le désordre et l'épouvante dans les rangs ennemis. En vain, l'aile droite de l'armée alliée prétendit-elle revenir à la charge du même côté dans l'espoir de changer le sort de la bataille. La batterie chilienne de canons Krupp qui lui faisait face, appuyée par le feu de quelques compagnies d'infanterie, fit reculer les alliés et dispersa complètement leur cavalerie. Le désordre produit sur ce point, la confusion introduite au centre de la ligne par la dispersion et la fuite des

Digitized by Google



Gravé par L. Sonnet. Lib. L. BAUDOIN et Cie Edit. Paris, Imp. Dufrénoy.

Digitized by Google

Digitized by Google

colonnes qui avaient essayé de gravir les hauteurs, décidèrent la défaite. Les alliés commencèrent à lâcher pied et finirent par abandonner le champ de bataille vers cinq heures du soir [1].

La retraite de l'armée alliée s'opéra d'abord avec ordre, malgré les feux d'artillerie que continuaient contre elle les batteries chiliennes, et la poursuite de quelques corps d'infanterie déployés en tirailleurs. Mais, lorsque la nuit fut tombée, et surtout qu'un épais brouillard, fréquent dans ces

1. Comme on le voit par cette courte relation, le triomphe des Chiliens à Dolores doit être principalement attribué à la supériorité de leur artillerie et à l'adresse avec laquelle on sut l'employer, sans oublier toutefois la vigoureuse charge à la baïonnette des bataillons de Copiapó et de Coquimbo, qui repoussa une attaque dont pouvait dépendre le sort de la journée. Mais les chefs de l'armée alliée ont cherché mille explications pour justifier la défaite aussi étonnante qu'inattendue d'un corps de 12,000 hommes par une division qui n'en contenait pas plus de 6,000. Selon quelques-uns, les vrais auteurs du désastre étaient les Boliviens qui avaient fait feu sur les colonnes péruviennes repoussées par les baïonnettes chiliennes dans l'attaque des hauteurs. Suivant d'autres, la responsabilité de la déroute retombait sur le général Buendia et sur son état-major, qui n'avait pas commencé la bataille dès le matin, comme si l'heure eût pu faire que les Chiliens se servissent moins habilement de leurs canons. D'après l'état-major des alliés, on avait perdu la bataille non seulement à cause des Boliviens qui avaient porté la confusion dans les rangs en faisant feu sur les Péruviens, mais aussi à cause de quelques chefs qui engagèrent le combat dans la soirée au lieu d'attendre au lendemain comme on se l'était proposé. Toujours est-il que les vaincus n'ont pas voulu reconnaître la vraie cause de leur défaite : la supériorité des Chiliens en valeur et en organisation.

En 1880, un journal de New York, voulant expliquer l'issue de cette bataille, profita de la présence accidentelle dans cette ville du président du Pérou, le général Prado, directeur de la guerre, et il recueillit de sa bouche les renseignements nécessaires. Voici comment le dit journal les communique à ses lecteurs : « Les généraux alliés voulaient livrer une bataille scientifique, conforme aux principes de la stratégie, et qui répondît à la culture intellectuelle et à la civilisation du Pérou ainsi qu'à l'instruction militaire de l'armée qu'ils commandaient. Dans ce but ils l'avaient remise au lendemain afin de prendre les mesures nécessaires en pareil cas, et de relever encore la gloire du Pérou dans un combat qui devait étonner l'Amérique. Mais les Chiliens, hommes barbares et ignorants, incapables d'apprécier à sa juste valeur la tactique militaire, précipitèrent le combat; ils attaquèrent l'armée péruvienne et la taillèrent en pièces, sans laisser à ses chefs le temps d'achever de combiner leurs plans stratégiques. » En laissant de côté tout ce qu'il y a de dérisoire dans cette explication, qui n'est qu'une bonne plaisanterie du général Prado, il faut reconnaître qu'elle contient cependant un grand fond de vérité.

Digitized by Google

déserts où il est connu sous le nom de *camanchaca*, eut caché la terre à leurs yeux, le désordre devint tel parmi les fugitifs, que tous se débandèrent, sans écouter, la voix de leurs officiers. Les troupes n'avaient presque pas dormi la nuit précédente pour arriver plus vite sur le théâtre du combat, et elles n'avaient mangé que quelques bouchées dans la matinée : aussi étaient elles épuisées de fatigue et de besoin, démoralisées par la défaite, et à chaque instant elles tremblaient de se voir attaquées par le vainqueur. Si alors un régiment de cavalerie fut tombé sur elles, ou qu'on eût seulement sonné la charge, la dispersion de cette armée eût été complète, irrémédiable. Et même, sans être sérieusement poursuivis, les alliés abandonnèrent dans la fuite tous leurs blessés, tant officiers que soldats, toute leur artillerie, les armes, les vivres, les bêtes de charge et un matériel considérable.

Dans la soirée du même jour, et lorsque les alliés avaient déjà commencé la retraite, le général Escala arriva au campement chilien. Derrière lui marchaient quelques divisions qui, n'ayant pris aucune part au combat, auraient pu activer la poursuite. Mais le général en chef n'en croyait pas ses yeux, et il ne pouvait comprendre qu'une armée de 12,000 hommes eût été mise en fuite par une division qui comptait à peine la moitié de ce nombre. Par une prudence facile à comprendre pour celui qui connaît les circonstances qui avaient précédé la lutte, le général en chef, voyant la nuit avancée, suspendit la poursuite et prit des précautions minutieuses pour prévenir toute surprise, et pour déjouer tout retour offensif. Ce n'est que le lendemain matin, lorsque les premières reconnaissances se furent mises en quête de nouvelles, que l'on apprit par les fugitifs et les blessés que la déroute avait été complète. Ces reconnaissances firent plus de cent prisonniers, dont un général et un colonel, et elles s'emparèrent de douze canons abandonnés dans la fuite, d'une quantité considérable d'armes, de vêtements et de munitions. A quatre lieues à la ronde, il n'y avait pas un seul ennemi capable d'opposer la moindre résistance. Le champ de bataille était semé de plus de 500 cadavres Péruviens ou Boliviens. L'armée chilienne, elle, n'avait eu que 62 morts et 187 blessés, tant officiers que soldats.

Digitized by Google

Le lendemain de la bataille de Dolores, c'est-à-dire le 20 novembre, la désorganisation de l'armée alliée était à son comble. La cavalerie s'était dispersée à tel point qu'il ne restait pas un seul soldat de cette arme. L'artillerie avait perdu ses canons. Les bataillons boliviens, épouvantés du résultat de la lutte, et irrités des injustes accusations des Péruviens, ne voulaient plus rester avec eux. En conséquence, ils prirent le chemin de la Cordillère pour rentrer en Bolivie. En même temps une partie des troupes péruviennes, soulevées contre leurs chefs, suivaient en désordre la route du nord pour se rendre à Arica. Le général Buendia, ou plutôt son chef d'état-major, le colonel don Belisario Suarez, réussit à rallier plusieurs détachements, et à marcher avec un certain ordre jusqu'à la petite ville de Tarapaca, capitale de la province du même nom. L'intention de ces chefs était d'y réorganiser leurs forces, et ensuite de gagner Arica. Avant de se mettre en chemin, on fit part aux autorités d'Iquique du désastre qu'on venait de subir, et l'on ordonna à une division de l'armée qui était restée dans cette ville de venir à marches forcées rejoindre à Tarapaca.

La nouvelle de la défaite des alliés était déjà parvenue à Iquique, mais fort peu de personnes y ajoutaient foi. Il semblait incroyable que l'armée qui était partie quelques jours auparavant avec tant de confiance dans la victoire eût été taillée en pièces par les Chiliens. Lorsqu'on eût reçu le message du général Buendia, le doute ne fut plus possible. Un conseil auquel assistèrent les chefs militaires et les autorités de la ville se réunit le 22 novembre. Il y fut décidé le même jour qu'on abandonnerait la place, après avoir inutilisé les armes qu'on ne pourrait emporter. A trois heures de l'après-midi, les troupes, au nombre de plus de 1,500 hommes, qui restaient dans la ville, partirent pour aller à Tarapaca rallier le général Buendia. Le général Lopez Lavalle, ne se sentant pas disposé à courir les risques de cette campagne, chercha sur la frégate de Sa Majesté Britannique *Turquoise* un asile qui lui fut gracieusement accordé par les marins anglais. La ville resta confiée à la garde des compagnies de pompiers, exclusivement composée de volontaires étrangers.

Iquique était alors bloqué par deux navires de l'escadre

Digitized by Google

chilienne. Les consuls des États-Unis, d'Allemagne, d'Angleterre et d'Italie se rendirent le soir même à bord du *Cochrane* pour faire connaître au commandant de cette frégate que les autorités civiles et militaires de la ville l'ayant abandonnée aux mains du corps consulaire étranger, il pouvait prendre les mesures qu'il jugerait opportunes. Le commandant Latorre en donna immédiatement avis à Pisagua, et le lendemain, de bonne heure, il fit débarquer un officier et 125 hommes qui prirent pacifiquement possession de la ville. Quarante-sept marins de l'*Esmeralda*, sauvés du naufrage de ce navire le 21 mai, et retenus comme prisonniers de guerre, furent rendus à la liberté.

Le même jour, 23 novembre, le ministre de la guerre arrivait de Pisagua, amenant par mer une garnison plus nombreuse, et il rétablissait l'administration publique sous la protection du drapeau victorieux du Chili. Les nationaux n'eurent rien à souffrir de ce changement de domination, car on leur laissait la liberté de vivre en paix sous les nouvelles autorités, ou de quitter la province pour se rendre où bon leur semblerait. Les étrangers, de leur côté, virent dans le nouvel ordre de choses, l'inauguration d'un régime de probité et de justice bien différent de celui qui formait la base de l'administration péruvienne.

On n'avait pas encore, au camp chilien, reconnu toute l'importance du combat de Dolores; et ce fut une véritable erreur de la part du général en chef, non seulement de n'avoir pas entrepris la poursuite sérieuse et effective des débris de l'armée ennemie, mais de n'avoir pas même ordonné les reconnaissances nécessaires pour connaître la direction que prenaient les fugitifs. Cette erreur, qui ne peut s'expliquer que par un excès de prudence, par la crainte d'exposer les divisions chiliennes à être victimes d'une surprise, permit au général péruvien de réorganiser une partie de ses forces, et d'arriver enfin à la ville de Tarapaca dans la matinée du 22 novembre.

Les fatigues et les souffrances de cette marche de deux jours sont indescriptibles. La lassitude, l'insomnie, la faim, la chaleur avaient à tel point abattu les esprits que, sans l'énergie du colonel Suarez, chef d'état-major péruvien,

Digitized by Google

l'anéantissement de ces troupes eût été complet. A Tarapaca, ils trouvèrent du repos et des vivres; c'est là qu'ils devaient attendre que la division restée à Iquique vînt les rejoindre, pour continuer la marche vers le nord.

Le premier détachement qui partit du camp chilien fut un corps de cavalerie de 400 hommes, sous les ordres du colonel Sotomayor. Il ne devait pas poursuivre les fugitifs, mais marcher vers le sud pour prendre possession de toutes les localités situées aux environs d'Iquique. Le colonel Sotomayor mit dans l'accomplissement de cette mission toute l'activité et l'énergie qu'il avait déployées depuis le commencement de la campagne. Il parcourut en quatre jours toute cette région, établissant sur divers points les autorités chiliennes, s'emparant des armes et des munitions de l'ennemi, et poursuivant les derniers débris de l'armée péruvienne qui restaient dans ces lieux. Il enleva à l'une de ces bandes toutes les archives de l'état-major que l'on transportait d'Iquique à Tarapaca. Par les prisonniers recueillis dans cette battue, on connut le plan de retraite des chefs péruviens et le nombre d'hommes dont ils pouvaient disposer. On en donna immédiatement avis aux autorités chiliennes d'Iquique et au général en chef, mais ces communications n'arrivèrent pas à temps opportun, et l'on ne put en profiter pour arrêter le plan des opérations qui devaient suivre.

Cependant, une avant-garde de 400 éclaireurs était partie le 24 novembre du camp de Dolores, sous les ordres du lieutenant-colonel Vergara. Il s'était avancé du côté de Tarapaca et avait appris de quelques fugitifs que les ennemis qui s'y étaient réfugiés ne dépassaient pas 1,500 à 2,000 hommes, tous plus ou moins démoralisés. Le commandant Vergara suspendit sa marche pour communiquer cette nouvelle au camp et attendre des renforts. Le général en chef envoya, le 25, une division de 1,800 hommes sous les ordres du colonel don Luis Arteaga. Celui-ci devait se mettre à la tête de toutes ces forces qui formaient un total de 2,285 hommes des trois armes avec huit pièces d'artillerie.

Mais l'ennemi s'y trouvait déjà assez fort pour n'avoir plus rien à craindre de l'attaque d'une colonne aussi peu nombreuse que celle qui marchait contre lui dans l'espoir

Digitized by Google

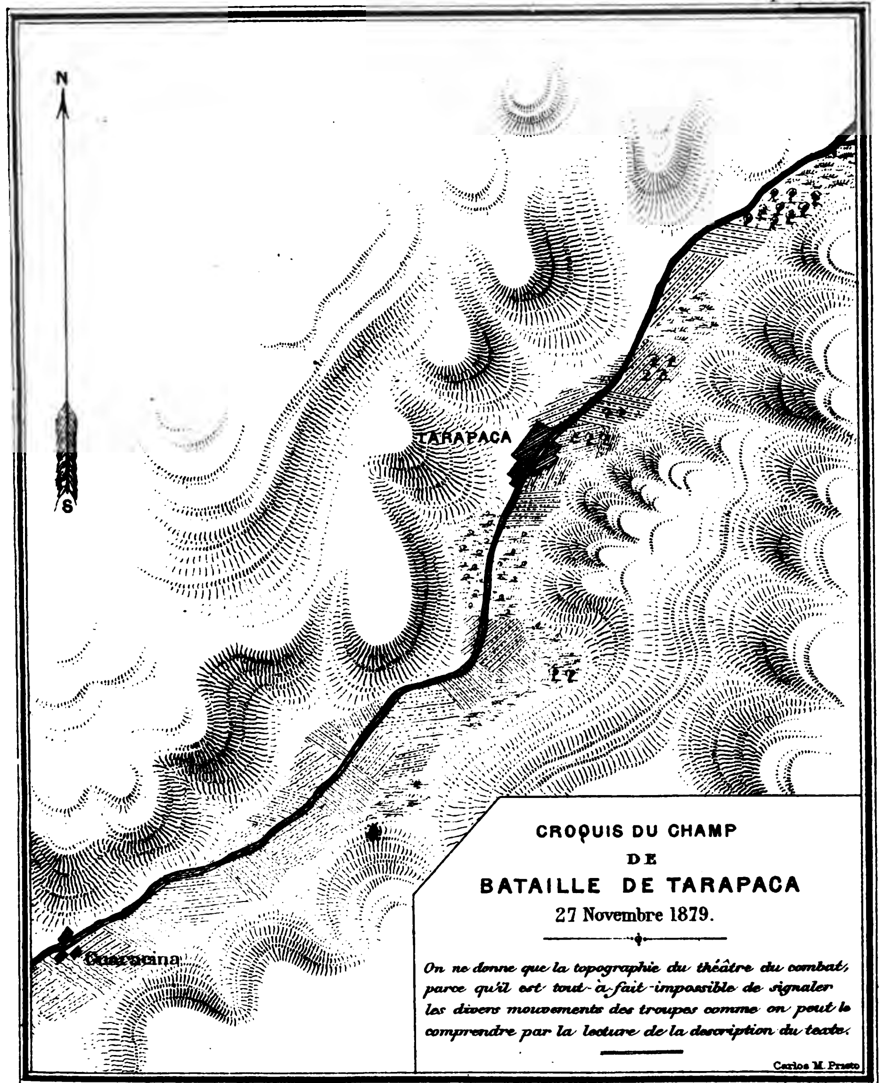
de le surprendre. Aux troupes qui y étaient arrivées en bon ordre avec leurs chefs s'était joint un millier de fugitifs qui venaient y chercher un asile contre la faim et la soif. Tous préféraient l'inconvénient d'une retraite en masse que de s'exposer aux dangers de toute sorte que des hommes isolés peuvent courir dans ces inhospitalières solitudes du désert; et, poussés par l'instinct de leur propre conservation, ils venaient se réincorporer à leurs bataillons.

Le 26 novembre, la cinquième division péruvienne, partie d'Iquique, arriva également à Tarapaca. Comme elle n'avait pas été engagée, et qu'elle n'avait eu à souffrir que les fatigues de la marche, elle se trouvait encore intacte. Le général Buendia avait alors sous la main plus de 5,000 hommes, qui avaient trouvé à Tarapaca de l'eau en abondance, une certaine quantité de vivres et le repos nécessaire après les fatigues des journées antérieures. Les chefs péruviens savaient parfaitement qu'avec ces seules forces ils ne pourraient recommencer la campagne contre l'armée chilienne, et ils ne pensaient qu'à poursuivre la retraite vers le nord pour rallier les troupes qui restaient à Arica et à Tacna. Ils étaient si loin de supposer qu'ils seraient poursuivis que, le 26 novembre, le général Buendia fit partir en avant deux détachements de 1,400 hommes; il restait lui-même à Tarapaca avec plus de 3,600 soldats qui avaient besoin d'une nuit de repos. Ils dormirent comme en pleine paix sans même se couvrir de sentinelles et sans soupçonner la présence de l'ennemi dans les environs.

Tarapaca est un bourg de 1,200 âmes, situé sur une petite rivière qui court au fond d'une étroite vallée, laquelle s'étend depuis les montagnes de la Cordillère jusqu'aux plaines nitreuses du désert. Cette vallée, resserrée entre deux chaînes de hauteurs, n'a qu'un kilomètre de large; elle est cultivée, et cette végétation en fait une espèce d'oasis au milieu du désert. Tel était le théâtre où allait se dérouler un des plus sanglants épisodes de la guerre que nous racontons.

La division chilienne, après avoir marché toute la journée au milieu d'arides salpêtrières rejoignit l'avant-garde que dirigeait le commandant Vergara. Il était onze heures du soir, et l'on se trouvait à trois lieues de Tarapaca. Les soldats firent halte en cet endroit, pendant que les chefs préparaient leur

Digitized by Google



Gravé par L. Sonnet. Lib. L. BAUDOIN et Cie Edit. Paris, Imp. Dufrénoy.

Digitized by Google

plan
se p
port
pen
fond
flan
de l
se n
l'att
jou

de
de
Elle
nor
à h
ver
côt
gra
l'a
ré
n

fo
h
s
p
d
t

Digitized by Google

plan d'attaque pour surprendre l'ennemi. Les troupes devaient se partager en trois colonnes de force différente, suivant l'importance des opérations dont elles seraient chargées. Ainsi, pendant que la plus nombreuse attaquerait de front par le fond de la vallée, les deux autres occupaient les hauteurs qui flanquaient les positions de l'ennemi afin de l'envelopper et de l'obliger à se rendre ou à se disperser. Ces colonnes devaient se mettre en chemin à trois heures du matin pour commencer l'attaque le lendemain 27 novembre aux premiers rayons du jour.

La première colonne de la division chilienne, composée de 400 hommes seulement, s'égara dans sa marche à cause de l'épais brouillard qui s'élève chaque nuit dans ces parages. Elle arriva près de la fondrière qui ferme la vallée au nord, non pas avant le jour, comme elle en avait reçu l'ordre, mais à huit heures du matin. Elle avait pour instructions de traverser la vallée et de gagner les hauteurs qui la ferment du côté du sud. Mais, à cette heure-là, ce mouvement offrait la plus grande difficulté; car quoique l'ennemi ne s'attendît pas à l'attaque, il était sur pied et il accepterait un combat, dont le résultat ne pouvait être douteux, vu son énorme supériorité numérique.

La prudence conseillait de ne pas descendre dans le carrefour, et en effet, si changeant de plan, on avait attendu sur la hauteur le reste de la division chilienne, celle-ci, servie par son artillerie, aurait pu, de cette position, jeter le désordre parmi les forces péruviennes qui occupaient la vallée et les disperser complètement. Mais le principe de l'obéissance militaire l'emporta, fortifié encore par la confiance qu'inspiraient aux soldats leurs triomphes passés ; et la colonne poursuivit sa marche par les étroits sentiers du ravin.

Les Péruviens étaient alors occupés à consommer sans défiance les provisions qu'on venait de leur distribuer avant de continuer la marche. A la vue des Chiliens qui commençaient à se montrer sur la pente du nord, les tambours battirent la générale et chacun courut à son corps respectif. Sous la direction des chefs et des officiers, les soldats s'élancèrent à leur tour vers les hauteurs par divers sentiers, et en quelques instants ils placèrent la colonne chilienne dans la situa-

Digitized by Google

tion désavantageuse où ils se trouvaient eux-mêmes quelques instants auparavant. Cette colonne répondit pourtant au feu que de toutes parts on dirigeait sur elle, et malgré des pertes sensibles elle soutint le combat le mieux qu'elle put, donnant le temps aux deux nouvelles colonnes d'y prendre part. Il était inutile que celle-ci essayassent de suivre le plan convenu. La bataille avait commencé dans des conditions qui empêchaient d'y donner suite, et l'on dut accepter la lutte comme elle se présentait.

Il est impossible de rapporter dans tous leurs détails les péripéties de ce combat acharné. Les relations de ceux qui y ont pris part en retracent seulement les traits principaux, ou ne donnent que des détails sans liaison entre eux et qui ne suffisent pas pour en enchaîner tous les incidents divers. On se battait sur la colline et dans la vallée, avec un acharnement sans pareil, souvent corps à corps, changeant constamment de position, suivant les nécessités de la défense, et par détachements isolés. Dans ces mouvements rapides et soudains, les Chiliens se virent forcés d'abandonner quelques-uns de leurs canons, qui d'ailleurs n'étaient d'aucune utilité dans un combat engagé dans de semblables conditions. Leurs troupes épuisées par la marche, par l'insomnie et dévorées de soif, semblaient prêtes à plier sous le nombre de leurs ennemis, entièrement remis de leurs fatigues par un ou plusieurs jours de repos, et exempts des tourments de la faim et de la soif.

Mais la vigueur physique et morale du soldat chilien, son amour-propre doublé par ses précédentes victoires, et enfin les sentiments de la discipline et de l'obéissance contribuaient à soutenir leur valeur. Ces hommes de fer, rompus aux plus pénibles travaux de l'industrie jusqu'au jour où la patrie avait réclamé le secours de leurs bras, résistaient avec une bravoure héroïque qui, même dans un péril si imminent, leur ménageait encore quelques chances de victoire. Les Chiliens, officiers et soldats, jonchaient le sol de leurs cadavres, mais ils vendaient chèrement leur vie, et leurs balles et leurs baïonnettes ouvraient à chaque instant de larges brèches dans les rangs ennemis.

A une heure de l'après-midi, lorsque la situation paraissait

Digitized by Google

le plus désespérée, le sort de la bataille changea en leur faveur. La division chilienne avait un corps de cavalerie de 115 grenadiers, qui à cause de la configuration du terrain, n'avait pas pu prendre part au combat sur la pente des montagnes. Il était maintenant descendu dans la plaine, et à la voix du major don Jorje Wood, aide du chef de la division, ces cavaliers se formèrent en bataille, ralliant autour d'eux les soldats que la confusion de la lutte avait séparés de leurs compagnons. La cavalerie allait faire un dernier effort; en effet, lancée au galop sur les pelotons ennemis, elle les chargea le sabre au poing, avec cet élan irrésistible qui dans toutes les guerres a rendu célèbres les chevaux et les cavaliers chiliens. Ce ne fut plus un combat, mais une boucherie effroyable. Ranimée par cette appui, l'infanterie reforma ses rangs et se lança de nouveau sur l'ennemi qui commençait à plier. La lutte ne se prolongea guère plus d'une heure et les Péruviens se décidèrent enfin à la retraite, abandonnant la place à leurs audacieux vainqueurs. Les Chiliens, qui avaient perdu près du cinquième de leur effectif dans ce combat inégal, purent néanmoins chanter victoire. Ils se dispersèrent immédiatement dans la vallée pour se désaltérer dans les eaux de la rivière, pour ramasser les blessés ou pour se reposer à l'ombre des arbres ou des cabanes les plus proches.

C'eût été le moment de préparer une prudente retraite; et il paraît que ce fut aussi l'idée des chefs. Mais les troupes ne se sentaient pas la force de traverser de nouveau ce désert brûlant, et aucun danger n'aurait pu les décider à se priver de quelques instants d'un repos indispensable. Les chevaux eux-mêmes avaient besoin de se rafraîchir, et l'on dut les laisser boire à la rivière. A quatre heures de l'après-midi, 400 hommes seulement avaient gagné la hauteur; le reste de la division se trouvait encore dans la vallée sans l'idée du moindre péril. Quelques pelotons seulement continuaient à échanger des coups de fusil avec ceux des détachements ennemis dont la retraite leur paraissait trop lente,

Justement à cette heure il arrivait un puissant renfort aux Péruviens. Les deux détachements, qui au nombre de 1,400 hommes s'étaient mis la veille en marche pour le nord, ne se trouvaient, le matin du jour de la bataille, qu'à deux

Digitized by Google

ou trois lieues de Tarapaca. A la première nouvelle de la présence des Chiliens sur les hauteurs qui dominent ce bourg, le général Buendia avait envoyé l'ordre de ramener ces troupes; et elles arrivaient à quatre heures du soir pour recommencer la lutte contre les restes épuisés de la division chilienne, qui, après cinq heures du combat le plus acharné, étaient restés maîtres du champ de bataille. L'apparition de ces troupes fraîches ranima le courage des fugitifs péruviens, et en fort peu de temps près de 4,000 hommes recommençaient le combat.

Les Chiliens qui occupaient la vallée soutinrent néanmoins ce choc inattendu. S'étant emparés de plusieurs maisons et de quelques cabanes, ils ouvrirent dans les murs de nombreuses meurtrières, par lesquelles ils lançaient une véritable pluie de feu. Les ennemis ne trouvèrent pas d'autre moyen de vaincre ces hommes que de mettre le feu aux toits de chaume de ces bâtiments rustiques, et l'incendie fit ce que les hommes n'avaient pu faire. Sur d'autres points de la vallée, la lutte continuait corps à corps, un contre trois, et ceux-là seulement qui pouvaient s'ouvrir un passage parvenaient à se replier sur les hauteurs. Dans l'acharnement de la lutte, les Péruviens ne voulaient pas faire des prisonniers, qui, d'autre part, les auraient gênés dans leur retraite, et ils massacraient sans pitié tous les soldats isolés qu'ils trouvaient sur leur passage, et même les blessés qui jonchaient le champ de bataille.

Les cruautés des Péruviens dans cette dernière heure sont indescriptibles. Quelques blessés seulement, laissés pour morts, y échappèrent avec une cinquantaine de prisonniers qui durent la vie à l'humanité d'un ou deux chefs péruviens. La fusillade se ralentit graduellement, et à six heures du soir le feu était tout à fait fini. Les soldats péruviens, au nombre de près de 4,000 hommes, gardaient les positions, sans oser entreprendre la poursuite de l'ennemi. Les restes de la division chilienne, c'est-à-dire 1,400 hommes, presque exténués de faim et de fatigue, se retiraient en bon ordre, sans être inquiétés, emmenant quatre de leurs canons, et les prisonniers qu'ils avaient faits sur les Péruviens.

Quel était le vainqueur dans cette sanglante journée? Voilà une question qu'il est fort difficile de résoudre, les

Digitized by Google

deux partis s'étant également attribué la victoire [1]. Pour y répondre il convient d'examiner les pertes respectives et les conséquences finales du combat.

La division chilienne avait mis 1,285 hommes en ligne, et elle se retirait en laissant trois chefs de bataillon morts sur le champ de bataille, et dont le plus célèbre est le commandant don Eleuterio Ramirez, 18 officiers et 525 soldats. On comptait parmi les blessés 21 officiers et 191 soldats. On laissait aussi 4 canons et 56 prisonniers dont 1 officier seulement. En revanche, les Chiliens emmenaient un nombre un peu inférieur de prisonniers, mais, parmi eux, 8 officiers. Les documents péruviens n'ont pas donné le nombre exact de leurs combattants ni celui de leurs pertes dans la bataille. Les rapports officiels en parlent fort vaguement, non seulement dans le but de les diminuer, mais aussi parce que l'état major lui-même n'en connut pas au juste le total. On sait pourtant que l'armée qui se battit à Tarapacá, y compris les troupes fraîches qui arrivèrent le soir, dépassait 5,000 hommes, et que le lendemain, le champ de bataille et les environs étaient jonchés de plus de 800 cadavres péruviens, parmi lesquels se trouvaient un nombre assez considérable de chefs et d'officiers.

Mais si ce combat fut un triomphe pour les armes péruviennes comme l'affirmèrent les rapports officiels et la presse, ce fut aussi la victoire la plus inefficace, la plus désastreuse que rappellent les fastes de l'histoire. Il est certain que les Péruviens restèrent maîtres du champ de bataille; mais loin de pouvoir poursuivre les restes de la division chilienne, ils ne purent pas même garder leurs positions. Dans la nuit, vers les onze heures, aussitôt que la troupe eut pris quelque repos, le général donna l'ordre de commencer la retraite. Comme il était impossible d'emmener les canons que les Chi-

1. Le gouvernement du Pérou fit annoncer en Europe et aux États-Unis le combat de Tarapacá comme une victoire splendide et décisive de ses armes. On ajoutait que c'était la bataille la plus stratégique qu'on eût jamais donnée dans l'Amérique du Sud. La simple relation que nous venons de faire est basée principalement sur les rapports officiels des chefs des deux armées, et sur plusieurs publications faites au Pérou et au Chili, dans lesquelles il est facile de découvrir la vérité, en laissant de côté les exagérations.

Digitized by Google

liens avaient abandonnés, on les enterra soigneusement de peur qu'ils ne retombassent entre les mains de leurs premiers maîtres. On laissa également plusieurs caisses de munitions et de vivres qu'il était trop difficile de transporter, ainsi qu'une grande partie des armes de soldats tués pendant le combat. Personne ne songea à ensevelir les cadavres des amis et encore moins ceux des ennemis, qui gisaient dans toute la vallée ou qui obstruaient les rues du village ou les habitations des environs [1]. Mais ce qui explique dans quelles circonstances on commençait cette retraite, c'est l'abandon de tous les blessés qui se trouvaient hors d'état de se transporter eux-mêmes, et parmi lesquels on comptait seize officiers et près de deux cents soldats péruviens. Quelques-uns étaient d'un rang élevé (l'un deux était chef de division), et jouissaient d'une grande considération dans l'armée. Cette mesure était d'autant plus cruelle que personne ne pouvait savoir combien de temps se passerait avant qu'ils fussent secourus. Il ne restait à Tarapacá ni médecins, ni chirurgiens, ni rien de ce dont pouvaient avoir besoin les malheureux blessés que leurs compatriotes abandonnaient si inhumainement pour se retirer au plus vite et éviter un nouveau combat.

Il faut remarquer que l'activité extraordinaire que les Péruviens mettaient à commencer leur marche rétrograde était parfaitement justifiée. Dans la soirée du même jour, 27 novembre, un messager, envoyé du champ de bataille, arrivait au camp chilien de Dolores. Il disait que la division du colonel Arteaga se battait contre une armée deux fois supérieure en nombre. En l'absence accidentelle du général en chef, c'était le général don Manuel Baquedano qui avait le commandement. Avec une promptitude admirable, il se mit immédiatement en marche à la tête d'une division de cinq mille hommes d'infanterie et de trois batteries. Cinq cents cavaliers devaient le rejoindre en chemin. Il emmenait également plusieurs chirurgiens et tout le matériel d'ambulance néces-

1. Les officiers péruviens cherchaient avec le plus vif intérêt, dans les poches des Chiliens qui gisaient morts sur le champ, les cartes géographiques que ceux-ci avaient pour se guider dans leurs marches. Ces cartes furent aux Péruviens de la plus grande utilité dans leur retraite sur Arica.

Digitized by Google

saire. On comprend facilement ce qui fut advenu de la division péruvienne si elle était restée un jour de plus à Tarapaca.

Mais le général Baquedano n'eut pas besoin de pousser jusqu'à la ville. La nuit était fort avancée lorsqu'il apprit le résultat du combat, puis ses explorateurs lui rendirent compte bientôt que l'ennemi avait abandonné le champ de bataille et qu'il devait se trouver à plusieurs lieues de distance, ce qui rendait la poursuite inutile de ce côté. On se borna donc à faire avancer quelques forces jusqu'à Tarapaca et à envoyer deux chirurgiens et tout le matériel de l'ambulance pour soigner les blessés.

Tarapacá offrait alors le tableau de la plus effroyable désolation. Les habitants l'ayant abandonné le jour du combat, il se trouvait presque désert. Les blessés étaient confondus avec les morts, et quelques-uns d'entre eux avaient perdu tant de sang qu'il fut impossible de les sauver. Les chirurgiens firent tout ce qu'il était humainement possible pour soigner les nationaux ou les ennemis. On fit transporter ceux qui étaient le moins gravement blessés, et l'on établit sur place un hôpital pour ceux qui n'auraient pas pu supporter le transport. Sans ce secours opportun, beaucoup de ces malheureux auraient péri dans l'abandon. On sauva ainsi la vie à plusieurs officiers que les Chiliens avaient cru morts, en ne les voyant pas à leur rang après le combat.

Les troupes s'occupèrent aussi d'ensevelir les cadavres qui gisaient dans la campagne ou dans les rues de la ville. Il fut extrêmement difficile de reconnaître ceux des officiers qui étaient sous les décombres des maisons incendiées par les Péruviens dans les dernières heures du combat. On recueillit également plus de cinq cents fusils, quelques munitions et d'autres objets abandonnés par les combattants. Enfin on découvrit l'endroit où avaient été enterrés les canons, qui furent aussitôt déterrés et montés sur les affûts qu'on trouva abandonnés dans la campagne.

La retraite des débris de l'armée péruvienne de Tarapaca à Arica offre un des tableaux les plus navrants et les plus terribles de toute cette campagne. Les fugitifs suivaient le flanc de la Cordillère, pour éviter toute rencontre avec les troupes chiliennes qui étaient maîtresses de la plaine. Ils

Digitized by Google

étaient obligés de marcher sans repos ni trêve sur des côtes escarpées, sans abri contre les rayons d'un soleil brûlant pendant le jour, et contre le froid intense des nuits. Il n'y avait ni arbres ni verdure, et pour tout chemin, d'âpres sentiers, souvent fort étroits et bordés d'horribles précipices. Il fallut marcher des journées entières sans trouver d'eau, et, si par hasard on en découvrait, elle était détestable. On ne rencontrait sur la route que de misérables hameaux, peuplés, en des jours meilleurs, de quelques centaines d'habitants, mais alors presque déserts. Ces villages avaient d'ailleurs été saccagés par les fugitifs échappés à la bataille de Dolores, qui, quelques jours auparavant, étaient passés par là, et qui avaient emporté les vivres et tout ce qui leur était tombé sous la main. Beaucoup de soldats moururent d'inanition et de soif. D'autres se suicidèrent avec leurs propres armes pour éviter une mort plus lente et plus cruelle. Sans l'énergie déployée par quelques-uns des chefs, toute discipline aurait disparu. On voyait des soldats s'emparer du cheval d'un officier, et le garder pour eux, à moins que son maître ne le défendît le revolver au poing.

Pour mieux faire comprendre ces inexprimables souffrances, il suffit de dire que la marche dura vingt jours, quoique la distance géographique entre Tarapacá et Arica qui était le terme du voyage, ne soit que de quarante lieues. Mais aux inconvénients qu'opposait l'escarpement et les difficultés de la route, la lassitude des troupes, le manque de bêtes de charge ou le mauvais état de celles qu'avaient les fugitifs, il faut en ajouter un autre non moins sérieux. Ils craignaient de se voir attaqués par l'avant-garde de l'armée chilienne, surtout depuis qu'ils étaient descendus des flancs de la montagne. Pour éviter ces attaques, presque toujours imaginaires, il leur fallait revenir sur leurs pas, faire des détours qui ne servaient qu'à prolonger la marche avec toutes ses angoisses et ses souffrances. Si les petits détachements de cavalerie chilienne qui étaient alors campés près de la rivière de Camarones eussent pu connaître cette situation, avec quelques renforts demandés à Pisagua, ils auraient dispersé presque sans combat les derniers restes de l'armée de Tarapacá.

Dès lors, l'importante province de ce nom fut entièrement

Digitized by Google

soumise à l'armée du Chili et placée sous la juridiction de cette république. Un mois à peine de campagne active avait suffi pour obtenir ce résultat. Les ports furent ouverts au commerce, et l'industrie, placée sous la protection d'une administration meilleure, reprit en peu de temps un nouveau et vigoureux essor.

Digitized by Google

Digitized by Google

CHAPITRE IX

CHUTE DES PRÉSIDENTS DU PÉROU ET DE LA BOLIVIE, DÉCEMBRE 1879.

Le président du Pérou cède au président de la Bolivie le commandement de l'armée alliée, afin que ce dernier aille attaquer les Chiliens. — Le général Daza se met en campagne. — Retraite de Camarones. — A la nouvelle de la victoire des Chiliens, le président Prado abandonne Arica et retourne à Lima. — L'escadre chilienne bloque Arica et parcourt toute la côte du Pérou. — Mécontentement à Lima. — Don Nicolas de Piérola refuse un ministère. — Fuite du président Prado. — Révolution à Lima et au Callao. — Piérola dictateur. — Travaux du contre-amiral Montero à Arica. — Mécontentement des Péruviens et des Boliviens contre le général Daza. — Ce dernier prépare un nouveau plan de campagne qui lui permettrait de retourner en Bolivie. — Les troupes boliviennes et le peuple de la Paz destituent Daza.

La perte de la province de Tarapacá après la campagne désastreuse que nous venons de raconter, causa les plus graves désordres au Pérou et en Bolivie. Ces désordres produisirent des changements d'une grande importance dans le gouvernement des deux pays, sans leur fournir toutefois de nouveaux éléments de résistance.

Nous avons dit que le jour même où le télégraphe avait communiqué à Arica la nouvelle du débarquement des Chiliens à Pisagua, les présidents du Pérou et de la Bolivie, s'étaient préoccupés du plan de campagne qu'il convenait d'adopter, et que ce plan consistait à attaquer les envahisseurs au nord et au sud au moyen de deux armées agissant de concert. D'après certaines clauses arrêtées entre les deux gouvernements alliés, dans le cas où les deux présidents se rencontreraient en campagne, le commandement devait appartenir à celui dont le territoire serait le théâtre de la lutte.

Digitized by Google

C'était donc, en ce moment, au général Prado président du Pérou à prendre le commandement des armées de l'alliance. Mais quand l'heure fut venue de se mettre en campagne, ce général, qui avait annoncé dans toutes ses proclamations la ferme résolution d'être toujours à la tête de ses soldats, déclina ce dangereux honneur sous le prétexte que « l'état de sa santé, et ses grandes occupations ne lui permettaient pas d'abandonner Arica. » Le président de la Bolivie devint donc le chef suprême de toute l'armée alliée.

On se rappelle que le chiffre des troupes péruviennes et boliviennes qui se trouvaient à Iquique et dans ses environs, s'élevait à peu près à 14,000 hommes, et qu'elles entrèrent résolument en campagne contre les Chiliens. Au nord, c'est-à-dire à Tacna et à Arica, les alliés avaient beaucoup moins de forces. De plus, le président Prado, sous prétexte qu'il fallait du monde pour défendre Arica en cas d'une attaque par mer, laissa dans la place toutes les forces péruviennes, c'est-à-dire environ 4,000 hommes. Quant au général Daza, il fit sortir du campement de Tacna toutes les troupes boliviennes en état d'entreprendre la marche, et qui se composaient en tout de 2,500 hommes ou à peu près. A Arica on leur donna quelque argent qui ne devait leur servir à rien dans leur marche à travers le désert, tandis qu'on leur fournit peu de vivres et de moyens de transports dont ils auraient eu grand besoin pour cette expédition. Quoi qu'il en soit, dans la matinée du 11 novembre, les Boliviens se mirent en marche remplis d'enthousiasme et de confiance dans le résultat de la guerre. Daza, dans cent proclamations où les Chiliens étaient traités de misérables, de voleurs et de lâches pirates, avait promis la victoire à ses troupes.

La soif, la chaleur, le manque de moyens de transport, ralentirent à tel point la marche de ces troupes, que le 16 novembre elles se trouvaient seulement un peu au sud du fleuve Camarones. Le général Daza, après en avoir délibéré avec ses conseillers les plus intimes, ne voulait pas aller plus loin. Il avait peu de confiance dans le résultat de l'expédition qu'il allait commander en chef, et il craignait qu'un désastre quelconque ne fût préjudiciable à son pouvoir. Depuis longtemps déjà la crainte d'une révolte ou de troubles le préoccupait. Il

Digitized by Google

présumait qu'en revenant vaincu à Tacna, il éclaterait en Bolivie une révolution qui devait lui enlever la présidence de la République. Pour lui, entre la conservation du pouvoir suprême dans son pays et la ruine de l'alliance, il n'y avait pas à hésiter ; et par conséquent il songeait beaucoup plus à se maintenir au gouvernement qu'à la guerre qu'il avait lui-même provoquée.

Pendant la marche de l'armée, il n'avait pas cessé de télégraphier au président du Pérou, pour lui faire connaître toutes les difficultés que l'on rencontrait sur la route, et l'impossibilité où se trouvait sa division de pousser en avant. Le président Prado se croyait sûr de ses troupes, et ne voulait pas que les Boliviens eussent la gloire d'un triomphe que, sans aucun doute, allait remporter l'armée péruvienne du sud commandée par le général Buendia ; il prévint Daza que, d'accord avec un conseil de guerre, il avait résolu que ce général attaquât les Chiliens sans attendre les troupes boliviennes venant du nord, et que, par conséquent, il serait inutile et peut-être même dangereux de continuer à avancer. Le président Daza communiqua cette dépêche aux chefs de son armée, et dans la soirée du 16 novembre il donna à ses troupes l'ordre de rétrograder.

Pendant un moment les symptômes du plus vif mécontentement se firent sentir dans les bataillons. On parla de destituer et même de fusiller Daza qu'ils accusaient de lâcheté ; mais, grâce à l'intervention de quelques chefs, les esprits se calmèrent, et l'armée se mit en retraite sur Arica. Il ne resta au sud du fleuve Camarones que quelques troupes légères. Celles-ci, toutefois, avancèrent assez pour inquiéter les Chiliens, pendant que ces derniers, comme nous l'avons dit plus haut, prenaient leurs positions. Le président Daza qui était resté dans ces parages, put entendre la canonnade de la bataille du 19 novembre, et il se replia précipitamment sur Arica, lorsqu'il apprit des premiers fuyards que les Chiliens étaient vainqueurs.

La nouvelle de la victoire des armes chiliennes produisit à Arica une impression facile à concevoir. Le président du Pérou faisait mille conjectures pour s'expliquer le désastre de son armée, et il accueillait toutes les raisons données par les

Digitized by Google

premiers fugitifs qui vinrent à Arica. Les Chiliens, disaient les uns, étaient deux fois supérieurs en nombre le jour du combat. Les Boliviens, disaient les autres, ont tiré sur les Péruviens. La bataille aurait dû s'engager dans la matinée selon quelques-uns ; d'autres croyaient qu'on aurait dû la livrer un jour plus tard.

Le président Prado admettait tout, mais il était plutôt porté à rendre responsable de la défaite le général Buendia et son état-major qu'il accusait d'incapacité; et pourtant c'était à lui qu'il avait confié la direction de la campagne. Il attribuait également le désastre à la retraite des troupes boliviennes depuis Camarones, retraite qu'il avait non seulement autorisée, mais conseillée lui-même. Le trouble de son esprit ne lui permettait de prendre aucune résolution, et pour comble de malheur les conseillers dont il était entouré, ne proposèrent rien qui révélât du bon sens ou même un vrai sentiment de la situation. Il en résulta que les mesures qu'il prit furent ou inopportunes ou erronées. Il ordonna la mise en jugement du général Buendiá et de son état-major. Il remit ensuite le commandement en chef des troupes qui lui restaient au contre-amiral don Lisardo Montero, homme remuant et impétueux qui avait pris part à vingt révolutions dans lesquelles il n'avait jamais montré les qualités d'un chef habile. Après quoi le président du Pérou s'embarqua le 26 novembre sur un des vapeurs de la compagnie anglaise qui fait le service des côtes du Pacifique. Il se rendait au Callao afin de se remettre à la tête du gouvernement qu'il avait laissé sept mois auparavant entre les mains du vice-président.

On crut alors que le général Prado était allé lever de nouvelles armées dans la capitale du Pérou, et que bientôt il arriverait à Arica de nouveaux contigents qui permettraient non seulement de défendre la place, mais encore de reconquérir la province de Tarapacá. Cet espoir ne fut cependant pas de longue durée. Deux jours après le départ du président Prado, le 28 novembre, trois vaisseaux chiliens venaient bloquer Arica, tandis que d'autres navires parcouraient les côtes jusqu'à Mollendo, afin d'empêcher l'entrée de tout secours qui pourrait être envoyé par mer aux Péruviens. En même temps, quelques détachements de troupes chiliennes débarquaient

Digitized by Google

sur divers points de la côte pour détruire les lignes télégraphiques et couper, par conséquent, les communications entre Arica et Lima.

L'escadre chilienne ne s'en tint pas là. Pendant que quelques-uns de ses navires croisaient en face du Callao et des ports situés au nord du Pérou afin de poursuivre les transports ennemis, d'autres détruisaient le matériel d'embarquement de guano dans les îles de Lobos et de Chincha, et dans la baie de l'Indépendance ; ils firent l'importante capture d'une chaloupe torpille construite à Panama pour le compte des Péruviens. La situation du Pérou commençait véritablement à devenir critique.

Bien qu'on eût à Lima une confiance aveugle dans les ressources et dans la puissance du Pérou, on n'ignorait cependant pas les embarras de la situation. La perte de la province de Tarapacá avait produit la plus vive irritation. On accusait le président de la République et ses généraux d'être les auteurs de tous les maux qui menaçaient le pays. On les maudissait presque comme des traîtres ; et, pour surcroît de malheur pour la patrie, les anciens partis politiques, ayant à leur tête quelques ambitieux qui voulaient profiter des circonstances pour s'emparer du pouvoir, commencèrent à s'agiter. Cependant, si le président Prado fut reçu à Lima avec froideur, on lui conservait encore un certain respect, et il commença aussitôt les travaux de réorganisation militaire.

La première pensée fut de réunir toutes les volontés, afin de pouvoir continuer la guerre avec moins d'embarras. Pour y arriver, il ne suffisait pas de recommander à tous les Péruviens de s'unir en frères contre l'ennemi commun, mais il fallait encore mettre de son côté tous les hommes qui passaient pour être les plus ardents adversaires du gouvernement.

Parmi eux figurait le docteur don Nicolas de Piérola, ancien ministre des finances, que le congrès avait fait mettre en jugement en 1872, comme dilapidateur des revenus de l'Etat. Depuis lors, il était devenu un conspirateur résolu, et pendant la présidence de M. Pardo et du général Prado, il s'était mis à la tête de plusieurs révolutions qui ne réussirent pas à renverser le gouvernement établi.

Le fait suivant donnera une idée de la terreur que cau-

Digitized by Google

saient ses machinations. Lors de l'assassinat de l'ex-président Pardo, en 1878, Piérola était en Europe, et l'on ne pouvait guère supposer que ce fût lui qui eût préparé cet attentat. Cependant on crut que le complot avait été tramé dans sa maison, et sa femme fut arrêtée. Depuis Piérola avait habité le Chili, et lorsque éclata la guerre avec le Pérou, il censura la conduite du gouvernement de son pays avec une loyale conviction, selon ses amis, par esprit de parti, au dire de ses adversaires. Quoi qu'il en soit, quand il vit sa patrie engagée dans une guerre qui ne se présentait pas sous un aspect favorable, Piérola retourna au Pérou, pour offrir à sa façon l'appoint de son énergie à la cause de la défense nationale. Sa réputation de conspirateur audacieux et d'homme de caractère lui donnait un étonnant prestige. Le peuple croyait que lui seul pouvait sauver le Pérou. Il est bon d'ajouter qu'à Lima il avait pris le commandement d'un bataillon de la garde nationale avec le grade de colonel.

Pour se ménager plus de popularité en flattant l'opinion, le président Prado oublia les anciennes inimitiés de parti, et il offrit un portefeuille à Piérola; mais celui-ci le refusa nettement, en déclarant que le salut de la patrie ne pouvait être assuré que par un changement plus radical dans le gouvernement.

Le président Prado se sentit perdu, et craignant d'être un jour ou l'autre mis en pièces par la populace de Lima, dont les instincts se réveillent dans toute leur férocité au milieu d'une insurrection triomphante, il ne pensa plus qu'à prévenir, par une résolution suprême, un coup si terrible.

Le 18 décembre il dépêcha les affaires comme de coutume au palais de Lima; il reçut la visite d'un grand nombre de fonctionnaires civils ou militaires et se montra aussi tranquille que dans les meilleurs jours de la présidence. A trois heures de l'après-midi, il prit le train qui allait au Callao. Ceux qui le virent partir crurent qu'il allait visiter les forteresses et les casernes, et personne n'eut la moindre inquiétude.

Le soir on lisait dans les rues la proclamation suivante :

« Le président constitutionnel de la République à la nation et à l'armée.

Digitized by Google

« *Concitoyens!* les suprêmes intérêts de la patrie exigent que je parte aujourd'hui pour l'étranger.

« Je m'éloigne de vous temporairement, dans un moment où des raisons d'un autre ordre me conseillaient de rester auprès de vous. Les motifs qui me décident à prendre cette détermination sont en effet très graves et très puissants. Respectez ma résolution : J'ai le droit d'exiger que vous la respectiez, moi qui sers le pays avec le plus grand dévouement.

« *Soldats!* Si nos armées ont subi quelques échecs dans les premiers jours de novembre, le 27 du même mois elles se sont couvertes de gloire dans la province de Tarapacá. Je suis certain que, dans n'importe quelles circonstances, vous imiterez l'exemple de vos frères d'armes du Sud.

« Ayez foi dans votre concitoyen et ami.

« M. J. PRADO. »

Au bas de la proclamation on lisait un décret qui laissait le pouvoir suprême entre les mains du vice-président de la République. On doit se rappeler que huit mois auparavant, lorsqu'on parlait au Pérou avec la plus grande confiance d'envahir le Chili, et de l'obliger à signer la paix en présence d'une armée victorieuse, le congrès péruvien avait autorisé le général Prado à prendre le commandement en chef des troupes et à sortir du territoire. Cette autorisation lui fournit une occasion de s'embarquer secrètement à bord du vapeur *Paita* de la compagnie anglaise du Pacifique, et de se rendre à Panama sous le prétexte d'aller ensuite acheter des vaisseaux et des armes aux États-Unis et en Europe [1].

1. A quelques lieues du Callao, le *Paita* fut arrêté par deux croiseurs chiliens qui le visitèrent. Le général Prado, croyant qu'on voulait le saisir à bord, se fit cacher soigneusement, et le *Paita* continua son voyage sans autre aventure. On a dit, nous ne savons pour quel motif, que les marins chiliens avaient su que le général Prado était à bord de ce vapeur, et qu'ils feignaient de l'ignorer, s'imaginant que cette arrestation, sans procurer aucun avantage au Chili, rendrait à ce haut personnage une partie du prestige que sa fuite lui avait fait perdre.

Le général Prado toucha le 22 décembre à Guayaquil, d'où il adressa à Lima une longue lettre qui avait pour but de justifier son départ, en expliquant les causes de son voyage et les motifs qu'il avait eus pour l'entreprendre clandestinement. « Je reviendrai bientôt, disait-il dans cette lettre, soit pour m'ensevelir dans les flots, soit pour assurer au

Digitized by Google

Aussitôt que le peuple de Lima connut le départ du président, il se produisit dans la ville une confusion indescriptible. Dans la même nuit du 18 novembre, on sonna le toscin au beffroi de la cathédrale; les rues et les places se couvrirent de groupes d'individus à l'aspect menaçant et sinistre. De toutes parts on n'entendait que des cris d'indignation et de fureur. Mort à Prado, disaient les uns; mort aux Chiliens qui gouvernent le Pérou; mort aux traîtres! criaient les autres. Deux des ministres d'Etat, suivis d'une nombreuse escorte, parcoururent les rues, et empêchèrent momentanément la révolution d'éclater. La nuit se passa sans aucun résultat définitif.

Le lendemain matin l'agitation recommença. La presse condamna dans les termes les plus énergiques la fuite de Prado. Le vice-président de la République, général la Puerta, ajoutaient les journaux, n'est pas en état, vu sa vieillesse et ses infirmités, de prendre dans les circonstances actuelles les rênes du gouvernement, et moins encore de commander les troupes qui doivent se mettre en campagne contre le Chili. Serait-ce donc alors le général Daza, président de la Bolivie, qui devrait se mettre à la tête de l'armée alliée? Non, le Pérou ne peut consentir à ce que ses bataillons soient commandés par un Daza. Les perturbateurs proclamaient la nécessité de confier le pouvoir à un homme d'une énergie éprouvée; ils commençaient à désigner Piérola, comme le seul chef capable de sauver la situation. Le 19 décembre cependant se passa sans tumulte. Vers le soir seulement, le peuple se réunit sur les places et dans les rues, et il fallut encore que la troupe vînt le disperser.

Cette situation ne pouvait se prolonger. Le mécontentement de la populace augmentait, les soldats commençaient

Pérou une victoire éclatante. » Tous les journaux du Pérou reproduisirent cette lettre, qui souleva partout ou la plus vive indignation, ou les railleries les plus sanglantes.

Quand les journaux des États-Unis publièrent, au mois de janvier 1880, un télégramme qui annonçait la fuite du président Prado le 18 décembre, le chargé d'affaires du Pérou à Washington fit démentir la nouvelle en déclarant que c'était une invention des agents du Chili. Le chargé d'affaires du Pérou disait qu'il avait des communications de Lima du 20 décembre, et que ce jour-ci le président Prado était tranquillement à la tête du gouvernement de son pays!

Digitized by Google

aussi à s'agiter. Dans la soirée du 21 décembre, un des bataillons qui étaient en garnison à Lima, se souleva ouvertement. Le général la Cotera, ministre de la guerre, se mit à la tête des autres corps et, protégé par quatre pièces d'artillerie, il alla attaquer la caserne occupée par le bataillon rebelle. Là fut livré un combat acharné qui dura près de deux heures sans résultat définitif. Le général la Cotera fut obligé de retourner défendre le palais que l'on disait menacé. Effectivement un autre bataillon également insurgé arriva sur la place principale de la ville sous les ordres de son commandant Piérola. Le combat recommença et se prolongea jusqu'à dix heures du soir, sans que la victoire se déclarât en faveur de l'un ou l'autre des deux combattants. Plusieurs piquets de troupes qui avaient déserté la cause du gouvernement s'étaient joints aux révolutionnaires. La populace était armée et se déclarait ouvertement en faveur de la révolution ; mais les troupes continuaient à se défendre et à disputer vigoureusement la victoire. Déjà près de 300 morts, parmi lesquels on comptait plusieurs officiers, jonchaient les rues et la place de Lima. Un nombre considérable de blessés recevaient des soins dans les maisons et dans les pharmacies des rues voisines. Les familles de la ville étaient plongées dans la plus grande consternation, à la vue d'un combat dont personne ne pouvait prévoir la fin.

Le colonel Piérola, craignant qu'une lutte trop prolongée ne fît perdre courage à ses partisans, changea de tactique. Réunissant les quatre bataillons qui en ce moment soutenaient sa cause, et la multitude armée qui s'était déclarée en sa faveur, il marcha sur le Callao dont la garnison, gagnée par avance, était prête à l'appuyer. Les forces du général la Cotera n'osèrent pas le poursuivre. Le chef révolutionnaire put ainsi, le 22 décembre au point du jour, entrer au Callao, s'emparer des casernes et, un peu plus tard, des forts sans brûler une seule cartouche. La révolution triomphait dans cette importante place militaire, tandis qu'à Lima le gouvernement avait peine à se soutenir au milieu d'une population hostile en grande partie et d'une armée qui ne lui inspirait guère plus de confiance.

L'aspect qu'offrait la capitale pendant cette matinée était

Digitized by Google

celui d'un camp. Les maisons, les magasins et les boutiques de la ville demeuraient fermés, et partout régnait la plus vive inquiétude. On ne voyait dans les rues que des bandes d'hommes armés prêts à en venir aux mains. L'archevêque, ainsi qu'un ou deux évêques qui se trouvaient alors à Lima, étaient en faveur de Piérola, qui avait toujours appartenu au parti clérical; mais, dissimulant leurs opinions et invoquant seulement l'intérêt de la patrie et celui de l'humanité, ils proposaient d'arrêter l'effusion du sang et de mettre fin à la révolution en remettant entre les mains du chef révolutionnaire le pouvoir suprême qu'abandonnerait le général la Puerta. Quelques personnages respectables, moins exigeants qu'eux, proposèrent au gouvernement d'ouvrir des négociations avec les chefs du Callao. Le vice-président de la République, malgré son âge, fit preuve d'une grande fermeté. D'accord avec ses secrétaires, il se refusa à entrer en arrangements, et ordonna au ministre de la guerre de se mettre à la tête de ses troupes pour aller attaquer le Callao.

Le général la Cotera paraissait résolu à exécuter cet ordre, et il sortit même de la ville avec quelques forces de cavalerie. Mais ses troupes n'étaient pas disposées à le suivre dans cette entreprise. Le peuple avait tiré le matin dans un des quartiers de la ville, sur un détachement de soldats, et tout faisait croire que la situation était insoutenable, et que la population se soulèverait de nouveau aussitôt que le gouvernement aurait envoyé ses troupes attaquer le Callao. Les chefs militaires se méfiant même de leurs soldats, et n'ayant pas le courage de lutter plus longtemps contre l'émeute, résolurent à la fin de s'y soumettre, et déclarèrent au ministre de la guerre leur ferme résolution de ne pas prolonger plus longtemps la lutte. En présence de cette situation, l'un des évêques parvint à persuader le vice-président la Puerta de laisser le pouvoir. Avant la nuit la révolution était terminée, et dans la matinée du 23 décembre Piérola fit son entrée solennelle dans la ville.

On s'est habitué au Pérou à donner le titre de chef suprême de l'État aux chefs révolutionnaires qui, après s'être emparés du pouvoir à main armée, s'arrogent les attributions de dictateur. Le colonel Piérola prit ce titre, et en consé-

Digitized by Google

quence il procéda à l'organisation de son pouvoir avec toute l'activité et toute l'énergie possible. Sous le nom de loi provisoire, il fit, le 27 décembre, une constitution en douze articles qui auraient pu se refondre en un seul ainsi conçu : « Tous les pouvoirs publics sont réunis entre les mains du chef suprême de l'État, lequel est investi des pouvoirs les plus étendus. » Quoique cette loi provisoire créât un conseil d'État, ce corps, composé de fonctionaires nommés par le chef suprême, ne pouvait avoir que voix consultative, de telle sorte que ses résolutions n'auraient de force et de vigueur qu'avec la sanction du dictateur. Cette organisation vicieuse des pouvoirs publics n'a pas été le moindre des malheurs qu'ait éprouvés le Pérou pendant cette guerre.

Le dictateur usa d'abord de ses prérogatives avec une certaine modération. Sauf la détention assez courte infligée à tous les journalistes de Lima pour n'avoir pas signé leurs articles, et l'obligation qu'on leur imposa de souscrire une déclaration humiliante, il n'y eut pendant les premiers jours que quelques actes isolés de violence. Piérola eut dans le principe quelques égards pour ses anciens ennemis politiques; mais bientôt des mesures outrageantes et vexatoires vinrent frapper beaucoup d'entre eux. Le général Prado fut effacé de la liste des généraux de la nation et privé de ses droits de citoyen. Pour s'attirer la faveur du bas peuple, qui faisait la force de son pouvoir, le dictateur ajouta à son titre de chef suprême celui de « protecteur de la race indigène. »

La modération du dictateur pendant ces premiers jours n'était qu'un calcul politique. L'armée du Sud était commandée par le contre-amiral Montero, esprit remuant et révolutionnaire, ennemi irréconciliable de Piérola, et le plus acharné de ses accusateurs devant le congrès de 1873. Le dictateur craignait que Montero ne méconnût son autorité et ne vînt lui créer une situation embarrassante et peut-être insoutenable. Mais en vue du danger commun, le chef de l'armée du Sud oublia sa haine pour le moment et reconnut le nouveau gouvernement. Dès lors Piérola se crut à l'abri du danger qui le menaçait de ce côté.

En attendant, on poursuivait à Arica la réorganisation de l'armée chargée de soutenir la guerre contre les Chiliens.

Digitized by Google

Le 17 décembre étaient arrivés les restes échappés à la campagne désastreuse de Tarapacá. Montero les attendait hors de la ville; et là même il signifia au général Buendia et au colonel Suarez leur destitution et leur prochaine comparution devant un conseil de guerre. Les deux chefs auraient voulu entrer dans la ville à la tête de leurs troupes pour éviter au moins la honte de se voir dégradés en leur présence. Montero n'y consentit pas; on eût dit qu'il éprouvait du plaisir à humilier ces deux soldats qui venaient d'opérer avec succès la pénible retraite de Tarapacá, et que l'on proclamait vainqueurs dans le dernier combat de la campagne.

Le contre-amiral péruvien commença immédiatement par un déluge de proclamations et de décrets les travaux nécessaires à la réorganisation de son armée et à l'achèvement des fortifications d'Arica. Mais si l'arrogance de ce chef s'était abaissée, dans l'intérêt de la patrie, à reconnaître le gouvernement de son ancien ennemi Piérola, il n'était pas disposé à rester sous les ordres du président de la Bolivie, à qui, en vertu de conventions antérieures, revenait le commandement de toute l'armée, tant que le chef suprême du Pérou n'entrerait pas en campagne.

Le général Daza se trouvait alors à Tacna. Il était devenu un objet de haine tant pour les Péruviens que pour les Boliviens. Les premiers l'accusaient de lâcheté et de trahison, et le rendaient responsable des désastres de la campagne de Tarapacá pour n'être pas accouru avec ses troupes sur le théâtre de la lutte. Les Boliviens rebutés du despotisme grossier d'un soldat ignorant qui ne voyait dans la guerre qu'un moyen de se maintenir au pouvoir, fatigués de s'entendre appeler traîtres et lâches par leurs propres alliés, ne pouvaient se résigner à supporter davantage une pareille situation. Depuis le commencement de décembre, on ne parlait dans le camp bolivien que de projets de révolution; et chaque courrier qui venait de l'intérieur annonçait aussi que le peuple de la Bolivie était résolu à se donner un autre chef.

Ces rumeurs causaient au président Daza de continuelles et poignantes inquiétudes. Pour lui la guerre était une question secondaire. Son idée fixe, c'était de retourner en Bolivie avec une partie de ses troupes afin de punir ses adversaires et de

Digitized by Google

consolider son autorité. « Nous verrons bien, disait-il, s'ils riront lorsqu'ils me verront arriver à la tête de mes fidèles soldats! Nous verrons ce que sont les fortifications et les tranchées qu'ils font à la Paz, auprès de mes canons Krupp! Je ne désire qu'une chose, c'est d'envelopper les journalistes qui m'insultent dans les mêmes papiers dont ils se servent pour écrire et de les donner pour cible à mes carabiniers. » Telles étaient les menaces que Daza proférait à tout moment en présence des hommes qu'il croyait ses partisans les plus dévoués.

Mais pour retourner en Bolivie, il lui fallait inventer un prétexte pour se justifier devant ses alliés les Péruviens et devant ses propres soldats. Il imagina alors un plan de campagne de tout point irréalisable, et dans lequel lui-même ne pouvait avoir la moindre confiance, mais qui devait lui servir — il le croyait du moins — à tromper ses alliés et ses propres soldats. Ce plan consistait à retourner en Bolivie, pour y renforcer son armée; de là il repasserait les Cordillères beaucoup plus au sud afin de tomber sur les derrières de l'armée chilienne qui occupait tranquillement tout le littoral depuis Antofagasta jusqu'à la rivière de Camarones. Les chefs boliviens écoutèrent avec un vif déplaisir l'exposition de ce plan de campagne; et comme ils devinaient le véritable but du général Daza, ils résolurent de lui ôter le commandement afin d'épargner à leur patrie la honte de cette conduite et de préserver la Bolivie des jours de vengeance et de despotisme qui l'attendaient à l'intérieur.

Cependant la déposition de Daza présentait les plus sérieuses difficultés. Les peuples qui n'ont pas eu à supporter la tyrannie du militarisme ont peine à comprendre ces hommes ignorants et vicieux qui, sans véritable mérite et sans valeur personnelle, sont cependant assez habiles pour s'imposer aux soldats, et captiver leur volonté en excitant tous leurs mauvais instincts. Daza était le type parfait du chef révolutionnaire, du *caudillo* bolivien. Familier avec ses soldats, arrogant et hautain avec les chefs, avec ses ministres et ses conseillers, incapable d'une idée grande et judicieuse, manquant même de courage, il savait cependant en imposer à tous par l'air assuré dont il prenait un parti ou donnait un

Digitized by Google

ordre, par sa démarche arrogante, et même par l'étalage des broderies et des panaches dont il ornait sa personne. Daza était adoré de ses soldats ou du moins de quelques-uns de ses bataillons, et malgré les déceptions de la campagne, il conservait son prestige dans une partie du camp. Les chefs savaient bien que le jour où l'on parlerait de le déposer on rencontrerait une résistance plus ou moins redoutable.

On dut obvier à cet inconvénient. Le contre-amiral Montero, le plus intéressé à la chute de Daza, et d'ailleurs fort habile dans ce genre d'intrigue à cause de sa longue expérience de conspirateur, ouvrit le chemin qui devait conduire à ce but. Il fit venir à Arica le président de la Bolivie sous prétexte de discuter son plan de campagne; et ce dernier, sans soupçonner le piège qu'on lui tendait, y arriva dans la matinée du 27 décembre. Pendant quelques heures on délibéra cordialement sur les futures opérations de la guerre. Daza exposa son projet pour la destruction de l'armée chilienne. Montero l'approuva complètement, et déclara que lui-même était disposé à le seconder, en attaquant l'ennemi d'un côté, pendant que les Boliviens l'aborderaient de l'autre. Les deux généraux se séparèrent à quatre heures du soir comme les meilleurs amis du monde. Daza se rendit à la station du chemin de fer. Il était déjà monté dans le train qui devait le conduire à Tacna, lorsqu'un officier péruvien vint lui présenter une dépêche télégraphique qui le fit aussitôt descendre comme frappé de la foudre. Cette dépêche lui annonçait que, pendant son absence, l'armée bolivienne s'était soulevée à la voix de quelques chefs, et que sans la moindre résistance, on avait déposé le président Daza et reconnu pour chef le colonel Camacho.

En effet la révolution s'était opérée dans le camp bolivien sans coup férir. Telle était l'irritation de quelques officiers contre le chef suprême qui les avait commandés pendant la campagne que, sans hésiter, ils avaient résolu de le fusiller le jour même. Dans cette intention, un détachement d'une centaine d'hommes sortit de Tacna et alla se poster à la première station du chemin de fer. Là le train fut arrêté et visité avec le plus grand soin, mais on n'y trouva pas celui sur qui on voulait exercer cet acte de justice révolutionnaire.

Digitized by Google

Daza était resté à Arica; l'avis qu'on lui avait donné lors de son départ lui sauva la vie.

Mais cet ambitieux personnage ne pouvait se résigner à la perte de l'autorité suprême qu'il exerçait en Bolivie. Selon lui, le contre-amiral Montero, à la tête de l'armée péruvienne, était moralement tenu de lui faire restituer le pouvoir, dût-il employer les armes pour dominer la révolution qui venait de le renverser. Sans soupçonner la mystification dont il venait d'être la victime, le général Daza se rendit avec cette prétention chez le chef péruvien ; il l'adjura, au nom de l'alliance qui unissait les deux pays, de marcher immédiatement contre les révolutionnaires pour les réprimer, les punir, et rendre à lui, Daza, le gouvernement de la Bolivie et le commandement de ses armées.

Tout cela ressemblait fort à une comédie ; mais le contre-amiral Montero conserva un sérieux imperturbable : il refusa d'accéder aux exigences du président évincé en lui exposant que les devoirs et les intérêts de l'alliance l'empêchaient de prendre une si grave détermination sans savoir à quel parti s'arrêterait dans ces circonstances le gouvernement alors existant en Bolivie.

Daza n'avait décidément rien à attendre de ses alliés. Dans le dépit du premier moment, il demanda asile aux vaisseaux de guerre neutres qui se trouvaient dans le port. On refusa de le recevoir. Ne voulant pas rester plus longtemps à Arica, le 4 janvier 1880, Daza partit à cheval jusqu'à Mollendo, en suivant le chemin de la côte; il prit dans ce port le chemin de fer qui le conduisit à Arequipa. Une nouvelle déception l'attendait dans cette ville; les habitants le reçurent avec une indifférence qui touchait au mépris; il s'imaginait encore que sa grandeur passée lui assurerait quelque considération, et ne recueillit que les dédains de ceux qui l'accusaient de lâcheté ou de trahison.

Il paraît que jusque-là Daza avait conservé quelque espoir de se voir rétabli à la tête du gouvernement de la Bolivie. Il croyait que ses partisans réagiraient contre la révolution faite par l'armée, et qu'ils l'appelleraient pour lui confier de nouveau la direction des affaires de l'Etat. C'était dans cet espoir qu'il était allé s'établir à Arequipa afin d'y prendre le

Digitized by Google

chemin de fer qui conduit aux bords du lac de Titicaca, et de retourner à la Paz au premier appel qui lui serait adressé.

Mais la nouvelle qu'il reçut fut d'un tout autre genre. Il apprit qu'un soulèvement populaire avait éclaté dans la même ville de la Paz, le 28 décembre. Le peuple avait enlevé à Daza le gouvernement de la République, le commandement de l'armée, et avait nommé un conseil suprême de trois membres placés à la tête du gouvernement provisoire. Le procès-verbal de cette révolution, couvert de milliers de signatures, disait « que l'incapacité, la lâcheté et la félonie du général en chef de l'armée bolivienne, H. Daza, et que le funeste système de son administration, aussi insensée que criminelle, avaient amené la ruine du pays à l'intérieur, la banqueroute de l'Etat et le déshonneur national sur les champs de bataille ; que c'étaient là les conséquences naturelles de sa basse ambition, et d'un despotisme qui avait violé toutes les garanties sociales. »

La lecture de cette pièce convainquit Daza qu'il n'existait plus pour la Bolivie. Il retourna alors à Mollendo, d'où il s'embarqua sur un navire anglais pour continuer son voyage jusqu'en Europe par la voie de Panama. La presse bolivienne et même les documents officiels ont répété que l'ex-président Daza avait envoyé en Angleterre de fortes sommes d'argent par l'intermédiaire d'un négociant qui avait été son associé dans beaucoup de marchés très importants. La Bolivie est ruinée, disait-on ; mais Daza est riche et va jouir de sa fortune à l'étranger.

Prado et Daza, l'un président du Pérou, l'autre de la Bolivie, qui avaient été sinon les auteurs de la guerre du Pacifique, du moins les instruments des partis qui l'avaient provoquée, étaient tombés à quelques jours d'intervalle, de la façon la plus honteuse dont puissent déchoir un général et un représentant de l'autorité suprême. Après avoir annoncé pendant six mois qu'ayant « tiré l'épée du fourreau, ils occuperaient toujours le poste le plus dangereux, qu'ils étaient résolus à tout sacrifier, fortune et vie, pour châtier un ennemi insolent, » ces deux hommes s'enfuyaient lâchement au jour du combat, poursuivis par le mépris de leurs concitoyens.

Digitized by Google

Mais il faut être juste : s'il est certain que ni Prado ni Daza n'étaient assez bien préparés pour sortir triomphants d'une situation où leurs conseillers respectifs les avaient entraînés; s'il est vrai que ni leur intelligence ni leur caractère n'étaient à la hauteur des circonstances, il est également vrai que la plus grande responsabilité retombe sur leurs nations respectives, ou pour mieux dire, sur les hommes qui s'étaient depuis longtemps emparés de leur direction. Ce sont eux qui, en négligeant les vrais intérêts de l'État, sans vouloir comprendre que la saine politique ne doit pas s'écarter de la morale et de l'honnêteté, entretenaient la corruption administrative à l'intérieur, tandis qu'en voulant maladroitement imiter certains politiques européens dont ils n'avaient ni l'intelligence ni la sagacité, ils créaient des complications à l'extérieur, et contractaient des alliances secrètes sans mesurer les conséquences de leurs actes, et sans autre guide qu'une vanité nationale, mesquine autant qu'insensée.

Digitized by Google

Digitized by Google

CHAPITRE X

MOQUEGUA ET LOS ANJELES, DE JANVIER A MARS 1880.

Expédition d'une colonne chilienne à Moquegua. — Préparatifs du Chili pour une nouvelle campagne. — Situation de l'armée alliée à Tacna et à Arica. — Plan de campagne des Chiliens. — Débarquement de leur armée à Pacocha. — Expédition d'une division chilienne à Mollendo. — Les Péruviens quittent Moquegua et se fortifient sur les hauteurs de los Anjeles. — Descriptions de ces positions. — Elles sont attaquées et prises par les Chiliens le 22 mars. — Importance de cette occupation pour la suite de la campagne. — Opérations maritimes. — Combats sans résultat dans la baie d'Arica. — Blocus du Callao.

Les républiques alliées n'étaient pas encore remises du trouble produit par les deux révolutions qui avaient eu lieu au Pérou et en Bolivie, vers la fin de 1879, lorsqu'un fait d'une certaine gravité vint attirer leur attention et renouveler leurs alarmes. Un faible détachement de soldats chiliens avait débarqué sur un point de la côte péruvienne, il s'était emparé du chemin de fer et avait pénétré à l'intérieur à plus de cent kilomètres, mettant en fuite les autorités et les garnisons des endroits par où ils passaient. Cet audacieux coup de main montrait la profonde démoralisation des défenseurs du Pérou. Voici les faits :

Le 30 décembre, deux navires de l'escadre chilienne étaient arrivés dans la baie d'Ilo. Un détachement de 550 soldats débarquèrent sous les ordres du commandant du génie don Aristides Martinez. Ils s'emparèrent, sans rencontrer la moindre résistance, du petit port de ce nom, et de celui de Pacocha, situé sur la même rade. Le premier soin des assaillants fut de couper les lignes télégraphiques qui relient la côte à l'intérieur, et de prendre possession de la gare du chemin de

Digitized by Google

fer et de tout le matériel de transport. L'expédition emmenait un machiniste et des chauffeurs, de sorte qu'avant midi deux trains se trouvaient prêts à partir. Les soldats chiliens y prirent place. Ils avaient avec eux deux canons, et ils partirent pour l'intérieur avec la même tranquillité que s'ils eussent voyagé en pleine paix et dans leur propre pays. Leur voyage s'effectua sans le moindre obstacle, sans la moindre aventure.

La petite colonne expéditionnaire traversa une vallée fertile, couverte de vignobles et de vergers, et convenablement peuplée. A la tombée de la nuit, elle arriva devant la ville de Moquegua, qui avait une garnison de 450 hommes de milice. Cette force aurait pu défendre la ville en se retranchant dans les édifices, ou en occupant les hauteurs voisines; mais ces milices aimèrent mieux s'enfuir en abandonnant la ville aux Chiliens. Le commandant Martinez y entra dans la matinée du 1er janvier 1880, et ce fut au son de l'hymne national du Chili qu'il occupa la place centrale de Moquegua.

Comme son intention n'était pas de s'établir dans cette ville, et qu'il avait résolu de retourner le même jour à la côte, il se borna à demander pour ses troupes des vivres, qu'on lui remit sans difficultés. Avant de quitter Moquegua il y organisa un comité, formé des habitants eux-mêmes pour maintenir l'ordre jusqu'au retour des autorités et de la garnison disparues la nuit précédente; et vers les quatre heures du soir, il repartait en chemin de fer. Sur deux points de la ligne, les milices péruviennes avaient enlevé quelques rails pour faire dérailler les trains; mais, grâce aux précautions prises par le commandant Martinez, tout accident fut évité. Ses soldats poursuivirent les auteurs de ces dégâts et en tuèrent quelques-uns, et ses sapeurs rétablirent facilement la voie. Le 2 janvier, après avoir démonté les locomotives du chemin de fer, qui étaient la propriété du gouvernement péruvien, les Chiliens s'embarquèrent de nouveau et retournèrent à Pisagua.

Cette audacieuse expédition produisit donc le résultat désiré. On voulait reconnaître une région déterminée du territoire péruvien que l'armée se proposait d'envahir. Grâce au sang-froid avec lequel la reconnaissance s'exécuta, la colonne expéditionnaire n'avait pas eu à souffrir, et le génie avait

Digitized by Google

recueilli tous les renseignements qui pouvaient servir à l'état-major pour arrêter ses plans de campagne.

On préparait alors de nouvelles opérations. L'armée chilienne recevait de nouveaux renforts envoyés de Valparaiso, on réunissait à Pisagua des armes et des munitions, on remettait en bon état les navires de guerre et les transports, et l'on prenait avec la plus grande activité les mesures nécessaires pour la continuation de la guerre. L'expérience acquise dans la récente campagne de Tarapacá, avait appris aux Chiliens la manière d'utiliser les éléments dont ils disposaient et d'améliorer l'administration militaire. On introduisit donc d'importantes réformes dans toutes les branches du service. L'armée de campagne, qui s'élevait maintenant à plus de 20,000 hommes, fut distribuée en quatre divisions, outre une forte réserve qui devait occuper les territoires récemment conquis pour parer à toute éventualité. On adjoignit à l'état-major un nombre plus grand d'officiers du génie. L'artillerie et la cavalerie, auxquelles l'armée chilienne devait son incontestable supériorité, furent aussi augmentées et pourvues de tout le nécessaire. On construisit de nouveaux fourgons pour le transport des vivres et des munitions, et des tonneaux pour celui de l'eau, élément indispensable dans les déserts et les sables du Pérou, où l'on marche des journées entières sans trouver un ruisseau ou un puits. On augmenta également le nombre des chaloupes pour le débarquement, celui des bêtes de charge, et de tous les éléments nécessaires à la mobilisation des troupes.

Le gouvernement chilien savait parfaitement que les alliés avaient réuni 8 ou 9,000 hommes à Tacna et à Arica, et que là aussi, ils poussaient rapidement la réorganisation militaire. Le contre-amiral Montero, chef des forces péruviennes, lançait à Arica de nombreux ordres de pure forme, il commençait des travaux bientôt abandonnés, et procédant en toutes choses avec plus d'arrogance que de jugement, il fatiguait ses subalternes, et suscitait des difficultés entre les alliés. Mais il avait sous ses ordres d'autres chefs plus prudents et plus persévérants dans le travail. C'étaient eux qui complétaient et perfectionnaient les fortifications du port, eux qui instruisaient les troupes, et qui aplanissaient partout les difficultés soulevées à

Digitized by Google

chaque instant entre les alliés. Parmi ces chefs, figuraient en première ligne le colonel don Francisco Bolognesi et le capitaine de navire don Juan Guillermo Moore, celui-là même entre les mains duquel s'était perdue l'*Independencia*, le jour du combat avec la *Covadonga*, le 21 mai de l'année précédente.

Les forces boliviennes se trouvaient à Tacna sous les ordres du colonel don Eliodoro Camacho, qui s'était mis, on se le rappelle, à la tête du *pronunciamiento* contre Daza, le 27 décembre. La révolution triomphante en Bolivie avait alors confié le gouvernement provisoire de la République au général don Narciso Campero, homme modéré, énergique et instruit, qui sut réprimer d'une main de fer plusieurs émeutes, débarrasser l'administration de tous les vices créés ou fomentés par le gouvernement du général Daza, et réorganiser son armée pour ouvrir une nouvelle campagne contre le Chili. Campero avait une confiance absolue dans le colonel Camacho ; il lui avait laissé en conséquence le commandement des troupes campées à Tacna.

On doit reconnaître que la confiance du président provisoire de la Bolivie était assez fondée. A une intégrité reconnue le colonel Camacho joignait une certaine instruction et plusieurs des qualités qui font le véritable homme de guerre. Il réorganisa ses troupes, il sut inspirer aux chefs l'espoir de triompher dans une nouvelle campagne ; il obtint des secours en hommes de son gouvernement, et ne négligea rien pour discipliner son armée. Cependant les rivalités entre Péruviens et Boliviens devenaient chaque jour plus inquiétantes. Le colonel Camacho connaissait parfaitement les qualités et les défauts du contre-amiral Montero, et il ne pouvait se résigner à être placé sous ses ordres. Il demandait donc que le général Campero quittât la Bolivie pour venir se placer à la tête de toute l'armée alliée, en sa qualité de chef d'une des républiques engagées dans la lutte.

Instruit de cet état de choses, le gouvernement du Chili résolut d'entreprendre une seconde campagne pour détruire cette armée. Son plan était de l'enfermer dans la région qu'elle occupait, de lui enlever ses communications avec le reste du Pérou d'où pouvaient lui parvenir des secours plus

Digitized by Google

ou moins importants, de lui couper la retraite, et de l'obliger ainsi à accepter la bataille. Pour mettre ce plan à exécution, le Chili devait tourner l'ennemi par le nord, faire ensuite entreprendre à son armée les marches les plus pénibles à travers les sables et les déserts où tout manquait, et livrer enfin combat. Le gouvernement chilien et l'état-major ne se faisaient aucune illusion à ce sujet. L'un et l'autre savaient parfaitement que la principale difficulté de la nouvelle campagne ne consistait pas à battre l'ennemi, mais bien à l'empêcher de se dérober à la lutte.

Dès la mi-février 1880, l'armée du Chili était prête à entreprendre cette nouvelle campagne. On avait réuni dans le port de Pisagua seize navires de guerre et de transport; 10,000 hommes s'y embarquèrent le 24 février. Deux jours après ils abordèrent à Ilo et s'emparèrent de ce port et de celui de Pacocha sans trouver la moindre résistance. Les transports revinrent alors à Pisagua et y prirent une nouvelle division de 3,000 à 4,000 hommes qu'il avait été impossible d'emmener lors du premier voyage. On commença sur-le-champ l'occupation du chemin de fer et de la vallée de Moquegua, celle-là même que le commandant de génie don A. Martinez, avait parcourue deux mois auparavant avec autant de succès que d'audace.

Le débarquement des Chiliens à Pacocha causa au Pérou une certaine satisfaction, à en juger par les écrits de la presse, et même par les documents officiels. Le contre-amiral Montero le télégraphia d'Arica au dictateur Piérola, en lui assurant, de la manière la plus énergique, que l'armée chilienne trouverait son châtiment et son tombeau dans la province de Moquegua. La presse de Lima répéta que les Chiliens étaient des lâches qui n'osaient pas attaquer l'armée péruvienne, et qu'en débarquant à Pacocha, ils n'avaient d'autre but que celui d'occuper un territoire sans défense et d'éviter tout combat avec la vaillante armée du distingué contre-amiral Montero. Il paraît que personne au Pérou ne comprit que le véritable dessein de l'ennemi était de cerner cette armée et de l'obliger à livrer une bataille décisive. Et si quelqu'un y pensa, on dut espérer que l'insalubrité du climat, le chemin à parcourir pour arriver à Tacna, et la sécheresse

Digitized by Google

du désert auraient bientôt raison des envahisseurs et les forceraient à renoncer à leur téméraire entreprise.

Sachant que les Péruviens avaient concentré des troupes à Arequipa et qu'elles ne laisseraient pas de harceler les Chiliens qui occuperaient Moquegua, le gouvernement chilien avait résolu de faire une diversion sur la côte pour détourner leur attention. En effet, une division d'à peu près 2,000 hommes, sous les ordres du colonel don O. Barbosa, sortit, le 8 mars, du camp de Pacocha. Après avoir coupé le télégraphe dans une petite anse qui existe entre Islai et Mollendo, les troupes chiliennes débarquèrent dans le premier de ces ports.

Ils surmontèrent facilement la résistance que leur opposa, des hauteurs voisines, une faible garnison, et lui firent même vingt-cinq prisonniers. Ensuite ils se rendirent par terre à Mollendo. Les Péruviens avaient là quelques canons pour la défense du port, et une garnison plus considérable; mais ayant appris le débarquement des Chiliens au port voisin d'Islai, ils se retirèrent par le chemin de fer dans l'intérieur, emmenant avec eux l'artillerie. Les Chiliens se bornèrent à détruire le télégraphe, le chemin de fer, le matériel et tout ce qui appartenait au gouvernement péruvien et qui pouvait lui servir à mobiliser ses forces. La presse de Lima a parlé depuis de ces destructions en les exagérant extraordinairement. Il résulte d'une enquête ouverte par ordre du gouvernement du Chili que la plupart de ces accusations étaient fausses, et qu'une grande partie des dommages causés et des vols commis le furent par la populace de l'endroit même après le départ des Chiliens.

L'expédition du colonel Barbosa était de retour à Pacocha le 14 mars. Il est vrai qu'elle n'avait pas complètement atteint le but proposé ; mais, en surprenant la garnison de Mollendo, elle réussit néanmoins à détourner l'attention des forces péruviennes d'Arequipa, dont une partie se rendit à la côte, sinon pour attaquer les Chiliens, du moins pour les empêcher d'avancer dans l'intérieur.

Il y avait alors à Moquegua des forces péruviennes beaucoup plus considérables que celles que le commandant Martinez avait mis en fuite deux mois auparavant. Ces forces,

Digitized by Google

commandées par le colonel Gamarra, ne pensaient pourtant pas à défendre la ville ni la vallée voisine, mais elles s'étaient fortifiées un peu plus au nord sur une hauteur qu'on croyait inexpugnable. Pour aller de Moquegua à Torata, il faut traverser une chaîne de montagnes très escarpées, et qui n'offre de passage abordable qu'à la hauteur ou crête appelée los Anjeles. Là se trouve un chemin tracé en zigzag, mais toujours raide et dangereux, et qu'aucune armée ne peut suivre lorsque les hauteurs sont occupées par une force quelconque. Les montagnes sont tellement escarpées de deux côtés qu'on avait toujours cru qu'il était complètement impossible d'arriver à los Anjeles par une autre voie que le chemin public. Les troupes établies dans cette position n'avaient donc rien à craindre pour leurs flancs, et une poignée d'hommes suffisait à la défense du chemin qui conduit à la hauteur.

La gorge de los Anjeles jouissait d'une telle réputation dans l'histoire du Pérou qu'elle avait mérité le nom de Thermopyles péruviennes. En 1823, une colonne espagnole avait battu en cet endroit l'armée indépendante. En décembre 1874, pendant une des interminables guerres civiles du Pérou, le chef révolutionnaire don Nicolas de Piérola, le dictateur actuel de cette république, s'empara de ces hauteurs et y repoussa facilement la vigoureuse attaque des armées du gouvernement commandées par le président Pardo et le général Buendia. Se fondant sur ces faits, les chefs péruviens avaient déclaré dans les rapports officiels, « que 500 hommes pouvaient y résister à 10,000. » On comprendra quelle importance Piérola lui-même attachait à ces positions, et avec quelle confiance le colonel Gamarra s'y était fortifié.

Les Chiliens n'ignoraient aucun de ces détails. Une colonne de cavalerie sortit d'abord du camp de Pacocha, sous les ordres du général don Manuel Baquedano, pour reconnaître la route qui conduit dans l'intérieur, car on craignait que le chemin de fer n'eût été coupé. La communication une fois assurée sans la moindre difficulté, la seconde division de l'armée se mit en marche, et dans la matinée du 20 mars les troupes chiliennes prirent possession de Moquegua. On campa sur la rive nord de la rivière, à l'endroit appelé Alto de la Villa, où vient finir le chemin de fer. A partir de ce moment,

Digitized by Google

le génie, sous les ordres du commandant Martinez, commença à étudier le terrain dans tous ses détails.

En réalité, l'armée chilienne ne pensait pas à marcher sur Torata. Son plan étant de s'avancer au sud, à la rencontre de l'armée de Tacna; elle aurait pu à la rigueur ne pas s'occuper des forces que le colonel Gamarra avait sur la côte de los Anjeles. Toutefois il était dangereux de laisser sur son flanc et sur ses derrières des troupes ennemies, susceptibles de devenir le noyau d'une armée qui harcèlerait l'arrière-garde des Chiliens pendant leur marche au sud. Le général Baquedano résolut donc immédiatement l'attaque, et avec pleine connaissance du terrain, on concerta dans son camp le plan à suivre pour la faire réussir.

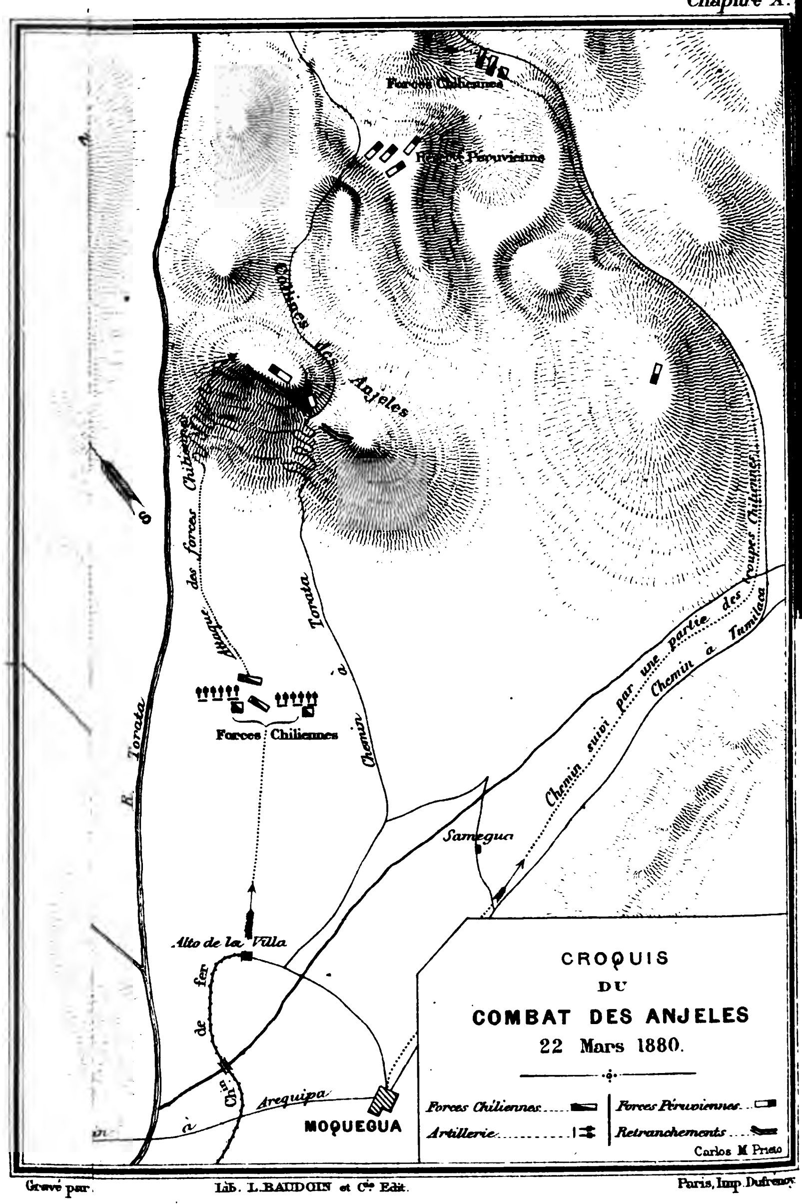
A droite de l'ennemi, les montagnes étaient fort escarpées, et il semblait que ni les hommes ni les animaux ne pussent les gravir. Un bataillon composé des robustes et courageux mineurs de Copiapó accepta la mission d'escalader les hauteurs de ce côté. Sur le flanc gauche des Péruviens, l'attaque présentait des difficultés d'une autre espèce. Le revers des montagnes, quoique raide et escarpé, était plus praticable, mais il fallait faire un détour de plusieurs kilomètres, et cette marche était d'autant plus difficile qu'elle ne pouvait s'exécuter que de nuit. L'attaque devait avoir lieu le 22 mars au point du jour.

En effet, à l'entrée de la nuit du 21, une colonne d'environ 1,000 hommes des trois armes sortit de Moquegua, pour tourner par cette marche de flanc la gauche des retranchements péruviens. A minuit, le bataillon chargé d'escalader les rochers escarpés de la droite de l'ennemi, sortait du camp de l'Alto de la Villa. Un peu plus tard, le général Baquedano plaçait son artillerie dans la vallée, à un endroit d'où il pouvait diriger ses feux sur les zigzags du chemin public, et sur les retranchements qui couronnaient les hauteurs.

Pendant la nuit on observa dans tout le camp la plus grande vigilance. Vers deux heures du matin on entendit les feux de mousqueterie : c'étaient ceux d'une reconnaissance péruvienne, descendue à la faveur de l'obscurité, des hauteurs pour surprendre l'avant-garde chilienne qui en occupait le pied. Cette attaque fut repoussée. Mais personne dans le camp

Digitized by Google

Digitized by Google



Gravé par. Lib. L. BAUDOIN et Cie Edit. Paris, Imp. Dufrenoy.

Digitized by Google

du colonel Gamarra ne soupçonna le double mouvement offensif que les Chiliens, dans ce moment-là même, étaient à exécuter.

Mais au point du jour du 22 mars, les défenseurs des retranchements de los Anjeles étaient assaillis sur leur flanc droit. Le bataillon qui avait gravi les hauteurs, s'élevant au milieu de l'obscurité de la nuit sur ces côtes escarpées, arriva juste à temps pour ouvrir le feu au lever du jour et attaquer hardiment les retranchements des Péruviens. La colonne, beaucoup plus nombreuse qui devait les attaquer par la gauche, se trouvait en retard à cause de la distance plus longue qu'elle avait à parcourir: d'ailleurs elle avait rencontré quelques compagnies péruviennes, avec lesquelles elles s'était engagée dès l'aube. L'artillerie, qui occupait dans la vallée le poste qui lui avait été assigné, lançait en même temps une pluie de boulets sur les positions péruviennes, ce qui ne contribua pas peu à porter le désordre dans les rangs ennemis.

Le combat dura ainsi un peu plus d'une heure, après quoi les Péruviens commencèrent à céder. Bientôt ils abandonnèrent le champ de bataille avec la plus grande précipitation. Ils y laissaient 28 morts avec un nombre plus considérable de blessés. Lorsque le drapeau chilien flotta sur les retranchements que les Péruviens avaient établis sur les hauteurs, le général Baquedano fit suspendre le feu de l'artillerie, et ordonna au reste de sa division d'aller occuper ces positions par le chemin public qui était resté libre. La poursuite fut poussée aussi loin que possible. On ramena 64 prisonniers dont 8 officiers, et beaucoup d'armes et de munitions. Torata ainsi que les villages et le pays environnants tombèrent le même jour au pouvoir des Chiliens.

L'occupation de ces positions avantageuses, que les Péruviens croyaient absolument inexpugnables, souleva dans tout le pays une rage indicible. D'abord la presse nia la défaite ; et lorsqu'il ne fut plus possible de cacher la vérité, le colonel Gamarra, qui n'avait pu résister à l'audace et à l'élan des Chiliens, fut traité de lâche et même de traître. Le dictateur Piérola le fit traduire devant un conseil de guerre, comme on avait fait quelques mois auparavant pour les chefs qui s'étaient laissé battre, lors de la campagne de Tarapaca.

Digitized by Google

Pour les Chiliens, il y avait dans le triomphe de los Anjeles, quelque chose de plus sérieux que la satisfaction de l'amour-propre militaire. La conquête de cette position et la dispersion des troupes qui la défendaient enlevaient aux alliés tous les chemins par où l'armée péruvienne du Sud pouvait communiquer avec le centre et le nord de la République, ou bien recevoir des renforts. A partir de ce jour aussi, les troupes chiliennes purent entrer en campagne et entreprendre leur marche vers le Sud, sans crainte de voir leur arrière-garde inquiétée.

En même temps qu'on exécutait sur terre les opérations que nous avons rapportées, l'escadre chilienne continuait les hostilités sur mer. Le blocus d'Arica était soutenu par le monitor *Huascar* et la canonnière *Magallanes*. Le 27 février, le premier de ces navires se rapprocha de terre pour reconnaître les forts péruviens. Il fut accueilli par le feu des batteries de la côte et celui du monitor *Manco-Capac*, qui, ainsi que nous l'avons dit, était une formidable batterie flottante placée au fond de la baie. Le commandant du *Huascar*, don Manuel Thompson, fut tué par une bombe péruvienne; mais le commandant Condell, qui prit la direction du combat, soutint énergiquement l'attaque. Deux autres navires chiliens étant arrivés le lendemain, ils continuèrent le bombardement de la place et y causèrent des dommages considérables.

Le blocus d'Arica continua pendant deux semaines sans qu'aucun incident vînt en rompre la monotonie. Pour défendre l'entrée du port il ne restait que le monitor *Huascar* et un mauvais transport, forces bien insuffisantes dans une baie aussi ouverte que l'est celle d'Arica. Dans la nuit du 16 mars, la corvette péruvienne l'*Union*, sortie peu de jours auparavant du Callao, força le blocus et pénétra dans le port, grâce à l'obscurité et à sa vitesse extraordinaire. Cette corvette portait des communications du gouvernement de Lima et des équipements pour l'armée du contre-amiral Montero. Le lendemain, lorsque le *Huascar* l'aperçut près de terre, et sous la protection des forts, il se mit à la canonner non seulement dans le but de l'endommager, mais pour l'empêcher de débarquer son chargement. Bientôt après, deux autres navires chiliens qui arrivèrent au port renforcèrent l'attaque. Par un

Digitized by Google

habile stratagème, l'officier péruvien don Manuel Antonio Villavicensio, qui commandait l'*Union*, fit alors sortir de la machine de ce navire une énorme quantité de vapeur, comme s'il avait souffert une grave avarie. Les marins chiliens tombèrent dans le piège; ils suspendirent le feu, et plus tard ils se réunirent au nord de la baie, afin de prendre leurs mesures pour empêcher le navire de s'échapper pendant la nuit. Favorisée par la largeur de la baie et par la rapidité de sa marche, la corvette péruvienne se glissa vers le sud sous la protection des forts de terre, et elle s'éloigna d'Arica en trompant habilement l'ennemi, qui ne put l'atteindre.

Ce fait, qui fut célébré au Pérou comme une victoire, activa les opérations de l'escadre chilienne, jalouse d'empêcher tout mouvement des navires ennemis. En effet, sans lever le blocus d'Arica, de Mollendo et des côtes adjacentes, la frégate cuirassée *Blanco Encalada*, le monitor *Huascar*, la corvette *O'Higgins*, deux croiseurs et d'autres petits navires allèrent, le 10 avril, bloquer le Callao et les ports voisins. Après le délai accordé aux navires marchands qui portaient le pavillon neutre, on commença le bombardement des forts de la place et des navires péruviens réfugiés dans l'arrière-port. Cette opération, qui allait causer le plus grand préjudice au commerce du Pérou, en fermant ses principaux ports, venait mettre fin à toutes les excursions que les vaisseaux de ce pays pouvaient faire sur les côtes voisines du Callao. A partir de ce jour, les navires chiliens parcoururent la mer dans toutes les directions, sans essuyer aucune surprise.

Digitized by Google

Digitized by Google

CHAPITRE XI

EXPÉDITION DE TACNA, AVRIL ET MAI 1880.

Réorganisation industrielle et administrative de la province de Tarapacá. — Concessions libérales faites par le gouvernement chilien aux créanciers hypothécaires du Pérou. — Dispositions relatives à l'exploitation du salpêtre. — Protestations inutiles du gouvernement péruvien. — Mesures financières prises par cette république pour obtenir de l'argent. — Organisation de nouvelles armées. — L'armée chilienne se prépare à marcher sur Tacna. — Difficultés que lui opposent la nature et la topographie des lieux. — Reconnaissances pratiquées par la cavalerie chilienne. — Combat de Buenavista. — Marche de l'armée chilienne. — Travaux qu'exigea le transport de l'artillerie. — Concentration de toute l'armée sur les bords du Sama. — Mort subite du ministre de la guerre, don Raphaël Sotomayor.

Pendant qu'on entreprenait les opérations militaires don nous avons parlé dans le chapitre précédent, le gouvernement du Chili s'occupait de régulariser l'administration publique de la province de Tarapacá. On sait que l'industrie de cette province, régie par un système économique des plus erronés, avait éprouvé les plus grandes perturbations pendant la première année de la guerre. L'expulsion des travailleurs chiliens le lendemain de la rupture des hostilités, la suspension du commerce extérieur occasionnée par le blocus d'Iquique, l'occupation de la province par l'armée péruvienne pendant plus de six mois, et enfin les opérations militaires qui en amenèrent l'occupation complète par les Chiliens : telles étaient les causes du désordre ou plutôt de l'abandon dans lequel cette province était tombée, au point de vue industriel et administratif.

Le gouvernement du Chili donna à cette région des employés civils qui devaient veiller à son administration. Dans le

Digitized by Google

but de rendre le commerce plus facile, les douanes furent soumises à un régime beaucoup plus libéral que celui qu'elles avaient auparavant. On établit, avec le même soin, de nouveaux tribunaux de justice, on organisa un corps de police pour veiller à la propreté des rues et à la sûreté des personnes et des choses, on créa des hôpitaux pour les malades et les invalides, et l'on ouvrit des écoles publiques réglementées comme celles du Chili. Deux mois après l'occupation chilienne, l'ordre et la régularité de l'administration étaient établis d'une manière satisfaisante. Grâce à cet état de choses, le commerce d'Iquique recouvra une nouvelle vigueur. Des imprimeries se fondèrent, et le journalisme fonctionna avec la même liberté absolue qu'au Chili.

De nombreux créanciers européens du Pérou s'étaient adressés quelques mois auparavant au gouvernement chilien pour obtenir la permission de charger du guano dans les dépôts de Tarapacá et dans les îles Lobos. Ils disaient que cet engrais servait spécialement au payement de leurs créances; mais que le gouvernement du Pérou, oubliant les solennels engagements contractés avec eux, avait depuis plusieurs années déjà suspendu le payement de ses obligations; ce qui avait fait que les titres de sa dette avaient souffert une dépréciation de quatre-vingt-dix pour cent. Dans cette requête, le gouvernement du Chili ne vit qu'une nouvelle preuve de la confiance inspirée aux bailleurs de fonds européens par la loyauté qui avait toujours présidé au payement de ses créances.

Toutefois il ne voulait s'engager par aucune promesse, avant que les événements de la guerre ne l'eussent mis en possession de ces dépôts de guano; et s'il est vrai qu'il écouta favorablement ces propositions, il est également certain qu'il attendit l'occupation de Tarapacá pour résoudre cette question d'une façon satisfaisante pour les créanciers du Pérou. Il voulait aussi que la majorité de ces derniers se mît d'accord afin de rendre plus effectifs les avantages qui pouvaient résulter de leur résolution. C'est ce qui eut lieu en décembre 1879 et en janvier 1880. Les possesseurs de titres péruviens tinrent à Londres quelques réunions dans lesquelles, après avoir rappelé de quelle manière leurs espérances avaient été frustrées par le gouvernement du Pérou, ils résolurent de faire appel à

Digitized by Google

la loyauté des Chiliens. Leur espérance ne fut pas trompée. Par décret du 23 février 1880, le Chili accorda aux créanciers hypothécaires du Pérou l'autorisation d'embarquer le guano des dépôts de Tarapacá, moyennant un droit de trente schellings par tonneau. Les travaux relatifs au chargement commencèrent bientôt.

Les protestations du gouvernement dictatorial du Pérou contre cette concession sont consignées dans un décret qui porte la date du 13 mars. Le dictateur Piérola y déclare que l'autorisation accordée par le gouvernement chilien aux créanciers du Pérou est une atteinte à l'autorité suprême de ce pays; que les créanciers qui l'ont sollicitée ou en ont profité ont perdu par ce fait même tous leurs droits, qu'ils ne pourront plus désormais les faire valoir au Pérou sous aucune forme, et que le gouvernement de cette nation poursuivra les navires qui exporteront du guano et les confisquera, quel que soit d'ailleurs le pavillon qui les couvre. Comme on le comprendra facilement, un décret de ce genre, émanant d'un gouvernement auquel il était impossible de le faire exécuter, ne pouvait être pris au sérieux.

L'industrie salpêtrière, la plus importante de la province de Tarapacá, attira aussi de préférence l'attention du gouvernement chilien. On doit se rappeler que le Pérou, obéissant à une fausse politique, avait monopolisé le salpêtre en 1873 et qu'il avait cherché à devenir le seul propriétaire afin d'être le seul qui élaborât et vendît cet article. Conformément à ce système, le gouvernement du Pérou avait fait aux différentes personnes des contrats d'après lesquels ces entrepreneurs pouvaient élaborer dans les fabriques de l'État une quantité déterminée de salpêtre qu'ils livraient au fisc moyennant payement de 62 pence par quintal pour frais d'élaboration. L'État vendait et exportait le salpêtre ainsi préparé.

Ce système, qui transformait le gouvernement péruvien en négociant, au préjudice des intérêts du commerce et de l'industrie, répugnait au Chili. Il ne voulut même pas exiger la remise du salpêtre exploité pour le compte du Pérou par les personnes qui avaient des contrats, quoique cependant il lui appartînt de droit comme étant une propriété prise à un gouvernement ennemi. Au lieu de continuer à suivre le pernicieux

Digitized by Google

système du monopole, il décréta la libre exportation du salpêtre moyennant le payement d'un droit modéré, une piastre et demie (7 fr. 50) par quintal.

Malheureusement, ce système libéral tarda beaucoup à produire les résultats qu'on en attendait. Pour des raisons faciles à comprendre, l'exportation volontaire ne se développait que lentement. En premier lieu, la perturbation dans les affaires, conséquence inévitable de la guerre, ne pouvait assurer le rétablissement immédiat de la confiance parmi les industriels et les trafiquants. En second lieu, le gouvernement du Pérou allait jusqu'à menacer ceux qui avaient des contrats avec lui de confisquer les biens qu'ils pouvaient posséder dans les provinces occupées par ses armées, s'ils se soumettaient à la loi chilienne et devenaient exportateurs de salpêtre. En troisième lieu, beaucoup de spéculateurs s'imaginèrent qu'en retardant l'exportation, ils obligeraient le gouvernement chilien à diminuer l'impôt qui la grevait.

Le Chili se vit alors dans l'obligation de vendre pour son compte le salpêtre déjà élaboré, et d'en envoyer une grande partie en Europe pour y être livré au commerce. On donna cependant à ces mesures un caractère transitoire. Le gouvernement chilien, maître de tous les terrains qui produisent le salpêtre jusqu'au 19e parallèle de latitude sud, préparait une loi afin de les soumettre à un régime économique uniforme dont les bases seraient la liberté commerciale et l'égalité d'impôt.

Lorsque le gouvernement péruvien sut que le Chili commençait à exploiter les dépôts de salpêtre, il fit entendre ses protestations. Ces dépôts, disait-il, sont la propriété du Pérou, et le Chili ne peut en disposer que par un acte de piraterie. Il est vrai, ajoutait-il, que le Chili est actuellement maître de ces territoires, mais ce n'est qu'une possession instable qu'il doit plutôt à l'erreur des généraux du Pérou qu'à la force de ses armées. Les navires qui chargeront du salpêtre ainsi que ceux qui chargeront du guano pour le compte des créanciers du Pérou seront partout poursuivis comme pirates par les autorités péruviennes.

C'était méconnaître en tous points la réalité d'un fait matériel et accompli, tel que l'occupation effective du territoire en question par les armées et les autorités chiliennes;

Digitized by Google

en même temps le Pérou était sans escadre pour empêcher le chargement du salpêtre et pour donner la chasse aux navires qui le portaient en Europe. Il en résulta que les protestations péruviennes restèrent à l'état de lettre morte sans produire aucun résultat pratique.

A la même époque, le gouvernement dictatorial du Pérou ordonnait d'autres mesures relatives aux finances. Il établissait de nouveaux impôts qui, bien que fort onéreux, ne donnèrent pas les recettes que l'on désirait. Il décréta la suspension de payement de toutes les obligations portant une date antérieure à celle du 24 décembre 1879, jour où fut inaugurée la dictature, à moins cependant que ces obligations ne fussent reconnues suivant certaines règles qui n'étaient pas indiquées; dans ce cas même, elles ne devaient être payées que plus tard et avec une approbation spéciale du gouvernement.

Cette mesure avait pour objet de démontrer que dorénavant les nouvelles obligations qui seraient contractées se payeraient avec les revenus de l'État. On voulait ainsi obtenir de nouveaux prêts pour le gouvernement. Le dictateur paraissait ignorer qu'en établissant un pareil système, il finirait par ruiner complètement, tant au dedans qu'au dehors, le crédit du Pérou, du moment où il admettait que le gouvernement pouvait déclarer, le jour où cela lui conviendrait, que les obligations contractées par l'État avant telle ou telle époque n'avaient aucune valeur. Cette théorie était trop dangereuse dans un pays où les gouvernements révolutionnaires se succèdent si rapidement; en effet, loin de produire le résultat qu'on attendait, elle excita une grande défiance.

Cependant le dictateur Piérola voulut entrer en arrangements avec les créanciers étrangers du Pérou, afin de les empêcher de traiter avec le Chili. On voulait leur abandonner, à certaines conditions, les chemins de fer de l'État, dans l'espoir d'obtenir de nouveaux versements. Mais comme les créanciers savaient déjà que ces voies ferrées ne donnaient que des bénéfices insignifiants, et que même quelques-unes suffisaient à peine à couvrir les frais d'exploitation, cette mesure ne produisit aucun effet. Le dictateur réglait également à la même époque toutes les questions pendantes que

Digitized by Google

le gouvernement du Pérou avait avec les consignataires du guano en Europe, et il les résolvait en faveur de ces derniers. L'opinion publique les accusait d'être les associés du dictateur lui-même, lorsqu'il avait été ministre des finances avant 1872, et plus tard ses bailleurs de fonds lors des insurrections tentées contre les gouvernements qui avaient suivi. La suppression de la liberté de la presse sous le régime dictatorial a été une des causes qui ont empêché jusqu'ici d'éclaircir ces négociations. Un journal qui se permit quelques insinuations sur les questions financières fut immédiatement supprimé, et les éditeurs furent punis.

Si toutes ces mesures ne donnèrent pas un résultat très positif pour subvenir aux besoins de la guerre, le dictateur Piérola trouva d'autres moyens d'occuper son activité. Il appela sous les armes tous les Péruviens ; il organisa dans la capitale et dans les provinces de nouveaux bataillons dont il fit activement pousser l'éducation militaire. Le gouvernement continua à recevoir d'Europe et des États-Unis des envois d'armes et d'engins de guerre, qui venaient par Panama, de telle façon que l'armée se trouva suffisamment équipée. Mais, malgré ces nombreux envois, il était impossible d'en faire parvenir au contre-amiral Montero qui commandait l'armée du Sud. Sur terre, on ne pouvait rien faire, non seulement à cause de la grande distance, mais aussi à cause de l'occupation de Moquegua par les Chiliens qui fermaient tous les chemins. De plus le blocus des côtes du Sud rendait difficile toute tentative de ce côté.

Cependant l'opinion publique commençait à reprocher au gouvernement dictatorial des fautes que ce dernier ne pensait peut-être même pas à commettre. Sachant que Montero et Piérola avaient été des ennemis irréconciliables, on croyait que le second avait intérêt à abandonner Montero afin qu'une défaite le délivrât d'un rival redoutable. Les Chiliens eurent l'occasion d'intercepter quelques correspondances dans lesquelles on parlait de ces rivalités et de ces embûches comme d'une chose certaine. C'était pour étouffer ces fâcheuses rumeurs que le dictateur, ne sachant quel autre moyen employer, avait ordonné le voyage hasardeux de la corvette *Union* à Arica, voyage dont nous avons parlé dans le chapi-

Digitized by Google

tre précédent et que mena à bonne fin, avec une adresse rare, le commandant Villavicencio. Cette aventure aussi heureuse que téméraire n'améliora pas la situation de l'armée du Sud, car elle ne reçut que quelques uniformes et quelques munitions; plus tard le blocus du Callao leur ôta tout espoir de pouvoir renouveler les communications.

Pendant ce temps-là, l'armée chilienne qui occupait Moquegua se préparait à marcher sur Tacna. Le général Escala était revenu au Chili, en laissant le commandement en chef des troupes au général don M. Baquedano qui venait de se rendre célèbre par l'habileté et la vigueur qu'il avait montrées lors du combat de « los Angeles. » Ce chef, dès le premier moment, déploya une activité énergique dans la direction générale des opérations. La distance géographique qu'il avait à parcourir pour arriver jusqu'à l'ennemi n'était pas, à proprement parler, fort considérable, et dans tout autre pays une armée régulièrement organisée aurait pu franchir cette distance en quatre ou cinq jours; mais, dans ces parages, la marche exigeait de la part des chefs et des soldats une bien plus grande dépense de forces que celle qu'impose une bataille et même une victoire.

La région qui avoisine la côte de la république du Pérou est formée par une suite de déserts séparés les uns des autres par d'étroites vallées, lesquelles sont arrosées par des rivières qui prennent leur source dans les montagnes. Dans toutes ces régions les pluies sont à peu près inconnues, et ces déserts ne sont que des plaines arides et sablonneuses, quelquefois coupées par des hauteurs escarpées ou des collines d'un terrain mouvant qui rendent très pénible la marche, surtout pendant le jour, lorsque le soleil des tropiques échauffe le sol et y produit une chaleur suffocante. « L'absence d'humidité laisse tout périr sur le sol, et donne au paysage l'aspect le plus triste que l'on puisse voir. La production s'éloigne donc de ces endroits, et d'immenses étendues de terrain, qui par leur nature pourraient être fertiles, restent inutiles à l'entretien de la richesse et de la population » [1].

1. Jourdauet. *Influence de la pression de l'air sur la vie de l'homme.* Tome I, p. 110.

Digitized by Google

Par compensation, dans les étroites vallées formées par les rivières, là où l'irrigation répand la fertilité, il existe une végétation luxuriante, et l'industrie de l'homme y a établi des cultures qui donnent de magnifiques résultats. Les plantations de canne à sucre d'une part, les vignes d'une autre, constituent la richesse principale de ces endroits. C'est dans ces vallées que sont bâties les villes de Piura, Trujillo, Lima, Ica, Arequipa, Moquegua, Tacna, etc., etc., qui alimentent toute la région de la côte; mais, quoique les distances géographiques qui les séparent les unes des autres soient relativement faibles, le nombre des voyageurs qui osent pénétrer dans ces déserts est fort restreint, attendu qu'ils préfèrent toujours se rendre aux ports voisins et faire le voyage par mer. On comprendra facilement que ces difficultés sont bien plus grandes encore pour une armée qui conduit avec elle son artillerie et ses bagages.

La route de Moquegua à Tacna se trouve dans ces conditions. L'armée chilienne avait à traverser un désert dont le terrain inégal n'est interrompu que par les étroites vallées de Locumba et de Sama, les seuls endroits où l'on pouvait trouver de l'eau pour les soldats et les animaux. En outre, il fallait gravir des hauteurs et des collines au sol mouvant, traverser des plaines sablonneuses où les hommes et les chevaux ne pouvaient avancer qu'avec une difficulté presque insurmontable, et dans lesquelles on ne trouvait pas un seul ruisseau, pas un seul puits où le voyageur pût calmer sa soif.

Pour entreprendre la marche, il fut nécessaire de préparer les chariots qui devaient transporter les bagages, les vivres, les fourrages et l'eau, et de prendre les dispositions pour que ces voitures fussent efficacement protégées par la cavalerie afin que le soldat pût trouver des provisions à chaque étape. Pour mieux comprendre les difficultés qu'il y avait à vaincre, il suffit de dire que l'armée chilienne était obligée de transporter une provision d'eau représentant 40,000 litres par jour pour les hommes et les animaux.

Le général chilien et son état-major employèrent toute leur activité pour arriver à ce résultat; mais ils eurent à surmonter des obstacles sans nombre. La vallée de Moquegua, comme la plupart des vallées de cette partie du Pérou, est pendant cette

Digitized by Google

époque de l'année sous l'influence des fièvres intermittentes connues dans le pays sous le nom de fièvre tierce. Ces fièvres, engendrées par les miasmes qui s'exhalent, à la suite des chaleurs, des terrains arrosés ou baignés par les rivières, attaquent de préférence les étrangers qui séjournent dans ces vallées pour la première fois. L'armée chilienne eut tellement à souffrir des effets de cette cruelle maladie que les transports de l'escadre ne furent occupés pendant plusieurs jours qu'à conduire les malades aux hôpitaux de Pisagua et d'Iquique, où, grâce à la sécheresse de l'air, la fièvre tierce ne règne pas. Par compensation, quelques troupes de réserve durent quitter ces ports pour remplacer ces malades. Le général Baquedano, d'accord avec le service médical de l'armée, transporta le campement à l'endroit appelé Hospicio; c'est de là que ses troupes devaient entreprendre la marche. Ces différentes précautions eurent pour effet, comme on peut le supposer, de retarder les opérations militaires.

Pendant ce laps de temps, la cavalerie chilienne s'occupa à faire différentes reconnaissances. On savait que les Péruviens avaient détaché du camp de Tacna quelques troupes volantes chargées d'inquiéter les postes avancés de l'armée ennemie pendant sa marche. En effet, un piquet de 25 soldats chiliens, qui était allé en exploration, se laissa surprendre dans le pays de Locumba et perdit la plupart de ses hommes, tués ou faits prisonniers.

D'autre part, au commencement d'avril (le 7), le colonel don J. F. Vergara, à la tête de 500 hommes de cavalerie, sortit du camp dans le but de reconnaître tous les chemins et d'attaquer les postes avancés des Péruviens. Tout en s'acquittant de cette mission, le colonel s'avança jusqu'à la vallée de Locumba sans rencontrer la moindre résistance. Il explora un chemin qui allait de la mer à la vallée de Sama, et qui devait servir pour le transport de l'artillerie chilienne. Se dirigeant ensuite vers la montagne à la recherche de l'ennemi, il arriva par des défilés escarpés jusqu'à Mirabe et Ilabaya, où il trouva des vivres pour ses soldats et du fourrage pour ses animaux. Nulle part on n'aperçut de détachements péruviens, ni même aucun vestige de leur présence dans ces parages. Cependant il ne lui fut pas difficile de découvrir, au moyen de ses éclai-

Digitized by Google

reurs, que dans la vallée formée par la rivière Sama, et entre le pays de ce nom et Buenavista, il y avait un poste avancé péruvien composé d'environ 400 hommes, tant fantassins que cavaliers. Le chef de ces forces était le colonel Albarracin qui avait au Pérou la réputation d'un chef de guérillas aussi courageux que rusé. Le commandant chilien résolut immédiatement d'attaquer l'ennemi.

Afin de cacher ses mouvements et de surprendre ses adversaires, le détachement du colonel Vergara se mit en marche pendant la nuit du 17 avril, et le lendemain matin à dix heures il tombait sur les forces péruviennes. L'infanterie de ces derniers chercha à se retrancher dans les maisons, tandis que la cavalerie se disposait à empêcher le passage de la rivière. Mais les troupes chiliennes, prenant l'ennemi en flanc, l'obligèrent à abandonner ses positions et le chargèrent ensuite avec tant d'impétuosité qu'en peu d'instants elles le mirent en complète déroute, avec une perte d'environ 150 hommes morts ou blessés, et un nombre considérable de prisonniers. Les vainqueurs poursuivirent les fugitifs jusqu'à quelques lieues de Tacna, sans leur donner un moment de repos, et en sabrant tous ceux qu'ils rencontraient. La journée ne coûtait aux Chiliens que la perte de trois hommes.

Ce combat, malgré ses modestes proportions, eut des conséquences importantes. Le colonel Albarracin, l'homme le plus habile de l'armée péruvienne pour ces sortes d'explorations, perdit presque complètement son prestige. Le contre-amiral Montero, avec cette arrogance outrée qui blessait tous les chefs et tous les officiers placés sous ses ordres, traita ce dernier de lâche pour n'avoir pas pu résister au choc vigoureux de la cavalerie chilienne. Depuis ce jour (18 avril), aucune troupe ne fut détachée du camp de Tacna pour aller reconnaître de près les mouvements de l'armée chilienne, tant était grande la terreur qu'inspiraient ses charges de cavalerie.

Pendant ce temps-là l'armée chilienne avait quitté ses cantonnements de l'Hospicio. Afin d'éviter l'encombrement occasionné par le transport d'une quantité considérable de vivres et d'eau pour les troupes, elle marchait par division. Deux de ces colonnes se trouvaient déjà à Locumba le 27 avril, lorsque

Digitized by Google

la troisième division sortit du camp de l'Hospicio pour les rejoindre.

La marche à travers le désert ne devait rencontrer d'autres obstacles que ceux que la nature y opposait. Les postes avancés de cavalerie, comme nous venons de le dire, s'étaient chargés de balayer toute avant-garde ennemie qui pourrait se présenter. Ces divisions n'avaient pas davantage à craindre d'être attaquées par derrière. En se mettant en marche, le général Baquedano avait laissé 2,000 hommes entre Pacocha et Hospicio; ces forces n'étaient pas seulement chargées de barrer le passage de n'importe quelle division péruvienne qui eût eu la prétention de s'avancer du nord pour inquiéter les Chiliens dans leur marche, elles devaient encore servir de centre de ralliement pour la réorganisation de l'armée, dans le cas peu probable où l'on essuierait quelque échec en chemin. Ainsi, l'état-major avait su prévoir toutes les difficultés qui pouvaient surgir et y avait préparé avec une rare intelligence les moyens les plus propres à les prévenir ou à les surmonter.

Pour la translation complète de l'armée, il s'était présenté une difficulté qui paraissait insurmontable. L'état-major avait reconnu que le transport de l'artillerie de campagne était possible dans le désert, compris entre Hospicio et Locumba, mais absolument impraticable entre ce dernier point et Sama. Dans la première partie du chemin, c'est-à-dire entre Hospicio et Locumba, il y avait toutes espèces d'obstacles à surmonter, des terrains sablonneux, précipices, fondrières; mais le travail de l'homme pouvait tout vaincre. Dans la seconde section, c'est-à-dire entre Locumba et Sama, les bancs de sable mouvant étaient tellement grands et tellement profonds que les canons de campagne s'y seraient enfoncés, et les hommes et les chevaux auraient été impuissants pour les faire rouler pendant quelques kilomètres.

Il fallut donc chercher une autre route pour transporter l'artillerie jusqu'à l'endroit appelé Buenavista, sur les bords du Sama, endroit qui devait être le point de concentration de toute l'armée. On envoya en effet cette artillerie par mer depuis Pacocha, pour la débarquer dans la petite baie de Ite, et la transporter ensuite par terre jusqu'au camp chilien. Le

Digitized by Google

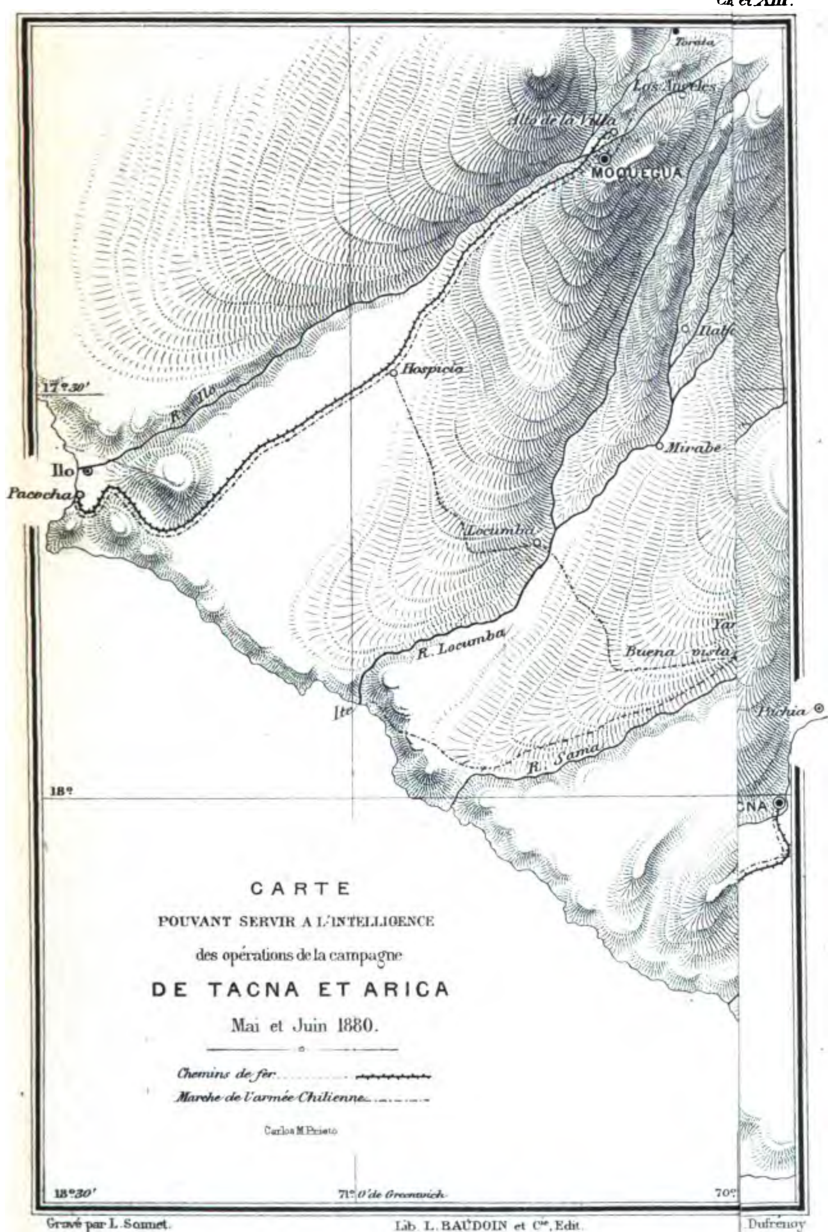
colonel J. Velasquez, chef d'état-major, à la tête d'une division d'environ 2,000 hommes, suivit cette même route afin de diriger et de protéger le débarquement des canons et de la partie la plus lourde du parc d'artillerie.

De nouvelles difficultés, dont quelques-unes seulement étaient prévues, les attendaient dans le port d'Ite. Pendant les premiers jours de mai, la mer fut extrêmement agitée dans ces parages ; et comme la baie d'Ite offre peu d'abri aux navires et n'a pas de débarcadère, la descente à terre des troupes et de l'artillerie dut s'opérer avec lenteur et avec des précautions infinies. Mais ce n'était rien d'arriver à la plage. Derrière le port s'élevait une chaîne de collines escarpées qui ne présentait aucun chemin praticable pour les caissons et l'artillerie. L'état-major, connaissant cet obstacle, avait pris ses mesures en conséquence. Il fallut ouvrir un sentier provisoire. Dirigés par des ingénieurs intelligents, les soldats munis des outils nécessaires remuèrent la terre sur quelques points, et sur d'autres ils s'attelèrent eux-mêmes aux canons. Après quatre jours d'un travail excessivement pénible, ils franchirent cette barrière et se trouvèrent dans la partie plate du désert. Le 10 mai ils rejoignirent enfin l'armée chilienne au camp de Buenavista. Il fallut encore quelques jours pour transporter les vivres et établir une communication facile et non interrompue entre le camp et les navires qui étaient mouillés à Ite.

L'armée chilienne, concentrée avec tant de difficultés à Buenavista, se composait de 13,372 hommes en y comprenant les derniers renforts venus de Pisagua et qui débarquèrent également dans la baie d'Ite [1]. L'artillerie possédait quarante canons de différents calibres, mais presque tous du système Krupp, servis par 550 artilleurs. La cavalerie comptait 1,200 hommes montés sur d'excellents chevaux. Les 11,622 hommes restants appartenaient à l'infanterie, au génie et à l'état-major. Cette armée ainsi composée resta campée pendant quelques jours sur les bords du Sama, entre Buenavista et Yaras, afin de donner quelque repos aux hommes et aux animaux, de renouveler la provision d'eau,

1. Dans ce chiffre n'est pas comprise la division de 2,000 hommes laissée à Pacocha et à Hospicio.


Digitized by Google



Digitized by Google

Digitized by Google

et d'achever ses derniers préparatifs afin de marcher sur l'ennemi.

Ce fut là qu'elle fut frappée d'une perte bien douloureuse. Dans la soirée du 20 mai mourut don Raphael Sotomayor, ministre de la guerre. Une violente attaque d'apoplexie le foudroya. Après avoir pris une part active à toute la campagne en donnant une puissante impulsion à tous les travaux d'organisation militaire, en aplanissant toutes les difficultés qui se présentaient, il mourut subitement au moment de voir terminer l'expédition à la préparation de laquelle il avait consacré l'activité et les lumières d'un esprit calme et solide. Lorsque, quelques jours après, le président de la République ouvrit les sessions ordinaires du congrès chilien, il rappela ce malheur dans les termes suivants qui font l'éloge le plus complet du ministre : « Pendant le cours de cette guerre, Sotomayor a eu à remplir des missions importantes mais ingrates, pénibles et entraînant la plus lourde responsabilité. Il s'en est acquitté avec l'énergie, l'intelligence et l'élévatior de vues qui l'ont toujours soutenu dans l'accomplissement de ses devoirs pendant une vie exclusivement consacrée au service de sa patrie. Sa mort, à la veille d'une victoire préparée en grande partie par ses soins et ses veilles, l'a privé de la seule récompense qu'ambitionnât son âme généreuse. »

Digitized by Google

Digitized by Google

CHAPITRE XII

TACNA, MAI 1880.

Situation des alliés à Tacna et à Arica. — Dissidences entre les chefs péruviens et boliviens. — Le général Campero vient prendre le commandement de l'armée alliée. — Ses efforts pour réorganiser l'armée et la préparer à la campagne. — Il reçoit un nouveau contingent bolivien. — Descriptions des positions choisies par le général Campero. — Reconnaissances faites par l'état-major chilien. — Confiance de quelques-uns des chefs alliés dans le triomphe de leurs armes. — L'armée chilienne s'approche du camp des alliés. — Surprise nocturne préparée par le général Campero : elle échoue. — Plan d'attaque des Chiliens. — Bataille de Tacna (26 mai). — Premiers résultats de la bataille. — Les Chiliens occupent la ville de Tacna. — La nouvelle de la défaite de l'armée alliée arrive à Lima.

Que faisait cependant l'armée alliée dans ses positions de Tacna et d'Arica, c'est-à-dire à quelques lieues du camp chilien ? C'est ce que nous allons expliquer ici, à l'aide des documents et des rapports des chefs péruviens et boliviens.

Vers la mi-avril, les alliés avaient réuni dans ces lieux une force d'un peu plus de dix mille hommes, tant Péruviens que Boliviens. En vertu d'un pacte complémentaire du traité d'alliance secret, les deux gouvernements avaient bien stipulé, en mai 1879, que le commandement des deux armées appartenait au président de la République sur le territoire duquel on opérait, et à, son défaut, à l'autre président ; mais on n'avait rien prévu pour le cas où aucun des deux ne se trouverait sur le théâtre de la guerre. Le contre-amiral Montero était alors le chef des troupes péruviennes, et le colonel Camacho commandait les Boliviens. Mais une pareille situation ne pouvait se prolonger à si peu de distance de l'ennemi, et le contre-amiral Montero, en sa qualité de chef de plus

Digitized by Google

haut grade, avait pris le commandement en chef. Son plan de campagne consistait à attendre l'ennemi, en se ménageant le port fortifié d'Arica comme point de retraite dans le cas d'un désastre, qu'il croyait d'ailleurs fort improbable. Deux mille hommes étaient restés dans cette ville sous les ordres du colonel don Francisco Bolognesi.

Quoique le chef bolivien eût consenti à se soumettre au contre-amiral Montero, il n'approuvait pas ce plan. L'armée alliée, selon lui, devait marcher à la rencontre de l'ennemi, pour le battre avant qu'il ait eu le temps de se concentrer et de se remettre du désordre que ne pouvait manquer d'introduire dans ses rangs une marche comme celle qu'il avait entreprise à travers d'âpres déserts. A ces causes de dissidence s'en ajoutaient naturellement d'autres produites par l'orgueil national de chaque armée, et par le peu de confiance des Boliviens dans les talents militaires de Montero [1]. C'est pour cette raison que le colonel Camacho priait instamment le président provisoire de la Bolivie de venir à Tacna prendre le commandement des deux armées.

On sait que peu après la déposition du général Daza en décembre 1879, le général don Narciso Campero s'était provisoirement chargé du commandement suprême en Bolivie. Ce chef, nous l'avons dit aussi, avait déployé la plus grande énergie pour réprimer les révoltes intérieures, et il était fer-

1. La situation du contre-amiral Montero dans l'armée alliée était devenue excessivement épineuse. Outre l'arrogante et hautaine légèreté de caractère qui ne lui permettait pas de donner un ordre ou d'accepter une opinion sans faire sentir la supériorité de son rang, ses antécédents de conspirateur éveillaient la défiance des officiers péruviens. Ils croyaient que Montero n'attendait qu'un premier triomphe dans le sud pour se proclamer à son tour « chef suprême du Pérou », et marcher sur Lima pour renverser l'autre chef suprême (Piérola), qui était depuis longtemps son ennemi irréconciliable. Les soldats chiliens interceptèrent plusieurs lettres dans lesquelles on parlait clairement de toutes ces petitesses. Il faut dire aussi que la plupart des officiers de l'armée péruvienne de Tacna étaient décidés à ne pas soutenir Montero dans cette entreprise.

D'autre part, le contre-amiral Montero s'était aliéné la bonne volonté des habitants de Tacna et d'Arica, et même du commerce neutre de ces villes, en leur imposant des fortes contributions en nature et en argent, et un emprunt forcé, qu'il distribua entre les nationaux et les étrangers, pour l'entretien de ses troupes, qui étaient presque nues, et qui ne recevaient aucun secours de Lima.


Digitized by Google

mement décidé à continuer la guerre contre le Chili. Instruit de ce qui se passait dans le camp des alliés, Campero partit en toute hâte pour Tacna, où il arriva dans la nuit du 19 avril.

Le lendemain, il se fit reconnaître comme général en chef des deux armées, et toutes les troupes le reçurent avec les témoignages du plus vif enthousiasme.

Dès lors il poussa les travaux militaires avec la plus grande activité. Le 22 avril il passa en revue toute l'armée alliée. C'était la première fois, suivant ce qu'il affirme lui-même, que cette armée entrait en ligne et s'essayait aux manœuvres combinées d'une vraie bataille : « Le spectacle que présentait l'armée était magnifique, et sa tenue me causa la meilleure impression », dit le général Campero dans un rapport détaillé de cette campagne au congrès bolivien.

Mais quoique la présence de ce chef renommé resserrât les liens qui unissaient les deux armées, la divergence d'opinions sur le plan de campagne qu'il convenait d'adopter subsistait toujours. Campero se décida pour celui du colonel Camacho. Ce plan consistait à marcher jusqu'à la vallée de Sama pour y attendre l'ennemi et lui livrer bataille sans lui laisser le temps ni de se remettre des fatigues d'une marche pénible dans le désert ni de rallier toutes ses divisions.

Dans ce but, l'armée alliée se mit en marche pour Sama, le 27 avril, mais elle avait à peine fait une lieue et demie qu'elle reconnut l'impossibilité d'aller plus loin. « Car, dit le général Campero lui-même, nous étions complètement dépourvus de moyens de transport par suite de la négligence qu'on avait mise jusqu'alors à s'en procurer. On ne pouvait mobiliser la légion bolivienne; il était impossible d'emporter pour l'armée l'eau et les vivres indispensables pour une expédition dans un désert dépourvu de toute ressource; et, qui plus est, on n'avait pu conduire le parc d'artillerie jusqu'à l'endroit où nous nous trouvions, ni même le faire sortir de Tacna. Il était donc prouvé que la marche était impossible, et que l'armée alliée était condamnée, pour ainsi dire, à attendre l'ennemi dans ses propres positions, sans pouvoir aller au-devant de lui. »

Ainsi, pendant que l'armée chilienne franchissait une

Digitized by Google

distance très considérable au milieu des sables du désert, après avoir amené du Chili tous les éléments nécessaires à une marche aussi pénible, l'armée alliée, par suite de son manque d'organisation et des vices de son intendance militaire, ne pouvait traverser quelques lieues de son propre pays. Elle n'avait ni voitures ni bêtes de charge pour traîner ses bagages et conduire de l'eau. Ce n'était pas encore tout : tandis que les Chiliens étaient au courant du nombre des alliés et des positions qu'ils occupaient, ceux-ci ignoraient complètement la situation de l'ennemi de sa force numérique.

Après la journée de Buenavista, le 18 avril, les reconnaissances des alliés n'osèrent plus s'aventurer jusqu'en vue des Chiliens; de sorte qu'à partir de ce jour les chefs péruviens et boliviens n'eurent plus aucune nouvelle de l'ennemi jusqu'à ce que celui-ci vint les menacer dans leurs positions de Tacna. « Dans ce camp, dit le général Campero, le plus grand inconvénient de ma position était de n'avoir aucune nouvelle de l'ennemi, et de me voir réduit à opérer sur de simples conjectures. On n'avait pas organisé de service régulier d'espionnage, chose essentielle dans les circonstances où nous nous trouvions. Nous ne recevions aucun avis qui pût nous éclairer sur le nombre et la situation de l'ennemi. Il semblait que nous fussions sur un territoire étranger, et que les habitants de l'endroit ne se préoccupassent nullement du résultat de la campagne. Mu par ces considérations, je fis les plus grands efforts pour organiser l'espionnage, en me servant du préfet de Tacna et du général Montero, personnages influents, mais je ne pus rien obtenir de sérieux, et je restai condamné à la même incertitude [1]. »

On comprend ainsi comment les alliés ont cru que l'armée chilienne, qui, nous l'avons dit dans le chapitre précédent, dépassait à peine treize mille hommes, en comptait plus de vingt-deux mille, erreur qui a subsisté même après la bataille.

L'armée alliée campée dans les environs de Tacna mon-

1. Le contre-amiral Montero a rectifié depuis, à Lima, quelques points du rapport du général Campero, tout en déclarant que la continuation de la guerre ne lui permettait pas encore de révéler les moyens qu'il employait pour avoir des nouvelles de l'ennemi. La vérité incontestable est qu'à Tacna on n'eut jamais de renseignements exacts sur le nombre et sur les mouvements de l'armée chilienne.


Digitized by Google

tait alors à un peu plus de huit mille hommes, sans compter les deux mille soldats qui étaient restés sur la côte pour défendre Arica. Ces troupes virent bientôt arriver un nouveau renfort. En quittant la Paz, le 14 avril, le président Campero avait donné l'ordre de lever en Bolivie le plus grand nombre possible de troupes, et de les envoyer sur le théâtre de la guerre. En effet, au commencement du mois de mai, mille à quinze cents soldats boliviens arrivaient à Tacna. Parmi eux se trouvait un escadron de cavalerie dont tous les soldats, ou du moins la plupart d'entre eux, étaient montés sur des mulets. L'armée alliée de Tacna s'élevait dès lors à près de dix mille hommes [1].

On anonçait de Bolivie la prochaine arrivée de nouvelles troupes. En effet, le général Llores, qui commandait les forces militaires des départements du Sud, avait reçu l'ordre formel de venir avec toutes ses troupes grossir les rangs des alliés. Mais il lui fut impossible de se mettre en marche, non pas tant à cause du manque de ressources que parce que cette partie du territoire bolivien était alors, disait-on, menacée d'une invasion des Chiliens. Il est certain que quelques détachements ennemis avaient été aperçus dans la Cordillère, vers le chemin qui conduit du littoral à Potosi, et en effet, une petite division chilienne partie de Calama avait suivi cette direction, mais ces troupes n'avaient nullement l'intention d'envahir sérieusement le sud de la Bolivie. On voulait

1. Le rapport déjà cité du général Campero dit expressément que l'armée des alliés, qui était sous ses ordres à Tacna, comptait 9,300 hommes. La presse du Pérou la faisait monter avant la bataille à 12 ou 13,000 hommes, dont un peu plus de 4,000 étaient Boliviens. Nous croyons que l'on peut accepter le chiffre donné par le général Campero comme à peu près exact. D'ailleurs le rapport de ce chef est un document sérieux, qui ne contient d'autres inexactitudes que celles qui proviennent de son manque de renseignements sur la force et les mouvements de l'ennemi, ou des exagérations de quelques-uns de ses subalternes dans le récit des incidents de la bataille. Les fragments de ce rapport, que nous citons dans le texte, prouveront au lecteur que Campero est un militaire distingué. En effet, les armées alliées n'eurent jamais de chef aussi sérieux, aussi habile et plus diligent. Le général Campero est un homme instruit, qui a vécu longtemps en Europe, et qui a fait une partie de ses études à l'École des mines, à Paris. Il est justement estimé dans son pays pour la rectitude et la droitesse de son caractère, et les soldats péruviens eux-mêmes avaient beaucoup plus d'estime pour lui que pour leur chef immédiat, le contre-amiral Montero.

Digitized by Google

simplement simuler une invasion de ce territoire, et ce stratagème réussit complètement. Le général Llores n'osa pas abandonner ces provinces, et se voyant obligé de pourvoir à sa propre défense, il ne put ni conduire ni même envoyer un seul soldat à l'armée alliée de Tacna. Campero n'avait désormais à compter sur aucun renfort.

Le général bolivien, comme nous l'avons vu plus haut, s'exagérait extraordinairement la supériorité numérique de l'armée chilienne, mais son ardeur à organiser la résistance ne faiblit pas un seul instant. Il crut qu'il lui serait facile dans sa situation d'équilibrer les forces en choisissant une position avantageuse, d'où son armée, obligée de se tenir sur la défensive, pût repousser victorieusement l'attaque des ennemis.

Le terrain s'y prêtait d'ailleurs admirablement. La ville de Tacna est entourée, au nord-ouest, d'un nombre considérable de montagnes arides, dépourvues de toute végétation, et dont le terrain sablonneux et mouvant rend la montée excessivement pénible. Il était facile de trouver sur ces hauteurs des positions avantageuses, presque inaccessibles à l'ennemi, surtout à sa cavalerie, qui formait la supériorité réelle et incontestable des Chiliens. Après de longues et minutieuses reconnaissances, le général Campero porta son attention sur un plateau qui domine toute la plaine voisine, et il résolut d'y établir le camp.

« Une fois là, dit-il lui-même dans le rapport déjà mentionné, je fus parfaitement tranquille, étant convaincu qu'en cette position, j'évitais un danger réel et je possédais un point stratégique de premier ordre. En effet nous étions sur un plateau protégé devant nous par un rebord d'où descendait vers la plaine une espèce de glacis. Nous en avions un autre semblable derrière nous, et nous occupions le sommet qui domine la plaine des deux côtés. Nos flancs étaient convenablement défendus par de profonds plis de terrain qui bornaient le plateau de chaque côté. En outre, la position dont il s'agit couvrait Tacna, et notre premier objectif était d'en empêcher l'occupation. Cette position avait pourtant le grave inconvénient de ne présenter aucune ressource pour la subsistance des hommes et des chevaux ; mais je résolus d'y

Digitized by Google

parer, en envoyant ceux-ci s'abreuver à quelque distance dans les moments où il ne pouvait y avoir aucun danger, et en faisant venir à tout prix de Tacna ce qui était nécessaire pour l'armée, l'eau, les vivres, le charbon de terre, etc. Nous étions donc tranquilles, et je pris sérieusement toutes les dispositions nécessaires pour attendre l'ennemi. »

Cette hauteur occupée, les chefs alliés donnèrent tous leurs soins à la construction de lignes de défense et de travaux de campagne qui en rendissent l'accès plus difficile à l'ennemi. La nature de ce terrain mouvant s'y prêtait d'ailleurs à merveille. Entre autres mesures, chaque soldat fut muni d'un sac qu'il devait remplir de sable pour s'en servir de parapet contre les balles ennemies.

On comprendra mieux les avantages de cette position et l'espoir qu'avaient les alliés de remporter une victoire éclatante en lisant la description que le général Campero fait de ce camp dans un autre passage de son rapport. Voici cette description :

« Nous étions placés dans un endroit élevé, et nos flancs étaient parfaitement défendus par des ravins qu'il aurait été difficile de franchir à cause de leur nature sablonneuse. Aussi la cavalerie ennemie ne pouvait-elle nous attaquer de flanc, sans s'exposer à un échec. Une seule charge sur ce terrain coupé et mouvant aurait suffi pour fatiguer les chevaux, au point de les rendre incapables de résister au choc de simples tirailleurs. L'ennemi ne pouvait donc opérer avec sa cavalerie que sur notre aile gauche, et presque de front, et jamais sur nos flancs et encore moins sur nos derrières qui étaient également défendus.

« L'artillerie ennemie ne pouvait non plus opérer librement, du moins au commencement de l'action. Nous occupions le faîte d'un plateau qui présentait devant nous un renflement assez prononcé et des esplanades en glacis en face de l'ennemi et sur nos derrières, et nos deux lignes de bataille ainsi que les réserves étaient invisibles pour nos adversaires. Nous n'offrions donc qu'un but fort incertain aux feux de l'ennemi, surtout à sa puissante artillerie, qui, dans toute autre position, aurait suffi pour nous détruire.

« Ces conditions étaient également favorables à la retraite,

Digitized by Google

parce que, n'eût-ce été l'avantage du terrain, il eût été extrêmement facile aux nombreux bataillons ennemis de nous envelopper de toutes parts.

« Au point de vue de la stratégie, la position était donc on ne peut plus favorable, et elle répondait à toutes les prescriptions fondamentales de l'art militaire.

« Une circonstance particulière dont on doit tenir compte, c'est que le bord où était tracée notre ligne de bataille formait une courbe, dont la partie convexe ou saillante regardait l'ennemi, et la concave était à notre arrière-garde. J'avais profité de cette forme du terrain en raison de la supériorité numérique de l'ennemi, afin de l'obliger à étendre ses forces sur un espace beaucoup plus grand, ce qui ne pouvait manquer de les affaiblir, s'il voulait embrasser toute l'étendue de notre courbe. De cette manière, nous pouvions aussi opérer avec la plus grande rapidité derrière notre ligne, tandis que les mouvements des Chiliens derrière la leur étaient beaucoup plus lents. Cette circonstance, s'ajoutant au relief du rebord formé par le terrain, nous donnait un avantage considérable, soit pour mouvoir notre seconde ligne en toute direction, soit pour faire passer les réserves d'un point à un autre, à l'abri des feux ennemis et même de leurs regards; tandis que notre position dominante sur la pente ou glacis qui descendait du plateau nous permettait de ne perdre aucun de ses mouvements. »

On voit que le chef bolivien avait fait preuve d'un vrai talent militaire dans le choix du terrain où il devait attendre l'ennemi, et il croyait pouvoir lui résister avantageusement, même en supposant que les Chiliens fussent deux fois plus nombreux que l'armée alliée. Mais la nature de ses troupes, ou plutôt le manque de bonne cavalerie ne lui permit pas d'entretenir un nombre suffisant d'éclaireurs. Les avant-postes n'arrivaient pas à plus de deux lieues au delà du camp.

Malgré leur isolement, les chefs péruviens conservaient, par les âpres chemins des montagnes, quelques communications avec les autorités de la province de Puno, reliée par le télégraphe à la ville d'Aréquipa. Ces communications, loin de leur être utiles, contribuèrent à les troubler, en leur faisant concevoir de fausses espérances. On leur annonçait qu'une

Digitized by Google

nouvelle armée péruvienne, commandée par le colonel Leiva, avançait d'Aréquipa sur Torata, et qu'elle attaquerait bientôt l'arrière-garde des Chiliens. Le contre-amiral Montero, et quelques-uns des chefs qui étaient sous ses ordres, toujours disposés à se laisser tromper par de semblables illusions, admirent sans hésitation l'existence de cette armée. Ils transmirent des ordres à Aréquipa et à Torata, afin que Leiva précipitât sa marche pour en finir d'un coup avec les Chiliens. Or la prétendue armée de Leiva était une faible division de recrues, qui était arrivée à grand'peine à Aréquipa, et quand elle voulut marcher sur Moquegua, elle se trouva dépourvue de presque tous les éléments indispensables à une marche quelque peu accélérée.

Pendant ce temps-là, l'armée chilienne campait à six lieues de Tacna, sur les bords du rio Sama. Elle aussi achevait ses préparatifs pour la bataille qu'elle allait engager dans des conditions bien moins favorables que les alliés. Le 22 mai, le général Baquedano ordonna que son état-major, appuyé par une division de troupes des trois armes, s'avançât pour relever avec un soin minutieux les positions ennemies. Cette reconnaissance s'effectua avec un plein succès. Le colonel Velasquez, chef de l'état-major chilien, s'approcha à une portée de canon du camp ennemi, et il ouvrit le feu contre ces positions, dans le but de s'assurer de la puissance de l'artillerie des alliés. Après une heure de canonnade insidieuse, et quand ses ingénieurs eurent levé un croquis des positions ennemies, il se retira en bon ordre sans avoir perdu un seul homme. L'état-major s'était ainsi convaincu que l'ennemi était décidé à rester sur la défensive.

Cette reconnaissance donna lieu à bien des discussions dans l'état-major des alliés. Quelques chefs pensaient que l'armée chilienne n'osait présenter la bataille, et que la disparition des éclaireurs de l'ennemi annonçait une véritable retraite. Dans ses conférences, le contre-amiral Montero ne cessa de faire parade de la confiance la plus absolue dans le résultat de la bataille. Selon lui, les Chiliens étaient aussi ineptes que lâches, et l'incapacité de leur chef, qu'il avait autrefois connu, était une sûre garantie du prochain triomphe des alliés. Le général Campero se montrait, lui, bien autre-

Digitized by Google

ment réservé. Il n'attribua pas au mouvement des Chiliens plus d'importance qu'il n'en avait réellement, et il persista dans sa résolution de ne pas quitter ses positions actuelles. Il paraît que ces discussions n'eurent d'autre effet que de le confirmer dans l'idée peu avantageuse qu'il avait des talents militaires de Montero : aussi ne lui avait-il confié que le commandement de son aile droite. L'aile gauche et le centre avaient été placés sous les ordres des colonels boliviens Camacho et Castro-Pinto, qui avaient toute la confiance du général en chef.

Toutes les informations nécessaires étant prises, l'armée chilienne se mit en marche le 25 mai et alla camper dans le meilleur ordre à deux lieues des positions ennemies. L'état-major avait choisi un pli du terrain pour y passer la nuit. Cette position présentait un double avantage : les troupes y étaient à l'abri de toute surprise, et elles dérobaient leur présence à l'ennemi. Pendant cette marche, l'armée n'eut d'autre perte à souffrir que celle d'une troupe de mules dont les conducteurs dépassèrent imprudemment l'endroit où ils devaient camper; les mules furent enlevées par les avant-gardes des ennemis. Deux des muletiers furent faits prisonniers en même temps que les animaux qu'ils conduisaient.

Sans cette imprudence, le général allié n'aurait eu qu'une vague idée du voisinage de l'armée chilienne. Toutefois les déclarations des deux prisonniers contribuèrent à le troubler davantage. Les muletiers, avec la ruse propre aux paysans chiliens, lui donnèrent les renseignements les plus exagérés sur la force de leur armée, en lui cachant artificieusement tout ce qui aurait pu l'éclairer sur le lieu précis où elle devait camper cette nuit-là. De son côté, le chef bolivien s'exagéra les dangers de sa situation, et se croyant menacé par une armée deux fois supérieure à la sienne, il craignit d'être vaincu malgré les incontestables avantages de ses positions. Pour neutraliser, par une stratégie qu'il croyait habile, la prétendue supériorité numérique des Chiliens, Campero eut l'idée de surprendre ceux-ci, persuadé qu'il lui serait ainsi plus facile de les mettre en déroute. Ecoutons ce général lui-même raconter le plan d'attaque qu'il avait conçu, et la manière dont il fut exécuté. « Je décidai, dit-il, qu'il fallait marcher

Digitized by Google

cette nuit-là même, tomber à l'aurore sur l'ennemi en essayant de le surprendre, sans lui donner le temps de déployer ses forces, et même en l'empêchant d'employer les deux principaux éléments de sa force, sa cavalerie et son artillerie, dont l'action ne pouvait être inutilisée que par une surprise heureuse. Je communiquai ma pensée à MM. Montero et Camacho; ils l'accueillirent avec enthousiasme et approuvèrent toutes mes idées.

« Le plan étant accepté, on prit les mesures convenables, et l'on commença la marche à minuit avec une précision et un silence admirables, l'armée conservant le même ordre de bataille, et ménageant la distance nécessaire pour pouvoir former la ligne avec toute la rapidité possible en approchant de l'ennemi, lequel en raison même de sa supériorité numérique aurait besoin d'un temps plus considérable pour déployer ses forces. Mais malheureusement, au bout de deux heures on commença à remarquer une certaine indécision et même un certain désaccord dans la marche des colonnes. Les colonels Camacho et Castro Pinto me firent avertir successivement et contradictoirement que nous inclinions trop selon l'un à droite, et selon l'autre à gauche. J'ordonnai aux guides des deux ailes et à celui du centre de se réunir et d'examiner ensemble la situation où l'on se trouvait et la direction que nous devions suivre. Après une longue discussion entre eux, ils déclarèrent qu'ils ne pouvaient éclaircir leurs doutes, se mettre d'accord sur notre vraie position et encore bien moins s'orienter, à cause de l'épais brouillard qui couvrait la plaine et qui nous enveloppait déjà de toutes parts. En ce moment, je remarquai que le désordre s'était augmenté, et que plusieurs corps avaient perdu leurs positions respectives, quelques-uns de la droite se trouvant égarés à gauche. J'ordonnai qu'on fît halte, et craignant une rencontre avec l'ennemi dans ces circonstances, ce qui nous aurait occasionné un désastre irréparable si nous étions nous-mêmes surpris au lieu de le surprendre, je résolus de retourner au campement. J'eus soin de faire prendre les devants à quelques hommes chargés d'allumer des feux pour nous servir de point de repère. Cela fait, la contremarche s'effectua, et nous arrivâmes au camp au lever du soleil, le 26,

Digitized by Google

toute l'armée occupant les mêmes positions qu'auparavant. »

Tandis que l'armée alliée se fatiguait pendant la plus grande partie de la nuit par cette opération manquée, l'armée chilienne se reposait tranquillement de la fatigue des marches précédentes. Avant l'aurore du 26 mai, tous les corps étaient debout et pourvus de munitions pour marcher à l'ennemi. La troupe reçut les aliments nécessaires pour résister aux fatigues de la journée.

Au quartier général des Chiliens, on avait longuement discuté le plan de la bataille. Deux opinions avaient été particulièrement l'objet des délibérations du conseil. D'après la première, l'attaque devait être dirigée sur le front de l'ennemi; on chercherait d'abord à le chasser de ses positions au moyen de l'artillerie, et si l'on n'y parvenait pas, en les attaquant résolument avec de l'infanterie. Le second plan consistait à marcher vers l'est jusqu'à une certaine distance du flanc droit de l'ennemi pour se placer sur ses derrières, et le forcer à accepter le combat dans des conditions qui lui enlèveraient sa ligne de retraite vers l'intérieur. Mais ce plan avait un inconvénient : la bataille se trouvait retardée d'un jour, et l'on craignait que la provision d'eau ne s'épuisât, de telle sorte qu'au moment de la bataille le soldat pouvait se trouver dépourvu d'un élément aussi nécessaire pour se remettre des fatigues et de la chaleur. Le général Baquedano se prononça pour le premier de ces plans, c'est-à-dire pour l'attaque immédiate et de front, et ce fut en conséquence de ce plan que l'on avait réglé tous les détails de la marche.

L'armée chilienne avait à peine franchi une courte distance qu'elle aperçut, à une lieue devant elle, les dernières colonnes ennemies qui revenaient occuper leurs positions après l'inutile sortie de la nuit précédente. L'artillerie leur envoya quelques grenades qui les obligèrent à accélérer leur retraite vers les hauteurs qui formaient leur camp. L'armée chilienne rangée en ligne de bataille, ayant son front et ses flancs protégés par des tirailleurs, continua à avancer jusqu'à l'endroit qui marquait, suivant les observations faites quatre jours auparavant, la portée extrême des canons ennemis.

Là, le général Baquedano établit en cet endroit, comme on l'avait décidé, une division d'un peu plus de 3,000 hommes

Digitized by Google

d'infanterie de ses meilleures troupes. C'était la réserve de l'armée, et elle ne devait prendre part à la lutte que dans le cas où les autres divisions essuieraient un sérieux échec ; et alors ces troupes fraîches, entrant en ligne, pouvaient rallier les autres divisions et ressaisir la victoire. Le reste de l'armée continua à avancer avec l'artillerie, laquelle devait engager le combat en ouvrant ses feux simultanément sur le front et les flancs de l'ennemi.

A dix heures du matin le combat commença par une vive canonnade. Le nombre et l'excellente qualité de leurs canons et aussi l'habileté de leurs artilleurs auraient dû assurer aux Chiliens une incontestable supériorité, mais la nature et la forme du terrain favorisaient les alliés. « En effet, dit le général Campero, nous avions tout d'abord l'avantage de ne point présenter de point de mire à leurs boulets, puisque notre première ligne se trouvait cachée derrière la cime du plateau, et qu'on n'apercevait que nos pièces d'artillerie, tandis que, nous autres, nous dominions toute l'étendue que les Chiliens occupaient. D'un autre côté, leurs projectiles ne nous causaient aucun mal : ils tombaient derrière nos rangs en raison de la courbe que décrivent les obus, ou bien ils s'enfonçaient dans le sable, où ils éclataient en produisant une sorte d'ébullition sur la terre, mais sans nous causer le moindre mal. Aussi à chaque coup de canon, le général bolivien Perez, répétait-il : « Encore une once d'or de perdue », faisant allusion au prix de revient des charges et à leur complète inutilité [1]. En conséquence je défendis d'abandonner les positions, et même de s'en écarter. Je défendis également de commencer les feux de mousqueterie avant que l'ennemi se trouvât à bonne portée.

Le général Baquedano s'étant convaincu de l'impossibilité de chasser l'ennemi de ses positions et de l'impuissance de l'artillerie et de le cavalerie, ordonna au bout d'une heure de ralentir la canonnade, et ce fut alors qu'il prépara la grande

1. Le général Perez mourut cependant un peu plus tard, à la fin de la bataille, blessé au front par un éclat d'obus chilien. C'était un vieux soldat, que ses compatriotes considéraient comme l'un des plus braves et des plus honnêtes chefs boliviens. Le jour de la bataille de Tacna, il était chef de l'état-major de l'armée alliée.

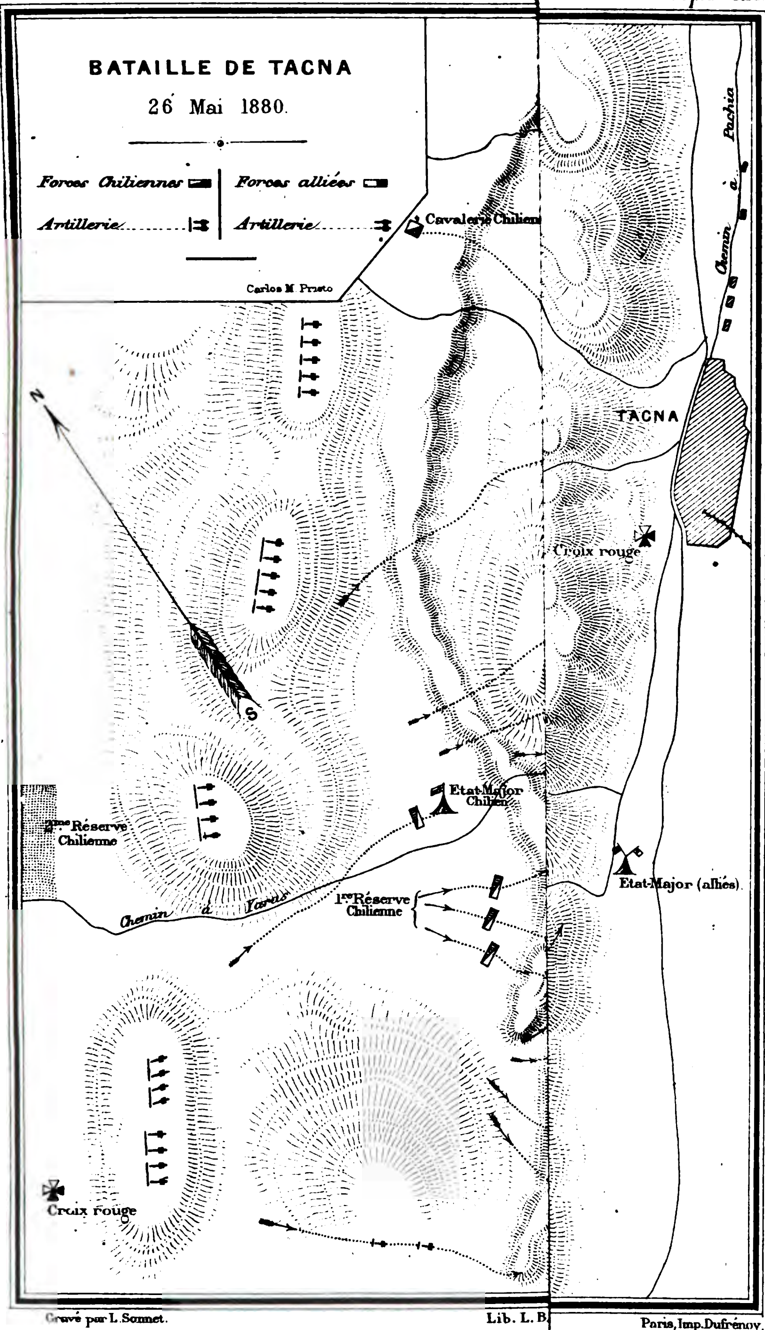

Digitized by Google

attaque avec son infanterie. Sans compter le corps de réserve établi, comme nous l'avons dit, un peu en arrière, l'infanterie chilienne était partagée en quatre divisions dont chacune comptait environ 2,000 hommes, et formant un total de 8,500 soldats. Elle reçut l'ordre d'aller déloger de ses formidables positions un ennemi supérieur en nombre. Trois de ces divisions seulement, engagèrent le combat en attaquant le front et les flancs de l'ennemi. La quatrième, formant la première réserve, resta en arrière pour accourir où elle serait nécessaire, c'est-à-dire au point où l'ennemi présenterait la résistance la plus tenace.

Le flanc gauche des alliés était le point le plus accessible de leurs positions; aussi le général Campero l'ayant reconnu d'avance, avait-il eu soin de masser sur ce point des forces considérables sous le commandement du général Camacho, lequel, comme on sait, avait toute sa confiance. Le général Baquedano y avait envoyé, lui aussi, la plus nombreuse de ses divisions, et celle-ci fut la première à engager la lutte et avec la plus grande décision. Les autres divisions attaquèrent bientôt, et vers midi, le combat était devenu général. L'artillerie chilienne, qui était restée à l'arrière-garde, soutenait la charge de l'infanterie en dirigeant ses feux à une certaine hauteur. Vers l'aile droite des alliés, les canons chiliens concentrèrent leurs feux sur une redoute armée de cinq pièces d'artillerie avantageusement placées.

L'impétueuse attaque de la division chilienne qui assaillit le flanc gauche des alliés y produisit en moins d'une heure une grande confusion. Malgré le grand nombre de ses défenseurs, et les avantages de sa position, la ligne ne tarda pas à faiblir, et un corps péruvien qui avait pris le nom prétentieux de « bataillon Victoria » tourna les talons et prit la fuite. En vain le général Campero commanda-t-il de faire feu contre les fugitifs; ceux-ci ne voulurent pas retourner au combat et continuèrent à fuir en désordre. La réserve fut alors appelée, et avec elle arrivèrent les meilleurs bataillons de l'armée alliée qui furent distribués sur les deux flancs, et principalement à l'aile gauche. Grâce à ces renforts, les défenseurs des hauteurs reprirent courage et soutinrent le combat avec une nouvelle ardeur.

Digitized by Google



Gravé par L. Sonnet.

Lib. L. B.

Paris, Imp. Dufrénoy.

Digitized by Google

Digitized by Google

A un certain moment deux des bataillons qui formaient l'aile droite des Chiliens horriblement maltraitée par le feu de l'ennemi, et voyant leurs munitions presque épuisées, reculèrent un peu en désordre. Quelques pelotons de cavalerie, qui étaient détachés sur ce point, accoururent pour les soutenir, tandis que l'autre division chilienne, qui formait la première réserve, avançait à son tour. Cette division, composée seulement de 1,600 hommes, se porta au pas de charge pour renforcer les troupes qui attaquaient le front et le flanc gauche de l'ennemi. L'artillerie et les mitrailleuses se rapprochèrent également, et l'attaque devint plus vigoureuse et plus décisive.

Les alliés, qui s'étaient bravement battus pendant deux heures, ne purent soutenir ce nouvel assaut. Ils résistèrent cependant quelque temps encore; mais bientôt ils commencèrent à céder, et à deux heures de l'après-midi, leur déroute était complète. L'artillerie chilienne continua ses feux pour achever la dispersion de l'ennemi, tandis que l'infanterie occupait les hauteurs et se lançait à la poursuite des fugitifs [1].

La seconde réserve, c'est-à-dire la division de 3,000 hommes que le général Baquedano avait laissée à un peu moins d'une lieue du théâtre de la lutte, était restée à cet endroit l'arme au bras, attendant qu'on eût besoin de ses services pour avancer contre l'ennemi. Elle s'était bornée à déployer ses forces après l'entrée en ligne de la première réserve. La bataille s'acheva sans qu'il fût nécessaire d'employer cette seconde réserve. Il semble néanmoins que sa présence contribua puissamment à décourager l'ennemi qui, de ses positions,

1. Les relations péruviennes ou boliviennes font une confusion complète de tous les faits dès qu'elles veulent raconter la seconde partie de la bataille. Le général Campero en revendique la part la plus glorieuse pour les troupes boliviennes, lesquelles occupaient l'aile gauche, où elles furent toutefois abandonnées par le bataillon péruvien *Victoria*, fait qu'il n'oublie pas de faire ressortir. Selon lui, non seulement les Boliviens ramenèrent les Chiliens dans cette partie du champ de bataille, mais ils leur auraient fait quelques prisonniers, et même enlevé plusieurs canons, qu'ils durent abandonner quand ils se virent attaqués par de nombreuses troupes entièrement fraîches. Le contre-amiral Montero, et le chef de l'état-major péruvien, colonel don Manuel Velarde, attribuent la meilleure part dans la défense aux forces péruviennes, qui, sous le commandement du premier, formaient l'aile droite. Montero va plus loin : il prétend que l'appui qu'on dut prêter à la division du colonel Camacho dès le commencement du combat affaiblit considérable

Digitized by Google

l'apercevait comme une seconde armée, prête à lui enlever la victoire dans le cas où il aurait réussi à repousser la première attaque des Chiliens.

Tel fut le résultat de la bataille de Tacna. Pour occuper les positions formidables où les alliés s'étaient retranchés, les Chiliens avaient perdu, en morts ou en blessés, près du quart de l'effectif réellement engagé dans le combat, c'est-à-dire 2,128 hommes. On comptait parmi eux 23 officiers morts, et 84 blessés; 463 soldats tués et 1558 blessés. Ces pertes de l'armée victorieuse s'expliquent facilement par la nécessité où étaient les Chiliens de se battre à découvert pour gravir les hauteurs d'où un ennemi invisible et bien placé au commencement lui lançait sans relâche une pluie de balles et de mitraille. La plus importante de ces pertes était celle du commandant don Ricardo Santa-Cruz, qui s'était brillamment conduit pendant toute la guerre, depuis le débarquement à Pisagua, où il avait été chargé de conduire à terre les premières colonnes chiliennes.

Les pertes des alliés étaient beaucoup plus considérables. On fait monter à plus de 2,800 le nombre de leurs morts ou de leurs blessés, en ne regardant comme tels que ceux qui n'avaient pu se retirer du champ de bataille ou des environs, et parmi lesquels figuraient un certain nombre d'officiers supérieurs, généraux, colonels, commandants [1]. Selon les infor-

ment le reste de la ligne : ce qui n'aurait pas empêché ladite division d'être la première à abandonner le champ de bataille. Nous devons toutefois faire remarquer que l'assertion du contre-amiral Montero, qui prétend rectifier le rapport du général bolivien, est assez peu exacte, et qu'elle raconte des incidents de pure invention, notamment une charge brillante de la cavalerie qu'il avait sous ses ordres, laquelle, selon lui, avait contenu les bataillons chiliens : or aucun des vainqueurs n'a connaissance de cette charge merveilleuse. On ne peut porter le même jugement sur le rapport du général Campero, document sérieux et rempli de faits, où l'on reconnaît clairement que les erreurs que son auteur a pu commettre sur la force numérique des troupes chiliennes, et sur la capture momentanée des canons ennemis, y sont énoncées de bonne foi, d'après des informations peu exactes. Il suffit de dire que pas un soldat de l'armée alliée ne s'est approché pendant le combat à cinq cents mètres de l'artillerie chilienne.

1. Les alliés ne purent faire le relevé exact des pertes qu'ils subirent dans la bataille de Tacna, qu'ils appellent bataille du « Champ de l'alliance », à cause de la dispersion qui suivit la déroute. Néanmoins, dans une publication du colonel Velarde, chef d'état-major péruvien, on

Digitized by Google

mations d'origine bolivienne, les pertes de la division de cette nation pendant le combat s'élevèrent à 1,200 morts et 900 blessés. On parle dans ces documents de deux bataillons qui furent presque complètement anéantis en défendant l'aile droite des alliés que les Péruviens avaient commencé à abandonner. Les Chiliens firent près de 2,500 prisonniers, dont un général, dix colonels, et un grand nombre d'officiers. Les vainqueurs s'emparèrent sur le champ de bataille de dix canons en état de service, et plus loin de deux autres qui étaient démontés, de cinq mitrailleuses neuves, de cinq ou six mille fusils et d'un nombre considérable de munitions de toute espèce.

Les généraux Campero et Montero sortirent sains et saufs de la bataille. Ils se dirigèrent l'un et l'autre avec les restes de leurs troupes vers la ville de Tacna où ils pensaient pouvoir organiser de nouveau la résistance. En y arrivant, il reconnurent que la chose était impossible, et ils continuèrent leur retraite en ralliant le plus grand nombre de fugitifs qu'ils purent rencontrer. Des 9,000 à 10,000 soldats qu'ils avaient le 26 dans la matinée, 2,800 hommes seulement, qui avaient appartenu à l'une ou à l'autre des deux armées alliées, se réunirent à eux en groupes désordonnés, et au bout de plusieurs jours seulement. Les Péruviens se dirigèrent sur Tarata et Puno avec le contre-amiral Montero, pendant que les Boliviens, sous les ordres du général Campero, se rendaient à la Paz, de l'autre côté des Cordillères.

La ville de Taena resta dès lors abandonnée, ou plutôt occupée par les blessés et les malades qui ne pouvaient ou ne voulaient pas fuir, et par les fugitifs qui jetaient leurs insignes militaires pour échapper aux vainqueurs, résolus qu'ils étaient à ne pas suivre leurs chefs. La confusion et le désordre régnaient dans la ville. Les habitants fermaient les portes de leurs maisons, et les fugitifs commençaient à saccager les dépôts de vivres et les magasins de denrées de toute nature à

donne les chiffres suivants pour les pertes de l'armée péruvienne seule : morts, 6 colonels, 7 lieutenants-colonels et 71 officiers; blessés, 1 colonel, 8 lieutenants-colonels et 92 officiers. Le colonel Velarde ajoute que la perte des soldats fut proportionnelle à celle des officiers.

Les pertes des Boliviens, parmi lesquelles on compte 2 généraux et un certain nombre de colonels et d'autres officiers, furent relativement supérieures.

Digitized by Google

la recherche de liqueurs quelconques. Il se présenta alors dans la ville un parlementaire chilien avec un drapeau blanc. Il cherchait les autorités pour les sommer de rendre la place. Ce parlementaire fut reçu à coups de fusil dans les rues mêmes de la ville, et il eut peine à se retirer sain et sauf.

On crut alors qu'on avait organisé une résistance sérieuse dans la place. Le général en chef envoya immédiatement sur Tacna une division de l'armée chilienne. L'artillerie qui l'accompagnait fit quelques décharges en l'air, et elle se disposait à prendre la ville de vive force, lorsque les consuls étrangers vinrent avertir que Tacna était abandonnée et sans défense et que les Chiliens pouvaient l'occuper sans coup férir, afin d'éviter de plus graves désordres. Ils affirmaient que c'étaient quelques soldats péruviens ivres qui avaient tiré sur le parlementaire, après quoi ils s'étaient dispersés. La division chilienne fit donc son entrée dans la ville, et à partir de ce moment les désordres cessèrent et la tranquillité se rétablit.

Dans la soirée du même jour et les jours suivants, plusieurs détachements de l'armée chilienne continuèrent à poursuivre les fugitifs; aucun d'eux ne revenait au camp sans y amener des groupes de soldats péruviens ou boliviens, et des charges d'armes ou de munitions abandonnées. Un bon nombre de soldats ennemis avaient réussi au moyen de déguisements divers à se dérober aux recherches des vainqueurs.

La nouvelle de la défaite de Tacna fut promptement répandue dans le sud du Pérou par les soldats qui avaient pu y échapper. Ils ne cherchaient pas à atténuer l'importance du désastre, mais ils persistaient à l'attribuer à l'immense supériorité numérique des Chiliens [1], dont ils faisaient monter

1. La presse de ces provinces, ainsi que celle de Lima, n'avait cessé de répéter que la seconde campagne des Chiliens ne devait inspirer aucune crainte, attendu que leurs forces n'étaient que de 12,000 hommes, tandis que la deuxième armée du Sud, commandée par le contre-amiral Montero, était bien supérieure en nombre. Après la bataille on intervertit les chiffres, en les exagérant outre mesure. L'armée chilienne, disait-on, se composait de 22,000 à 24,000 hommes, et l'armée alliée de 8,000 à 9,000 seulement.

La vérité est que, lors de la bataille de Tacna, les Chiliens avaient en tout 13,372 hommes, y compris un corps de réserve de 3,130 soldats qui ne prirent aucune part à l'action. Les 1,200 hommes qui formaient la cavalerie se virent presque inutilisés à cause de la nature du terrain, de

Digitized by Google

l'armée à 22,000 à 24,000 hommes, ce qui contribuait, comme on doit le supposer, à augmenter l'alarme et la confusion parmi ces populations peu belliqueuses.

Les premières rumeurs de la défaite arrivèrent à Lima le 1[er] juin. Ce jour-là, un transport chilien était arrivé au Callao, apportant au chef de l'escadre qui bloquait le port la nouvelle exacte de la bataille. L'amiral fit immédiatement tirer les salves d'usage, et les commandants des navires neutres eurent bientôt connaissance de ce qui s'était passé. La nouvelle s'en répandit également à terre, mais plutôt que d'y ajouter foi, on chercha à expliquer d'une autre manière les salves de l'escadre chilienne. Il était arrivé ce jour-là, disait-on, un nouvel amiral en remplacement de celui qui commandait le blocus, et tout naturellement il était reçu avec les honneurs dus à son rang.

Mais cette illusion ne pouvait durer longtemps. Le 2 juin, un vapeur anglais, qui arrivait du sud, faisait escale à Pisca, et il y communiquait les nouvelles qu'il avait recueillies à Arica, nouvelles qui furent immédiatement transmises à Lima par le télégraphe. La presse, soumise au régime dictatorial, publia des bulletins qui présentaient les faits de la manière suivante : — « Il s'est livré au sud une bataille qui a duré trois jours, sans résultat décisif. Les Chiliens eux-mêmes avouent des pertes plus considérables que celles des alliés. Comme mesure stratégique, on a laissé les Chiliens arriver jusqu'à Tacna, mais l'armée alliée s'est retirée en bon ordre, et sans laisser un seul prisonnier. En revanche. Montero emmenait 1,000 prisonniers chiliens. Le général Montero se trouvait à Palca avec ses troupes. Le 26, le colonel Leiva était à Torata avec une autre armée, et il devait se trouver actuellement sur le théâtre de la guerre. Bolognesi occupait

sorte que l'on peut dire que, du côté des vainqueurs, 9,042 soldats seulement se battirent. L'armée alliée, qui était sur la défensive et occupait des positions formidables, comptait, suivant le général Campero, 9,300 hommes.

Avant la bataille de Tacna, les troupes alliées étaient désignées dans les documents publics du Pérou sous le nom de la « deuxième armée du Sud », on conservait le nom de « première armée » à celle qui avait été détruite pendant la campagne de Tarapacá. Après la défaite, la presse de Lima et les documents officiels changèrent cet ordre, en donnant le nom de « première armée du Sud » à celle qui avait été battue à Tacna.

Digitized by Google

Arica avec les divisions qu'il commandait. Ainsi les débris de l'armée chilienne doivent se trouver actuellement enfermés dans un cercle de feu, et l'on peut les regarder comme perdus. »

Cette nouvelle circula pendant plusieurs jours à Lima, et dans tout le nord du Pérou, et elle fut transmise en Europe et aux États-Unis par la voie de Panama, comme si la publication de pareils bulletins pouvait remédier à des revers trop réels. Il n'y avait qu'un seul détail exact dans tout ce récit : c'était qu'il restait à Arica une division péruvienne, sous les ordres du colonel don Francisco Bolognesi. Tout le sud du Pérou, à partir de la vallée de Moquegua, était au pouvoir des Chiliens.

Digitized by Google

CHAPITRE XIII

ARICA, JUIN 1880.

La place d'Arica et ses fortifications. — Les mines de dynamite. — Le monitor *Manco-Capac*. — La garnison de la place. — Instructions données au commandant. — Son ignorance complète des événements de Tacna. — Il conçoit l'espérance de se défendre dans Arica en attendant des secours. — Les Chiliens rétablissent le chemin de fer pour marcher sur Arica. — Explosion sans conséquence d'une mine des Péruviens. — Une division chilienne s'établit en face d'Arica. — Le général chilien met le siège devant la place et la somme de se rendre. — Attaque inutile par l'artillerie de terre et de mer. — Le général se décide à donner l'assaut aux fortifications avec son infanterie. — Les Chiliens adressent à l'ennemi une seconde sommation sans aucun résultat. — Assaut d'Arica, 7 juin. — L'armée chilienne reste maîtresse de la place après un combat acharné. — Les marins péruviens font couler le monitor *Manco-Capac* et se rendent ensuite. Conséquences de ce combat.

La ville d'Arica, bien dépeuplée depuis les grands tremblements de terre de 1868 et de 1877, comptait, au commencement de la guerre, environ 3,000 habitants. Malgré cette faible population, elle était considérée comme la plus commerçante des places maritimes du Pérou après le Callao. C'était le port d'entrée et de sortie de presque tout le commerce de la Bolivie.

La guerre de 1879 en fit le deuxième port militaire du Pérou, disposition à laquelle se prêtait admirablement la configuration topographique de la place. La ville est bâtie sur les bords de la mer, protégée au sud par une suite de collines d'un accès plus ou moins difficile, et dont la main de l'homme peut faire en peu de temps des fortifications formidables. Au nord de la ville s'étend une plaine arrosée par la petite rivière d'Arica qui, après avoir parcouru une étroite vallée d'une végétation abondante, vient se jeter dans la mer. Dans cette

Digitized by Google

partie basse on avait établi à fleur d'eau trois batteries, dont chacune était armée de deux canons de 100, 150 et 300 livres. Ces canons mettaient la ville à l'abri de tout débarquement, et leurs feux dominaient toutes les basses-terres qui formaient l'autre partie de la vallée dont nous avons parlé.

Au sud de la ville, sur les points culminants de ces collines, on avait construit trois autres forts beaucoup plus importants.

Ces fortifications étaient défendues par de solides parapets formés de sacs de sable qui protégeaient les artilleurs, et elles étaient armées de quatorze canons, dont onze étaient également de 100, 150 et 300 livres. Par leur disposition, ces forts se dominaient les uns les autres ; ainsi dans le cas où ceux qui se trouvaient le plus éloignés de la ville auraient été perdus, ils n'en restaient pas moins protégés par les feux du Morro, le plus important de tous ces ouvrages. Le Morro est une colline de 150 mètres d'élévation, coupée à pic du côté de la mer, s'appuyant à la ville au sud, et d'un accès fort difficile. Outre sa pente très rapide, cette colline est couverte d'une couche de terrain sablonneux et mouvant, ce qui fait qu'on ne peut guère marcher que sur les sentiers étroits et tortueux pratiqués sur ses flancs. Le fort du Morro, défendu par huit canons, devait être le dernier asile des défenseurs de la place, et de là ils pouvaient facilement anéantir les troupes ennemies qui seraient parvenues à s'emparer de tous les autres forts.

Les Péruviens comptaient aussi sur d'autres moyens de défense. Tous les forts dominés par le Morro avaient été minés, et contenaient des dépôts de poudre et de dynamite qui devaient faire explosion les uns après les autres, dès qu'ils seraient tombés au pouvoir de l'ennemi. Par une ruse de guerre que la morale ne saurait approuver, on avait placé dans un hôpital sous la protection de la croix rouge, et par conséquent à l'abri de tout danger d'attaque de la part de l'ennemi, la batterie électrique d'où partaient les fils cachés qui devaient faire sauter les mines.

Restait une autre défense non moins redoutable que toutes celles dont nous avons parlé : c'était le *Manco-Capac*, véritable batterie flottante placée au centre de la baie et armée de deux grands canons de 500 livres, qui, grâce à la mobilité du navire, pouvaient être transportés d'un point à un autre, et.


Digitized by Google

suivant les besoins de l'attaque, diriger leurs feux sur terre ou sur mer. Nous avons déjà dit que ce monitor, quoique d'une marche très lente, était une machine de guerre presque inattaquable, puisqu'au moment du combat, sa ligne de flottaison n'excédait pas cinquante centimètres.

La garnison de la place, sans compter les marins du monitor, s'élevait à environ 2,000 hommes; 350 étaient des artilleurs et étaient préposés au service des forts; le reste, à l'exception de 70 cavaliers, étaient des fusiliers exercés pendant toute la durée de la campagne. Ces forces obéissaient à plus de 300 officiers, parmi lesquels on comptait douze colonels ou lieutenants-colonels. Une partie de ces hommes se trouvait distribuée dans les forts et dans les batteries pour les défendre en cas de surprise. L'autre, en prévision d'une attaque de l'infanterie ennemie par la vallée qui donne accès à la ville, était tenue en réserve pour la défense de la place elle-même. On avait construit dans ce but, au moyen de sacs de sable, une circonvallation qui, partant des bords de la mer, renfermait les trois batteries du nord et venait s'appuyer sur les collines où s'élevaient les fortifications du sud.

Les Péruviens avaient eu, depuis le commencement de la guerre, plus d'une année pour exécuter ces travaux, mais dans le principe ils y avaient mis beaucoup de lenteur. La perte de la province de Tarapacá, en novembre 1879, avait fait comprendre aux chefs péruviens la nécessité de pousser activement la fortification d'Arica. Stimulés un peu plus tard par le débarquement des Chiliens à Ite, en février 1880, ils s'étaient hâtés de terminer ses ouvrages. Vers le milieu du mois de mai, Arica était parfaitement fortifiée et pouvait résister avec avantage par terre et par mer à des troupes quatre fois supérieures en nombre à celles qui composaient sa garnison.

Le commandement de la place avait été confié au colonel don F. Bolognesi, ancien soldat qui avait acquis pendant ses voyages en Europe une instruction militaire bien supérieure à celle de la plupart des chefs péruviens. La formidable artillerie du Morro était sous les ordres du capitaine de vaisseau don J.-G. Moore, ancien commandant de la frégate *Independencia*, lors de la perte de cette dernière au combat d'Iquique, le 21 mai de l'année précédente. Cet officier était décidé à faire

Digitized by Google

oublier ce malheur en défendant héroïquement la forteresse. A en juger par les apparences, les autres chefs étaient animés de la même résolution. En effet, chaque fois que l'escadrille chilienne qui bloquait le port avait tiré sur les forts de terre, ces derniers s'étaient défendus avec toute l'énergie possible et avec un certain succès.

Lorsque le contre-amiral Montero fut sorti de la place pour aller occuper son poste dans l'armée de Tacna, Bolognesi, dans la crainte de se voir attaqué un jour ou l'autre, donna une plus grande impulsion à l'instruction militaire de ses troupes. Il apprit par le télégraphe que les Chiliens avançaient sur Tacna, et il reçut aussi la nouvelle plus ou moins chimérique qu'une autre armée péruvienne, commandée par le colonel Leiva, était sortie d'Arequipa, qu'elle marchait vers le sud, et que bientôt elle attaquerait l'arrière-garde des ennemis. La défaite des Chiliens était inévitable ; ainsi l'assurait le contre-amiral Montero dans toutes ses communications.

Nous avons raconté dans le chapitre précédent que quatre jours avant la bataille de Tacna, une division de l'armée chilienne avait fait une reconnaissance des positions des alliés, et qu'elle s'était ensuite retirée tranquillement sans être inquiétée. Montero communiqua aussitôt par le télégraphe ce mouvement de l'ennemi au commandant d'Arica ; il y voyait une preuve de l'impuissance des Chiliens, et un gage du triomphe prochain et assuré de l'armée de la coalition. Toutefois, la veille de la bataille, lorsque les déclarations de quelques muletiers chiliens firent supposer dans le camp de Tacna que l'armée ennemie se composait de plus de 22,000 hommes, et lorsque l'on vit que l'armée péruvienne, annoncée comme partie d'Arequipa, tardait beaucoup à arriver, Montero commença à croire à la possibilité d'une défaite. Cependant, sans se déconcerter et sans laisser voir ses appréhensions, il envoya au chef de la garnison d'Arica un télégramme ainsi conçu : « On se battra demain ; quel que soit le résultat de la lutte, vous devez résister, vous, jusqu'au dernier moment. »

Le 26, en effet, on entendit à Arica le bruit lointain de la canonnade ; c'était la bataille de Tacna. On croyait même apercevoir du haut des collines la fumée du combat. L'inquiétude était peinte sur tous les visages ; mais la journée se passa sans

Digitized by Google

nouvelles; quatre jours suivirent pendant lesquels on n'eut ni par le télégraphe, ni par aucune autre voie une connaissance exacte du dénouement du combat. Dans la nuit de ce même jour, les Chiliens avaient expédié d'Ite un aviso à vapeur pour annoncer la victoire au gouvernement du Chili, et ce vapeur, à son passage à Arica, avait transmis cette nouvelle aux navires qui bloquaient le port. Ceux-ci se pavoisèrent immédiatement en signe de victoire et firent les salves d'ordonnance. La garnison péruvienne n'ajouta guère foi à ces démonstrations. Selon eux, ce devait être un moyen employé par les Chiliens pour dissimuler une défaite. Ils préféraient attendre des nouvelles d'une origine moins suspecte.

Mais ces nouvelles n'arrivaient point. Le contre-amiral Montero raconte qu'à son passage à Tacna, après la défaite, il se rendit au télégraphe, afin de communiquer ses derniers ordres aux défenseurs d'Arica, mais que la ligne avait été coupée par les Chiliens. Sans doute, à cause de la confusion de la fuite, il oublia d'expédier un exprès pour leur porter la nouvelle du désastre. Il paraît aussi que beaucoup de ceux que la déroute avait dispersés eurent l'idée de se retirer sur Arica; mais le chemin de fer se trouvait également coupé, et ils eurent peur de tomber entre les mains des Chiliens, en se mettant en marche à pied ou à cheval. La vérité est que ce fut seulement le 31 mai que trois ou quatre fugitifs péruviens arrivèrent à Arica et racontèrent ce qu'ils avaient vu, c'est-à-dire la destruction complète et définitive de l'armée de la coalition.

Dès lors, plus de doutes sur la réalité de la situation. Pourtant on était bien loin de la croire désespérée. La place possédait une garnison et les éléments nécessaires pour repousser n'importe quelle attaque, d'autant plus que les Chiliens, quoique vainqueurs, devaient avoir souffert de grandes pertes dans la bataille qui, au dire des fugitifs, avait été très sanglante. La ville était pourvue d'eau, grâce à certaines sources qui existent dans l'intérieur des lignes fortifiées, et elle avait assez de vivres pour soutenir un long siège. Quant aux munitions, elles étaient loin de manquer, puisqu'on avait pu distraire une grande partie de la poudre en la destinant aux mines creusées à l'intérieur et au dehors de la ville. — L'attaque de l'ennemi devait se réduire à un siège plus ou moins long; mais

Digitized by Google

avant peu, il pouvait arriver un autre corps péruvien, par exemple celui de Leiva, qui, d'après les informations, devait déjà avoir quitté Torata, et qui, se grossissant dans sa marche des fugitifs péruviens, pourrait livrer une nouvelle bataille dans laquelle les Chiliens ne devaient pas manquer de succomber.

Le lendemain de la victoire de Tacna, et malgré les fatigues qu'avaient occasionnées la poursuite des fugitifs et l'établissement dans la ville d'hôpitaux militaires, le général Baquedano prit les mesures convenables pour marcher sur Arica. Un corps de pontonniers partit pour réparer les dégâts du chemin de fer, sous la direction de quelques ingénieurs de l'armée; il était protégé par une division de cavalerie. Ces travaux furent poussés avec tant de vigueur qu'en cinq jours les communications par la voie ferrée furent rétablies jusqu'à la petite rivière de Chacalluta, située à quelques kilomètres au nord d'Arica. Le pont qui existait sur cette rivière avait été détruit par les Péruviens, mais ce lieu avait été désigné pour le campement de l'armée chilienne ; de là les troupes devaient marcher en avant, prêtes à combattre et avec toutes les précautions qu'exigeait le voisinage de l'ennemi.

Dans l'après-midi du 1er juin, et presque à la tombée de la nuit, un régiment de cavalerie chilienne arriva dans ces parages, et, après avoir reconnu le camp situé dans le voisinage du pont détruit, les soldats commencèrent à descendre par sections à la rivière afin d'abreuver leurs montures; ils suivirent à cet effet le seul sentier praticable. Tout à coup, une épouvantable détonation se fait entendre, le sol s'ébranle, et l'on voit s'élever dans les airs une quantité énorme de pierres enveloppées d'un immense tourbillon de feu et de fumée. Les chevaux se cabrent et essayent de s'échapper dans toutes les directions, augmentant ainsi la confusion qui résultait de cette surprise. C'était une mine de dynamite qui venait d'éclater. Le chef du détachement, aux pieds duquel venait d'avoir lieu l'explosion, était le major don Raphaël Vargas, qui passait pour un des premiers sabreurs de la cavalerie chilienne. Resté sain et sauf, il ne perdit pas un instant son sang-froid. Le trompette qui était à ses côtés pour communiquer ses ordres, ainsi que deux autres soldats, avaient reçu quelques blessu-

Digitized by Google

res; c'étaient les seuls hommes que l'explosion eût atteints. Le major Vargas réunit ses compagnons, et ayant aperçu trois hommes qui s'éloignaient en toute hâte d'une petite maison en bois située sur la rive opposée du fleuve, il se mit résolument à leur poursuite, sans prendre le temps de penser que d'autres mines pouvaient éclater autour de lui. Un des fugitifs parvint à s'échapper; les deux autres furent faits prisonniers et sauvés par le major Vargas de la mort que voulaient leur donner les soldats. L'un d'eux était un ingénieur péruvien chargé de diriger les mines établies en cet endroit.

Le projet des Péruviens de détruire l'armée chilienne au passage de la rivière de Chacalluta, ou au moins de lui causer de graves désordres, était donc complètement déjoué. Dans la maisonnette en bois dont nous avons parlé, on trouva la batterie électrique qui devait communiquer le feu aux autres mines. On coupa immédiatement les fils, et le jour suivant on continua les travaux. Sur les bords de la rivière, au seul point par lequel pouvait passer l'armée chilienne, les Péruviens avaient préparé dix mines chargées de dynamite, de pierres et de terre fortement comprimées, et disposées d'une manière assez habile pour causer les plus terribles ravages. Une seulement avait fait explosion. Les ingénieurs péruviens crurent qu'elle suffirait pour effrayer la colonne ennemie qui était alors en vue, se réservant de faire sauter les autres, lorsqu'ils verraient s'avancer des forces plus considérables. Le sang-froid des soldats chiliens déjoua, comme nous l'avons dit, ces prévisions. Toutes ces mines furent immédiatement inutilisées sans aucun accident, le 2 juin, de telle sorte qu'il fut possible d'établir tranquillement les cantonnements de l'armée. L'état-major chilien savait que plus loin, aux environs de la ville et autour des forts qui la protégeaient, il existait d'autres mines et que, par conséquent, il fallait avancer avec une extrême précaution.

Ce même jour, 2 juin, le chemin de fer qui conduit à Tacna commençait à fonctionner et à transporter les troupes qui devaient attaquer Arica. En effet, vers le soir, il arriva au campement de Chacalluta environ 3,000 soldats d'infanterie, qui, à la bataille de Tacna, faisaient partie de la réserve et

Digitized by Google

qui, par conséquent, n'avaient pas pris part au combat. Le 3 juin, arrivait également le général Baquedano accompagné de son état-major, ainsi qu'un autre régiment d'infanterie et quatre batteries. Les forces chiliennes campées au nord d'Arica s'élevaient donc au chiffre d'environ 5,000 hommes.

Malgré le désir du général chilien d'engager l'attaque, il se vit dans la nécessité de la retarder afin de reconnaître d'abord parfaitement l'état des lieux, et de donner à ses troupes la meilleure position possible. En effet, le 4, pendant qu'une partie de l'infanterie, marchant sur le flanc des collines sablonneuses qui s'élèvent à l'est d'Arica, allait garder l'entrée de la vallée formée par la rivière du même nom, les ingénieurs examinaient minutieusement toutes les hauteurs et tous les bas fonds dont on pouvait tirer quelque avantage au point de vue stratégique. Ces opérations continuèrent toute la nuit; de telle sorte que le lendemain, 5 juin, au point du jour, l'artillerie chilienne était disposée en ligne sur les flancs de ces collines, tandis que l'infanterie et la cavalerie, parfaitement distribuées, fermaient tous les accès de la place, qui se trouvait ainsi complètement investie.

Voulant éviter une effusion de sang bien inutile, le général Baquedano pensa que le moment était venu d'obtenir la capitulation des défenseurs d'Arica. Dans ce but, il députa, vers la place, le major d'artillerie don J. de la Cruz Salvo, en qualité de parlementaire. L'officier chilien fut reçu par le colonel Bolognesi. Il lui exposa que la situation résultant de la défaite de l'armée alliée à Tacna lui imposait de renoncer, au nom de l'humanité, à une résistance inutile, attendu que la place, ne pouvant recevoir aucun secours, devait succomber tôt ou tard. Le colonel Bolognesi, après en avoir délibéré avec les chefs qui étaient sous ses ordres, déclara qu'il était résolu à sauver l'honneur de sa patrie et à résister jusqu'à ce qu'il eût brûlé sa dernière cartouche.

Il ne restait donc plus qu'à commencer les hostilités. En effet, l'artillerie chilienne tira sur la place quelques coups de canon auxquels répondirent immédiatement les forts péruviens. Cette attaque ne causa, de part et d'autre, aucun dommage, et elle ne servit qu'à mettre en évidence la supériorité de l'artillerie péruvienne. Les Chiliens, qui n'avaient pas de

Digitized by Google

canons de siège, étaient exposés au feu des puissantes pièces de 100, 150 et 300 livres de l'ennemi.

Une autre circonstance vint donner une connaissance plus complète de la situation. Bien que les chefs péruviens crussent pouvoir défendre Arica et comptassent sur le prompt secours de l'armée qu'on supposait partie de Torata, beaucoup d'officiers et de soldats, voyant les choses sous un autre point de vue, craignaient les horreurs qui sont la conséquence d'un assaut victorieux. Quelques-uns d'entre eux avaient déserté ; entre autres un major et un capitaine. Les déclarations faites par quelques-uns de ces déserteurs révélèrent aux chefs chiliens toutes les ressources que la ville possédait pour sa défense. On crut cependant encore qu'une attaque simultanée des forces de terre et des vaisseaux de l'escadre pourrait décider l'ennemi à capituler.

On commença cette attaque le 6 juin. A onze heures du matin les canons de campagne de l'armée assiégeante ouvrirent leurs feux, et à une heure et demie les quatre navires qui bloquaient la ville s'avancèrent résolument sur les fortifications et y lancèrent quatre-vingts bombes auxquelles répondirent les batteries de terre et les puissants canons du *Manco-Capac*. Les résultats de cette attaque ne purent être appréciés. On ne connaît pas les dommages causés dans la ville, mais il est avéré qu'un des navires chiliens reçut dans sa carène deux boulets qui heureusement n'atteignirent personne, et que le cuirassé *Cochrane* reçut également un obus en haut d'un de ses sabords. Un éclat de ce projectile pénétra dans la batterie et tomba sur une gargousse avec laquelle les artilleurs chiliens chargeaient en ce moment un des canons. L'explosion de cette charge de poudre, sans causer d'avaries au navire, blessa vingt-sept hommes dont quelques-uns moururent plus tard.

En présence de ce résultat, le général Baquedano se décida à ne pas retarder davantage l'assaut de la place. Il avait confié le commandement immédiat de cette opération au colonel don Pedro Lagos, et ce chef, aidé efficacement de quelques ingénieurs, avait déployé la plus grande activité pour reconnaître le terrain, et étudier les conditions de l'attaque qu'il pensait exécuter. On avait compris qu'un coup de main aussi rapide qu'audacieux pouvait seul assurer l'occupation de la place ;

Digitized by Google

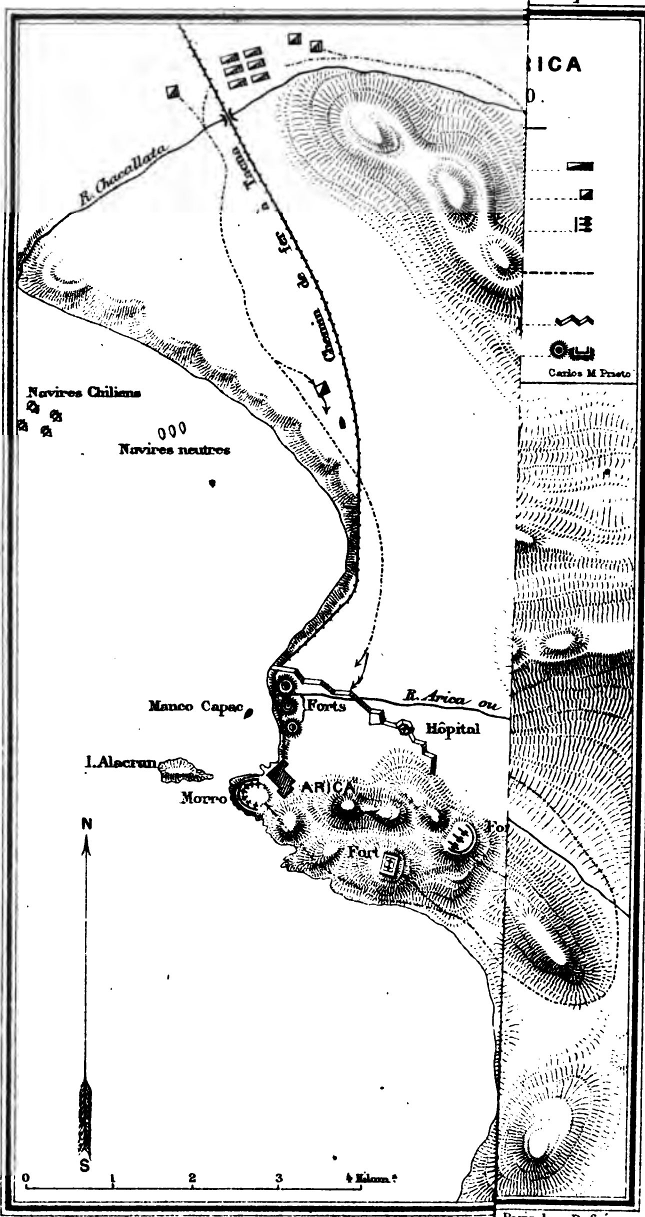
or le colonel Lagos connaissait parfaitement toutes les difficultés de l'entreprise et la manière de les surmonter.

Suivant le plan convenu, l'artillerie chilienne devait garder ses positions, sans prendre aucune part au combat. Le rôle de la cavalerie se bornerait à la poursuite des Péruviens qui pourraient s'échapper des forts au moment de l'attaque. A l'infanterie seule revenait la rude tâche de donner simultanément l'assaut à toutes les batteries ennemies.

L'infanterie chilienne, campée en face d'Arica, se composait d'environ 4,000 hommes. On en détacha une division de 1,200 soldats, qui devaient former la réserve des troupes d'attaque, pour venir leur prêter secours s'il était nécessaire. Celles-ci étaient divisées en deux corps; l'un de 900 hommes devait attaquer les trois forts situés dans les bas fonds du nord de la ville, et l'autre de 1,900 hommes était chargé de gravir les collines et d'attaquer les fortifications du sud, les plus formidables de toutes. Ces forces allaient s'engager contre une garnison de plus de 2,000 hommes, placée dans des positions presque inexpugnables, protégée par de solides parapets, armée de l'artillerie la plus puissante, et ayant des mines chargées de poudre et de dynamite et prêtes à faire sauter tous ceux qui s'approcheraient des forts. Les soldats chiliens connaissaient parfaitement toutes ces difficultés; et cependant ils se préparaient au combat avec courage et résolution. L'assaut devait avoir lieu le 7 juin au point du jour.

Avant de prendre ses dernières dispositions, le colonel Lagos voulut éviter les horreurs d'un combat qui devait être des plus sanglants. Dans l'après-midi du même jour, 6, il envoya à la ville l'ingénieur péruvien qui avait été fait prisonnier après l'explosion d'une mine de dynamite lors du passage de la rivière de Chacalluta. Il était chargé de représenter aux défenseurs de la place l'inutilité de la résistance et le danger qu'ils couraient en s'exposant à la furie du soldat chilien, exaspéré par l'idée d'avoir devant lui un ennemi qui ne combattait que derrière des retranchements formidables, et qui employait les mines comme arme de défense. Mais les chefs péruviens se sentaient enhardis par l'heureux résultat de la canonnade de ce jour, qu'ils considéraient comme une victoire pour leurs armes; et ils crurent que cette nouvelle

Digitized by Google



Gravé par L. Sonnet. Lib. L. BAUDOI Paris, Imp. Dufrénoy.

Digitized by Google

Digitized by Google

sommation était inspirée non, comme on le disait, par le désir d'éviter de nouvelles horreurs, mais par l'impuissance de la peur [1]. En conséquence, l'ingénieur péruvien retourna quelques heures plus tard au campement chilien pour y annoncer que les chefs de la place se refusaient résolument à capituler.

A sept heures du soir, et lorsque les ombres de la nuit couvraient tout le camp d'une obscurité complète, les colonnes d'attaque qui devaient donner l'assaut aux forts du sud se mirent en marche, dans le plus profond silence, jusqu'à ce qu'elles fussent à un kilomètre de ces ouvrages et par conséquent jusque sous le feu de leurs puissants canons. Elles s'y établirent pour la nuit afin de prendre le repos nécessaire avant ce terrible assaut. La cavalerie restait à l'arrière-garde, occupée à entretenir les feux du campement de la journée afin de mieux donner le change à l'ennemi. Cette opération s'effectua avec tant d'ordre que les défenseurs de la place n'eurent pas le moindre soupçon du voisinage des colonnes chiliennes. Aussi de part et d'autre la nuit se passa dans la plus parfaite tranquillité.

Le lendemain (7 juin) au point du jour, les 1,900 hommes qui devaient attaquer les forts du sud se trouvaient prêts à marcher, guidés par les officiers de l'état-major qui avaient étudié le terrain. En effet, aux premières lueurs du jour, sans se préoccuper de la fusillade bien nourrie des Péruviens, ils s'élancent au pas de charge, tombent comme la foudre sur les deux premiers ouvrages, éventrent à coups de baïonnette les sacs qui formaient les parapets ; le sable se répand, et une fois la brèche ouverte, ils chargent les défenseurs des forts avec une telle fureur, qu'en peu d'instants ils enfoncent leurs rangs pressés et les mettent honteusement en fuite. Tous ceux qui échappent à la mort essayent de se replier sur les hauteurs du Morro, où l'on pensait organiser la plus vigoureuse résistance.

L'apparition des Chiliens sur les collines du sud était le

1. Les chefs péruviens en étaient tellement convaincus, que le mot d'ordre donné pendant cette nuit aux sentinelles, se composait des mots suivants : *Enemigo cobarde tenemos.* « Nous avons affaire à des lâches. »

Digitized by Google

signal convenu pour que la colonne de 900 hommes, qui était restée au nord, tombât sur les forts situés dans cette zone. Bravant les boulets qui pleuvent de ces forts, et ceux du monitor *Manco Capac*, cette colonne avança résolument et engagea la lutte avec la même décision que les compagnons d'armes qui leur avaient donné l'exemple. La résistance des Péruviens ne fut pas de longue durée. Pleins de confiance en l'effet de leurs mines, ils se décident bientôt à abandonner leurs forts du nord, laissant à la poudre et à la dynamite le soin de les faire sauter. Mais les ingénieurs péruviens chargés de mettre le feu aux mines s'épouvantèrent de cette attaque aussi rapide qu'audacieuse, et voyant les ennemis partout, ils appliquèrent précipitamment l'électricité à quelques-uns des fils conducteurs; deux mines pratiquées sous les batteries des collines, et deux autres situées dans les forts de la plaine firent explosion à l'instant même en élevant des colonnes de fumée, de feu et de pierres et en faisant sauter près de 200 combattants, presque tous péruviens : de telle sorte que l'emploi de cette arme terrible venait au secours des assaillants contre lesquels on l'avait préparée.

Ces explosions causèrent peu de pertes aux Chiliens; la crainte même de voir d'autres mines sauter plus loin ne les découragea pas un seul instant. Bien loin de là, saisis d'une nouvelle fureur, ils s'élancent avec une résolution inébranlable vers les hauteurs du Morro, escaladant de toutes parts la colline qui se dresse devant eux. Leurs balles, leurs baïonnettes atteignent et renversent les Péruviens qui allaient renforcer la garnison du Morro. Dans leur marche ils essuient un feu nourri dirigé contre eux par les ennemis cachés derrière les parapets du fort. Ce fut là que fut mortellement frappé le colonel chilien don J. San Martin, qui commandait l'assaut de ce côté, ainsi que bon nombre de soldats; mais à la voix du second commandant, la troupe arrive au bord des tranchées ennemies, les emporte d'assaut et pénètre dans le fort où elle étouffe en peu d'instants toute espèce de résistance. Là succombèrent le colonel Bolognesi, commandant militaire de la place, le commandant Moore, chef de l'artillerie, et beaucoup d'officiers et de soldats. Quelques-uns se précipitèrent des hauteurs de la colline dans les ravins qui s'ouvrent du

Digitized by Google

côté de la mer, préférant cette mort à celle qu'ils pouvaient recevoir en combattant.

Dans ces moments de suprême angoisse, arrive au Morro la nouvelle que les batteries du nord ont été également prises d'assaut, que les Péruviens ont fait sauter les canons au moyen de la dynamite avant de les abandonner pour se replier sur les hauteurs; on ajoute que c'est dans un hôpital placé sous la sauvegarde de la croix rouge, et d'où l'on a tiré sur les Chiliens, que se trouvent les batteries électriques qui ont fait éclater les mines. On annonce aussi qu'il existe beaucoup d'autres dépôts de dynamite, et que les officiers de l'état-major sont occupés à couper les fils conducteurs qui partent de l'hôpital. « Plus de prisonniers! » crièrent les soldats chiliens, et ils se précipitèrent avec rage sur les défenseurs épouvantés du Morro. Les chefs et les officiers chiliens eurent peine à contenir la fureur de leurs troupes; ils purent néanmoins arracher à la mort plus de 60 officiers et au moins 300 soldats ennemis. Le pavillon chilien fut arboré sur ces hauteurs pendant que durait encore le feu du combat.

Cependant la réserve avait fermé le passage à tous les fuyards, et une partie de la cavalerie chilienne avait pénétré dans les rues de la ville au milieu de la fusillade qui partait des édifices. Cette résistance redouble la furie des soldats chiliens. Ils mettent le feu à quelques maisons dans lesquelles l'ennemi s'est retranché; ils sabrent sans pitié tous les hommes armés qu'ils trouvent sur leur passage, et en peu d'instants ils sont maîtres de la ville. Le combat avait duré cinquante-cinq minutes. Dans ce court espace de temps, les Chiliens, grâce à leur irrésistible élan, avaient enlevé toutes les tranchées et tous les forts qui entouraient la place d'Arica.

Mais il restait encore une autre batterie que les troupes de terre ne pouvaient prendre d'assaut. C'était le puissant monitor *Manco Capac*. A six heures du matin, lorsque les premiers coups de feu se firent entendre, cette batterie flottante abandonna son mouillage, et, s'approchant de la plage, tira sur la colonne chilienne qui s'avançait pour attaquer les forts du nord. Lorsque le drapeau du vainqueur flotta sur les hauteurs occupées auparavant par les Péruviens, on le vit s'éloigner lentement de terre. On crut qu'il allait se porter sur les navires

Digitized by Google

chiliens qui bloquaient le port, et qui étaient restés au nord de la baie, afin de se briser contre l'un d'eux; il eût ainsi succombé glorieusement dans un choc désespéré qui pouvait causer à l'ennemi une perte sensible. L'anxiété de ceux qui observaient les mouvements du monitor péruvien ne fut pas de longue durée. On vit bientôt l'équipage du vaisseau se jeter dans deux chaloupes à vapeur. Ces embarcations, remorquant quelques canots remplis d'hommes, allèrent demander asile aux navires neutres. Pendant ce temps, le *Manco Capac*, n'ayant plus un seul homme à son bord, coulait bas dans le port même. Les marins péruviens avaient borné leur défense à ouvrir les soupapes du vaisseau et à lui appliquer quelques torpilles afin de le couler et de le perdre dans un endroit où la profondeur de la mer ne permît jamais de le remettre à flot.

Ce dernier épisode de la défense d'Arica n'offrit aucun de ces traits d'héroïsme auxquels on s'attendait. Les marins neutres se refusèrent catégoriquement à recevoir l'équipage du *Manco Capac*. Désespérés de ce refus, les fugitifs se décident à assurer leur salut en se constituant prisonniers à bord des navires chiliens qui, en ce moment, s'approchaient de la place conquise par l'armée de terre. Il n'y eut qu'une seule embarcation portant quelques marins péruviens qui, courant vers le nord à toute vapeur, parvint, grâce à sa prodigieuse rapidité, à échapper à la poursuite des Chiliens. Enfin, se croyant hors de danger, les fugitifs vont aborder dans un petit port voisin d'Ite. Avant de débarquer ils appliquent une torpille à leur propre embarcation afin de la faire sauter et d'enlever ainsi ce trophée aux vainqueurs. Mais les Chiliens occupaient cette côte depuis quelques mois déjà, et les soldats qui y étaient en garnison prirent et désarmèrent les seuls militaires péruviens qui avaient pu échapper au désastre d'Arica.

La conquête de la place avait occasionné à l'armée chilienne les pertes suivantes : Morts, 3 officiers et 114 soldats; blessés, 18 officiers et 237 soldats; en tout 372 hommes hors de combat. Mais les pertes des Péruviens étaient quatre fois supérieures, et elles avaient été en partie causées par l'explosion prématurée des mines pratiquées dans les forts. L'état-major chilien calcule que l'ennemi eut plus de 1,000 morts et environ 200 blessés. Le nombre des prisonniers s'élevait à

Digitized by Google

1,328 hommes, tant soldats que marins, parmi lesquels on comptait 118 officiers. Le matériel de guerre, pris par les vainqueurs, était également très considérable. Il se composait de treize canons de différents calibres dont neuf de 100 et un de 300 livres en parfait état de service, sept canons brisés par la dynamite; plus de 1,500 boulets et obus pour l'usage de ces canons; 1,500 carabines de différents systèmes avec leurs munitions respectives; enfin une quantité considérable de dynamite, de fils conducteurs, de poudre, d'outils et autres objets employés dans le service des forts. Les Chiliens avaient poussé l'attaque de la place avec tant de vigueur et de promptitude que l'ennemi n'avait pu détruire qu'une faible partie de son matériel de guerre, notamment les sept canons dont nous avons parlé plus haut. Il en était aussi résulté qu'aucun des défenseurs de la place n'avait réussi à s'échapper. « Tous sont prisonniers ou morts, » dit laconiquement le rapport du commandant chilien.

Après la victoire on déploya la même activité pour faire cesser la confusion et le désordre, conséquences inévitables d'une bataille livrée dans ces conditions. On installa des hôpitaux pour les blessés. Les chirurgiens chiliens firent preuve d'un grand zèle dans ce travail; mais il est également juste de rappeler qu'ils furent efficacement aidés par les médecins de la frégate de guerre allemande la *Hansa*, qui descendirent à terre avec quantité de bandages et de médicaments, et qui déployèrent dans cet acte d'humanité autant de zèle que d'intelligence. On découvrit au quartier général des Péruviens un plan des fortifications et des mines de la place. Ce plan révélait que les mines étaient au nombre de quatre-vingt-quatre; que la plupart d'entre elles étaient encore intactes, et que, d'un moment à l'autre, elles pouvaient éclater par suite d'une négligence quelconque ou de l'incendie de quelques édifices. Les soldats mirent deux jours à enlever ces mines, et ils y réussirent sans aucun accident.

L'état-major chilien eut également à s'occuper de travaux d'un autre genre. Tandis qu'on prenait les mesures nécessaires pour envoyer à Valparaiso les prisonniers faits dans les deux dernières batailles, et que l'on évacuait sur Iquique et Pisagua les blessés transportables, on équipait deux vaisseaux chargés

Digitized by Google

de conduire au Callao les blessés péruviens qu'on pouvait sans inconvénient laisser en liberté, vu l'impossibilité dans laquelle ils se trouvaient de reprendre les armes. Cette mesure d'humanité, tout en diminuant l'encombrement des hôpitaux militaires, permettait à ces malheureux de retourner dans leurs familles et de recevoir les soins qu'il est très difficile de donner dans un campement. Ils devaient être d'ailleurs les plus fidèles messagers du désastre et pouvaient démentir les versions fantaisistes que le gouvernement employait pour changer en victoires ou du moins en combats insignifiants les affreux désastres de son armée.

Le Chili, de son côté, n'eut pas besoin d'exagérer l'importance des triomphes obtenus par ses soldats. A la fin de la seconde campagne de la guerre du Pacifique, il avait la possession tranquille de tout le territoire péruvien qui s'étend au sud d'Ilo, tandis que son escadre, augmentée de deux navires pris à l'ennemi, bloquait le Callao et les ports voisins, et parcourait toute la côte du Pérou sans trouver aucune résistance. On avait enlevé à l'ennemi, sur les champs de bataille, près de 4,000 prisonniers, quarante canons y compris les mitrailleuses, et plus de six mille rifles ou carabines, et ainsi se trouvaient assurés sur mer et sur terre la puissance et le prestige de la république du Chili.

La chute d'Arica marque le terme naturel de la seconde période de la guerre du Pacifique, et une sorte d'arrêt dans les grandes opérations militaires. Elle nous indique, par conséquent, le point où nous devons suspendre cette courte et simple exposition. Nous la reprendrons dès que la campagne qui s'ouvre en ce moment sur de plus vastes proportions aura donné ses premiers résultats. Actuellement, la voix est au canon, et non plus à l'historien.

FIN DE LA PREMIÈRE PARTIE

Digitized by Google

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

LES CAUSES DE LA GUERRE

CHAPITRE PREMIER

CHAPITRE II

CHAPITRE III

Digitized by Google

CHAPITRE IV

CHAPITRE V

CHAPITRE VI

DEUXIÈME PARTIE

LES OPÉRATIONS MILITAIRES

CHAPITRE PREMIER

Antofagasta et Calama, février et mars 1879.

Digitized by Google

CHAPITRE II

Déclaration de guerre au Pérou, avril 1879.

CHAPITRE III

Les armées du Pérou et du Chili avant la guerre.

CHAPITRE IV

Combat d'Iquique, 21 *mai* 1879.

CHAPITRE V

Réorganisation militaire des trois Républiques belligérantes, de mai à juillet 1879.

Digitized by Google

Digitized by Google

CHAPITRE IX

Chute des présidents du Pérou et de la Bolivie, décembre 1879.

CHAPITRE X

Moquegua et Los Anjeles, de janvier à mars 1880.

CHAPITRE XI

Expédition de Tacna, avril et mai 1880.

Digitized by Google

CHAPITRE XII

Tacna, mai 1880.

CHAPITRE XIII

Arica, juin 1880.

FIN DE LA TABLE

Sceaux. — Imprimerie Charaire et fils.

Digitized by Google

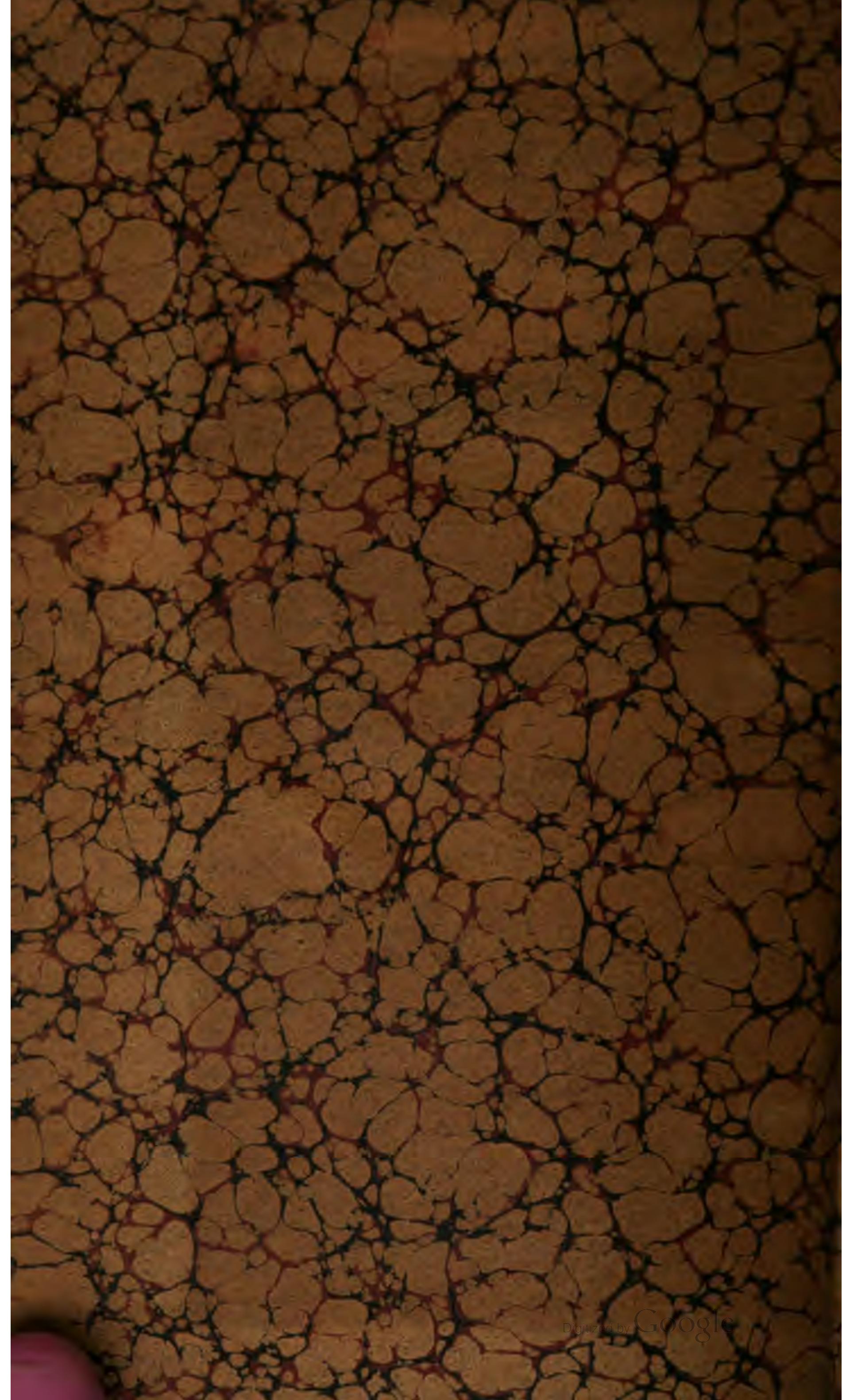
Digitized by Google

45.–
2 tom

Digitized by Google

2131

Digitized by Google


Digitized by Google